





## DÉBATS

Antisémitisme

## Silence sur Carpentras

par Jean-Marie Domenach

VOILA près de six mois qu'a eu lieu la profanation du cimetière juif de Carpentras. Le 14 mai (soit cinq ou six jours plus tard), le ministre de l'Intérieur, Pierre Joxe, a déclaré : « Il n'y a pas besoin d'enquête policière pour savoir qui sont les criminels. »

Six mois plus tard, malgré les dizaines d'enquêteurs venus de Paris, on ne sait toujours pas qui sont les criminels. Chose encore plus troublante : les médias écrits et audiovisuels qui avaient fait de cet abominable événement un scandale qui jeta dans les rues des centaines de milliers de manifestants et ternit à l'étranger la réputation de la France n'ont pas cherché à prendre le relais de l'enquête policière et se taisent. Nul parlementaire, nulle autorité morale ou intellectuelle n'ose interpellier le gouvernement. Carpentras semble être entré définitivement dans la légende noire de la nation sans

qu'on connaisse les coupables et sans qu'on sache exactement ce qui s'est passé.

Les seules réalités prouvées à ce jour sont : 1) il y a bien eu profanation du cimetière juif ; 2) il n'y a pas eu, contrairement à ce qui fut prétendu alors, empalement d'un cadavre.

Le démenti officiel apporté tardivement sur ce second point n'élève rien à l'honneur de la profanation des tombes, mais il conduit à se poser quelques questions sur cet empalement prétendu. Il y a eu montage. Par qui et pourquoi ? Ce montage est une opération répugnante qui consiste à se servir de cadavres à des fins médiatiques, comme cela fut fait en grand à Timisoara. Si la responsabilité de cette manipulation n'est pas établie et ne semble même pas avoir été recherchée, elle a eu pour inconvénient de pousser certains à mettre en doute l'authenticité de la profa-

nation elle-même et à parler de provocation. Or il serait encore plus absurde d'attribuer sans preuves à des provocateurs ce que M. Joxe avait attribué sans preuves à des partisans de Jean-Marie Le Pen.

## Mauvais arguments et passions troubles

Aussi troublante est l'hésitation sur la date de la profanation : la nuit du 8 ou celle du 9 mai ? Une étude serrée que Paul Yonnet vient de publier dans la revue *Le Débat* (n° 61, septembre-octobre 1990) avance une hypothèse troublante : « La profanation a été rendue publique le jeudi 10 mai, et l'on a fait, voulu ou laissé croire qu'elle avait eu lieu dans la nuit du 8 au 10 mai, donc dans les heures qui ont suivi la prestation télévisée de Le Pen. L'anonymat du forfait, prolongé par l'immédiété coïncidente

de la profanation, permettait de désigner le leader du Front comme l'instigateur objectif de ce désordre public. (...) Carpentras est une machine à démontrer. Le commentaire y a précédé la caricature de rares tentatives de recherche d'informations objectives. » Il semble, en effet, que la profanation ait eu lieu dans la nuit précédente, celle du 8 au 9 mai.

La coïncidence entre l'intervention télévisée de Jean-Marie Le Pen et la profanation aurait donc, selon Paul Yonnet, conduit à retarder d'une journée la date de celle-ci afin d'établir entre les deux événements un lien de cause à effet, de renforcer un « anti-lépnisme consensuel » et ainsi de « mettre fin à l'irrésistibilité de la montée du FN ». Cette hypothèse ne nie pas la réalité du crime, mais elle oblige à réfléchir sur l'exploitation qui en a été faite.

Quelques jours après le crime, la presse affirmait qu'une jeune Antillaise noire avait été victime d'une agression raciste : histoire inventée. On apprend aussi qu'une enseignante du Sud-Ouest avait été rouée de coups par des parents d'élèves racistes : on n'en parle plus. Un mois plus tard, l'hypothèse d'une opération soigneusement préparée par des antisémites contre le cimetière de Carpentras commençait à s'effacer devant celle d'une « opération (...) en grande partie improvisée et qui n'avait sans doute pas de caractère réellement idéologique » (*Le Monde*, 13 juin 1990). Œuvre de drogues, jeu de rôles qui a mal tourné ?

Nul ne peut, ou n'ose, dire encore la vérité sur Carpentras. Du moins faudrait-il la chercher. Au nom de la vérité elle-même, car les héritiers des dreyfusards ne peuvent tolérer qu'une cause, fût-elle la meilleure, appuie sur des mensonges. Ensuite, au nom de la dignité nationale et de la paix civile, parce que la France a déjà suffisamment de choses à se reprocher en fait d'antisémitisme, dans les années 1940-1944, et de crimes de guerre en Algérie, pour ne pas se charger encore la conscience s'il n'y a pas lieu. L'antisémitisme est une cause assez noble pour qu'elle n'ait pas besoin de mauvais arguments et de passions troubles. Comme l'écrit encore Paul Yonnet, « l'antisémitisme, qu'on avait bien voulu croire un moment, hélas ! clarifié par l'expérience nazie, de l'antisémitisme et du racisme s'est brouillé, est devenu fallacieux ». La conviction qui a dressé tant de Français contre les nazis deviendrait rétrospectivement suspecte si l'antisémitisme était exploité à des fins de division nationale et de propagande politicienne.

Jean-Marie Domenach, journaliste et écrivain, est ancien directeur de la revue *Esprit*.

## TRAIT LIBRE



(Dessin paru dans la presse soviétique)

## BIBLIOGRAPHIE

## Affaires en tout genre

DROIT PÉNAL DES AFFAIRES

de Mireille Delmas-Marty.

P.U.F., coll. « Thémis », 1990.

Deux volumes :

partie générale (330 p., 139 F).

partie spéciale (633 p., 178 F).

prononcées par la Commission des opérations de Bourse ou le Conseil de la concurrence. Particularisme, enfin, de la procédure, qui voit des fonctionnaires spécialisés remplacer policiers et gendarmes pour constater les infractions et des syndicats et associations relayer les victimes individuelles.

Mireille Delmas-Marty aurait pu en rester là : son ouvrage aurait fait date. Mais elle a repris, dans un second volume, et pour une troisième édition, la partie consacrée au droit spécial des affaires. Si le praticien devait marquer son désintérêt pour les tribunaux, alors que tout bouge autour de lui et que des « affaires » éclatent dans le monde des affaires, ce serait renoncer à l'évolution du droit, de la jurisprudence, des pratiques, et admettre qu'un dossier est semblable à un autre et ne peut être traité que par référence au précédent.

La comparaison avec les éditions antérieures est éclairante. Les droits spéciaux en matière fiscale, douanière, des sociétés, du travail, de la consommation, ont connu des développements importants. Mais, aussi, les tribunaux sont de plus en plus saisis d'affaires de Bourse, d'environnement, d'informatique. De classique et hexagonal le droit des affaires est devenu moderne et communautaire.

Sur tous ces sujets, Mireille Delmas-Marty indique les bases nécessaires, les solutions retenues et, par un jeu de références, permet des réflexions plus approfondies.

On aura compris que ce traité, pour le praticien et le théoricien du droit comme pour l'homme d'affaires, est une bonne affaire.

PIERRE TRUCHE

procureur général près la cour d'appel de Paris

## Golfe

## La Jordanie étranglée

par Alain Charmant, Jean-Guy Devezeaux de Lavergne et Norbert Ladoux

LA Jordanie joue un rôle-clé dans la crise du Golfe. Sa situation géographique et sa tradition de commerce avec l'Irak (il y a peu encore, son premier partenaire commercial) font de sa participation sans faille une condition déterminante de l'efficacité de l'embargo. Mais ce dernier l'étrangle économiquement.

Ce petit pays de 3 millions d'habitants, relativement pauvre (le PIB par habitant, de l'ordre de 6 000 francs en 1988, est quinze fois moins élevé qu'en France), dépend très fortement de ses voisins.

Au plan politique, le royaume se situe dans le camp arabe, ce qui lui a coûté en 1967 la perte de la Cisjordanie, partie la plus riche de son territoire. Aujourd'hui, l'apparition au grand jour des vieilles oppositions régionales entre pays arabes met au second plan son image de « pays frère » sur la ligne de front face à Israël. Tirailée entre trois puissances voisines – Syrie, Irak et Arabie saoudite –, la Jordanie doit aussi prendre en compte la forte composante palestinienne de son opinion publique. La conduite de sa politique relève de la quadrature du cercle.

## Exportations tarées

Au plan économique, le pays est aussi très dépendant de l'extérieur. Au niveau régional, la Jordanie joue un rôle de plaque tournante commerciale, et même financière, à la suite des difficultés du Liban. La quasi-totalité des biens consommés dans le pays est importée (l'énergie provient, par exemple, de l'Irak et de l'Arabie saoudite). L'important déficit de la balance commerciale s'élève à environ la moitié de la consommation finale (celle dernière s'élève à 19 milliards de francs en 1988, soit un niveau égal à celui du PIB). Il est financé à peu près à égalité par les revenus du tourisme, les transferts des travailleurs immigrés dans les pays du Golfe et l'aide internationale. Enfin, ultime source de financement, les emprunts extérieurs : la dette extérieure du pays atteignait une fois et demie le PIB en 1988.

En ce début d'année, la conjoncture économique jordanienne était déjà préoccupante. Le contre-choc pétrolier de 1986 a largement amputé

l'aide des pays arabes ainsi que les rapatriements monétaires des Jordaniens palestiniens vivant à l'étranger. L'abandon de la souveraineté sur la Cisjordanie en 1988 a entraîné un retrait massif des fonds palestiniens des banques jordanaises. La fin de la guerre Iran-Irak a fait sensiblement chuter l'activité du port d'Akaba. Depuis le début de 1988, la Jordanie a donc dû se soumettre à une politique d'ajustement du FMI. Le dinar a perdu 50 % de sa valeur en deux ans.

Que la crise du Golfe soit catastrophique pour le royaume ne fait aucun doute. Depuis août dernier, les exportations vers l'Irak se sont presque totalement tarées (soit une baisse de 0,7 milliard de francs). L'activité du port d'Akaba est au plus bas (chute de 0,4 milliard de francs). Les quarante mille Jordaniens émigrés au Koweït ne rapatrient plus leurs salaires (estimés à 0,8 milliard de francs). Le coût de l'accueil des réfugiés pèse lourdement (il pourrait atteindre au total 0,8 milliard de francs d'ici la fin de l'année). Les revenus du tourisme se sont tarés (une baisse de l'ordre de 0,7 milliard de francs).

Ainsi la crise pourrait accroître mécaniquement le déficit de la balance des paiements de 4 milliards de francs environ en 1990 (y compris les importations pétrolières). Mais les autorités ont déjà réagi. Des mesures de rationnement de l'énergie ont été récemment adoptées et l'on peut s'attendre à une rigueur budgétaire accrue. Le déficit de la balance des paiements serait alors ramené à 2,5 milliards de francs (évaluation établie, ainsi que les suivantes, à l'aide d'un modèle macroéconomique).

Dans ce contexte, la conjonction des effets de la crise et de la rigueur entraîne une chute de 4 % de l'activité et de la consommation des ménages. On peut en outre s'attendre à cinq points de plus d'inflation.

Dans la perspective d'un enlèvement du conflit, la consommation des ménages se contracterait, en 1991, de près de 11 % par rapport aux prévisions antérieures à la crise. Le solde de la balance des paiements accuserait la même année un déficit supplémentaire évalué à 3,8 milliards de francs. Ces chiffres démontrent les limites d'une politique économique

volontariste qui reste impuissante à rétablir l'équilibre extérieur. La structure très particulière des exportations – essentiellement phosphates, potasse et produits dérivés – explique l'inefficacité de mesures de contraction de la demande intérieure pour dégager des capacités de production exportables. Tout gain passe donc par la baisse des importations : un ajustement qui coûte très cher en termes de consommation des ménages et d'investissement.

## Près de 30 % d'inflation

A la suite d'une telle politique, de graves conséquences sociales sont à craindre. En effet, depuis l'ajustement décidé en 1988, le pouvoir d'achat des ménages a déjà sensiblement régressé (de l'ordre de 15 % selon nous), avec une inflation de près de 30 % l'année dernière. D'ici à 1991, la baisse de ce pouvoir d'achat pourrait atteindre 25 % à 30 % par rapport à son niveau de 1988 !

La population palestinienne, qui représente la moitié de la population totale, est la plus pauvre. C'est elle qui a le plus souffert ces dernières années, ce qui s'est traduit en particulier par les émeutes d'avril 1989. Une nouvelle baisse de son niveau de vie raviverait à n'en pas douter les tensions historiques qui l'opposent aux Jordaniens d'origine bedouine. Or la réaction des Palestiniens risque d'être d'autant plus prompte que leur nationalisme arabe est dynamisé par les thèses de Saddam Hussein.

La Jordanie ne peut faire face seule à ces difficultés. Dès cette année, le financement international doit s'accroître de 2,5 à 4 milliards de francs – suivant l'intensité de la politique d'austérité – pour annuler la dégradation de la balance des paiements consécutive à la crise. Un endettement déjà très élevé limite les possibilités d'emprunt à l'extérieur. Un recours accru à l'aide internationale est la seule voie possible. Or les déficiences de la Jordanie (le montant prévu était exceptionnellement élevé cette année : 2 milliards de francs) et – au moins à court terme – de l'aide saoudienne, réduisent les transferts en provenance des pays proches. C'est donc aux pays développés de prendre le relais pour 5 à 7 milliards de francs, soit directement, soit en incitant certains pays de la région à transférer vers la Jordanie une partie de leur nouvelle manne pétrolière. Soulignons que ce montant ne représente qu'un plus une semaine de production pétrolière de l'Arabie saoudite.

Si la crise se prolonge, l'aide nécessaire pourrait atteindre 8 milliards de francs l'année prochaine. Au total, le financement sur deux ans atteindrait 15 milliards de francs, qu'on doit rapprocher des 10 milliards de francs annuels demandés par les autorités jordanaises à la communauté internationale.

C'est à ce prix que la contrainte économique pourra être suffisamment relâchée pour laisser à la politique jordanienne une réelle marge de manœuvre.

Alain Charmant, Jean-Guy Devezeaux de Lavergne et Norbert Ladoux sont experts auprès de l'administration jordanienne, sous l'égide d'un grand organisme financier international.

JEAN COLOMBIER

## Les frères Romance

roman



Colmann-Lévy

Un vol. 286 pages, 98 F

Calmann-Lévy

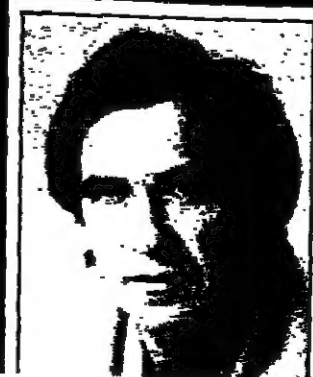
« Dans cette tragique histoire, menée tambour battant, Jean Colombier confirme le talent original qui avait valu aux Matins celadon, son premier roman, d'être fort remarqué. »

Marie-Françoise Hans, *Marie-France*

« Sur fond de campagne limousine, avec des descriptions charnues et des personnages bien campés, l'apprentissage cruel de la déception et de la vie. » Jacques Bouzerand, *Le Point*

« Un beau roman voué à la nostalgie de l'enfance (...) Un genre de récit difficile à réussir, mais ici c'est gagné. » Hugo Marsan, *Gai Pied*

« Un roman subtil autour du thème de la trahison. Un bon suspense psychologique. » Evelyne Le Garrec, *Femme Actuelle*



## Le Front national

« Le Front national... »

« Le Front national... »

« Le Front national... »

« Le Front national... »

« Le Front national... »

« Le Front national... »

« Le Front national... »

« Le Front national... »

« Le Front national... »

« Le Front national... »

« Le Front national... »

« Le Front national... »

« Le Front national... »

« Le Front national... »

« Le Front national... »

« Le Front national... »

« Le Front national... »







## LA CRISE DU GOLFE

## Nouveaux et sévères avertissements de MM. Bush et Baker à M. Saddam Hussein

Le président George Bush, estimant qu'il existe encore des chances d'une solution pacifique à la crise du Golfe, a affirmé, lundi 29 octobre, qu'il ne préparait pas l'option publique à une guerre, mais a assuré qu'il n'hésiterait pas à agir militairement si nécessaire.

Le secrétaire d'Etat James Baker a d'autre part averti Bagdad qu'il y a une limite à la patience de la communauté internationale et que toute utilisation d'armes chimiques ou biologiques par l'Irak aurait « les conséquences les plus sévères ».

M. Bush a déclaré à San Francisco (Californie), où il faisait campagne pour les candidats de son parti, qu'il continuerait de consulter le Congrès sur la crise du Golfe mais n'attendrait pas son feu vert pour agir si besoin est. « L'histoire est pleine d'exemples d'un président devant agir. Je l'ai fait dans le passé et certainement en cas de provocation, je n'aurais aucune hésitation », a-t-il dit. Le président devait s'entretenir mardi à Washington avec des par-

mentaires, dont certains s'inquiètent du risque d'un déclenchement des hostilités dans le Golfe avant la reprise des travaux du Congrès en janvier.

M. Bush a déclaré par ailleurs n'avoir rien vu qui puisse suggérer quelque chose de positif dans la mission effectuée au cours du week-end à Bagdad par M. Evgeni Primakov, l'envoyé spécial du président soviétique Mikhaïl Gorbatchev pour la crise du Golfe. M. Primakov a quitté dimanche la capitale irakienne pour l'Arabie saoudite sans faire état de progrès. M. Bush, qui devait également revoir les options américaines mardi avec le secrétaire à la défense Dick Cheney et le chef d'état-major interarmes Colin Powell, a réaffirmé qu'il tentait de résoudre la crise de façon pacifique. « J'espère que les sanctions économiques, couplées à la solidarité internationale contre Saddam Hussein, convaincront ce dernier qu'il doit se retirer du Koweït sans conditions », a-t-il dit.

## Pas de divergences entre Washington et Moscou

Le président américain a estimé que la coalition internationale restait solide. Il a notamment souligné que l'URSS, qui tente avec insistance d'obtenir une solution pacifique en discutant avec l'Irak, connaissait la position américaine et a estimé qu'il n'y a pas de divergences entre Washington et Moscou.

De son côté, le secrétaire d'Etat américain James Baker, qui entamera au plus tôt vendredi en Arabie saoudite une nouvelle mission dans les pays du Golfe et en Europe, a averti lundi que l'Irak aurait à souffrir « des plus sévères conséquences » si le président Saddam Hussein avait recours à l'arme biologique ou chimique. Le secrétaire d'Etat a une nouvelle fois affirmé qu'aucune option pour résoudre la crise du Golfe n'était exclue, dans un discours prononcé lundi à Los Angeles (Californie) devant le World Affairs Council. « Que personne n'en doute : nous n'excluons pas un usage possible de la force si l'Irak continue à occuper le Koweït », a souligné James Baker, ajoutant : « La voie suivie par Saddam Hussein n'est pas celle de la paix. C'est une ordonnance pour la guerre. Et le vais dire cela clairement : si sa façon de conduire les affaires l'emporte, il n'y aura pas d'espoir de paix dans la région ».

## L'Irak suggère une conférence arabe

Le président irakien Saddam Hussein a pour sa part suggéré lundi à la télévision américaine la tenue d'une conférence des pays arabes pour « résoudre les problèmes tandis que seraient mises en place de bonnes conditions pour leur permettre de s'asseoir et de résoudre leurs problèmes en accord avec leurs propres conceptions et façon de voir les choses ».

M. Saddam Hussein était interviewé à Bagdad par deux journalistes de la chaîne de télévision par câble CNN quelques heures après avoir eu un entretien avec l'émir-



saire soviétique, M. Evgeni Primakov. Il a eu avec ce dernier, a-t-il dit, des entretiens « profonds et très utiles » dont il n'a pas voulu révéler le teneur.

Le numéro un irakien a souligné qu'il voyait deux moyens de parvenir à une solution pacifique de la crise du Golfe : la convocation d'une conférence internationale fondée sur son initiative du 12 août dernier, c'est-à-dire traitant ensemble tous les problèmes du Proche-Orient — les questions libanaise, palestinienne et koweïtienne, — ou laisser une conférence entre Arabes résoudre leurs problèmes. M. Hussein n'a pas précisé si les Arabes se pencheraient spécifiquement sur la seule question du Koweït, mais il a fait par ailleurs remarquer que sa proposition de règlement d'ensemble ne plaisait ni à Washington ni à Londres.

Le président irakien, en costume civil, détendu et souriant, a déclaré qu'il « aurait en vue d'éviter la confrontation militaire », mais a

réaffirmé aussi ne pas vouloir renoncer au Koweït. A la question de savoir comment résoudre le problème s'il est demandé à l'Irak de se retirer du Koweït, M. Hussein a répondu : « Si l'y a quelque chose d'exact dans la position des autres parties, ce n'est pas notre problème ».

Fidèle à lui-même, le président irakien a de nouveau proposé un dialogue au président George Bush. Evoquant les propos du président américain le comparant à Hitler, il a estimé que ce dernier avait commis une erreur « en présentant un chef d'Etat en ces termes, fermant ainsi la porte à tout dialogue et à toute possibilité de résoudre la crise avec ce chef d'Etat ». M. Hussein a estimé que ceux qui cherchaient une confrontation militaire étaient en premier lieu Israël, puis M. Margaret Thatcher, le premier ministre britannique, et, enfin, le président Bush. « Il nous semble, a-t-il ajouté, que Israël et M. Thatcher tentent tous deux de pousser M. Bush dans la voie militaire. » (AFP, Reuters.)

## A Koweït

## Seuls les diplomates américains et britanniques...

Après l'évacuation par la France lundi 29 octobre de son ambassade au Koweït, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne sont les seuls pays occidentaux à maintenir des diplomates dans l'émirat quillonné par les troupes de Bagdad.

Encerclés depuis près de trois mois par des soldats irakiens, les derniers « résistants » retranchés dans ces ambassades vivent dans des conditions matérielles extrêmement difficiles. Faute de réserves suffisantes d'eau potable, les diplomates américains — une dizaine au total — ont été contraints de boire l'eau de la piscine qui se trouve dans l'enceinte de la chancellerie.

Ils vivent sans électricité et dans des « conditions pitoyables », selon la description faite cette semaine par le nouvel ambassadeur américain nommé au Koweït, M. Edward Gnehm, qui se trouve actuellement à Manama. Mais il a affirmé que ses collègues « résistent et résisteront aussi longtemps que possible ». Les Britanniques ne sont plus que deux : l'ambassadeur Michael Weston et le consul Larry Banks. Deux autres diplomates sont partis début octobre pour Bagdad afin de permettre à ceux qui sont restés de « tenir » plus longtemps sur les maigres provisions de l'ambassade. — (AFP)

## Ancien premier ministre japonais

## M. Nakasone se rend à Bagdad pour tenter d'obtenir la libération d'otages

TOKYO

de notre correspondant

L'ancien premier ministre japonais Yasuhiro Nakasone rencontrera samedi prochain, le président Saddam Hussein, à l'annonce lundi 29 octobre le secrétaire général adjoint du Parti libéral-démocrate (PLD), M. Koko Sato, qui l'accompagnera à Bagdad. L'invitation lui avait été transmise par l'ambassade d'Irak à Tokyo.

M. Nakasone se rendra à Bagdad en tant que « conseiller » du PLD dont, formellement, il n'est plus membre, ayant quitté le parti conservateur à la suite de son implication dans le scandale Recruit. Il aura mission de tenter d'obtenir la libération de certains des cent trente-neuf otages japonais.

Sur les brisées de MM. Waltheim et Heath, qui s'étaient rendus à Bagdad dans le même but et

avaient obtenu certains résultats, l'ex-premier ministre sera la personnalité politique japonaise la plus en vue à rencontrer M. Saddam Hussein depuis l'invasion du Koweït. Cette visite risque toutefois de mettre Tokyo dans une position embarrassante. Le ministère des affaires étrangères a déjà pris les devants : « M. Nakasone agit de sa propre initiative et non à la demande du gouvernement. » Ph. P.

## La France alloue une aide financière de près d'un milliard de francs à l'Egypte

Le gouvernement français a accepté de fournir à l'Egypte une aide financière d'un montant de 968 millions de francs, comprenant, notamment, un prêt de 250 millions pour l'aider à surmonter le déséquilibre de sa balance des paiements. Le ministre de l'économie a annoncé, lundi 29 octobre, dans un communiqué, que les 718 autres millions seraient mis à la disposition de l'Egypte afin de soutenir ses projets de déve-

loppement touchant les domaines de la santé, des transports, de l'énergie, de l'agriculture et des télécommunications. Les conditions précises de ces prêts n'ont pas été immédiatement communiquées.

L'Egypte fait partie, avec la Jordanie et la Turquie, des trois pays de la « ligne de front » dont l'économie souffre de l'embargo économique décidé par les Nations unies contre l'Irak. — (AP.)

## Le Conseil de sécurité envisage d'exiger des « réparations » de l'Irak

Après un report de quarante-huit heures, à la demande de l'URSS, le Conseil de sécurité des Nations unies a approuvé le 29 octobre par treize voix pour et deux abstentions (Cuba et le Yémen) la dixième résolution condamnant l'Irak. Celle-ci évoque notamment la possibilité d'exiger des compensations pour les exactions commises au Koweït.

NEW-YORK (Nations unies)

de notre correspondant

La résolution 674 est destinée à ramener l'attention de l'opinion internationale sur la crise du Golfe après la fusillade de Jérusalem qui avait valu au gouvernement israélien une ferme condamnation par les Nations unies. Le texte comporte trois points essentiels. D'abord, que l'Irak cesse immédiatement de prendre des otages et s'acquitte de ses obligations envers les ressortissants étrangers, y compris les représentants des missions diplomatiques et consulaires, en autorisant le départ de ceux qui le souhaitent. Bagdad doit garantir aux diplomates l'accès « immédiat » aux vivres, à l'eau et aux services essentiels.

L'Irak est informé qu'il sera tenu pour responsable « de toute perte, tout dommage ou tout préjudice subi » par le Koweït et les Etats tiers, leurs ressortissants et leurs sociétés.

Le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar, est invité à poursuivre ses bons offices pour « la sécurité et le bien-être » de toute personne se trouvant en Irak et au Koweït, de même qu'à déployer les efforts diplomatiques qu'il juge nécessaires pour tenter de parvenir à une « solution paci-

que de la crise ». Dans un des derniers points de la résolution, le Conseil exige que l'Irak se conforme aux dispositions du présent texte comme des neuf autres résolutions, sous peine de voir cette institution « prendre de nouvelles mesures en application de la Charte » des Nations unies.

De l'avis des diplomates, cette menace à peine voilée n'est pas liée à la réunion, le même jour, à New-York, du Comité d'état-major de l'ONU (voir article ci-contre) avec des officiers généraux des cinq pays membres permanents du Conseil.

C'est la première fois qu'une réunion consultative de ce comité se tient à un niveau de représentation aussi élevé, a admis le président du Conseil de sécurité, Sir David Haney, à l'issue du vote. « Mais, a ajouté le représentant britannique, elle ne se déroule pas de façon officielle et il ne faut pas en tirer de conclusion hâtive ».

Soviétiques et Américains, tout en continuant à voter à l'unanimité les différents textes condamnant l'Irak, ont semblé se démarquer un peu les uns des autres, ces derniers jours. Lorsqu'il a suggéré, le 27 octobre, un délai de quarante-huit heures avant de se prononcer en faveur de la future résolution 674, le représentant soviétique avait promis qu'il voterait le texte. Ce qu'il a fait, allant jusqu'à parrainer le document, en même temps que la France, peu avant le vote. Son homologue américain a, lui, rappelé que son gouvernement envisage d'envoyer 100 000 hommes de plus dans le Golfe, et il a fait savoir qu'il fallait continuer d'explorer toutes les voies permettant de sortir de l'impasse « sans en exclure aucune ». SERGE MARTI

## La résolution 674

La résolution 674 stipule que le Conseil de sécurité :

- 1) exige que les autorités et les forces d'occupation irakiennes cessent immédiatement et s'abstiennent de prendre en otage des ressortissants d'Etats tiers, de maltraiter et d'opprimer des Koweïtiens et des ressortissants d'Etats tiers (...),
- 2) invite les Etats à rassembler les informations fondées qui se trouvent en leur possession ou leur sont soumises concernant les infractions (...) qui seraient commises par l'Irak, à les lui communiquer,
- 3) exige de nouveau que l'Irak s'acquitte immédiatement de ses obligations envers les ressortissants d'Etats tiers au Koweït et en Irak, y compris le personnel des missions diplomatiques et consulaires,
- 4) exige de nouveau que l'Irak autorise et facilite le départ immédiat du Koweït et de l'Irak de tous les ressortissants des Etats tiers qui souhaitent quitter ces pays, y compris le personnel diplomatique et consulaire,
- 5) exige que l'Irak garantisse l'accès immédiat aux vivres, à l'eau et aux services essentiels nécessaires à la protection et au bien-être des ressortissants koweïtiens et des ressortissants d'Etats tiers au Koweït, y compris le personnel des missions diplomatiques et consulaires au Koweït,
- 6) exige de nouveau que l'Irak garantisse immédiatement la sûreté et le bien-être du personnel diplomatique et consulaire au Koweït et ainsi que la sûreté des locaux qu'il occupe, n'entreprene aucune action susceptible d'empêcher ces missions diplomatiques et consulaires de s'acquitter de leurs fonctions, notamment d'avoir accès aux ressortissants de leur pays et de protéger leur personne et leurs intérêts, et rapporte le décret par lequel il a imposé la fermeture de missions diplomatiques et consulaires au Koweït et abrogé l'immunité de leur personnel,
- 7) prie le secrétaire général de continuer d'user de ses bons offices touchant la sécurité et le bien-être des ressortissants d'Etats tiers en Irak et au Koweït (...), en particulier la fourniture de vivres, d'eau et de services essentiels aux ressortissants koweïtiens et aux missions diplomatiques et consulaires au Koweït, ainsi que l'évacuation des ressortissants d'Etats tiers,
- 8) rappelle à l'Irak qu'en vertu du droit international il est responsable de toute perte, tout dommage ou tout préjudice subi, s'agissant du Koweït et des Etats tiers ainsi que de leurs ressortissants et sociétés, du fait de l'invasion et de l'occupation illégale du Koweït par l'Irak,
- 9) invite les Etats à recueillir des informations pertinentes concernant les revendications ainsi que

celles de leurs ressortissants et sociétés, aux fins de réparation ou d'indemnisation financière, en vue des arrangements qui pourront être arrêtés conformément au droit international,

10) exige que l'Irak se conforme aux dispositions de la présente résolution et de ses résolutions antérieures, faute de quoi le Conseil devra prendre de nouvelles mesures en application de la Charte,

11) décide de rester en permanence activement saisi de la question jusqu'à ce que le Koweït ait recouvré son indépendance et que la paix ait été rétablie conformément aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité,

12) attend du secrétaire général qu'il offre ses bons offices et, selon qu'il le jugera approprié, qu'il le poursuive et déploye des efforts diplomatiques en vue de parvenir à une solution pacifique de la crise (...). — (AFP)

## AFRIQUE DE L'OUEST

- Le détonateur libérien
- La crise de la CEDEAO
- Le jeu ivoirien et burkinabé
- Le nomadisme des Touaregs

GABON-CÔTE D'IVOIRE : Quelles élections ?

TOGO : La tension monte

CONGO : Course contre la montre

RWANDA : Fin du tribalisme ?

## LA CRISE DU GOLFE

UN DOSSIER DE 12 PAGES SUR

L'IRAK ET L'ARABIE SAOUDITE

ainsi que des articles sur l'Algérie, le

Sénégal, le Mali, le Brésil, le Pérou,

l'athlétisme et le football africain, etc.

Le nouveau

afrique

asie

En vente en kiosque

Spécimen sur demande

3, rue de Metz, 75010 Paris

## LA CRIS

## Le déploiement

## La nuit

## AFRIQUE

## M. Mandela «regrette» le d'accorder une aide financière

Le président sud-africain Nelson Mandela a déclaré lundi 29 octobre qu'il regrette d'avoir accordé une aide financière à l'apartheid. Il a souligné que cette aide avait été versée à l'Union nationale démocratique (U.D.) et à l'Union démocratique africain (U.D.A.), deux organisations qui ont joué un rôle clé dans la lutte contre l'apartheid. Mandela a déclaré que cette aide avait été versée à l'U.D. et à l'U.D.A. en 1985, à l'issue d'un accord conclu avec le gouvernement sud-africain. Il a souligné que cette aide avait été versée à l'U.D. et à l'U.D.A. en 1985, à l'issue d'un accord conclu avec le gouvernement sud-africain. Il a souligné que cette aide avait été versée à l'U.D. et à l'U.D.A. en 1985, à l'issue d'un accord conclu avec le gouvernement sud-africain.

Le président sud-africain Nelson Mandela a déclaré lundi 29 octobre qu'il regrette d'avoir accordé une aide financière à l'apartheid. Il a souligné que cette aide avait été versée à l'Union nationale démocratique (U.D.) et à l'Union démocratique africain (U.D.A.), deux organisations qui ont joué un rôle clé dans la lutte contre l'apartheid. Mandela a déclaré que cette aide avait été versée à l'U.D. et à l'U.D.A. en 1985, à l'issue d'un accord conclu avec le gouvernement sud-africain. Il a souligné que cette aide avait été versée à l'U.D. et à l'U.D.A. en 1985, à l'issue d'un accord conclu avec le gouvernement sud-africain.

Le président sud-africain Nelson Mandela a déclaré lundi 29 octobre qu'il regrette d'avoir accordé une aide financière à l'apartheid. Il a souligné que cette aide avait été versée à l'Union nationale démocratique (U.D.) et à l'Union démocratique africain (U.D.A.), deux organisations qui ont joué un rôle clé dans la lutte contre l'apartheid. Mandela a déclaré que cette aide avait été versée à l'U.D. et à l'U.D.A. en 1985, à l'issue d'un accord conclu avec le gouvernement sud-africain. Il a souligné que cette aide avait été versée à l'U.D. et à l'U.D.A. en 1985, à l'issue d'un accord conclu avec le gouvernement sud-africain.

Le président sud-africain Nelson Mandela a déclaré lundi 29 octobre qu'il regrette d'avoir accordé une aide financière à l'apartheid. Il a souligné que cette aide avait été versée à l'Union nationale démocratique (U.D.) et à l'Union démocratique africain (U.D.A.), deux organisations qui ont joué un rôle clé dans la lutte contre l'apartheid. Mandela a déclaré que cette aide avait été versée à l'U.D. et à l'U.D.A. en 1985, à l'issue d'un accord conclu avec le gouvernement sud-africain. Il a souligné que cette aide avait été versée à l'U.D. et à l'U.D.A. en 1985, à l'issue d'un accord conclu avec le gouvernement sud-africain.



50 من الاموال

# LA CRISE DU GOLFE

Selon des experts militaires

## Le déploiement américain est toujours insuffisant

Le déploiement des forces américaines en Arabie saoudite est presque achevé. Pourtant les experts américains pensent que les 240 000 hommes qui seront à pied d'œuvre à la mi-novembre dans le désert saoudien ne seront pas suffisants pour déloger les troupes de Saddam Hussein du Koweït.

En revanche, elles suffiraient à défendre l'Arabie saoudite et ses vastes champs pétrolifères d'une attaque irakienne.

Trois cent mille hommes com-

posent l'ensemble des forces alliées. Face à elles, 430 000 Irakiens, massés aux frontières saoudienne et koweïtienne. Saddam Hussein conserve donc une supériorité numérique.

Les spécialistes militaires et les responsables de l'état-major sont toutefois persuadés que les Irakiens sont moins bien entraînés, moins bien armés que les troupes alliées et que leur moral n'est pas très élevé.

Certes l'Irak surpasse les forces alliées avec plus de 5 500 chars

de combat (dont 1 000 chars T-72 soviétiques de haute technologie, 1 000 T-62, T-55 et autres T-54 moins performants) présents au sud de l'Irak et au Koweït. « Il est impossible de comparer des matériels aussi différents », affirme pourtant M. Don Kerr, un spécialiste de l'Institut international d'études stratégiques de Londres. « Tout ce que l'on peut dire c'est que le T-72 est un char moderne, plutôt rapide et bien cuirassé. Mais l'on pourrait en dire autant du Challenger ou de l'Abrams. »

De plus, en cas de guerre, les Irakiens bénéficieraient d'un commandement unifié alors qu'en face la force alliée est composée d'unités de plusieurs nations. Les Etats-Unis sont par ailleurs opposés au passage des forces alliées au Proche-Orient sous le commandement de l'ONU, indique cette semaine le magazine Aviation Week. « Je n'ai pas décelé beaucoup d'enthousiasme pour une structure officielle de commandement de l'ONU », a indiqué au journal un haut responsable du Pentagone ayant requis l'anonymat.

### Prolongation des manœuvres de l'Otan

Selon Aviation Week, le système actuel est divisé en deux structures de commandement : les forces arabes sont sous le contrôle du Prince Khaled, commandant en chef des forces royales saoudiennes ; les forces américaines, et dans une certaine mesure, britanniques, sont contrôlées par le commandant en chef des forces américaines dans le Golfe, le général Norman Schwarzkopf. La France, troisième principale composante, continue d'opérer sous un commandement distinct.

L'OTAN a d'autre part fait savoir, lundi 29 octobre, qu'elle prolongerait ses manœuvres en Méditerranée orientale jusqu'au 31 décembre à la demande des Etats-Unis. Ces manœuvres auraient dû prendre fin le 31 octobre. Enfin, cinquante hommes du 1<sup>er</sup> régiment d'érigement de cavalerie d'Orange et du 1<sup>er</sup> régiment de spahis de Valence ont quitté, lundi 29 octobre, la base aérienne d'Istres pour l'Arabie saoudite. Deux cent soixante-quatorze autres soldats partiront mardi et mercredi de France, marquant ainsi la fin du déploiement des forces françaises. — (AFP, AFP)

### L'IATA exige la libération des passagers retenus par l'Irak

GENÈVE

de notre envoyé spécial

C'est à l'unanimité des représentants de 166 compagnies aériennes que l'assemblée générale de l'Association du transport aérien international (IATA) a adopté, le 29 octobre à Genève, une résolution qui condamne la violation de l'espace aérien et de l'aéroport international du Koweït et exige du gouvernement irakien la libération immédiate de tous les passagers, y compris les passagers en transit et les personnels des compagnies aériennes, ainsi que la restitution des avions saisis.

Cette résolution adoptée sans opposition de la part des représentants d'Iraq Airways est, comme l'a déclaré à la presse le directeur d'IATA, M. Günter O. Eser, « très vigoureuse ». Effectivement, l'IATA désigne, pour la première fois, un Etat coupable d'atteinte à la sécurité du transport aérien. Cela ne s'était jamais vu, ni lorsque la chasse soviétique avait abattu, en 1983, un Boeing coréen, ni lorsque la marine américaine avait détruit, en 1988, un Airbus iranien. L'IATA, qui regroupe la plupart des compagnies du monde, emboîte le pas à l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), où ne siègent que les Etats et qui a voté, il y a quelques jours, une condamnation allant dans le même sens.

Interrogé sur cette résolution, M. Nor Aldin Saffi, président d'Iraq Airways, nous a déclaré que son pays était prêt à rétablir des relations aériennes avec tous les pays, mais qu'il en était empêché par le bellicisme des Américains, des Britanniques, des Egyptiens et des Israéliens. « Notre pays a fait preuve de sa bonne volonté en relâchant, par exemple, les passagers et les équipages français », a-t-il souligné. « Il a rendu des avions à plusieurs compagnies, dont Middle East Airways. Il est exact que le gouvernement irakien conserve un Boeing-747 de British Airways, mais M<sup>re</sup> Thatcher veut la guerre. Nous entretenons cet avion pour le maintenir en état de vol. » Interrogé sur la situation des quinze appareils pris à Kuwait Airways, M. Saffi nous a déclaré qu'ils ne volaient pas parce que sa compagnie n'en avait pas l'usage en raison du blocus aérien.

ALAIN FAUJAS

### La nuit des généraux

NEW-YORK (Nations unies) correspondance

A l'initiative des Soviétiques, cinq officiers généraux des armées les plus puissantes du monde se sont réunis dans le cadre du comité d'état-major du Conseil de sécurité de l'ONU, lundi soir, à huis clos dans les locaux de la mission française à New-York. Etaient présents à cette réunion le vice-amiral d'escadre Alain Coatanes, major général des armées (France), le général de division Du Kuanyi, chef de la délégation d'état-major (Chine), le général de corps d'armée Michel Carns, major général de l'état-major des armées (Etats-Unis), le colonel général Bronislav A. Omelichev, premier chef adjoint de l'état-major des armées (URSS), et le général de division Edwin Beckett, chef de la représentation militaire à Washington.

(Grande-Bretagne). Les diplomates qui ont assisté à la réunion ont souligné qu'il ne s'agissait pas d'un « comité de guerre » et que cette consultation était informelle. Jusqu'alors, le comité d'état-major ne se réunissait (deux fois par mois depuis quarante-cinq ans), à un niveau subalterne, que pour « boire le thé ». Mais depuis la crise du Golfe, Moscou a insisté pour ressusciter ce comité. Ses cinq membres permanents ont donc finalement accepté d'élever le niveau des représentations pour faire « un cadeau aux Soviétiques ».

Bien que les généraux aient trouvé inopportun de s'adresser à la presse à la sortie de la réunion, certains diplomates ont expliqué que cette rencontre fournissait aux Soviétiques l'occasion de promouvoir un organisme du Conseil de sécurité capable de prendre en charge les

aspects militaires de la crise du Golfe. Les Soviétiques ont quand même pris le soin de ne pas mentionner l'existence d'un commandement unifié des forces dans le Golfe. Un diplomate a ajouté : « Je ne serais pas surpris de voir, après la crise actuelle, un rôle beaucoup plus important accordé à ce comité. Moscou a lancé quelques bons arguments... »

Plusieurs diplomates ont estimé que, même si cette réunion n'avait pas pour but de préparer la guerre contre l'Irak, elle envoyait un signal de la détermination de la communauté internationale à ne pas tolérer l'invasion du Koweït. « Saddam Hussein comprend un seul langage : celui de la force. La présence dans la même salle de ces cinq généraux ne peut manquer de l'impressionner », expliquait un diplomate arabe.

AFSANE BASSIR POUR

## AFRIQUE

### AFRIQUE DU SUD : en visite à Tokyo

## M. Mandela « regrette » le refus du Japon d'accorder une aide financière à l'ANC

Prenant la parole devant la Diète, mardi 30 octobre, M. Nelson Mandela a demandé au Japon de prendre des « mesures concrètes en faveur de la démocratisation en Afrique du sud ». La veille, le vice-président du Congrès national africain (ANC) s'était, toutefois, vu refuser par le premier ministre japonais l'aide de 25 millions de dollars qu'il souhaitait obtenir pour son organisation.

TOKYO

de notre correspondant

L'invitation faite à M. Mandela, hôte officiel du gouvernement, témoignait du souci de Tokyo de manifester son soutien au mouvement de libération en Afrique du Sud. Geste d'autant plus significatif que le Japon est devenu depuis trois ans le premier partenaire commercial de ce pays et avait quelque peu traîné les pieds dans la mise en place de sanctions à l'encontre de Pretoria.

En juin 1988, une résolution des Nations unies condamnait l'ac-

croissement des échanges commerciaux entre le Japon et l'Afrique du Sud. L'an dernier, certaines entreprises japonaises suscitaient encore des critiques pour les achats de métaux précieux à Pretoria via des pays tiers. Un incident lors des funérailles de l'empereur Hirohito, en février 1989, a été symptomatique de la position ambiguë de Tokyo : les autorités avaient officiellement « omis » d'inviter le représentant de Pretoria mais elles n'en avaient pas moins discrètement convenu le consul sud-africain à la cérémonie...

Pour expliquer le refus d'accorder une aide à l'ANC, destinée essentiellement à la réinstallation de quelque vingt mille exilés qui s'apprêtent à revenir en Afrique du Sud, le premier ministre a déclaré que le Japon ne fournit pas d'assistance directe à des organisations ou à des partis politiques. Il a, cependant, promis que le Japon étudierait les modalités d'une telle aide par l'entremise des Nations unies. Il a rappelé que Tokyo fournissait déjà une aide de 1,4 million de dollars aux Noirs sud-africains par le biais d'organisations non gouvernementales européennes.

Faisant valoir que son mouve-

ment attendait des engagements concrets de la part du Japon et non pas une simple condamnation verbale de l'apartheid, M. Mandela a qualifié le refus japonais de « regrettable ». Il a, d'autre part, cherché à dissuader ses interlocuteurs de lever l'embargo à l'égard de Pretoria. Tokyo envisage, en effet, de rétablir des échanges culturels et sportifs et d'assouplir les mesures de restriction des investissements nippons en Afrique du Sud.

PHILIPPE PONS

### GABON : les premières élections pluralistes

## L'ex-parti unique conserve la majorité à l'Assemblée

Soixante-deux sièges de députés pour le Parti démocratique gabonais (PDG, ex-parti unique), cinquante-cinq pour les partis d'opposition et trois, non encore pourvus, qui feront l'objet d'un nouveau scrutin à deux tours, les 4 et 11 novembre : tel est le score officiel, quasi définitif, des élections pluralistes gabonaises, premières du genre depuis vingt-deux ans. Le PDG, créé en 1968 par le président Omar Bongo, perd son monopole mais garde - de justesse - la majorité à l'Assemblée.

Les tergiversations de l'opposition n'ont pas peu contribué à cette victoire du PDG. L'appel au boycottage lancé à la veille du second tour par le MORENA-Béchereon du père Paul Mba Abessolé, a vraisemblablement ajouté à la confusion et à la lassitude des électeurs. Les partisans du père Abessolé remportent dix-neuf sièges, devançant d'un cheveu le Parti gabonais du progrès (PGP) de M<sup>re</sup> Agondjo-Okawé qui en obtient dix-huit. Viennent ensuite le MORENA-original (sept sièges), l'Association pour le socialisme au Gabon (APSG, six sièges), l'Union socialiste gabonaise (USG, quatre sièges) et le Cercle pour le renouveau et le progrès (CRP, un siège). — (AFP)

Banjul (Gambie), après s'être vu refuser la participation de soldats libyens à la force ouest-africaine d'interposition au Libéria, a-t-on appris, lundi 29 octobre, de source autorisée. Le FNPL a fait de la participation libyenne une condition préalable à la signature de l'accord. — (Reuters)

ZIMBABWE : affrontements à l'université d'Harare. — Des affrontements ont éclaté, lundi 29 octobre, entre la police et les étudiants de Harare, qui manifestaient contre un projet de loi donnant des pouvoirs disciplinaires accrus aux autorités universitaires. La police a utilisé des gaz lacrymogènes et tiré en l'air pour disperser les milliers d'étudiants armés de pierres. Une cinquantaine d'entre eux auraient été arrêtés. — (Reuters)

CONGO : mort d'un jeune manifestant. — Un lycéen de dix-sept ans, blessé lors d'une manifestation à Sibiti (sud-ouest de Brazzaville) mercredi 24 octobre, est mort à la fin de la semaine dernière à l'hôpital de Louboombo, a-t-on appris de source informée. Le jeune manifestant serait mort d'une balle dans la tête, tirée par un militaire ou un milicien qui aurait « perdu la maîtrise de lui-même », selon la même source. Les lycéens manifestaient pour demander l'ouverture d'un internat et l'amélioration des conditions d'études. — (AFP)

LIBERIA : les rebelles demandent que la Libye participe à la force de paix. — Le Front national patriotique du Libéria (FNPL) a refusé de signer un accord de cessez-le-feu, la semaine dernière à

## Le Conseil de sécurité envisage d'exiger des « réparations » de l'Irak

Après un report de quarante-huit heures, la demande de l'URSS, le Conseil de sécurité des Nations unies a approuvé le 3 octobre par treize voix pour deux abstentions (Cuba et le Yémen) la dixième résolution concernant l'Irak. Celle-ci évoque notamment la possibilité d'exiger des réparations pour les réactions chimiques au combat.

NEW-YORK (Nations unies) correspondance

La résolution 674 du Conseil de sécurité des Nations unies, adoptée le 3 octobre, exige que l'Irak fournisse des réparations pour les réactions chimiques au combat. La résolution, adoptée par treize voix pour deux abstentions (Cuba et le Yémen), demande à l'Irak de fournir des réparations pour les réactions chimiques au combat. La résolution, adoptée par treize voix pour deux abstentions (Cuba et le Yémen), demande à l'Irak de fournir des réparations pour les réactions chimiques au combat.

### La résolution 674

La résolution 674 du Conseil de sécurité des Nations unies, adoptée le 3 octobre, exige que l'Irak fournisse des réparations pour les réactions chimiques au combat. La résolution, adoptée par treize voix pour deux abstentions (Cuba et le Yémen), demande à l'Irak de fournir des réparations pour les réactions chimiques au combat.

### AFRIQUE DE L'OUEST

La résolution 674 du Conseil de sécurité des Nations unies, adoptée le 3 octobre, exige que l'Irak fournisse des réparations pour les réactions chimiques au combat. La résolution, adoptée par treize voix pour deux abstentions (Cuba et le Yémen), demande à l'Irak de fournir des réparations pour les réactions chimiques au combat.

### LA CRISE DU GOLFE

La résolution 674 du Conseil de sécurité des Nations unies, adoptée le 3 octobre, exige que l'Irak fournisse des réparations pour les réactions chimiques au combat. La résolution, adoptée par treize voix pour deux abstentions (Cuba et le Yémen), demande à l'Irak de fournir des réparations pour les réactions chimiques au combat.

### afrique 202

# Jean-Michel GAILLARD

Une réflexion d'ensemble sur la télévision, afin d'éclairer un débat foisonnant, sans cesse recommencé, sur les télévisions publiques en particulier, et, plus globalement, sur ces "étranges lucarnes" qui, s'ouvrant dans chaque foyer, marquent si profondément la vie de ceux qui les regardent.



# Jean-Michel Gaillard Zappons, enfants de la patrie!

FAYARD

240 p 89 F

FAYARD







سكنا من الالصل

## PROCHE-ORIENT

Impasse financière et incompréhension culturelle

### L'Institut du monde arabe en demi-sommeil

Le président de l'Institut du monde arabe, M. Edgar Pisani, a dressé lundi 29 octobre, au cours d'une conférence de presse tenue au siège de l'IMA, un constat de carence des commanditaires arabes de cette organisation et exposé un plan de rigueur qui, s'il est adopté par le conseil d'administration franco-arabe de l'Institut, le 12 novembre, se traduira par une réduction significative des activités de l'IMA.

Comme on est loin des hymnes à la « rencontre de la civilisation arabe avec la société française », chantés en chœur lors de la fondation de l'Institut, sous la présidence de M. Giscard d'Estaing, en 1980, et de son ouverture au public en 1987, par M. Mitterrand!

Les Etats arabes, qui depuis des lustres se plaignaient — et se plaignent toujours — de « l'ignorance » ou de « l'incompréhension », voire de « l'hostilité » des Français à l'égard de leurs cultures, n'ont pas saisi jusqu'à présent la superbe occasion qui leur était offerte de disposer en plein Paris — ce qu'ils n'ont dans aucune capitale au monde — d'une vitrine culturelle prestigieuse, dont les animateurs français ne demandaient pas mieux et demandent encore, mais sans plus trop y croire, qu'elle soit utilisée très largement.

Après avoir réglé la majorité du coût très élevé (environ 650 millions de francs) de l'orgueilleuse construction des bords de Seine, conçue par

Jean Nouvel et quelques autres architectes, la France a été le seul membre de cette instance de droit privé fondée par des Etats à verser régulièrement sa quote-part annuelle (60 millions de francs).

Les vingt Etats arabes devaient, à eux tous, déboursier chaque exercice la somme globale de 40 millions de francs, répartis au prorata de leurs revenus respectifs. Lundi, M. Pisani a énuméré la liste des pays « à peu près à jour de leurs versements » : Maroc, Tunisie, Koweït.

Une longue liste de mauvais payeurs

L'énumération des mauvais payeurs aurait été plus longue. Citons les principaux : Arabie saoudite (18 millions de francs), Egypte (18 millions), Libye (17 millions), Irak (15 millions), Algérie (12 millions), Emirats arabes Unis (10 millions), Qatar (6 millions), et ainsi de suite.

Aussi bien l'IMA a-t-il maintenu dans ses finances un trou de quelque 150 millions, qui a conduit M. Pisani à taper sur la table lundi après qu'aucune des capitales arabes n'eût répondu à son ultime sollicitation écrite. Il les avait pourtant parcourues une par une auparavant et obtenu partout des chefs d'Etat des promesses chaleureuses. « Aucune n'a été tenue », a constaté le président.

Selon lui, l'une des origines de la carence arabe est une conception culturelle radicalement opposée à celle attendue d'un tel institut par le public français : « La plupart des dirigeants arabes ne conçoivent pas de manifesta-

tion culturelle d'où sont absente la propagande (politique). »

Cette incompréhension s'aggrave encore du fait que les responsables arabes n'osent pas exprimer clairement leur désir et qu'ils manifestent leur opposition par une rétention des paiements et, de temps en temps, des décisions intempestives : l'ambassade d'Irak, naguère, exigea qu'on retire d'une exposition une caricature syrienne pouvant faire penser au président Saddam Hussein. Symptomatiquement, le jour même de la conférence de M. Pisani, on apprenait que Ryad venait d'annuler une exposition de photos anciennes sur l'Arabie, pour laquelle les invitations avaient déjà été expédiées par l'IMA.

Un million de visiteurs

Malgré ce climat, M. Pisani était parvenu à insérer l'IMA dans le paysage culturel parisien, notamment grâce à l'exposition « Egypte, Egypte » (400 000 visiteurs), et à une intelligente programmation cinématographique. En 1989, année record, l'IMA reçut un million de visiteurs (bibliothèque, musée, conférences, etc.).

Dans les chancelleries arabes, plutôt que d'applaudir, on préfère critiquer la décision du président de l'IMA de créer un comité culturel consultatif composé d'intellectuels français et arabes, comme Jacques Berque, Tahar Ben Jelloun, ou Youssef Chahine, pourtant seul à même, peut-être, d'éviter à l'IMA la déstructuration politique que l'aurait vécue de son « public gauchiste » pour lequel, a rappelé M. Pisani, l'Institut a d'abord été

conçu. « Les pays arabes veulent des manifestations nationales et se débattent dès qu'il s'agit de mettre en valeur l'ensemble de la civilisation arabe », a regretté M. Pisani.

Jusqu'à la nomination d'un nouveau directeur de l'IMA l'été dernier, à la suite de l'expiration du mandat du juriste libanais, Bassem El Jisr, qui a été l'occasion de turbulences. Alors qu'on s'attendait, en vue de la répartition géographique, à l'élection d'un Marocain ou d'un Algérien, les capitales proche-orientales ont imposé à l'extremis un diplomate égyptien anglophone, qui n'a toujours pas rejoint son poste, à telle enseigne que M. Pisani a dû lui adresser récemment une sorte de mise en demeure.

Afin d'assainir la situation, le président de l'IMA a proposé à son conseil d'administration un plan de rigueur, revenant à ne maintenir que les activités permanentes de l'Institut (bibliothèque, ...), à n'organiser que des manifestations ponctuelles financées d'avance et à licencier environ un quart des quelque 200 agents français et arabes de l'IMA (lesquels observent, presque tous, lundi, une grève de protestation que M. Pisani a lui-même qualifiée de « légitime »).

En somme, le Beaubourg arabe est en train, sans miracle toujours possible dans l'imprévisible monde arabe, de glisser vers un demi-sommeil, aux antipodes des ambitions ayant présidé à sa fondation.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ

En visite à Paris

### M. David Lévy souligne la « force » des relations franco-israéliennes

Le ministre israélien des affaires étrangères, M. David Lévy, a été reçu, lundi 29 octobre, à Matignon par M. Michel Rocard et cet entretien d'une heure a principalement porté sur l'ensemble des problèmes du Proche-Orient. « Nous avons eu une discussion très franche et directe, indispensable », a déclaré M. Lévy à sa sortie, précisant qu'il n'était « pas venu ici pour avoir des accords, mais pour faire un tour d'horizon, voir les choses telles qu'elles sont et échanger des idées sur cette crise (du Golfe) qui met en danger tous les pays du Proche-Orient, y compris Israël, mais aussi les intérêts du monde, y compris la France. » Les relations franco-israéliennes sont bonnes, a-t-il ajouté. Nous avons de temps en temps des points de vue différents, mais nos relations sont fortes et nous les renforcerons dans l'avenir. »

Le Jihad islamique a décrété l'organisation d'une manifestation dans les territoires occupés. Le ministre israélien de la défense, M. Moshe Arens, a déclaré, lundi 29 octobre, l'organisation intégrée du Jihad islamique « illégale en Israël ». Le Jihad islamique, actif en Cisjordanie et à Gaza, a également été interdit dans ces territoires. L'organisation est responsable, notamment, de l'attaque, le 4 février, contre des touristes israéliens dans un autobus à Ismailia, en Egypte, qui a fait 9 morts et 17 blessés israéliens. — (AFP)

Le Jihad islamique a décrété l'organisation d'une manifestation dans les territoires occupés. Le ministre israélien de la défense, M. Moshe Arens, a déclaré, lundi 29 octobre, l'organisation intégrée du Jihad islamique « illégale en Israël ». Le Jihad islamique, actif en Cisjordanie et à Gaza, a également été interdit dans ces territoires. L'organisation est responsable, notamment, de l'attaque, le 4 février, contre des touristes israéliens dans un autobus à Ismailia, en Egypte, qui a fait 9 morts et 17 blessés israéliens. — (AFP)

Le Jihad islamique a décrété l'organisation d'une manifestation dans les territoires occupés. Le ministre israélien de la défense, M. Moshe Arens, a déclaré, lundi 29 octobre, l'organisation intégrée du Jihad islamique « illégale en Israël ». Le Jihad islamique, actif en Cisjordanie et à Gaza, a également été interdit dans ces territoires. L'organisation est responsable, notamment, de l'attaque, le 4 février, contre des touristes israéliens dans un autobus à Ismailia, en Egypte, qui a fait 9 morts et 17 blessés israéliens. — (AFP)

Le Jihad islamique a décrété l'organisation d'une manifestation dans les territoires occupés. Le ministre israélien de la défense, M. Moshe Arens, a déclaré, lundi 29 octobre, l'organisation intégrée du Jihad islamique « illégale en Israël ». Le Jihad islamique, actif en Cisjordanie et à Gaza, a également été interdit dans ces territoires. L'organisation est responsable, notamment, de l'attaque, le 4 février, contre des touristes israéliens dans un autobus à Ismailia, en Egypte, qui a fait 9 morts et 17 blessés israéliens. — (AFP)

Le Jihad islamique a décrété l'organisation d'une manifestation dans les territoires occupés. Le ministre israélien de la défense, M. Moshe Arens, a déclaré, lundi 29 octobre, l'organisation intégrée du Jihad islamique « illégale en Israël ». Le Jihad islamique, actif en Cisjordanie et à Gaza, a également été interdit dans ces territoires. L'organisation est responsable, notamment, de l'attaque, le 4 février, contre des touristes israéliens dans un autobus à Ismailia, en Egypte, qui a fait 9 morts et 17 blessés israéliens. — (AFP)

LIBAN : après l'éviction du général Aoun

### Les espoirs de la population reposent sur une reprise en main de l'armée

Deux semaines après l'éviction du général Michel Aoun, le Liban reprend son souffle. La volonté de tourner la page, y compris sur les graves exactions commises lors de cette opération syro-libanaise, n'est pas l'apanage du seul gouvernement.

BEYROUTH

de notre envoyée spéciale

Le choc un peu atténué, la population libanaise de l'ancien fief du général Aoun se prend à revivre. Dimanche, par exemple, les restaurants de Broummana ou Bach-Mery, lieux favoris de promenade dans le Metn, affichaient complet. « Finie la politique », nous disait ainsi un des anciens fidèles du général. Nous avons cru en Michel Aoun et voilà où ça nous a menés : les Syriens sont chez nous. Maintenant je veux oublier et vivre.

Paradoxalement, c'est du côté de ses plus ardents partisans que les reproches se font les plus acerbes. Beaucoup dressent aujourd'hui un constat amer de deux ans de « règne » du général qui ont été, quelles qu'en soient les raisons, une catastrophe pour le Liban et surtout pour les chrétiens. Jamais sans doute cette communauté, fermement indissoluble — au regard de tous —, de la spécificité libanaise, n'a été aussi mal en point.

Des destructions considérables

Sans représentant de poids, à l'exception de la milice chrétienne des Forces libanaises (FL), honnie par la majorité de la population, elle s'est considérablement affaiblie politiquement. Economiquement, le pays chrétien, épine dorsale du Liban avec deux tiers de l'activité industrielle du pays, n'est plus que l'ombre de lui-même, tant les destructions y sont considérables. Dévaluée par ses tergiversations et son manque de courage politique, l'Eglise maronite n'est même plus un recours. Le mouvement d'exode qu'a engendré ces deux ans de malheur sera aussi long à stopper, tant la déception est grande et la défiance profonde.

L'éloignement du général Aoun n'a pas, tant s'en faut, créé d'adhésion au régime du président Elias Hraoui, la seule institution plus ou moins épargnée étant l'armée sur laquelle reposent aujourd'hui les espoirs de beaucoup, surtout dans le pays chrétien. Le commandant en chef, le général Emile Lahoud, officier reconnu par tous politiquement honnête et militairement compétent, l'a bien compris. Dès le 13 octobre, après avoir reçu le ralliement des brigades jusqu'alors fidèles au général Aoun, il a fait le maximum pour réunifier au plus vite cette armée déchirée. L'armement déployé dans l'ancien fief du général Aoun où la présence syrienne est la plus visible, c'est-à-dire aux barrières routières, l'armée libanaise se fait de plus en plus présente.

Après les débordements des milices, entrées dans la foulée de l'armée syrienne, les choses commencent à rentrer petit à petit dans l'ordre, même si, comme on l'avoue de source militaire, « tout ne peut être fait en un jour ». Reste que les éléments armés des milices s'ils ont disparu des rues du Metn, y sont restés dans des permanence, souvent reconquises sur les autres, en l'occurrence les Forces libanaises ou le parti Kata'ib (langues). Le problème de la coexistence politique de ces mouvements très antagonistes n'est pas près de se régler.

Au service de toute la nation

Les militaires, sous les ordres du général Lahoud, vont de l'avant et entendent bien fêter, le 22 novembre, l'indépendance du Liban en présentant une armée réconciliée avec elle-même et redevenue, après les excès en politique du régime du général Aoun, une grande muette au service de toute la nation. Pour cela, la première tâche entreprise a été de rassurer les soldats et officiers du général Aoun qui, ralliés certes, ne se sentent pas toujours très en sécurité. Le commandement a déjà commencé à mélanger les unités pour que nul ne se sente isolé. La deuxième brigade, à majorité sunnite, basée à Tripoli, et à qui a été confié le cœur du Beyrouth chrétien doivent évaluer les Forces libanaises, a été dotée de quelques officiers chrétiens originaires d'Achrafieh, qui connaissent le terrain. Au niveau des postes importants, toutefois, le système confessionnel va encore se perpétuer, son abolition, surtout

après un tel traumatisme, demandant du temps.

Autre point positif et important pour la population du Metn, des officiers, parmi les plus proches du général Aoun, ont été confirmés dans leur poste et certains recommencent à circuler avec leurs hommes. Comme le dit l'un d'eux, « l'armée n'est la propriété de personne. Pourquoi devrais-je démissionner. Je garde mon commandement et je recommence à effectuer le même travail qu'avant ». Les commandos, fer de lance du général Aoun, ont repris depuis quarante-huit heures leurs patrouilles dans le Metn, comme si de rien n'était. La garde présidentielle qui était au palais de Baabda a été reconstituée avec ses mêmes effectifs et ce sont les mêmes soldats qu'auparavant qui assurent la garde du ministère de la défense. « Il n'y a pas de vaincu militaire », affirme à cet égard un haut responsable.

Le commandement veut, d'autre part, mettre de l'ordre dans les rangs et, dit-on de source militaire, un tribunal va être constitué pour juger les soldats libanais qui, avant ou après la reddition du général Aoun ont commis des actes contraires au règlement. « Certains soldats du général Aoun, ont rendu leurs armes après la défection de ce dernier, affirme-t-on, et d'autres, durant les combats contre les Forces libanaises, ont tué de sang-froid. »

L'armée, enfin, commence à recenser ses matériels dont beaucoup ont été pris à différentes époques par les milices. « Quand cet inventaire sera fini et le matériel récupéré, la répartition sera égale pour chaque brigade », affirme un officier de haut rang. Pour l'instant, les milices n'ont que timidement commencé à restituer du matériel et la principale concernée par cette mesure, la milice chrétienne des Forces libanaises, qui lors des combats contre le général Aoun avait fait main basse sur plusieurs casernes, n'a rendu que quelques véhicules.

La présence syrienne acceptée avec résignation

Dans une deuxième étape, l'armée, qui avait déjà, après la nomination comme commandant en chef du général Lahoud, commencé à recruter (notamment 3 000 hommes, entraînés à des stages de commandos, qui ont été en première ligne le 13 octobre), va poursuivre ce mouvement avant, assure-t-on de très bonne source, que ne soit institué au Liban — une révolution — un service militaire obligatoire.

A l'état-major, on affirme que les rapports avec l'armée syrienne sont bons et n'entravent pas le travail de l'armée libanaise. La présence et le déploiement de l'armée syrienne, dit-on encore, relève de décisions politiques.

Cette reprise en main de l'armée est d'autant plus indispensable que c'est sur elle que reposent, outre les espoirs de la population, une grande partie de la crédibilité d'un gouvernement qui se doit au plus vite d'assurer le maximum de sécurité à tous et de normaliser une situation pour le moins chaotique. A cet égard, l'ouverture des routes, le débâtement et le déminage des voies de passage fermées depuis de longues années, ont apporté un souffle nouveau aux Libanais qui redécouvrent avec émotion parfois des lieux qu'ils n'avaient plus osé visiter depuis des lustres.

Aujourd'hui, plus que la présence syrienne, c'est la pacification entrecroisée — bien que nombre d'obstacles demeurent — qui rend l'espoir aux Libanais ; la remontée de la livre, qui a regagné un tiers de sa valeur par rapport au dollar en deux semaines, en est sans doute le meilleur témoignage. Illustré par l'engagement de l'aviation syrienne dans l'opération d'éviction du général Aoun, la détermination syro-américaine à mettre de l'ordre au Liban apparaît à beaucoup comme un gage d'une promesse de trêve. Que celle-ci s'instaure sous domination syrienne, c'est un fait qui déchaine beaucoup de rancœur chez certains, mais le plus important, pour la majorité, est que cette trêve existe. « On a peut-être perdu notre souveraineté pour l'eau, l'électricité, la sécurité, confie sans regret un avocat. Mais, après quinze ans et tant d'essais malheureux, on ne veut plus de héros ni de leçons. »

FRANÇOISE CHIPPAUX

## EUROPE

NORVÈGE : La démission de M. Jan P. Syse

### Les sociaux-démocrates sont pressentis pour former le nouveau gouvernement

Le premier ministre conservateur, M. Jan P. Syse, a annoncé, lundi 29 octobre, la démission de son gouvernement de coalition en raison de division sur la question de l'adhésion du pays à la Communauté européenne (nos dernières éditions du 30 octobre).

STOCKHOLM

de notre correspondante

Depuis deux semaines, la crise gouvernementale semblait inévitable, le Parti conservateur du pre-

mier ministre, M. Jan P. Syse, et le Parti du centre (agrarien), qui partagent le pouvoir avec le Parti chrétien populaire, ayant des conceptions tout à fait opposées sur les relations futures de la Norvège avec la CEE. La négociation en cours entre la Communauté et l'Association européenne de libre-échange (AELE) en vue de la création d'un espace économique européen oblige les gouvernements des six pays extra-communautaires à revenir sur de nombreuses revendications qu'ils avaient initialement soumises à Bruxelles.

Oslo, c'est sur la question de la révision des lois sur les concessions que la crise a éclaté : ces textes permettraient de privilégier les Norvégiens par rapport aux étrangers dans l'acquisition des ressources naturelles et de biens immobiliers. Le dirigeant centriste, M. Johan Jucobsen, adversaire déclaré d'une « normalisation » trop approfondie, voire d'une éventuelle demande d'adhésion de la Norvège à la CEE, estimait, contrairement au premier ministre, que les lois en question ne doivent pas être amendées, et que les Norvégiens doivent avoir priorité sur

les étrangers. La commission gouvernementale spécialement nommée pour tenter de rapprocher les points de vue s'est séparée, dimanche, sans être parvenue à un résultat. Lundi matin, M. Syse annonçait donc la démission de son gouvernement. La coalition n'aura tenu qu'un an et deux semaines.

Lundi soir déjà, il apparaissait que M. Syse ne pourrait pas former un gouvernement minoritaire conservateur, ses deux autres partenaires lui refusant le soutien qu'il leur demandait. Sa position au sein de son propre parti s'est par ailleurs détériorée en raison, notamment, d'affaires financières privées qui ont été révélées récemment. Certains conservateurs souhaitent purement et simplement son remplacement. Le coup décisif a toutefois été porté par le leader du centre, maître du jeu, qui a annoncé sa décision de donner son soutien au Parti social-démocrate de l'ancien premier ministre, M. Gro Harlem Brundtland, présent mardi pour former le gouvernement.

FRANÇOISE NIÉTO

#### EN BREF

AFRIQUE DU SUD : nouvelles violences à Soweto. — Les violences qui ont eu lieu, dans la nuit du dimanche 28 au lundi 29 octobre, dans la cité noire de Soweto, aux portes de Johannesburg, ont fait 16 morts et 33 blessés, selon la police sud-africaine. A son avis, ces assassinats semblent être un acte de vengeance consécutif au meurtre, samedi, à Soweto, d'un militant du parti Inkatha à dominante zouloue. — (AFP)

CAMBODGE : Entretiens franco-indonésiens. — M. Ali Alatas, ministre indonésien des affaires étrangères, a eu des entretiens, lundi 30 octobre au Quai d'Orsay, avec M. Roland Dumas. Les co-présidents de la Conférence internationale de Paris sur le Cambodge tentent de relancer la négociation. D'autre part, un représentant permanent des Etats-Unis, chargé du problème des MIA (« missing in action », Américains disparus pendant la guerre du Vietnam), va s'installer à Hanoï, a annoncé, mardi à Bangkok, le ministre vietnamien des affaires étrangères.

CHINE : renforcement du rôle de la milice. — Le gouvernement chinois a approuvé, vendredi

26 octobre, une nouvelle législation relative au « travail des milices », a annoncé samedi le Quotidien du peuple, confirmant ainsi la volonté du Parti communiste d'associer un maximum de civils au maintien de l'ordre depuis l'écrasement du « printemps de Pékin ». Ce texte va permettre de « prendre en compte les nouveaux développements intervenus dans le travail de la milice ». — (AFP)

La Fédération pour la démocratie en Chine regrette la levée des sanctions contre Pékin. — La Fédération pour la démocratie en Chine (FDC) a regretté, dans une conférence de presse tenue à Paris vendredi 26 octobre, la levée par la CEE des sanctions économiques contre la Chine (le Monde du 23 octobre), déclarant qu'elle ne soit pas accompagnée de contreparties en matière de respect des droits de l'homme. Toutefois, la FDC comprend la décision des Douze, au vu de la prise de position chinoise dans la crise du Golfe.

FIDJI : grève de la communauté d'origine indienne. — Les Fidjiens d'origine indienne ont observé, lundi 29 octobre, une journée de

grève à Suva et sur la côte ouest de l'île principale de cet archipel du Pacifique sud. Ils protestaient contre l'enlèvement la semaine dernière d'un universitaire indien, M. Anirudh Singh, qui s'est plaint d'avoir été torturé par ses ravisseurs. — (AFP)

PAKISTAN : La Ligue des droits de l'homme fait état de fraudes électorales. — Une délégation d'observateurs de la Ligue des droits de l'homme de Paris a constaté des « fraudes sophistiquées » après le dépouillement du scrutin législatif du 24 octobre au Pakistan. Ce rapport estime, que les fraudes sont intervenues après le décompte des bulletins dans les bureaux de vote mais avant que ces bulletins soient envoyés aux responsables électoraux de district. Ces fraudes expliqueraient l'ampleur de la défaite de M. Bhutto.

Erratum. — Dans le bulletin de l'étranger de la première édition du Monde daté 19 octobre, une erreur nous a fait évoquer, à propos de l'Union monétaire européenne, le « rapport Wormser », alors qu'il s'agissait du « rapport Werner », du nom de l'ancien président du gouvernement luxembourgeois.

relations bilatérales

## Conférence interarabe

Les Etats arabes, qui depuis des lustres se plaignaient — et se plaignent toujours — de « l'ignorance » ou de « l'incompréhension », voire de « l'hostilité » des Français à l'égard de leurs cultures, n'ont pas saisi jusqu'à présent la superbe occasion qui leur était offerte de disposer en plein Paris — ce qu'ils n'ont dans aucune capitale au monde — d'une vitrine culturelle prestigieuse, dont les animateurs français ne demandaient pas mieux et demandent encore, mais sans plus trop y croire, qu'elle soit utilisée très largement.

ts russes tielle

Après avoir réglé la majorité du coût très élevé (environ 650 millions de francs) de l'orgueilleuse construction des bords de Seine, conçue par

## ASIE

Des affrontements ont fait plusieurs morts à Ayodhya

Le maire de Moscou en visite à Taipei et à Tokyo



## POLITIQUE

Les suites du conflit de Bias (Lot-et-Garonne)

## Le gouvernement va lancer une « mission nationale de réflexion » sur les harkis

Une réunion de concertation s'est déroulée, samedi 27 octobre, à Agen, confirmant les engagements pris. Lundi 15 octobre, par M. Claude Evin, ministre de la solidarité nationale, pour examiner les mesures à prendre en faveur des Français musulmans rapatriés. Les participants – le préfet du Lot-et-Garonne, plusieurs membres du cabinet du ministre de la solidarité nationale, le directeur de cabinet du député aux rapatriés et des représentants de la délégation interministérielle à la ville, ainsi que vingt porte-parole des communautés de douze départements – ont adopté le principe de la création, avant le 3 décembre, d'une mission de réflexion, au plan national, chargée d'élaborer un rapport, dans un délai de trois mois, assorti de propositions au gouvernement en faveur de la communauté harkie.

## AGEN

de notre envoyée spéciale

Il aurait peut-être rejoint l'histoire par la petite porte de la préfecture d'Agen. Le rôle des quelque deux cents mille supplétifs de l'armée française en Algérie, de 1950 à 1962, ne devrait plus être, désormais, passé sous silence dans les manuels scolaires. C'est, du moins, l'un des engagements pris par les représentants des pouvoirs publics en présence de

vingt porte-parole de la communauté harkie, samedi 27 octobre, au chef-lieu du Lot-et-Garonne.

Les circonstances étaient réunies pour éviter une nouvelle « journée des dupes ». M. Jean-Charles Astruc, préfet du département, avait au premier chef toutes les raisons de se montrer « très attentif » aux revendications exposées par la délégation, conduite par M. Boussad Azzi. Un homme qui, depuis quelques semaines, souille le froid et le chaud sur la communauté harkie du camp de Bias, situé à quelques kilomètres de Villeneuve-sur-Lot.

Jeu 4 octobre, en effet, celui-ci n'avait pas hésité, à l'issue d'une rencontre infructueuse avec un représentant du préfet, à s'introduire en force avec une quarantaine d'anciens harkis dans les locaux du service central des rapatriés d'Agen. L'évacuation par les gendarmes mobiles avait fait cinq blessés, dont deux parmi les forces de l'ordre. « Depuis cette date, j'en suis à mon septième policier blessé », note M. Jean-Charles Astruc. Je ne vais tout de même pas refaire la guerre d'Algérie ! »

## Réaction de défiance

Du côté de la communauté harkie, la volonté d'un retour au calme était également manifeste. Malgré de sévères mises en garde de M. Azzi – « Nous sommes sur une poudrière. Tous nos griefs, toute notre rancœur, toute notre tristesse ont été brutalement réveillés », a-t-il déclaré – les jeunes du camp de Bias, les plus remuants pourtant, avaient eux-mêmes pris la résolution d'éviter tout débordement. Suppléant les CRS, dissimulés à quelques mètres du lieu



de la réunion, ils ont assuré l'ordre et tenté d'imposer le silence aux trois cents manifestants massés sous les fenêtres de la préfecture.

Peine perdue, car les enfants des harkis n'entendaient pas cacher leur colère : « Vingt-huit ans de misère, vingt-huit ans de promesses ! », s'est écriée Jameliah. « Pour nos parents, c'est trop tard ! », a estimé Daniel, vingt-cinq ans. « Pour nous, il va y avoir l'Europe. Cela va être un désastre. Nous ne voulons pas être enterrés vivants », a ajouté Nouria. Il faut nous donner notre chance. »

Malgré leur impatience, ils se sont contenus jusqu'au soir, dans l'espoir

de voir leurs revendications aboutir sur-le-champ. Parmi les doléances présentées par la délégation, l'une d'entre elles les concernait directement.

La délégation a, en effet, demandé l'attribution du titre de rapatrié ou de statut de « victime de guerre » à tous les enfants de harkis nés avant le 19 mars 1962. « Une mesure qui se justifie moralement », a reconnu M. Astruc, mais qui, si elle était accordée, devrait l'être également aux enfants de toutes les catégories d'anciens combattants. Un vrai casse-tête constitutionnel, a-t-il estimé. Autre exigence formulée : le versement de

l'indemnité forfaitaire de 60 000 francs, allouée depuis 1987 aux seuls harkis combattants, à l'ensemble des rapatriés musulmans. « Un droit qui, s'il était accordé, poserait des problèmes vis-à-vis de la communauté des pieds-noirs », a rétorqué le préfet, suscitant les réactions indignées de M. Azzi. « A chaque fois que les Français d'Afrique du Nord ont été indemnisés, a-t-il déclaré, s'est-on souvenu de l'injustice faite aux harkis ? »

M. Astruc s'est, en revanche, efforcé de satisfaire ses interlocuteurs sur deux points. Il s'est engagé à renvoyer l'aide à la création d'entreprises dans le département, une mesure qui s'appliquera aux harkis, et a annoncé la mise en place d'un « comité de pilotage » au camp de Bias, auquel seraient associés les habitants, « qui permettrait, en concertation avec la délégation interministérielle à la ville, de régler, a-t-il déclaré, les questions de logement et d'insertion professionnelle non résolues ».

## « Du vent dans les poches... »

Mais cette ouverture sur le plan local a suscité une réaction de défiance de la part de plusieurs porte-parole harkis du département. Pour éviter toute division, la délégation a, dès lors, préféré ne retenir qu'une seule proposition : celle de la création d'une mission de réflexion au plan national. Provisoire, cette mission sera créée avant le 3 décembre. Elle comprendra des représentants du ministre de la solidarité nationale, du député aux rapatriés et du député interministériel à la ville ainsi que des membres désignés par

la communauté harkie. M. Boussad Azzi a toutefois exigé qu'une seconde commission soit formée, par la suite, de représentants élus « démocratiquement par tous les Français musulmans rapatriés ». « Nous ne voulons plus être victimes des associations bidon. Notre mouvement se veut épurateur », a-t-il rappelé.

Quoi qu'il en soit, la mission de réflexion qui sera créée avant le 3 décembre devra rendre son rapport, assorti de propositions, dans un délai de trois mois au gouvernement. Ce document servira de base de négociations à une éventuelle table ronde réclamée depuis un an par la communauté harkie.

A l'issue de la réunion, il était difficile pour les membres de la délégation d'afficher leur satisfaction face aux manifestants qui, pour la plupart, ont été bercés depuis vingt-huit ans par des promesses non tenues. Mais, dimanche 28 octobre, M. Azzi se voulait optimiste : « Le gouvernement est prêt à ouvrir le dossier. Pour la première fois, des représentants de la communauté harkie de base vont pouvoir participer à des instances de décision ». Optimiste, pas naïf : « Pour l'instant, ajoutait-il, nous avons du vent dans les poches... »

Les manifestations de Français musulmans rapatriés, qui se sont déroulées parallèlement à la réunion d'Agen – notamment à Rouen et à Amiens – témoignent du succès relatif de la coordination, au plan national, du mouvement du 27 octobre, mais elles ne signifient pas que la fusion des trois cents associations d'anciens harkis en France soit pour demain.

BÉATRICE JÉROME

M. Debarge (PS) attend les explications de M. Joxe. – M. Marcel Debarge a déclaré, lundi 29 octobre, au cours du point de presse hebdomadaire du PS, que celui-ci se prononcera sur le problème des renseignements généraux « après le débat à l'Assemblée nationale sur le budget du ministère de l'intérieur, au cours duquel des informations doivent être données ». « J'attends d'écouter le débat et les explications de M. Pierre Joxe », a déclaré le numéro deux du PS, qui souhaite « que soient mieux fixées les limites » de l'action des renseignements généraux, mais rejette l'idée, avancée par M. François Léotard, de les supprimer.

Une protestation du mouvement du RECOURS. – Le mouvement du RECOURS a exprimé « une vive protestation », lundi 29 octobre, contre ce qu'il appelle « un oubli de l'ambassade de France à Alger » à propos de l'ordre du jour des prochaines réunions bilatérales d'experts algériens et français, après avoir constaté que ce calendrier n'incluait pas l'examen des dossiers relatifs au sort des pieds-noirs restés en Algérie et à la sauvegarde des cimetières. « A la veille de la Toussaint, les Français d'Algérie apprécieront à sa juste mesure le mépris affiché par l'ambassade de France à Alger à leur égard », a déclaré le porte-parole de l'association, M. Jacques Roseau.

Les ennus de l'ancien maire socialiste d'Angoulême

## Le dossier de M. Jean-Michel Boucheron sera instruit à Paris

La chambre criminelle de la Cour de cassation, présidée par M. Claude Tachella, a confié, lundi 29 octobre, l'instruction du dossier de M. Jean-Michel Boucheron, ancien maire socialiste d'Angoulême, à la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris. Le successeur de celui-ci à la mairie, M. Georges Chavanes, député UDC, confronté au déficit financier de la ville, avait saisi la chambre régionale des comptes, dont le rapport, très critique pour M. Boucheron, avait été transmis au parquet d'Angoulême (le Monde du 19 octobre).

Après une longue enquête préliminaire, celui-ci avait constaté que l'ancien maire était susceptible d'être inculpé de « corruption, complicité de faux en écriture et usage, recel d'abus de biens sociaux et

ingérence ». Conformément à l'article 681 du code de procédure pénale, puisque ces délits auraient été commis dans l'exercice des fonctions de maire, le procureur de la République d'Angoulême avait demandé, le 17 octobre, à la Cour de cassation de désigner une chambre d'accusation chargée de l'instruction de l'affaire.

Comme à son habitude, dès qu'il s'agit d'une affaire délicate, la Cour de cassation a donc désigné la cour d'appel de Paris. Lorsque le parquet avait donné suite, en avril et en mai 1987, à deux des nombreuses plaintes d'un habitant d'Angoulême, M. Marcel Domini, la Cour de cassation avait désigné la cour d'appel de Bordeaux. Il n'y avait, alors, pas eu de suite à ces instructions.

Th. B.

Conflit entre M. Bernard Marie et son premier adjoint

## Crise municipale à Biarritz

de notre correspondant

Des élections municipales pourraient avoir lieu prochainement à Biarritz, où le maire, M. Bernard Marie (RPR), âgé de soixante-deux ans, à la tête de la municipalité depuis 1977, a été mis en minorité, le 26 octobre, M. Didier Borotra (UDF-CDS), premier adjoint au maire, a provoqué la rupture de la majorité qui s'était présentée unie au scrutin de mars 1989.

Leur mésentente était apparue au printemps dernier, à propos de projets immobiliers importants tels que la construction d'un hôtel-casino, en remplacement du casino municipal, sur la grande plage de Biarritz, et celle de résidences en

bord de mer entre Biarritz et Bidart, le long d'un golf en cours d'élaboration.

Le 19 octobre, M<sup>me</sup> Michèle Alliot-Marie (RPR), ancien secrétaire d'Etat à l'enseignement, conseiller municipal, avait violemment pris à partie M. Borotra dans le journal *Sud-Ouest*, le traitant de « sous-bourgeois local » et le sommant de démissionner. « D'accord », lui a répondu celui-ci, à l'ouverture de la séance du conseil municipal, avec le soutien de ses huit colistiers et de la totalité des conseillers d'opposition, qui ont décidé de voter contre tous les projets présentés par le RPR, y compris le budget.

Ph. E.

Le Monde

ScPo

Mercredi 5 décembre 1990

3<sup>e</sup> SÉMINAIRE SCIENCES PO - LE MONDE

## EUROPE : la traversée des turbulences

Face aux bouleversements à l'Est et au Sud, dans un contexte international de crise la Communauté Européenne peut-elle à la fois renforcer sa cohésion et s'ouvrir à l'extérieur ?

## MATIN

- 9 h Ouverture du séminaire : Alain LANCELOT
- 9 h 15 LES HÉRITAGES DU XX<sup>e</sup> SIÈCLE  
Séance présidée par René REMOND  
• Le mouvement européen peut-il être limité à l'Ouest ?  
Jean FRANÇOIS-PONCET  
• Le communisme peut-il être effacé à l'Est ?  
Antonin LIEHM
- 10 h 30 L'AVENIR POLITIQUE  
Séance présidée par Daniel VERNET  
• Les énigmes soviétiques  
Jacques AMALRIC  
• Le passage des pays de l'Est à la démocratie peut-il s'effectuer sans effets pervers ?  
Jacques RUPNIK  
• Quelles conséquences pour l'Europe de l'Ouest ?  
Pierre HASSNER

12 h 45 Déjeuner

## APRÈS-MIDI

- 14 h 15 AU-DELÀ DE 1992 ?  
L'ESPACE ÉCONOMIQUE ET SOCIAL  
Séance présidée par Jean-Paul FITOUSSI  
• L'Europe peut-elle être une puissance internationale ?  
François HEISBOURG  
• La « décongelation » politique à l'Est ouvre-t-elle de nouveaux champs de développement ?  
Jacques ATTALI - Manfred LAHNSTEIN  
• Comment surmonter les disparités – démographiques, économiques, sociales – du continent européen ?  
Elisabeth GUIGOU - Georges TAPINOS  
• La réalisation de l'Acte Unique reste-t-elle un objectif pertinent ? quels types de rapports la CEE doit-elle établir avec les pays de l'Est, de l'AELE, et du Tiers Monde ?  
Pascal LAMY

18 h 00 CONCLUSION DU SÉMINAIRE : André FONTAINE

Ce séminaire est organisé avec la participation de :

- Jacques AMALRIC, Rédacteur en chef au journal Le Monde  
Jacques ATTALI, Président désigné de la Banque Européenne de Reconstruction et de Développement  
Jean-Paul FITOUSSI, Président de l'Observatoire Français des Conjonctures Économiques  
André FONTAINE, Directeur du journal Le Monde  
Jean FRANÇOIS-PONCET, Président de la Commission des Affaires Économiques et du Plan du Sénat, Président du Mouvement Européen, Ancien Ministre des Affaires Étrangères  
Elisabeth GUIGOU, Ministre délégué chargé des Affaires Européennes  
Pierre HASSNER, Directeur de recherche à la Fondation Nationale des Sciences Politiques  
François HEISBOURG, Directeur de l'Institut International des Études Stratégiques de Londres

- Manfred LAHNSTEIN, Membre du Bureau Exécutif de Bertelsmann S.A., Président de Bertelsmann Audiovisuel  
Pascal LAMY, Directeur de Cabinet du Président de la Commission des Communautés Européennes  
Alain LANCELOT, Directeur de l'Institut d'Études Politiques de Paris, Professeur des Universités  
Antonin LIEHM, Directeur de la Revue Lettres Internationales  
René REMOND, Président de la Fondation Nationale des Sciences Politiques  
Jacques RUPNIK, Chargé de recherche à la Fondation Nationale des Sciences Politiques  
Georges TAPINOS, Professeur des Universités à l'I.E.P., Chef du département de démographie économique à l'INED  
Daniel VERNET, Directeur de la Rédaction, journal Le Monde

Ce séminaire s'adresse aux membres des Directions Générales des Entreprises, Administrations et Collectivités locales. Il se déroulera à l'Hôtel NIKKO, 75015 PARIS. Montant : 2 100 F par participant (documentation et déjeuner inclus). Les inscriptions seront enregistrées dans l'ordre d'arrivée des bulletins et dans la limite des places disponibles.

Pour tous renseignements : Institut d'Études Politiques de Paris, Service Formation Continue, 215, boulevard Saint-Germain - 75007 PARIS  
Tél. : 45.49.11.76 - 45.49.51.94 - Fax : 42.22.60.79

## M. Mellick annonce un statut pour les marins pêcheurs

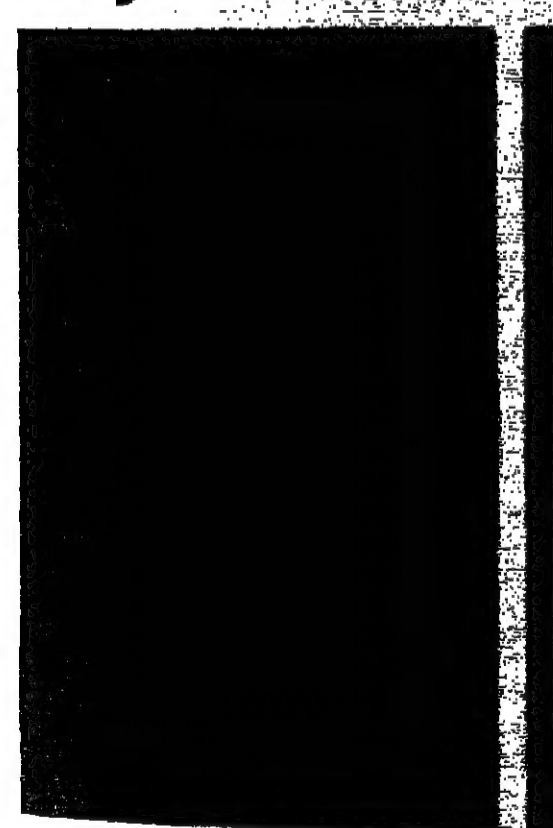
C'est devant un hémicycle très rempli que M. Jacques Mellick, ministre de la Pêche, a annoncé, lundi 29 octobre, en présence de M. Michel Béranger, ministre de l'Agriculture, et de M. Jacques Béranger, ministre de la Mer, le projet de loi relatif au statut des marins pêcheurs.

« Ce projet de loi vise à améliorer le statut des marins pêcheurs », a déclaré M. Mellick. « Il s'agit d'un texte important qui va permettre de mieux protéger les marins pêcheurs et de leur donner un statut plus favorable. »

Le projet de loi prévoit notamment que les marins pêcheurs bénéficieront d'un statut plus favorable que celui des autres travailleurs du secteur de la pêche. Il s'agit d'un texte important qui va permettre de mieux protéger les marins pêcheurs et de leur donner un statut plus favorable.

Le projet de loi prévoit également que les marins pêcheurs bénéficieront d'un statut plus favorable que celui des autres travailleurs du secteur de la pêche. Il s'agit d'un texte important qui va permettre de mieux protéger les marins pêcheurs et de leur donner un statut plus favorable.

## La jonction da





## POLITIQUE

La discussion budgétaire à l'Assemblée nationale

### M. Mellick annonce un statut social pour les marins pêcheurs

C'est devant un hémicycle très clairsemé que M. Jacques Mellick, ministre de la mer, a défendu, lundi 29 octobre, en présence de M. Michel Delebarre, ministre de l'équipement et des transports, son budget pour 1991. Un budget qui, si l'on considère globalement les chiffres, reste très modeste, passant d'une année sur l'autre de 6,28 milliards à 6,43 milliards de francs. Mais, lorsque l'on individualise les crédits d'investissement, l'enveloppe progresse, elle, de 9,60 %.

M. Albert Denvers (PS, Nord), rapporteur de la commission des finances, a déploré le recul des crédits consacrés aux ports maritimes et à l'amélioration des accès par le creusement des chenaux, mais, en contrepartie, il a souligné que, pour la flotte marchande, les autorisations de programme augmentaient de 30 %.

Les rares députés du littoral présents, qu'ils soient de gauche, du centre ou de la droite, se sont surtout inquiétés des difficultés grandissantes du secteur de la pêche, menacé à la fois par une raréfaction des ressources, la substitution des autorités de Bruxelles aux législations nationales, l'absence de politique, en revanche, en Méditerranée et par les menaces que peut représenter l'intégration des chalutiers de l'ex-RDA.

#### « Je souhaite une profession plus solidaire »

Tandis que M. Jean de Lipkowski (RPR, Charente-Maritime) demandait à M. Mellick de prendre en considération le sort des veuves des ostréiculteurs, dont la retraite reste ridiculement faible, et que, par la voix de M. André Duroméa (Seine-Maritime), le PC

exprimait son refus de voter le budget, M. Le Drian (PS, Morbihan) souhaitait que le gouvernement intervienne auprès de la CEE pour que les pêcheurs ne soient pas pénalisés par la hausse considérable des prix du gazole.

Quant à M. Gérard Grignon (UDC, Saint-Pierre-et-Miquelon), il a applaudi le ministre de la mer, lorsque celui-ci a affirmé que le gouvernement ne tolérera pas que les chalutiers de Saint-Malo viennent illégalement pêcher au large de l'archipel français. « La responsabilité personnelle des capitaines et de l'armement malouin sera mise en cause devant les tribunaux », a déclaré M. Mellick. La logique du plus fort, ou le coup de force, n'est pas la logique de l'Etat.

Le ministre de la mer a défendu son plan de développement de la marine marchande, qui, cette année, se traduira par un effort de 400 millions de francs : « Les aides publiques bénéficient à trente-deux navires, favorisant ainsi le renouvellement de la flotte de commerce, ce qui représente de la part des armateurs 3,5 milliards de francs d'investissement. Autre signe d'optimisme : deux cent cinquante candidats se sont présentés, cette année, aux concours des écoles nationales de la marine marchande pour cent places offertes seulement. »

A propos de la pêche, qui occupera, l'an prochain, l'essentiel de son énergie, M. Mellick a déclaré : « Même si cela mérite réflexion et prudence, le monde de la pêche ne pourra plus longtemps éluder la difficile question du statut et de la protection sociale du pêcheur... Je souhaite une profession plus solidaire, plus unie, plus responsable et une force de proposition crédible, susceptible de peser sur les décisions de Bruxelles. »

F. Gr.

Remous au RPR à propos du Club 89

### Haro sur M. Michel Aurillac !

Le commanditaire présumé s'appelle M. Michel Aurillac, conseiller général RPR de Châteauroux-Est et détenteur, selon le *Who's Who*, du prix littéraire Narcisse-Michaut. La victime réelle s'appelle M. Philippe Séguin, député RPR des Vosges. Celui qui ne décolère pas s'appelle M. Jacques Chirac, président du RPR. Il y a du rififi dans l'air au RPR à cause du Club 89...

Réunie samedi 27 octobre à Maisons-Laffitte (Yvelines), la douzième assemblée générale de ce « club gaulliste associé au RPR » que dirige, depuis sa création en 1981, M. Aurillac, ancien ministre de la coopération, a voté massivement contre l'entrée dans son comité directeur de M. Séguin, ancien ministre des affaires sociales et de l'emploi. MM. Aurillac et Séguin ont pourtant siégé de concert entre 1988 et 1989 dans le gouvernement dirigé par M. Chirac.

En obtenant 768 voix parmi les 2 042 adhérents votant du Club 89, le maire d'Epinal a reçu un camouflet alors que le maire de Paris s'était clairement engagé à ses côtés. Il ne fait aucun doute pour les amis respectifs de MM. Séguin et Chirac qu'une « petite opération » a été montée, ce que dément formellement l'entourage de M. Aurillac. Tout commence en avril dernier, quand M. Séguin explique, dans *Résonances*, la feuille mensuelle du Club 89, pourquoi il adhère au groupe de M. Aurillac. « Vous avez été, entre 1981 et 1986, les artisans éminents de notre ressourcement et nous vous devons en grande partie notre victoire aux législatives de 1986. Si nous faisons notre révolution culturelle, comme l'a dit Jacques Chirac, nos concitoyens sauront reconnaître dans notre message des réponses à leurs interrogations, à leurs préoccupations, à leurs inquiétudes. »

Trois mois auparavant, aux assises nationales du RPR au Bourget, M. Séguin a consacré l'existence des courants en s'associant à M. Charles Pasqua contre M. Chirac.

Ce même printemps, M. Aurillac, auquel il reste un mandat de conseiller général dans l'Indre, décide de « réactiver l'activité du Club », selon l'expression d'un « séguiniste » et, dans cette perspective, prend contact avec M. Séguin en vue, dit-on, de lui passer la main à la présidence.

M. Chirac, ajoute-t-on, ne manifeste alors aucun enthousiasme mais il ne signifie aucun veto. Du côté de chez M. Aurillac, on assure aujourd'hui que la prétendue proposition de succession ne peut résulter, chez M. Séguin, que d'une « interprétation ».

#### M. Chirac

« fou de rage »

Quelques jours avant l'assemblée générale du samedi 27 octobre, divers échos fleurissent dans la presse tendant à accorder l'idée selon laquelle M. Chirac s'opposerait plus que jamais à ce que M. Séguin devienne président du club de M. Aurillac. En voyage au Japon, le président du RPR est loin de cette agitation, qui touche un groupe dont l'importante fonction de « laboratoire d'idées » pour la droite n'a pas échappé à quelques initiés.

« Il n'est nullement en cause », affirme un proche de M. Séguin. Ce dont convient naturellement un proche de M. Chirac, qui dénonce le « double jeu » de M. Aurillac. Les accusations s'accroissent sur le dos du conseiller général de Châteauroux-Est.

Les résultats des élections au comité directeur (cent candidats pour cinquante places), commentés vers 13 heures samedi, ne sont connus qu'en début de soirée, affirmant en chœur « séguinistes » et « chiraciens ». « C'est manifestement faux », répond l'entourage de M. Aurillac. « Les résul-

tats ont été proclamés sur le coup de 19 heures. Toutes les opérations étaient manuelles. » Et pour se faire bien comprendre, on ajoute que les opérations de dépouillement étaient publiques, à preuve : « M. Gérard Bokanowski est passé à plusieurs reprises. » Il va sans dire que M. Bokanowski (588 voix) est un partisan de M. Séguin qui, comme M. Étienne Pinte (590 voix), ne sera pas élu au comité directeur.

En revanche, M. Aurillac, lui, a été élu dans un fana. « A la Houphouët », disent certains. « A la soviétique », disent d'autres. Avec 1920 suffrages, le président sortant du Club 89 obtient en tout cas 94 % des voix, devançant de peu M. Roland d'Adhémar de Panat, secrétaire national du club (80 %), et M. Nicole Catala, députée RPR de Paris, vice-présidente déléguée (88 %). Au Club 89, on fait remarquer que ces trois têtes d'affiche obtiennent toujours de gros scores mais toujours dans le même ordre.

« Il paraît que tout cela est démocratique », ironisait lundi 29 octobre un proche de M. Chirac en affirmant que le président du RPR était « fou de rage » au vu de ces résultats qui marginalisent M. Séguin alors qu'il s'était félicité dans son discours, avant le vote, de l'entrée au comité directeur de personnalités telles que le maire d'Epinal.

Dans l'entourage de M. Aurillac, on préfère remarquer que d'autres personnalités ont été élues au comité directeur : MM. Jean Tiberi, Jacques Toubon, Robert Pandraud, Alain Devaquet et même André Santini (UDF-PSD). On tient également à apporter un « démenti formel » aux informations assurant qu'une liste de noms à barrer ont été distribués à la fédération de Paris (dirigée par M. Aurillac) pour la première, et en provenance de fédérations de province pour la seconde. Quant à la campagne

d'explication de texte effectuée par téléphone pour dénoncer « une OPA de Séguin sur le club », elle ne doit exister que dans l'imaginaire séguiniste. « Il n'y a eu aucune opération concertée », dément-on en bloc au Club.

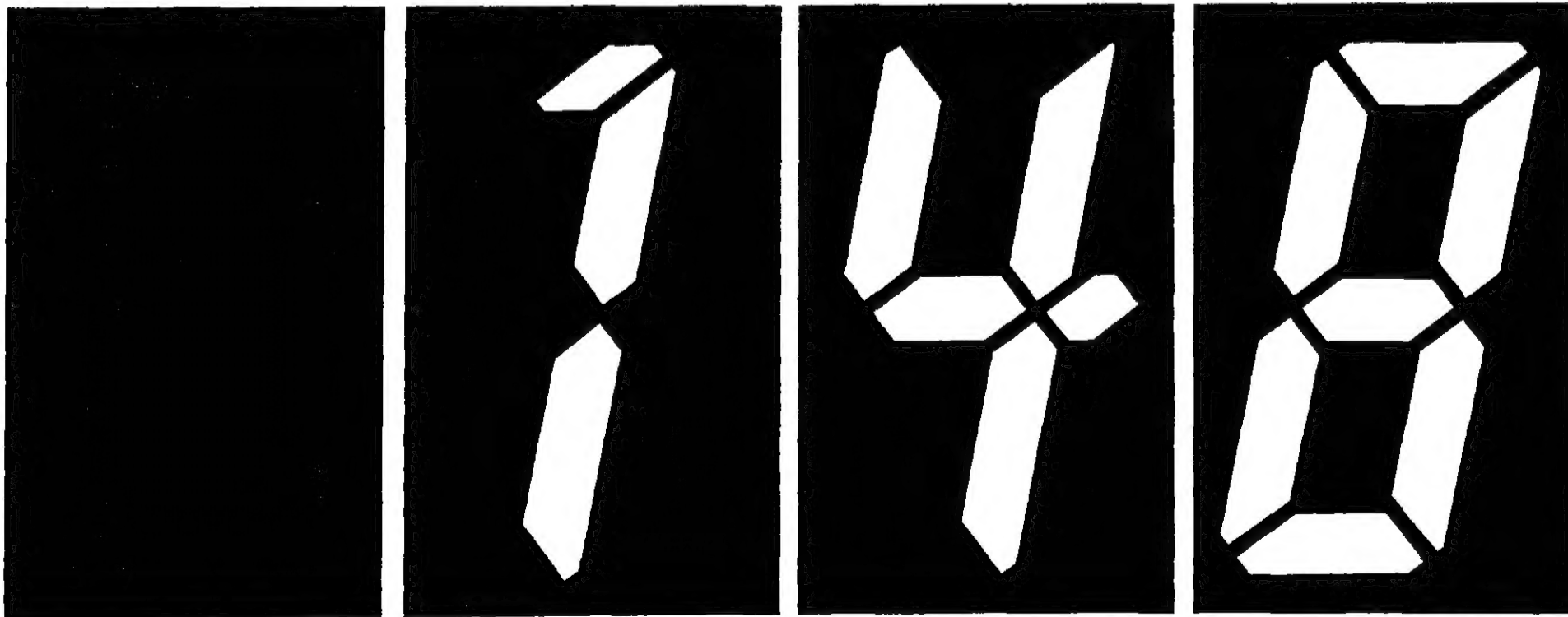
Si les proches de M. Chirac regrettent le barrage ainsi dressé devant M. Séguin — celui-ci devait prendre la direction des études du club — que d'aucuns attribuent à un réflexe « basiste » en souvenir des assises de janvier ou à une peur de M. Aurillac de voir lui échapper sa présidence —, ils remarquent déjà que « le Club est maintenant démodé ». En tout état de cause, les amis de M. Séguin notent que la tonalité générale des interventions, excepté celle du maire de Paris avec lequel l'ancien ministre n'a « plus de problème », était « extrêmement droite ».

Ceci expliquerait-il cela au moment où les clubs de réflexion les plus productifs dans l'opposition se situent plutôt à la lisière, pour ne pas dire plus, des options du Front national. Une chose est sûre : M. Aurillac n'est pas près de voir inscrire à l'ordre du jour du RPR le désir qu'on lui attribue d'entrer au bureau politique de l'UPF, réunissant le RPR et l'UDF. En guise de conclusion attristée, un conseiller de M. Chirac soupire, lundi : « On s'est fait rouler dans la farine. »

Un homme en a déjà tiré une conséquence : M. André Mousset s'est démis de ses fonctions de directeur de cabinet de M. Aurillac. « J'ai trouvé un peu étonnants et très surprenants les résultats. Il n'y avait aucune raison que Philippe Séguin ne soit pas élu, d'autant que Jacques Chirac voulait son élection. » Cette démission pourrait en annoncer d'autres.

OLIVIER BIFFAUD

## La jonction dans :



mètres.

Le 29.10.90, il ne reste que 148 mètres à forer dans le tunnel de service - l'un des trois tunnels en construction.

La mise en service du système est prévue pour 1993.



3615 EUROTUNNEL.

## Traversez avec nous.

ne)  
réflexion » sur les harkis

Le dossier de M. Jean-Michel Bouche sera inséré à Paris

Crise municipale à Biarritz







# SOCIÉTÉ/CULTURE

SECTION B

12 Quinze coureurs cyclistes en correctionnelle.  
13 Les obstacles au vaccin antisida.

13 Tennis : l'Open de Bercy.  
14 Musique : « Giasone » au Théâtre des Champs-Élysées.

14 Cinéma : « la Désenchantée », de Benoît Jacquot.  
15 L'histoire du XX<sup>e</sup> siècle artistique au MOMA.

## La deuxième Conférence mondiale sur le climat

### Le réchauffement de la planète est inéluctable

La deuxième Conférence mondiale sur le climat s'est ouverte à Genève le 29 octobre. Les réunions de toute la semaine sont consacrées à des exposés scientifiques. Les 6 et 7 novembre prochain, elles seront politiques puisque y prendront part les chefs de gouvernement, dont M. Michel Rocard, ou les ministres de quelconque soixante-dix pays. Onze ans après la première Conférence mondiale sur le climat, on est sûr qu'un réchauffement va affecter toute la planète. Mais quand et de combien de degrés ?

GENÈVE

de notre envoyée spéciale

La deuxième Conférence mondiale sur le climat est très différente de la première, qui s'était tenue à Genève du 12 au 16 février 1979. Non par le nombre de scientifiques (500 cette année, 400 en 1979) ni par celui des pays représentés (une centaine à chaque fois). Mais par les sujets abordés et par la participation ministérielle. En 1979, l'essentiel des exposés était

consacré à l'atmosphère. Quelques-uns, certes, s'intéressaient à l'océan et un seul aux facteurs humains. En 1990, les études de l'atmosphère sont importantes il est vrai, mais, dès la séance d'ouverture, l'accent a été mis sur la grande inconnue que constitue l'océan et sur les impacts agricoles, industriels, économiques, sociaux, donc humains, que risque d'avoir le changement des climats de la planète pouvant se produire dans les trente, cinquante ou cent prochaines années.

Le Dr James Dooge, hydrologue, professeur au Centre de recherches sur les ressources en eau de l'Université College de Dublin, ancien président de la Royal Irish Academy (1) et aussi ancien ministre des affaires étrangères d'Irlande, est bien placé pour parler de ces différences entre les deux conférences mondiales sur le climat. Il a fait partie du comité d'organisation de la première et préside celui de la seconde.

En 1979, on ne savait comment étudier les impacts d'un changement climatique sur les activités humaines. Dans les dix ans qui ont suivi, on a mis au point une méthodologie. Si bien que, selon le Dr Dooge, la décennie prochaine sera consacrée à ces impacts, aussi bien qu'aux études

indispensables à une meilleure connaissance des paramètres intervenant dans le changement climatique qui, selon toute probabilité, se produira au cours du prochain siècle.

Chez les spécialistes, l'unanimité est parfaite. D'une part, la teneur de l'atmosphère en gaz favorisant l'effet de serre (2) (gaz carbonique, méthane, oxyde nitreux, chlorofluorocarbones, pour ne citer que les principaux) ne cesse d'augmenter avec les activités humaines, industrielles ou agricoles.

#### Le mystère des océans

D'autre part, l'analyse d'une carotte de glace, prélevée dans l'Antarctique, a montré qu'au cours des derniers quatorze mille ans, les périodes glaciaires ont parfaitement coïncidé avec une diminution des teneurs en gaz carbonique et méthane, alors que les réchauffements ont suivi exactement l'augmentation de ces teneurs. Sans que l'on puisse d'ailleurs dire si les refroidissements ou les réchauffements ont été les causes ou les conséquences de ces diminutions ou augmentations.

Il faut donc s'attendre, à moyenne échelle, à un réchauffement général

significatif et rapide de notre planète. Mais l'unanimité existe aussi sur les incertitudes qui règnent encore sur les processus et conséquences de ce prochain réchauffement, dont on n'a pas encore identifié une signature tangible. L'océan, dont les temps de réaction sont de l'ordre de plusieurs siècles, est encore très mal compris, alors qu'il joue sûrement un rôle essentiel dans le comportement de l'atmosphère (3) et dans le cycle du carbone (4).

De même, ne peuvent être prédits avec exactitude pour le siècle à venir ni le réchauffement global (de 1° C à 5° C, selon les estimations), ni encore moins les réchauffements régionaux, probablement plus marqués dans les hautes latitudes, ni les changements régionaux des climats, ni les conséquences de tous ces changements sur les températures et les précipitations, donc sur la végétation naturelle et sur l'agriculture, ni l'élévation du niveau des mers (de un à plusieurs décimètres) due, en tout premier lieu, à la dilatation thermique (5).

Les scientifiques sérieux peuvent avoir quelque doute sur la rapidité et sur l'ampleur du changement des climats, mais pas sur leur inéluctabilité. En conséquence, tous les participants

à la conférence de Genève sont d'accord sur une nécessité absolue : on n'a pas le temps d'attendre les certitudes. Dès à présent, il faut que les pouvoirs politiques décident de réduire les émissions des gaz à effet de serre. Sans des mesures prises obligatoirement à l'échelle mondiale - d'où l'idée d'une convention générale, réglementant de nombreuses activités, qui est déjà en discussion et qui, espère-t-on, pourrait être conclue en 1992 au Brésil - l'humanité court à la catastrophe.

En 1979, la première Conférence mondiale sur le climat avait décidé de lancer le Programme mondial de recherches sur le climat, s'intéressant surtout à la physique de l'atmosphère. En 1986, le Programme international géosphère-biosphère y a ajouté la biologie et la chimie. Depuis 1988, enfin, le Groupe d'experts inter-gouvernemental pour l'étude du changement climatique est chargé de dresser

« l'état des lieux », de façon à informer les décideurs et à ainsi permettre un accord général pour la protection de l'environnement.

Les rapports du groupe d'experts, auxquels ont travaillé quelque 1500 scientifiques du monde entier, sont actuellement discutés par la deuxième Conférence mondiale sur le climat. Ils seront présentés la semaine prochaine aux ministres, qui sont seuls habilités à décider de l'orientation des programmes de recherches fort coûteux, aussi bien qu'à négocier et à décider les mesures nécessaires, non pour éviter tout changement climatique - ce qui est déjà impossible - mais pour en modérer l'ampleur et pour, finalement, sauvegarder, autant que faire se peut, la vie sur notre planète. Sans oublier l'ensemble des citoyens, qui doivent être informés honnêtement pour consentir à changer leurs habitudes.

YVONNE REBEYROL

(1) L'Irlande est devenue une République, mais le nom de la Royal Irish Academy, vieux de deux cents ans, n'a jamais été changé.

(2) Certains gaz naturels (gaz carbonique, méthane, oxyde nitreux) et des gaz artificiels (chlorofluorocarbones) présents en quelques centaines de parties par millions dans l'atmosphère, ont la propriété de renvoyer vers la Terre le rayonnement infrarouge émis par le sol réchauffé pour avoir absorbé une partie du rayonnement solaire : tout comme les parois de verre ou de polyéthylène d'une serre ne laissent pas sortir le rayonnement infrarouge. C'est-à-dire, plus précisément, que la base atmosphérique ou l'intérieur de la serre.

(3) C'est l'océan qui, couvrant 71 % de

la surface du globe, absorbe la plus grande partie de l'énergie solaire et la transmet à l'atmosphère, grâce à des échanges très complexes.

(4) Avec tout le gaz carbonique émis par les industries depuis cent ans, la teneur de l'atmosphère en ce gaz aurait dû augmenter deux fois plus qu'elle ne l'a fait. On pense donc que le gaz carbonique manquant a été absorbé par l'océan et par la biosphère continentale. Mais comment et pourquoi ?

(5) Un corps chauffé se dilate. Si les deux cents mètres les plus superficiels de l'océan mondial se réchauffent de 1° C, le niveau général des mers montera de 20 centimètres.

## DÉFENSE

Une confirmation de M. Chevènement

### Le Rafale emportera une arme nucléaire

L'avion Rafale de Dassault sera un « vecteur » aérien de la dissuasion française, c'est-à-dire qu'il emportera un missile air-sol à charge nucléaire. Le ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, l'a annoncé lors de la sortie d'atelier, lundi 29 octobre, aux usines de Saint-Cloud (Hauts-de-Seine), du premier prototype de la version de série du Rafale. A ce jour, quatre prototypes, sur les cinq prévus, ont été commandés par l'Etat. A peine sortis des ateliers de Saint-Cloud, le prototype Rafale-C-01 sera démonté et transporté à Istres (Bouches-du-Rhône), où il sera remonté pour son premier vol au début de mars 1991.

C'est la première fois que le ministre de la défense dit officiellement du Rafale, destiné à l'armée de l'air et à l'aéronautique navale, que « cet avion se verra également confier des missions liées à notre dissuasion nucléaire ». M. Chevènement confirme ainsi des déclarations précédentes (le Monde du 16 mars) du directeur du programme à la Délégation générale pour l'armement (DGA) et des plus hautes autorités du commandement des Forces aériennes stratégiques (FAS).

« Le Rafale, a expliqué le ministre, se verra confier l'ensemble des missions de défense aérienne et d'appui tactique : assaut, reconnaissance et feu, sur tous les théâtres d'opérations au sein du groupe aéronaval comme dans les forces aériennes. Il se verra également confier des missions liées à notre dissuasion nucléaire. Le Rafale doit être capable d'une réelle polyvalence élargie et il devra prendre en compte tous les aspects du combat moderne. »

M. Chevènement a indiqué, à cette occasion, que l'arme nucléaire devrait être, dans un premier temps, le missile ASMP (air-sol à moyenne portée) que, déjà, les Mirage-IV P et les Mirage-2000 N emportent : il s'agit d'un missile aéroporté qui atteint en toute autonomie de vol des distances de 100 à 300 kilomètres (selon l'altitude de son largage par l'avion) et qui est équipé d'une charge nucléaire de 300 kilotonnes (vingt fois la puissance de la

bombe larguée sur Hiroshima). Dans un deuxième temps, le ministre a laissé entendre qu'il pourrait s'agir d'« un missile air-so, nucléaire à longue distance » : c'est le projet de missile ASPL (air-sol à longue portée) qui aurait une portée supérieure à 1 000 kilomètres et dont la réalisation demeure soumise, selon M. Chevènement, à une approbation préalable du chef de l'Etat, du gouvernement et du Parlement.

#### En coopération avec la Grande-Bretagne

A ce programme nucléaire nouveau serait associée, si elle le désire, la Grande-Bretagne, pour ses avions Tornado. M. Chevènement et son homologue britannique, M. Tom King, en ont évoqué la perspective, à Londres, la semaine dernière. Il existe des divergences sur le calendrier de réalisation de ce projet. Mais la France (qui est la moins pressée des deux partenaires) pourrait accepter d'anticiper sur ses besoins, dans le cadre de ses réflexions actuelles sur l'avenir de l'arsenal nucléaire, et se rapprocher ainsi des vœux du Royaume-Uni (qui conçoit très bien a priori l'entrée en service d'un ASPL franco-britannique pour l'horizon 2002).

A Saint-Cloud, le ministre de la défense a tenu à souligner « l'effort français » en la matière. Il a invité les constructeurs du Rafale « à ne pas s'endormir », tout en leur rappelant que « le but primordial est la recherche du meilleur compromis coût-efficacité et l'absence de nécessité de tenir les coûts de développement ». Enfin, il les a exhortés « à faire mieux encore sur les coûts de série » et à éviter « tout perfectionnisme inutile et tout dérapage » des prix.

Pour 1991, l'Etat envisage d'affecter 4 milliards de francs au développement (tous industriels confondus) du Rafale, sur le budget de l'armée de l'air et sur celui de la marine. Au total, les coûts de développement et d'industrialisation du programme sont estimés à 40 milliards de francs, dont le quart est à la charge des constructeurs concernés. Les premiers avions de série seront opérationnels à partir de 1997. L'armée de l'air prévoit d'en commander en principe 250 exemplaires, et l'aéronautique navale 86.

J. I.

Apple a décidé d'apporter sa modeste contribution.

Dès le plus jeune âge, les hommes désirent disposer d'outils capables de stimuler leur créativité. Et cette envie ne fait que se renforcer au fur et à mesure qu'ils grandissent. Afin de mieux vous le faire comprendre, nous ferons, comme le veut la coutume, un plan en trois parties.

**Étudiant, ce paragraphe vous est réservé.** Le Macintosh Classic à 6.500 F TTC\*, c'est pour vous la possibilité de mieux rédiger vos cours, documenter vos rapports de stage ou simuler vos analyses financières. Ce n'est pas que Macintosh rende plus intelligent, mais il permet d'étudier en toute sérénité. Simple, convivial et stimulant, il vous évite d'avoir à ingurgiter des termes informatiques barbares alors que vous avez déjà tant de choses à apprendre.

**Professeur, ce paragraphe vous est réservé.** Le Macintosh Classic à 6.500 F TTC\*, c'est pour vous la possibilité de mieux gérer toutes les informations dont vous avez besoin pour faire vos cours. Ce n'est pas que Macintosh rende plus pédagogue, mais il permet d'enseigner en toute sérénité. Au moment où le monde va de plus en plus vite, Macintosh Classic est parfaitement adapté pour vous aider à préparer vos cours. Vous les modifiez, vous les réactualisez, vous les présentez comme vous l'entendez.

**Que vous soyez étudiant ou professeur, la suite va vivement vous intéresser.** Car nous étudierons aujourd'hui le Macintosh Classic. Son microprocesseur MC 68000 à 8 MHz 32 bits vous permet de donner forme à vos idées. Vous ébauchez des hypothèses, vous les expérimentez et puis vous passez à autre chose. De toutes façons, ses capacités de travail (1 ou 2 Mo de RAM extensibles à 4 Mo) répondront à tous vos besoins et vos projets pourront être conservés sur disquettes ou sur le disque dur interne SCSI de 40 Mo (en option). Comme Macintosh Classic est parfaitement adapté à son temps, il est capable de comprendre et de travailler à partir des données d'un autre ordinateur. En effet il dispose d'un lecteur SuperDrive haute densité de 1,4 Mo qui permet de lire et d'écrire sur des disquettes MS-DOS, OS/2 et ProDOS. Maintenant il est sûr que les années 90 exigeront de grandes qualités de communication. Tout à fait apte à échanger des informations avec un autre Macintosh, Macintosh Classic est équipé en standard de l'architecture AppleTalk et de son support LocalTalk qui permettent la création de réseaux locaux. De même son interface SCSI permet d'étendre vos capacités en exploitant toutes les périphériques SCSI (imprimantes, scanners, lecteurs de Disques Optiques Compacts...). En tout cas cela fait du bien de voir pour une fois un étudiant et un professeur

s'accorder sur les problèmes de l'éducation. Vous pouvez d'ailleurs taper ensemble 3614 Apple ou lire Apple Le Magazine disponible chez votre revendeur agréé Apple.

Macintosh Classic 6.500 F TTC\*

\*Prix public conseillé TTC (en tous de TVA exclue de 10,6%) au 31 Octobre 1990 de Macintosh Classic (équipé avec 1 Mo de RAM et un lecteur de disquettes SuperDrive haute densité de 1,4 Mo), Son 5.400,50 F TTC.

Macintosh Classic. Le Macintosh pour tous.





## SOCIÉTÉ

Les revendications  
des professionnels de la justiceM. Nallet annonce  
la création de groupes  
de travail

Pour la première fois depuis le mouvement d'action nationale déclenché le 23 octobre par l'inter-syndicale des professionnels de la justice, le garde des sceaux, M. Henri Nallet, et le ministre délégué, M. Georges Kiejman, ont rencontré, lundi 29 octobre, les représentants des organisations syndicales. M. Nallet a expliqué qu'il n'avait pas l'intention d'opposer un discours syndical à un discours gouvernemental (...). Il n'y a pas d'a priori ni d'alignement. Il faut entrer dans le dialogue.

M. Nallet a invité les syndicats à préciser quelles étaient à leurs yeux « les priorités », afin de les présenter au premier ministre. « J'ai l'accord du premier ministre pour entrer dans une logique pluriannuelle. » Il a annoncé la mise en place de trois commissions de discussion dont la présidence sera assurée par trois directeurs du ministère. Ces commissions devraient travailler sur les questions d'équipement, de fonctionnement et de démocratisation, sur l'aide légale et enfin sur les qualifications des fonctionnaires et le statut des personnels.

Un nouveau rendez-vous avec le garde des sceaux a été fixé pour le 26 novembre. Mais d'ores et déjà, les syndicalistes s'étonnent de la « maladresse » des propositions et estiment que le ministre n'a pas pris la mesure de l'ampleur du mécontentement. « Il va être difficile, estime ainsi un syndicaliste, après la réussite du mouvement du 23 octobre de faire passer à la base l'idée que la seule réponse du gouvernement est la constitution de groupes de travail. »

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

Devant le tribunal correctionnel de Paris

## L'inévitable dopage des coureurs cyclistes

Dix-huit personnes dont quinze cyclistes professionnels comparaissent depuis lundi 29 octobre devant la seizième chambre correctionnelle du tribunal de Paris. Accusés d'infraction à la législation sur les stupéfiants après le démantèlement en novembre 1986 d'une filière d'approvisionnement en amphétamines, les coureurs risquent de deux mois à un an d'emprisonnement.

A voir le calme qui règne dans la salle d'audience, on mesure mal le scandale provoqué, le 14 novembre 1986, par l'intervention de la police au Palais des sports de Paris-Bercy. La brigade des stupéfiants et du proxénétisme, en plein cœur des Six Jours de Paris, de mémoire de cycliste, on n'avait jamais vu ça. Protestation des coureurs, déclaration du secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports, M. Christian Bergelin, avertissant que de telles opérations auraient lieu dans d'autres disciplines, un parfum d'inquisition planait sur le monde du sport dans son ensemble et sur le cyclisme plus particulièrement.

Quatre ans après, il reste le silence. Silence des absents, inculpés mais qui, trop sûrs de ne pas risquer grand chose, ne se sont pas défilés : Dietrich Thurau, ancien maillot jaune du tour de France, Eric Caritoux, ancien champion de France et vainqueur du tour d'Espagne, Thierry Claveyrolat, Francis Castaing et quelques autres. Silence des autres, coureurs et surtout anciens coureurs, immobiles sur leur banc, au fond de la salle.

Silence enfin de ceux qui risquent de deux à dix ans de prison pour transport, acquisition, détention et cession de stupéfiants, les organisateurs présumés du trafic. Il y a là Patrick Charron, un ancien VPP de quarante-trois ans. C'est lui, dont les 12, 13 et 14 novembre 1986, les policiers ont particulièrement surveillé les allées et venues à

Bercy, lui aussi qu'ils ont vu remettre à Francesco Moser et Guido Bontempi des petites pilules roses, immédiatement avalées par les deux champions italiens.

Le 14 novembre, dans ses poches, ils découvrent, des chèques et une liste de coureurs. Dans le coffre de sa voiture, il trouve des boîtes de Tonedron et de Pervitin, ainsi que des flacons d'une autre amphétamine, autant de produits inscrits au tableau B et n'étant donc pas en vente libre. Bien connu du milieu cycliste, le Tonedron est utilisé par les médecins pour la réanimation des comas et dans certains traitements psychiatriques lourds. Depuis 1976, réservé aux seuls praticiens, il n'est même plus en vente sur simple ordonnance. La moustache basse, Patrick Charron reconnaît tout, précisant simplement qu'il n'a « rien vendu dans l'enceinte des Six Jours ».

Contrôles  
sans surprise

Joël Lacroix, lui non plus, n'a jamais quitté le milieu cycliste. Coureur, puis soigneur de l'équipe Mercier, il baisse la tête lorsque le président Jean-Louis Mézières l'accuse, relevé de chèques à l'appui, d'être le pourvoyeur de Charron. Lui-même a toujours utilisé du Tonedron, jusqu'à cinq ampoules par jour. Son visage enfle en porte encore les traces.

Lorsqu'il veut parler de son propre fournisseur, le docteur Jacques Toledano, qui le 7 janvier au 14 novembre 1986 a acheté 39,45F l'unité près de mille boîtes de Tonedron qu'il a ensuite revendues, sa voix se bloque. La médecine, calmement, conteste le prix de revente : 100F et non 500F comme l'affirme Lacroix. Une querelle de chiffres qui ne semble pas bouleverser la salle. Pas plus d'ailleurs que le témoignage de Didier Garcia. Comme la plupart des autres coureurs, il reconnaît avoir acheté du Pervitin et du Tonedron à Charron et s'explique : « Lorsqu'on fait de la compétition, il est prati-

quement impossible de se passer de ce genre de produit. » Mais il va plus loin : « On sait dans quelles courses il y a des contrôles. C'est toujours les mêmes (...). On sait la veille de la compétition. Par une réunion d'équipe ou par le bouche à oreille, dans le peloton ».

L'avocat de la fédération française de cyclisme - qui s'est constituée partie civile - Me Paul Mauriac, s'indigne. Jean-René Bernaudeau, hausse les épaules. « Toutes les courses peuvent être contrôlées, sourit l'ancien maillot jaune du tour de France. Je défie quiconque de dire s'il y a un contrôle ou pas. Quand on est leader d'une grande équipe, on ne prend pas un pareil risque. » Mais Bernaudeau reconnaît lui aussi avoir utilisé des amphétamines. « Notre réputation se fait sur les grandes courses mais on tire plus de la moitié de nos revenus des critiques. J'en ai fait jusqu'à dix-huit en vingt jours, juste après le tour de France. Alors on utilise des artifices pour tenir le coup ».

NATHANIEL HERZBERG

Reconnaissons également : plateau de SOS-Racisme. - L'association SOS Racisme annonce qu'elle a déposé plainte contre X avec constitution de partie civile, lundi 29 octobre, pour « vol et recel de ses archives ». M. Kaden Dési avait repris la confirmation du ministre de l'Intérieur, M. Pierre Joxe, que des sacs d'archives de SOS Racisme, dérobés lors de cambriolages dans ses locaux en 1986 et en 1987, étaient parvenus aux Renseignements Généraux (le Monde du 27 octobre). Annonçant l'ouverture d'une enquête interne, M. Pierre Joxe avait précisé : « Si l'on est sûr que des fonctionnaires de police ont participé au détournement de ces documents, ils seront soumis à la procédure disciplinaire légale ». Dans un communiqué, SOS-Racisme s'étendait toutefois de l'absence d'initiative du parquet de Paris sur le plan judiciaire.

## FAIT DIVERS

Saisie record de cannabis  
dans les Alpes-Maritimes

NICE

de notre correspondant régional

Au cours d'un contrôle routier renforcé au péage de La Turbie (Alpes-Maritimes) sur l'autoroute A 8, des agents de la direction régionale des douanes de Nice ont découvert, le dimanche 28 octobre, dans un camion italien, une cargaison de 1 340 kilos de résine de cannabis. Cette prise, qui représente, au prix du marché, une valeur de 50 millions de francs, est la plus importante réalisée sur la Côte d'Azur et équivaut au dixième du total des saisies réalisées en France depuis le début de l'année.

La drogue, flairée par les chiens

## EN BREF

Manifestation à l'occasion du 25<sup>e</sup> anniversaire de la disparition de Mehdi Ben Barka. - Environ deux cents personnes ont commémoré, lundi 29 octobre, à Paris, la disparition de Mehdi Ben Barka, le leader de l'opposition marocaine enlevé le 29 octobre 1965 à la brasserie Lipp (6<sup>e</sup> arrondissement) dans des circonstances qui n'ont jamais été élucidées. Les manifestants étaient rassemblés devant la brasserie du boulevard Saint-Germain à l'appel de la Ligue des droits de l'homme et de six associations marocaines ayant également pour objet la défense des droits de l'homme. Béchir Ben Barka, le fils du dirigeant marocain, a affirmé qu'il serait « à l'honneur de la France » que les « zones d'ombre » entourant la disparition de son père soient enfin éclaircies.

Trafic de chiens volés. - Les propriétaires de deux chenils ariégeois, qui avaient fourni clandestinement plus de deux mille chiens à des laboratoires du Midi, ont été inculpés, lundi 29 octobre, de travail clandestin et recel, par un juge d'instruction de Foix (Ariège). Selon les enquêteurs, les deux éle-

veurs achetaient les animaux de 30 F à 100 F à des rabatteurs et les revendait de 1 500 F à 3 000 F à des laboratoires de Toulouse, Marseille et Montpellier. L'affaire a éclaté après qu'une association de protection des animaux eut répété les plaintes de nombreux propriétaires dont les chiens avaient disparu.

Les droits des enfants. - L'Action des chrétiens pour l'abolition de la torture (ACAT) organise un week-end de réflexion sur ce thème, les 3 et 4 novembre, à l'église Saint-Merri, 76, rue de la Verrerie, Paris-4. Deux conférences et une table ronde sont prévues le samedi 3 novembre : à 14 heures : « Les enfants dans les conflits armés » ; à 15 h 30 : « Les droits de l'enfant chez nous » ; et à 17 heures : « La prostitution enfantine ». Le week-end se terminera, le 4 novembre, à 16 heures, par un concert de l'English Cathedral Choir, direction C. Wells (œuvres de J.-S. Bach, O. Gibbons, C.-V. Stanford, etc.). Entrée libre.

ACAT, 252, rue Saint-Jacques, 75005 Paris.

## DIAGONALES

Le cynisme  
est un conformisme

anciennes affiches du Festival d'Avignon tapissaient les murs, mal défendus contre la télévision du voisin, en plein match retour d'on ne sait où.

Enhardi par trois scotchs, Regimbert avait choisi d'en rajouter dans la misère. Il décrivait avec jovialité sa classe à vue d'eau, les élèves coiffés de Walkman pendant les cours, ne sachant ni lire ni écrire, trafiquant drogues et armes à feu. C'était au tour d'Hussonnet de se désoler.

« Qu'achèteront-ils plus tard ? demanda-t-il avec un tremblement de voix qui l'étonna lui-même.

« N'importe quoi ! », expliqua Regimbert, à qui l'effondrement de son ami donnait des ailes pour décrire les apocalypses futures.

Il soupesait quelques livres, en piles, à même la moquette de jute antracite. Tous les augures annonçaient une pauvreté intellectuelle sans égale. C'était le cas de Castoradis, qui prédisait, dans le Monde morcelé, une atrophie généralisée de l'imagination politique et sociale, sur fond de conformisme. Même pronostic de classisme spirituel et moral chez l'auteur du Printemps bourgeois, J.-F. de Vulpillières. Dans l'opinion, Patrick Champagne prévoyait que le néant bourgeois règnera bientôt sur un peuple sans prolétariat, réduit aux sondages et condamné à regarder les clans politiques régler en son nom leurs rivalités intestines.

« Vraiment ? », affola Hussonnet. Je ne parcoure que les livres qu'on m'envoie gratuitement, et je n'ai pas reçu les titres que tu cites. Je vais les demander. Tu disais ? Castoradis ?

Regimbert exultait, comme on jouit d'une revanche sans effort. Sa femme le regardait avec un soupçon d'inquiétude. Cette euphorie ne lui ressemblait pas. De quelle dépression nocturne se paierait-elle ?

« Arrête de jouer au cynique, lui dit-elle. Ça ne te va pas, et ton ami va croire que tu te moques de lui.

« Du tout », fit Hussonnet, presque maniéré.

Regimbert ne se sentait plus.

« Le cynisme est la nouvelle forme du conformisme, dit-il, donc du confort. »

Hussonnet retrouvait des forces. Après avoir vérifié par la fenêtre qu'aucun voyou ne s'en prenait à l'autoradio de sa Porsche, il

BERTRAND POIROT-DELPECH

de l'Académie française

hasarda, comme s'il défendait tout à coup un de ses principes de vie :

« Regardez dans un dictionnaire : le cynisme a toujours consisté à mépriser les conventions et la morale admise. Il est synonyme de défi audacieux, de révolte. La contraire du conformisme.

Exact, concéda M<sup>re</sup> Regimbert, le Grand Robert ouvert sur ses genoux.

Seulement voilà, enchaîna Regimbert, excité jusqu'à l'énervement par l'embarras d'Hussonnet : cela supposait une opinion à braver. Maintenant qu'il n'existe plus de bienséance bien-pensante, l'effronté en rupture se fond dans la masse. Expliquer toutes choses par le bas, le vil, la stratégie, le rapport de forces... voilà la nouvelle banalité, la plus aplatie !

Louis I, s'indigna M<sup>re</sup> Regimbert (Regimbert s'appela Louis).

Et qui sont les nouveaux originaux, à ce compte-là ? demanda Hussonnet, qui agitait ses clefs de contact en signe de départ imminent.

Les cathos invétérés, poursuivit Regimbert, hilare. Les madocons sans frontières, les communistes persistants.

Il but deux verres de whisky coup sur coup.

Le conformisme, c'est d'avoir été stalinien et de donner à tout le monde des leçons d'anticommunisme. C'est de conquérir le pouvoir avec la pesanteur grise de sous-Breinev attardés. C'est de couillonner ses contemporains en se proclamant « conseil en communication ».

Hussonnet gagnait la porte. Regimbert redevenait sérieux, lui-même :

« Le non-conformisme, dit-il, c'est le cynisme qui s'entête à pondre les théories de justice sans lesquelles l'humanité revient chaque fois à son vomis du chacun-pour-soi. Si on veut éviter que les pauvres du Sud ne viennent se servir de force chez les riches du Nord, il faudra réinventer le vaste scrupule qu'ont répandu tour à tour l'Evangile et l'annonce du Grand Soir. L'avenir est à quelques égarés mal dans leur siècle, donc dans leur peau, à une poignée de turlupins mystiques, que l'iniquité a rendu fous.

On s'appelle, dit Hussonnet sur le palier où s'engouffraient tous les vents de Bobigny.

Il ne faut pas que... murmura Regimbert, à voix si basse que même sa femme, qui rangeait, ne l'a pas entendu. Il ne sera pas dit que...

Que quoi ? chantonna M<sup>re</sup> Regimbert.

Regimbert achevait, pour lui seul :

« Qu'Althusser est mort pour rien ! »

La mise au point  
sur d'importants

La mise au point sur d'importants... (Texte partiellement visible et difficile à lire en raison de la qualité de l'image)

La mise au point sur d'importants... (Texte partiellement visible et difficile à lire en raison de la qualité de l'image)

La mise au point sur d'importants... (Texte partiellement visible et difficile à lire en raison de la qualité de l'image)

La mise au point sur d'importants... (Texte partiellement visible et difficile à lire en raison de la qualité de l'image)

La mise au point sur d'importants... (Texte partiellement visible et difficile à lire en raison de la qualité de l'image)

La mise au point sur d'importants... (Texte partiellement visible et difficile à lire en raison de la qualité de l'image)

La mise au point sur d'importants... (Texte partiellement visible et difficile à lire en raison de la qualité de l'image)

La mise au point sur d'importants... (Texte partiellement visible et difficile à lire en raison de la qualité de l'image)

La mise au point sur d'importants... (Texte partiellement visible et difficile à lire en raison de la qualité de l'image)

La mise au point sur d'importants... (Texte partiellement visible et difficile à lire en raison de la qualité de l'image)

501 511 521







## CULTURE

CALENDRIER  
DES ADMINISTRATEURS  
DE CONCERTS

<b>SALLE CORTOT</b> Vendredi 2 novembre à 20 h 30 Renaud : 47-04-76-38 (p.a. Mithral Musique)	<b>UFAM</b> CONCERT des LAUREATS du 1 <sup>er</sup> CONCOURS INTERNATIONAL de MUSIQUE de CHAMBRE de PARIS
<b>SALLE GAVEAU</b> Lundi 5 novembre (p.a. Mithral Musique)	<b>GRANDS</b> RENDEZ-VOUS Piano : CECILE <b>OUSSET</b> CHOPIN - LISZT RACHMANINOV
<b>ÉGLISE SAINT-EUSTACHE</b> Mardi 6 novembre à 19 h 15 FRANCIS VIRGIN SOS Théâtre 73, CH-ELYSEES Agence Parnasse 6, place de la Madeleine (p.a. Valma- nieux)	<b>SAUVONS VENISE</b> REPERTOIRE <b>JEAN GUILLOU</b> MICHELANGE ROSSI D. SCARLATTI VIVALDI-BACH MOUSSORGSKY Dont le profit de COMITÉ FRANÇAIS pour LA SAUVÉE DE VENISE
<b>SALLE GAVEAU</b> Mardi 7 novembre à 20 h 30 (p.a. Mithral Musique)	<b>PAPAVRAMI</b> Piano : CHRISTOPHE <b>LARRIERE</b> BACH - BEETHOVEN FAURE - SAINT-SAËNS KREISLER
<b>THÉÂTRE CHAMPS-ÉLYSÉES</b> Mardi 7 novembre à 20 h 30 Loc. 47-20-36-37 de 14 h à 18 h et Din. Café : 11 h à 18 h et Din. (p.a. Valma- nieux)	<b>ORCHESTRE DE OPERA DE LYON</b> Dir. : Kent <b>NAGANO</b> Sol. : J. J. J. <b>VAN DAM</b> MARTIN, RAVEL STRAVINSKI
<b>AUDITORIUM CHATELET</b> Jeudi 8 novembre 19 h (p.a. Valma- nieux)	<b>SOLISTES</b> ENSEMBLE ORCHESTRAL de PARIS NANCY ALLEN Harp. JEFFREY GRICE Piano DEBussy, FAURE CAPIET
<b>CHATELET THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS</b> Lundi 12 novembre à 20 h 30 (p.a. Valma- nieux)	<b>GEWANDHAUS de LEIPZIG</b> Dir. : KURT MAZUR 1 <sup>er</sup> : BRAHMS 2 <sup>e</sup> : BRAHMS 3 <sup>e</sup> : Brahms 4 <sup>e</sup> : Brahms 5 <sup>e</sup> : Brahms Sol. : Alfred <b>BRENDEL</b>
<b>CHATELET THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS</b> Lundi 12 novembre à 20 h 30 (p.a. Valma- nieux)	<b>MIDIS MUSICAUX</b> Quatuor <b>KODALY HAYDN</b>
<b>THÉÂTRE CHAMPS-ÉLYSÉES</b> Mardi 13 novembre à 20 h 30 (p.a. Valma- nieux)	<b>DUMAY</b> Violon Maurice Jono <b>PIRES</b> Piano BRAHMS, MOZART BEETHOVEN
<b>AUDITORIUM CHATELET</b> Mardi 13 novembre 19 h (p.a. Valma- nieux)	<b>ENSEMBLE DE PERCUSSIONS</b> AMADINDA LIGETI, CAGE KOCIS... Festival d'automne à Paris 1990 - 1991
<b>THÉÂTRE CHAMPS-ÉLYSÉES</b> Vendredi 16 novembre à 20 h 30 (p.a. Valma- nieux)	<b>DEBUSSY</b> par <b>KRYSTIAN ZIMMERMAN</b>
<b>SALLE PLEYEL</b> Dimanche 18 novembre à 18 h Loc. 47-20-36-37 de 14 h à 18 h et Din. Renaud : 47-04-76-38 FRANCIS VIRGIN SOS Théâtre (p.a. O.L.A.)	Gala National de la Société d'Orchestre des membres de la LEON d'HONNEUR <b>BRAHMS</b> <b>ISAAC STERN</b> <b>YO YO MA</b> Violoncelle <b>EMANUEL AX</b> Piano

Au pied de  
la Tour Montparnasse.  
Le dernier Club de JAZZ est né

**ALLIGATORS**  
Bar américain. Cocktails.  
Dîner de 21 h à 2 h du matin  
200 couverts dans un décor luxueux  
Les 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> novembre :  
**CHRISTIAN VANDER**  
23, avenue du Maine (15<sup>e</sup>).  
Tél. : 42-84-11-27 - F. Dim.

## MUSIQUES

## Obscène, tendre et comique

Après Caen, Le Havre et Rouen, « Giasone » de Cavalli ravit Paris

De la trentaine d'opéras composés pour les théâtres vénitiens par Francesco Cavalli entre 1639 et 1669, *Giasone* (1649) est celui qui eut le plus grand rayonnement et la carrière la plus longue (on le jouait encore à Brescia en 1690).

Au fil des ans et des reprises, des passages de sa partition furent coupés, d'autres ajoutés. Les cinq partitions qui nous sont parvenues, avec des lacunes diverses, ne permettent pas de reconstituer exactement l'original, d'autant qu'il est vraisemblable que ces copies ne comportent que les voix principales de la polyphonie.

Pour pouvoir représenter aujourd'hui un ouvrage comme celui-ci, il est nécessaire d'effectuer des choix, d'étoffer la polyphonie et surtout d'instrumenter, les indications de cet ordre étant fort rares. René Jacobs a réalisé ce travail avec goût et avec un sens dramatique remarquable pour les représentations du Festival de musique ancienne d'Innsbruck-88, dans une mise en scène

de Christian Ganneron. L'enregistrement a bien sûr suivi (Harmonia Mundi HMC 901 282 84) et c'est ce spectacle qui, après une petite tournée en province (Caen, Le Havre, Rouen), vient révéler au Théâtre des Champs-Élysées le souvenir laissé par l'*Ormindo* de 1986.

Les deux opéras ont, en effet, en commun l'alternance d'épisodes tendres et comiques, mais, dans *Giasone*, la cruauté de certaines répliques des serviteurs frôle l'obscénité tandis que les scènes tragiques sont empreintes d'une vraie grandeur. Cela n'empêche pas le drame de tourner inopinément à la farce. Par comparaison, le livret de la *Belle Hélène* d'Offenbach en prend moins à son aise avec la mythologie; surtout il paraît excessivement bien pensant.

Le texte de Cicognini - dont une traduction simultanée sur écran explicite judicieusement les passages les plus difficiles à comprendre - déborde d'idées et de fantaisie et n'est alourdi par aucune rhétorique convenue. La musique de Cavalli ne connaît d'autre règle que l'efficacité dramatique. L'action est à peine ralentie par de brefs arioso qui tranchent à peine sur les récitatifs, au point que c'est finalement plutôt le souvenir d'une action agitée de musique qu'on emporte que celui d'un opéra.

Les trois vainqueurs du Concours Jacques-Thibaud. - Mie Kobayashi, une Japonaise de vingt-trois ans a remporté samedi soir, le premier prix de la vingt-deuxième édition du concours de violon Jacques-Thibaud, la prix du Prince Rainier de Monaco, la prix de la SACEM et celui de la Fondation de France, qui lui vaudra d'enregistrer prochainement un disque. Le prix du public est allé au Français Stéphane Tran Ngoc, vingt-cinq ans, ancien élève du Conservatoire Supérieur de New-York, il devait jouer ensuite avec les plus grands : Duke Ellington, Charlie Parker, Art Tatum, Ella Fitzgerald, Benny Goodman, Oscar Peterson.

Prochaines représentations : Théâtre des Champs-Élysées, les 30 et 31 octobre, à 19 h 30. Tél. : 47-20-36-37. De 60 F à 800 F.

Mort du bassiste Major « Male » Holley. - Le bassiste de jazz américain Major Holley est mort le 25 octobre d'une crise cardiaque, il était âgé de soixante-six ans. Né à Detroit, il avait débuté en 1946 aux côtés de Wardell Gray et Dexter Gordon. Installé à New-York, il devait jouer ensuite avec les plus grands : Duke Ellington, Charlie Parker, Art Tatum, Ella Fitzgerald, Benny Goodman, Oscar Peterson.

## CINÉMA

## Trois jours pour savoir

Grand film intimiste, « la Désenchantée », de Benoît Jacquot, confirme l'éclatant talent de Judith Godrèche

Un grand film intimiste, qui chamboule toutes les idées reçues sur le cinéma d'auteur intimiste; une chronique d'aujourd'hui dont la vérité, la justesse saute au regard, à la tête, au cœur; l'importance, retrouvée, réinventée, du dialogue à l'écran et l'éclatante confirmation de celle qui est, d'ores et déjà, la grande jeune actrice des années 90, Judith Godrèche : c'est *la Désenchantée*. Auteur, réalisateur : Benoît Jacquot. Son sixième film depuis 1975, mais avec *Corps et biens* et *les Médiants*, on l'avait cru perdu. Il n'était qu'égaré, à la recherche de lui-même et d'une autre inspiration qui lui rendrait son style. Dans *les Médiants* passait Judith Godrèche, fillette montée en graine et mal employée. Depuis, elle a été sans fards la fille de quinze ans, chez Jacques Doillon, où l'on a compris qu'elle se révélait, et elle est devenue l'inspiratrice de *la Désenchantée*.

La « fille de quinze ans » en a maintenant dix-sept, est toujours au lycée (elle prépare son bac) et manifeste toujours la même exigence envers elle-même, envers les autres. Mais chez Doillon, elle suivait le film, qui se voulait miroir de son comportement. Ici, elle agit, elle intervient, elle range, elle dérange, elle se bat, lucidement, farouchement, face à la caméra, décidée à vivre son adolescence, à en profiter pleinement. Mais en trois jours, elle découvre, à l'épreuve de son environnement, le désenchantement qui était, pour elle, quelque chose de littéraire, puisé chez Rimbaud.

Ici, Judith Godrèche s'appelle

Beth et doit se débrouiller à peu près seule. Son père a disparu. Sa mère reste cloûde au lit par on ne sait quelle maladie, au sein d'un appartement à l'abandon, un campement (admirable d'ambiguïté, est Thérèse Liotard dans ce rôle immobile, comme venu d'un Benoît Jacquot d'autrefois, *les Enfants du placard*) et Judith a dû prendre en charge son petit frère René (Thomas Salaman, au sourire de dents de lait mais déjà riche d'expérience). Les buffets sont vides, il n'y a rien à manger. L'argent vient - quand il vient - d'un oncle dont on sait que Judith le déteste avant même qu'il ait paru. Drôle de famille. Mais Beth résiste. Elle a trop de caractère pour se plaindre, s'attendrir.

Avoir dix-sept ans  
aujourd'hui

En 1983, dans *A nos amours*, de Maurice Pialat, Sandrine Bonnaire, la découverte de ces années-là, subissait, dans un perpétuel psychodrame, une famille déglucée dont elle finissait par s'éloigner, sans avoir réussi à croire à l'amour. Cela ne fait même pas dix ans et c'est comme si, après Bonnaire, une génération différente était arrivée. Car, au-delà de la situation particulière que donne à Beth le film de Benoît Jacquot, c'est bien la façon d'avoir dix-sept ans aujourd'hui que l'on reconnaît, d'instinct, dans l'histoire en trois jours, trois épisodes, de Judith Godrèche.

Son petit ami qu'elle appelle « l'autre », la droïte, lui fait horreur un matin alors qu'elle est encore dans son lit. Elle le fuit, va chercher à se venger en l'humiliant, parce que la blessure est trop profonde. D'autres auraient pleuré. Beth ne pleure jamais. Elle marche, elle court, elle parle. Elle est capable d'agresser, pour un pari, un garçon bourgeois ni beau ni fûté, dans un club-dancing, et de le repousser au moment où, dans sa chambre, il veut lui faire l'amour.

Elle est capable de donner, au lycée, un magnifique exposé sur Rimbaud (Judith Godrèche filmée au tableau pendant cette séquence, est superbe, fascinante) et de dédier les conseils (« pour le bac, ne sois pas aussi passionnée, aussi

## Victoire irlandaise

Barry Douglas joue avec les plus grands orchestres. Sauf en France

Barry Douglas a trente ans et sa carrière le conduit déjà sur tous les continents. Il joue avec les plus grands orchestres, les meilleurs chefs. Sauf en France où il ne donne que des récitals, salués par un public et une critique unanimes.

Cet Irlandais taillé comme un joueur de hurling a gagné haut la main le premier prix du Concours Tchaïkovski en 1986. Il faut croire que cela ne suffit pas à lui attirer les faveurs de ceux qui président à la programmation des orchestres français. Loin d'être unique, son cas nous amène à nous interroger sur les règles qui conditionnent les engagements de solistes. Comment est-il concevable, par exemple, que Jean-Marc Lusaada n'ait pas eu l'honneur d'être invité par l'une des grandes formations parisiennes, que Georges Pludermacher ne se produise, à Paris, qu'avec Lamoureux ou Colonne, qu'Henri Barda joue pour les murs de son appartement (1). Mais arrêtons là ce constat déprimant. Il ne changera rien.

Pour son retour, Salle Gaveau, mercredi soir, Douglas avait choisi de jouer les *Variations* op. 27 de Webern, la *Sonate en si mineur* de Liszt, les *Secondes et Septièmes Sonates* de Prokofiev. Programme passionnant qui réunit une œuvre sérieuse de référence, la dernière grande sonate romantique et ses ultimes avatars dignes d'être qualifiés de chefs-d'œuvre.

Le bonheur avec lequel le jeune musicien passe d'une esthétique à une autre, les attentions amoureuses qu'il porte au piano, la conduite exemplaire de ses phrases, sa

rythmique bondissante contrastent heureusement avec le jeu cogné, si prisé il n'y a pas si longtemps dans Prokofiev (et Bartok) ont-ils pu souffrir des techniques en béton, ces deux-là. Douglas n'est pas de ces pianistes qui prennent la boîte à neuvièmes pour un punching ball. Son jeu n'est pas pour autant mièvre ou fluet, comme en ont témoigné ces interprétations de Webern et de Liszt. Il est possible d'imaginer la *Sonate* de Liszt plus « arrachée » - à la Horowitz ou Argerich - à la Cortot ou Arrau - pas plus tendre, virile et intelligemment construite. Les *Variations* de Webern peuvent être plus implacables dans leur agencement, pas plus aérées ni scintillantes.

Sviatoslav Richter affirme que Barry Douglas est l'un des trois jeunes pianistes les plus accomplis du moment (les deux autres étant Radu Lupu, qui n'est plus si jeune, et Zoltan Kocsis). Richter a raison.

ALAIN LOMPECH

(1) Parallèlement au Concours Chopin de Varsovie, un jury de musiciens et de musicologues désigne un unique grand prix Chopin du disque. Henri Barda vient de le remporter pour un enregistrement des trois sonates publié chez Calliope.

Barry Douglas a publié une interprétation exemplaire de la *Sonate Hammerklavier* de Beethoven, chez RCA. Il y a deux ans. Témoin du marasme que traverse l'industrie du disque, ce CD vient d'être supprimé du catalogue français de l'éditeur.



Judith Godrèche, la féminité accomplie

excessive) de son professeur. Elle est capable de tenir tête à l'oncle qui veut l'acheter, en ne lui parlant jamais, même lorsqu'elle accepte, poussée par sa mère, d'aller chez cet homme, vieux médecin respectable (Yvan Desny, lui aussi, nous étonne, car le personnage est finalement plus pathétique qu'antipathique) qui l'appâte avec un chèque. Ce qui se passe dans la cuisine, où elle refuse de déjeuner, tandis que l'oncle parle comme pour s'étourdir, est formidable. Ce sont des détails, des expressions, et le visage beau et sensuel de Judith Godrèche, sur lequel se lit le chemin du désenchantement.

Au cours de ces trois jours, il y a aussi peut-être, et surtout, la rencontre avec Alphonse (Marcel Bozonnet, surprenant), un homme de quarante ans, qui sait jouer du couteau, se donne des airs d'intello et garde

son mystère. Il disparaît, dans la nuit où il attend, sans avoir rien donné ni rien reçu. Comme Rimbaud, Beth a choisi « les ailleurs ». En trois jours, elle est sortie, à jamais, de son adolescence.

A dix-sept ans, son âge réel, Judith Godrèche est la féminité accomplie, avec une aura érotique sans aucune provocation, unique. Et en filmant les actes, les promenades, les rapports de Beth avec son petit frère, les gens de son âge et les adultes, Benoît Jacquot est revenu à la sobriété, l'acuité « bressoniennes » de ses premiers films. Avec, en plus, une dimension proprement tactile, physique, la brûlure de la vie sur les épaules et les drames intérieurs.

Désenchantée, Beth (et c'est la mise en scène tout autant que le jeu de l'actrice qui nous le disent) est intacte. Peut-être s'appelle-t-elle la grâce.

JACQUES SICLIER

ATTENTION !  
DERNIÈRE LE 3 NOV.  
**jojo**  
APERÇUS  
MINYANA  
THÉÂTRE  
PARIS-VILLETTE

lundi 5 Novembre 20h  
**THE AMSTERDAM  
BAROQUE  
ORCHESTRA**  
direction  
**TON KOOPMAN**  
MOZART  
THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES  
47-20-36-37

**ORCHESTRE  
DE  
PARIS**  
mercredi 7, jeudi 8 novembre - 20h30  
samedi 10 novembre - 16h30  
**Sir Georg Solti**  
DIRECTION  
**BARTOK** Suite de danses  
**BRUCKNER** Symphonie n° 9

THEATRE OUVRE  
L'AMOUR D'HYPER 226 10 4  
**TONKIN-ALGER**

Maintenant que vous u  
à lire ce texte essayez d'aller  
bout sans vous arrêter et sa  
afin de savoir s'il est bien  
vous de lire le livre-présent  
(dans le cas où vous seriez  
essoufflé) et si vous n'avez  
pas repris votre souffle à ce  
votre lecture cela indique  
ment que ce livre vous  
pour parfaire votre  
Vous pouvez re

صكزا س الاصل











صكذا من الارجل

# Le Monde

## SCIENCES • MEDECINE

### Un entretien avec le docteur Michael H. Merson

« Il faut d'urgence intensifier l'effort financier international pour combattre le sida »  
nous déclare le directeur des programmes de lutte de l'OMS contre l'épidémie



Dans l'entretien qu'il a accordé au Monde, le docteur Michael H. Merson, nouveau directeur du programme global de lutte contre le sida à l'Organisation mondiale de la santé, lance un appel pressant en faveur d'une intensification du financement international contre le sida. Développant les nouveaux axes qu'il entend donner à cette lutte, il estime que cette épidémie n'est d'ores et déjà plus un simple problème de santé publique, mais bien un fléau qui pose et posera de considérables problèmes socio-économiques dans les pays du tiers-monde. Avant la seconde conférence internationale des organisations non gouvernementales de lutte contre le sida qui aura lieu à Paris du 1<sup>er</sup> au 4 novembre prochain, le docteur Merson précise le rôle que pourraient, selon lui, jouer ces associations, notamment dans le domaine de la défense des droits de l'homme.

« Votre nomination il y a six mois à la tête du programme de lutte contre le sida de l'OMS fait suite à de nombreux commentaires qu'aurait suscités le départ - l'élection - du docteur Jonathan Mann. Estimez-vous que l'action conduite par votre prédécesseur doit être poursuivie ou au contraire qu'il convient d'en modifier les lignes ? »

« Il n'y a plus aujourd'hui de polémique et il n'y a actuellement aucune divergence philosophique ou idéologique entre mon prédécesseur et moi. Cela dit, lorsque j'ai pris mes fonctions, j'ai fait une revue des différents travaux et recherches menés sur le thème du sida. J'ai été déçu de constater qu'il y avait fort peu de choses concernant les interventions concrètes de lutte contre cette mala-

- Dans le même ordre d'idées, vous avez évoqué il y a quelques jours devant le millier de spécialistes réunis à Kinshasa (Zaire) le rôle que devait selon vous jouer dans ce domaine le Planning familial. Pouvez-vous nous préciser votre point de vue sur ce sujet ?

« Je pense qu'il faut aujourd'hui intensifier les actions vis-à-vis des femmes qui, d'une certaine façon, seront les grandes victimes du sida mais qui peuvent aussi être une force considérable dans la lutte contre l'épidémie. Les programmes du Planning familial doivent aujourd'hui aborder les différents aspects inhérents aux comportements sexuels. Ils ne doivent plus se limiter à la seule contraception-reproduction. J'estime aussi que les services du Planning

familial devraient dès maintenant distribuer les préservatifs et ne pas se borner aux pilules contraceptives ou aux injections de produits contraceptifs retard. Il est urgent d'associer nos actions, en Afrique comme ailleurs.

- Précisément, quelle est votre opinion quant à la collaboration des différentes instances internationales dans la lutte contre le sida ?

« Résumons-nous. Dans dix ans, et quoi qu'on fasse, il y aura, pour ne parler que du continent africain, entre vingt et vingt-cinq millions d'adultes infectés par le virus du sida et plus de dix millions d'enfants orphelins à cause de cette maladie.

Propos recueillis par JEAN-YVES NAU  
Lire la suite page 19

### Les leucémies du nucléaire

Où ou non, le fait de vivre à proximité d'une centrale ou d'un centre de retraitement nucléaire augmente-t-il le risque d'apparition d'une leucémie ? Il y a quelques mois (*le Monde* des 18-19 et 28 février), une étude anglaise, publiée dans le *British Medical Journal* par le professeur Martin Gardner, faisait apparaître une augmentation de la fréquence des leucémies chez les enfants vivant au alentours du centre de retraitement de déchets nucléaires de Sellafield (Royaume-Uni).

Il s'ensuivit une polémique portant à la fois sur l'explication de ce risque accru - les fortes doses de radiations auxquelles les futurs pères de ces enfants avaient été exposés en travaillant sur le site de Sellafield pouvaient-elles être en cause ? - et sur les conditions de fonctionnement de ce centre de retraitement, jugé par beaucoup comme vétuste.

Une nouvelle étude, française cette fois, est publiée dans le dernier numéro de l'hebdomadaire scientifique britannique *Nature* (daté 25 octobre). Réalisée par Catherine Hill et Agnès Laplanche (du département de biostatistiques et d'épidémiologie de l'Institut Gustave-Roussy de Villejuif), elle aboutit à des conclusions radicalement différentes.

Utilisant une méthodologie identique à celle du professeur Gardner, ce travail consistait à étudier la fréquence des leucémies chez les jeunes âgés de moins de vingt-cinq ans, décédés entre 1968 et 1987, ayant vécu dans le voisinage de quatre centrales nucléaires (Saint-Laurent-des-Eaux,

Chinon, Saint-Vulbas et Chooz) et de deux centres de retraitement (La Hague et Marcoule). Au total, 58 décès par leucémie ont été recensés. Durant la même période, dans des communes à moins de 2 km des sites de la Hague, 62 décès sont survenus. En outre, la mortalité moyenne nationale laissait présager 67 morts par leucémie.

De telles données font donc apparaître qu'il n'existe pas en France d'augmentation de la mortalité par leucémie autour des sites nucléaires. En cela elles confirment les conclusions d'une précédente étude faite à La Hague par MM. J.-F. Viel et S. Richardson, qui ne montraient pas non plus de différence statistiquement significative.

La seule anomalie relevée par C. Hill et A. Laplanche concerne la fréquence des leucémies de Hodgkin : 12 décès étant imputables à cette affection, soit deux fois plus que dans les zones contrôles.

Dans ces conditions, il reste à expliquer la surprenante différence entre les résultats des travaux français et britanniques. La moins grande salubrité du centre de Sellafield peut-elle être seule mise en cause dans la fréquence accrue des leucémies ? Existe-t-il d'autres facteurs de risque, génétiques ou infectieux en particulier ?

Une vaste enquête épidémiologique devrait être entreprise en France pour savoir, enfin, avec certitude, si le voisinage des centrales ou des centres de retraitement nucléaire expose davantage au risque de cancers et d'anomalies génétiques.

FRANCK NOUCHI

### De mauvais tuyaux

L'eau traitée, redevenue potable, est à nouveau polluée dans les canalisations. Comment éviter la prolifération des bactéries ?

LORSQU'ON veut tuer les bactéries qui prolifèrent naturellement dans l'eau, on y met traditionnellement du chlore. Mais ce chlore a un mauvais goût, de sorte qu'on ne peut pas traiter l'eau potable avec les mêmes doses que pour une piscine. Les distributeurs d'eau, surtout en Europe, s'efforcent donc de limiter au maximum l'usage du chlore pour ne pas indisposer le consommateur.

Aux Etats-Unis, où les considérations d'hygiène l'emportent sur le goût, les sociétés de distribution avaient au contraire tendance à forcer sur le chlore. Sa présence, masquée dans le verre par la glace pilée, rassurait le consommateur, toujours plus préoccupé de sa santé que de la qualité gustative des breuvages. Jusqu'au jour de 1970 où les chercheurs de l'EPA (Agence américaine de protection de l'environnement) ont découvert que le chlore provoquait l'apparition dans l'eau de sous-produits organo-chlorés indésirables, comme les trichlorométhanes. Le chlore n'était donc plus la panacée de l'eau potable.

Cette découverte, faite aux Etats-Unis grâce à la supériorité des recherches épidémiologiques, a paradoxalement davantage ému les distributeurs d'eau européens, obligés de traiter des eaux qui sont au départ de moins bonne qualité. Hormis des villes comme Lyon, Grenoble ou Nice, qui bénéficient du château d'eau naturel du Mont-Blanc, ou comme Amsterdam, qui filtre son eau en la réinjectant en sous-sol, presque toutes les villes européennes, en effet, doivent peu ou prou chlorer leurs eaux.

En 1980, la Communauté européenne a donc fixé la norme admissible de chlore dans l'eau potable à 0,1 microgramme par litre. Pour s'y conformer, les distributeurs ont modifié leurs procédés de fabrication. Au lieu d'injecter le chlore en tête de traitement, ils l'ont ajouté en fin du cycle de production, ce qui a

permis de réduire les doses. Et ils se sont tous efforcés d'éliminer les pollutions par d'autres moyens : charbon actif qui fixe les bactéries dans ses structures poreuses, ozone qui oxyde ou membrane qui arrête mécaniquement les plus fines particules.

Mais on s'est vite aperçu que le meilleur traitement de l'eau à la source n'empêchait pas l'eau d'arriver parfois polluée au robinet. Tout simplement parce que l'eau propre circule dans des tuyaux sales ou qui s'encrassent à la longue. En effet, il est moins de chlorer à dose insupportable, ou ne détruit jamais toutes les bactéries de l'eau potable. Celles qui ont échappé au charbon actif ou à l'oxydation se retrouvent donc dans le réseau de distribution, où elles n'ont qu'un désir : se fixer quelque part pour prospérer.

Or pour éviter les coupures et limiter les fuites, les distributeurs ont pris l'habitude d'interconnecter leurs tuyaux en un réseau « maillé » aux multiples ramifications. L'inconvénient, c'est que plus on multiplie les embranchements, plus on augmente les risques de « points morts » où l'eau stagne, et donc favorise la prolifération des bactéries. En outre, la multiplication des résidences secondaires et des maisons de vacances entraîne une augmentation des réseaux « dormants », où l'eau ne circule que par à-coups. Malgré les progrès de la qualité des eaux fournies par les usines de traitement, on risquait donc de voir revenir le danger de pollution bactérienne.

En 1985, le Centre international de l'eau de Nancy, ou NANCIE, s'est lancé dans un vaste programme de recherche (8,5 millions de francs) cofinancé par le Syndicat des eaux d'Ile-de-France, l'Agence de bassin Seine-Normandie, la Compagnie générale des eaux et la société Pout-Mousson. Ce programme, baptisé « Biofilm », devait étudier l'encrassement des conduites par les bactéries, qui tapissent l'intérieur des tuyaux

en une fine pellicule que l'on appelle précisément « biofilm ».

Pour mener à bien ces recherches, il a fallu construire au NANCIE un réseau de distribution pilote qui simule le « vieillissement » de l'eau dans le réseau. Ce simulateur, mis en service en 1986 après un an et demi d'étude, dispose de six bouches en circuit fermé, où l'on peut reproduire, grâce à une multitude de robinets, des temps de séjour prolongés en même temps que des forts débits, ce qui représente une prouesse technique puisque les deux choses sont normalement contradictoires.

Un « tapis » bactérien

Une vingtaine de chercheurs appartenant à quatre laboratoires (Centre de recherche de Maisons-Laffitte, Centre des sciences de l'environnement, Laboratoire d'hygiène et de recherche en santé publique, Institut de recherche hydrologique) se sont attachés, sous la conduite du professeur Jean-Claude Block, à mesurer tous les paramètres qui expliquent la constitution du biofilm.

Ils ont ainsi constaté que le biofilm se forme quel que soit le matériau utilisé en tuyauterie (fonte enrobée de ciment, béton ou plastique PVC). En étudiant de près le biofilm, ils ont découvert un incroyable échec de bactéries, qui développent selon les cas des filaments ou une sorte de gélatine qui leur permet de se coller au tuyau. Ce « tapis » bactérien peut être très dense : jusqu'à un million de bactéries par centimètre carré ! Comment se débarrasser de ce maudit biofilm, puisque le chlore est inefficace et que l'arrachement mécanique - qui se produit souvent naturellement lorsque la prolifération est maximale - entraîne une pollution bactérienne au robinet du consommateur ? Réponse des chercheurs du NANCIE : il faut affamer les bactéries en les privant de tout

#### Conférences

Dans le cadre de l'exposition

### LA FABRIQUE DE LA PENSEE

samedi 3 novembre à 15h

«La chimie des communications entre cellules nerveuses»  
par Jean-Pierre Changeux, Collège de France et Institut Pasteur

mercredi 7 novembre à 17h

«La cellule gliale, l'associée du neurone»  
par Nicole Baumann, Inserm (U134)

mercredi 14 novembre à 17h

«Esprit et corps : apport de la neuro-immunologie»  
par Robert Dantzer, Inserm (U259), et Claude Kordon, Inserm (U159)  
(accès libre)

Centre des Sciences et de l'Industrie  
30, avenue Corentin Cariou 75019 Paris Métro Porte de la Villette  
Informations (1) 46 42 13 13

**YVES RENAUD BARRAIL**  
MARCA & VEUVE JOCASTE  
D'ALBERTO SAVINO  
JEAN-PIERRE LEMOINE  
PIER LUIGI PIZZI  
ADRIANA ASTI  
42.94.63.79



## SCIENCES • MÉDECINE

## Hormones au corral

Les États-Unis, qui paraissent ignorer toute polémique sur la « viande aux hormones », utilisent couramment les substances anabolisantes pour l'engraissement du bétail

GREGLEY (Colorado)

de notre envoyée spéciale

DANS les corrales, les feedlots, de Monfort Company (Colorado), tous les moyens sont bons — y compris les hormones — pour faire engraisser au maximum 75 000 bovins venus des quatre coins des États-Unis. Vers l'âge de dix-huit mois, les bœufs et les génisses y subissent un stage de nourrissage intensif pendant environ cent trente jours avant de prendre le chemin de l'abattoir tout proche. Parqués à ciel ouvert, les bovins reçoivent une « bouillie » hypercalorique composée à 80 % de maïs enrichi de graisses et de mélasse.

Une noria de camions-citernes déverse la mixture dans les mangeoires. Chaque animal prend en moyenne trois livres par jour avant d'atteindre le poids optimal de 1100 livres. Pour surveiller la pollution qu'une telle concentration de bovins pourrait entraîner, des analyses de l'air et du sol sont régulièrement effectuées. En temps normal, le feedlot de Monfort peut accueillir 100 000 bêtes sur une superficie d'environ 200 hectares.

Aux États-Unis, entre 95 et 97 % du cheptel bovin transite par les feedlots du Kansas, de l'Oklahoma, du Texas ou encore du Colorado. Cette étape d'« engraissement »

comprend l'administration d'hormones aux vertus anabolisantes dont l'usage est strictement réglementé. Elles favorisent la production de protéines et, en l'occurrence, la production de viande, ce qui permet une rotation plus importante des animaux dans les élevages. Pour être efficaces, ces hormones doivent imprégner l'organisme de l'animal pendant plusieurs semaines. Elles sont administrées sous forme d'implants, de petits comprimés injectés sous la peau au niveau de l'oreille qui libèrent, au fil des jours, un taux régulier de substances anabolisantes.

Cinq hormones sont actuellement autorisées aux États-Unis par la Food and Drug Administration (FDA), l'organisme fédéral compétent en la matière. Elles se répartissent en deux catégories, suivant qu'elles sont « naturelles » ou synthétiques. Les premières sont des hormones stéroïdes sexuelles comme l'estradiol, la progestérone et la testostérone. Naturellement produites par l'organisme, elles sont, pour les besoins de l'élevage, synthétisées en laboratoire. Les secondes, la trebolone et le zéranol, sont des produits de synthèse dont la structure est proche de celle des hormones naturelles.

« L'augmentation du taux des hormones naturelles dans la viande des animaux traités est extrêmement faible comparée à la production quotidienne de ces

mêmes hormones par l'homme. Par exemple, un morceau de viande de 500 grammes provenant d'un bœuf traité contient 15 000 fois moins d'estradiol que la moyenne quotidienne produite par un homme et plusieurs millions de fois moins d'estradiol que celle produite par une femme enceinte », déclare le docteur John K. Augsborg, de la FDA.

S'appuyant sur plusieurs études, la FDA considère qu'il n'est pas nécessaire de surveiller le taux de ces hormones naturelles dans la viande. « Même en cas de mauvaise utilisation, les taux d'hormones dans la viande n'atteindraient pas une concentration considérée comme dangereuse », explique le docteur Augsborg.

Actuellement, le département de l'Agriculture américain surveille trois activateurs de croissance dans le bétail, le diéthylstilbestrol (DES), une hormone considérée comme très dangereuse, interdite aux États-Unis depuis 1979 et en France depuis 1959, le Melengestrol acétate (MGA) et le zéranol, une des deux hormones synthétiques dont l'usage est autorisé. Ces contrôles sont effectués dans les abattoirs.

## 1 dollar l'implant

En 1989, le DES et le zéranol ont fait l'objet de 328 prélèvements chez les bovins, le MGA de 373. Ces chiffres peuvent apparaître dérisoires comparés aux quelque 33 millions de bêtes abattues chaque année aux États-Unis. Mais « ce programme de surveillance n'a pas montré de résidus contraires à la législation », remarque le docteur Richard L. Carnevale, de la FDA.

Les activateurs de croissance autorisés aux États-Unis sont très bon marché. Le prix moyen d'un implant est évalué à environ 1 dollar par animal. « Cet investissement permet un gain de 30 à 70 dollars suivant l'animal, veau, bœuf ou génisse », explique M. Charles Monfort, directeur de la Monfort Company. On constate une amélioration de 9 à 15 % de la prise de poids et une meilleure assimilation de la nourriture, de l'ordre de 7 à 12 %, estiment les spécialistes.

Enfin, les hormones permettent d'abaisser le taux des graisses dans la viande, allant ainsi dans le sens de la demande exprimée par les consommateurs. « Les activateurs de croissance utilisés en élevage permettent de réduire les graisses de l'ordre de 3 à 4 % », explique le docteur Jeff W. Savell, professeur à la Texas A and M University, spécialisée dans les sciences animales.

Plusieurs pays, dont les États-Unis, le Canada, l'Australie, ou encore la Nouvelle-Zélande, ont autorisé, sous certaines conditions de dosage ou de mode d'administration, l'usage de ces molécules chez les animaux d'élevage. En revanche, elles sont interdites en Europe par une directive communautaire adoptée en décembre 1985, et devenue effective le 1<sup>er</sup> juin 1989.

Cette décision a entraîné des représailles commerciales de la part des États-Unis, auparavant exportateurs de viande et notamment d'abats en Europe. Le gouvernement américain a reproché au conseil des ministres européen d'avoir arrêté ces mesures sur des critères non scientifiques mais socio-économiques, c'est-à-dire sous la pression des consommateurs et dans une logique protectionniste (le Monde du 4 janvier 1989). L'avis d'une commission d'experts européens favorables à l'utilisation des hormones naturelles, la commission Lamming, n'avait, à l'époque, pas été suivi.

Aujourd'hui, le gouvernement américain semble avoir abandonné son combat contre la directive communautaire. « Nous avons essayé pendant trois ou quatre ans de démontrer qu'il s'agissait d'une erreur. Aujourd'hui, cette question doit être résolue par les consommateurs européens », explique M. Len Condon, responsable des questions agricoles au Trade Representative, l'organisme compétent pour les négociations commerciales.

D'autre part une sensibilité hostile à l'usage des hormones et des antibiotiques — certains antibiotiques incorporés à l'alimentation animale peuvent avoir des effets anabolisants — pour le bétail commence à émerger outre-Atlantique. De plus, l'éventualité d'une autorisation, en 1991, de la somatotro-

pine bovine (BST), une hormone produite par manipulation génétique et qui permet une augmentation de la production laitière (le Monde du 30 août 1989), renforce les inquiétudes de certains consommateurs. M. Jeremy Rifkin, leur porte-parole, prépare une campagne nationale pour boycotter la

BST et prétend, ensuite, s'attaquer à l'ensemble des hormones utilisées dans l'élevage du bétail. Après avoir ébranlé l'Europe, la « guerre » des hormones touchera-t-elle les consommateurs américains ?

MARTINE LARONCHE

## La France sévère

La directive communautaire, adoptée en décembre 1985, et appliquée depuis le 1<sup>er</sup> juin 1989, qui interdit les hormones dans l'élevage, s'est accompagnée de fraudes multiples dans plusieurs pays de la CEE. Parmi les substances anabolisantes utilisées dans l'illégalité figurent les hormones stéroïdiennes, comme la nandrolone, et aussi des bêta-agonistes, des substances utilisées en médecine humaine ou vétérinaire, mais interdites pour la croissance des animaux, comme le clenbutérol, ou encore le salbutamol. Ces dernières ne relèvent pas de la même réglementation que les hormones stéroïdiennes, mais leur emploi frauduleux en tant que facteurs de croissance font l'objet de plus en plus souvent des mêmes contrôles.

Les hormones sont plus fréquemment administrées sous forme d'implants et d'injections, tandis que les bêta-agonistes, qu'on injectait autrefois, peuvent être aujourd'hui mélangés à l'alimentation. Les ongles, les plis vulvaires ou encore les bourses des animaux, sont les zones cachées où l'on procède à des injections, ou à des implants frauduleux. Des pratiques bien connues par les services vétérinaires du ministère de l'Agriculture, la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes, ou par les services des douanes.

En France, les contrôles des hormones stéroïdiennes et des bêta-agonistes sont menés, par les services vétérinaires, sur les animaux vivants, dans les élevages, et sur les carcasses, dans les abattoirs. En 1989, 23 907 prélèvements effectués

sur la production nationale ont mis en évidence 932 infractions, soit 3,9 % des animaux contrôlés. Dans le même temps, 480 prélèvements pratiqués sur des animaux importés donnaient 108 résultats positifs, soit 22,5 % des contrôles.

Outre ces prélèvements pratiqués au hasard, d'autres sont effectués en cas de suspicion. Un animal anormalement développé, la découverte de traces d'injection, sont autant d'indices qui motivent ces recherches spécifiques. Sur 4 287 prélèvements effectués à ce titre, pour la production nationale, 257 se sont avérés positifs, soit 6 %, et sur 1 317 prélèvements effectués sur des animaux d'importation, 528, soit 40,2 %, montraient des irrégularités.

Pour leur part, les services de la répression des fraudes travaillent en amont, et s'emploient à identifier les circuits clandestins de distribution des substances illicites ou détournées de leurs usages autorisés. Les trafics peuvent s'opérer au niveau des usines de fabrication des aliments, en France ou à l'étranger. La Belgique est le plus souvent citée. Les substances anabolisantes, le « turbo », sont mélangées, sous forme de substances minérales, aux aliments d'élevage. Actuellement, dix dossiers font l'objet, en France, d'instructions judiciaires, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1989. Six sont nationaux, deux intéressent la Belgique et l'origine des deux derniers reste inconnue.

M. L.

## VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66  
MINITEL 38.15 CODE A3T puis OSP

Vente au sol, au pal. de just. de NANTERRE (92), jeudi 8 novembre 1990 à 14 h

**BOUTIQUE à ANTONY (92160)**

85-87, av. A.-Bridant et 4-6 et 8, rue F. Bourget avec

Ambrée-Boulogne au sous-sol

M. à P. : 330 000 F

S'adresser à M<sup>me</sup> DENNERY-HALPHEN, avocat à BOULOGNE-BILLAN-

COURT (92100), 12, rue de Paris. - Tél. : 46-05-36-94 - M<sup>re</sup> TH. BURG, avocat

à PARIS-17<sup>e</sup>, 42, rue Ampère. - Tél. : 46-22-26-15.

Vente après liquidation de biens au palais de justice de PARIS

le JEUDI 8 NOVEMBRE 1990 à 14 h 30, en un seul lot

**D'UN ENSEMBLE IMMOBILIER**

comp. un IMMEUBLE à US, DE CONFECTION

Voie d'accès et parking - sur TERRAIN DE 7 400 m<sup>2</sup>

à COMMENTRY (Allier)

sur l'angle des rues

de l'Embarcadere et du Progrès

Mise à Prix : 800 000 F

S'adresser pour renseignements à M<sup>re</sup> Thérèse BURG, avocat à PARIS (17<sup>e</sup>),

42, rue Ampère. - Tél. : 46-22-26-15 - M<sup>re</sup> Gérard AYACHE, mandataire liqui-

dateur, centre commercial de l'Éclat, place de l'Europe, niveau 1, CRÉTÉIL.

Tél. : 43-99-04-04, à tous avocats près le TGI de PARIS.

Vente après liquidation de biens au palais de justice de PARIS

le JEUDI 8 NOVEMBRE 1990 à 14 h 30, en un seul lot

**PROPRIÉTÉ à US, INDUSTRIEL**

et d'Habitation

à MYENNES (Nièvre)

lieudit "Les Poulx-Chiens"

à l'angle du chem. vicinal ordinaire n° 6 de COSYVE à MYENNES,

et du chemin vicinal ordinaire n° 1 de MYENNES aux BREUX

sur un TERRAIN d'une superficie de 18 068 m<sup>2</sup>

Mise à Prix : 800 000 F

S'adresser pour renseignements à M<sup>re</sup> Thérèse BURG, avocat à PARIS (17<sup>e</sup>),

42, rue Ampère. - Tél. : 46-22-26-15 - M<sup>re</sup> Gérard AYACHE, mandataire liqui-

dateur, centre commercial de l'Éclat, place de l'Europe, niveau 1, CRÉTÉIL.

Tél. : 43-99-04-04, à tous avocats près le TGI de PARIS.

Vente au palais de justice de NANTERRE (Hauts-de-Seine)

le JEUDI 15 NOVEMBRE 1990 à 14 heures

EN UN SEUL LOT :

**UN APPARTEMENT**

au 6<sup>e</sup> étage au fond à droite, comprenant : entrée, séjour, 3 chambres, cuisine,

dégarde, salle de bains, salle d'eau, WC, placard, balcon, loggia

PARKING DOUBLE au sous-sol - UNE CAVE

**SURESNES (Hauts-de-Seine)**

« LES ALLÉES DE SEINE II » 21, avenue Georges-Pompidou

Mise à Prix : 1 500 000 F

S'adresser à M<sup>re</sup> Michel POUGHARD, avocat à ASNIÈRES (92600),

9, rue Robert-Lavigne. - Tél. : 47-96-94-14. Et à tous avocats près le trib. de grande

instance de NANTERRE. Et sur les lieux pour visiter : le LUNDI 5 NOVEMBRE

1990 et le VENDREDI 9 NOVEMBRE 1990 de 10 h 30 à 11 h 30

## Vieux ors

Deux cent cinquante objets précieux exposés  
au Musée des antiquités nationales de Saint-Germain-en-Laye

UN très grand Apollon gallo-romain, un minuscule petit chien de Suse (Iran), des masques égyptiens, péruviens ou africains, des statuettes, humaines ou animales, des colliers, des bracelets, des fibules, des agrafes. Cette énumération à la Prévert a deux bonnes justifications. D'abord, tous ces objets sont en or pur, en alliage d'or ou sont recouverts d'or; ensuite, ils sont réunis avec deux cent cinquante autres au Musée des antiquités nationales de Saint-Germain-en-Laye dans le cadre d'une exposition consacrée aux « Chers d'or et d'orfèvres des temps anciens ».

M<sup>me</sup> Christiane Eluère, conservateur au Musée des antiquités nationales et commissaire de l'exposition, s'intéresse beaucoup à l'or pour notre plaisir. Cela nous a valu deux livres superbes *l'Or des Celtes et les Secrets de l'Or antique* (1) et, l'année dernière, au même musée, l'exposition « Le premier or », où quatre cent cinquante objets montraient que la population qui habitait la région de l'actuelle Vienne (Bulgarie) avait été la première à maîtriser le travail de l'or dès le cinquième millénaire avant Jésus-Christ.

L'exposition de cette année prouve que la quasi-totalité des civilisations ont su travailler l'or et en faire des objets superbes. Il faut dire que ce métal inaltérable, facile à travailler, brillant naturellement, a dû fasciner nos lointains aïeux — comme il fascine encore beaucoup de nos contemporains — pour lesquels l'or était le symbole de l'éternité.

Le travail de l'or, bien évidemment, n'est pas apparu partout dans le monde en même temps. En l'état actuel des connaissances, les premiers à réaliser des objets en or vivaient, comme nous l'avons dit plus haut, dans ce qui est actuellement la Bulgarie il y a environ six



Métal inaltérable.  
l'or symbole d'éternité.

mille cinq cents ans... Les « adhésions » suivantes au « club de l'or » se sont échelonnées au fil des siècles : l'or apparaît en France vers 3 500 avant Jésus-Christ, au Proche-Orient puis en Égypte vers la fin du quatrième millénaire, en Méditerranée occidentale et dans le monde égéen cinq cents ans plus tard. Curieusement, la Chine et le Pérou commencent à s'intéresser à l'or en même temps, mais vers 1 500 avant notre ère, et la Colombie seulement vers 500 avant notre ère. L'Afrique occidentale, le Japon et la Corée sont derniers ex-aequo, car le travail de

l'or n'y apparaît qu'au troisième ou au quatrième siècle de notre ère.

Quelle que soit l'époque où l'or a commencé à être utilisé, quelle que soit la technique employée, l'homme a toujours su en tirer des objets d'art. Ainsi la grande plaquette en losange très étrange découverte à Pauillac (Gers) est l'œuvre d'orfèvres du néolithique (vers 3 500 avant Jésus-Christ) qui ne connaissaient que le martelage, tout comme les artisans bretons qui, mille cinq cents ans plus tard, ont façonné de grandes lunules (des sortes de colliers-bavoires).

## Diversité des techniques

Au début du troisième millénaire, les techniques du moulage à la cire perdue et de la soudure étaient acquises à Suse : ce chien en or minuscule (il est long de 1,5 centimètre) dont nous parlions plus haut, moulé selon ce procédé, porte en effet un anneau soudé grâce à un alliage or-argent-cuivre. Mais bien d'autres populations ont pratiqué le moulage à la cire perdue avec un art d'une finesse étonnante : les Baouïs de Côte-d'Ivoire, à partir du douzième ou du treizième siècle de notre ère, ont réussi des masques, des figurines, des statuettes d'animaux qui semblent faits de la juxtaposition de fils d'or. En réalité, ils agençaient sur une forme d'argile des fils de cire sur lesquels ils ajustaient ensuite un moule en terre. Lorsque l'or en fusion était coulé dans le moule, la cire fondait, bien évidemment, et l'or qui la remplaçait prenait la forme de l'empreinte des fils de cire que le moule avait conservé.

Les populations précolombiennes des Andes ont trouvé, probablement vers 300 de notre ère, le moyen de donner l'apparence d'or massif à un alliage, la tumbaga, fait d'or (84 % à

moins de 50 % et même 20 %) et de cuivre (et parfois aussi d'argent). Un bain acide d'herbes appropriées dissolvait sur la très fine pellicule superficielle de l'objet le cuivre (éventuellement l'argent). Seul l'or restait et donnait à la surface son éclat incomparable.

Il serait trop long de parler de toutes les techniques qui sont expliquées ou de tous les objets qui sont présentés à l'exposition. Nous ne mentionnerons ici que trois objets. Deux colliers sont particulièrement gros. L'un qui a été fait aux alentours du dixième siècle avant notre ère et qui a été trouvé à Evreux (Normandie). Il est tout simple avec son décor géométrique de fines ciselures. Mais il est plein et pèse plus de 2 kilos. L'autre est un torse gaulois du premier siècle avant Jésus-Christ. Son grand motif central est orné de filigranes et de granulations. Mais il ne pèse que 123 grammes, car il est creux et était à l'origine renforcé par une armature interne de fer habillée d'argile.

Il y a enfin le grand Apollon (1,94 mètre) gallo-romain découvert à Lillebonne (Seine-Maritime) en 1823, exposé d'habitude au Louvre. C'est là une des rares statues de bronze doré à la feuille qui nous soient parvenues. Cet Apollon est très androgyne par sa grâce, sa tête et sa coiffure. Mais sa beauté est unique et il est la seule grande statue de l'exposition.

YVONNE REBEYROL

(1) *L'Or des Celtes*, de Christiane Eluère. Édit. par la Bibliothèque des arts, 1987; le volume de 230 pages très illustré : 540 F. *Les Secrets de l'Or antique*, du même auteur, chez le même éditeur, 1990; le volume de 240 pages très illustré : 600 F.

► Musée des antiquités nationales. Saint-Germain-en-Laye. Ouvert de 10 h à 20 h tous les jours sauf le mardi (le mercredi jusqu'à 22 h). Entrée : 33 F (22 F le samedi). Jusqu'au 21 janvier 1991.

## Le pro

## Un entretien avec le docteur

## PARLEMENT EUROPEEN - STOA

## Avis d'appel d'offres

Le Service de Technologie Opérationnelle du Parlement européen a lancé un appel d'offres de recherche sur l'impact de l'environnement sur l'usage des terres.

Les candidats doivent soumettre un rapport technique et financier, ainsi qu'un plan de travail détaillé.

Les offres doivent être déposées au plus tard le 15 novembre 1990.

Les candidats doivent être agréés par le Parlement européen.

Les informations complémentaires sont disponibles auprès du Service de Technologie Opérationnelle.

Parlement Européen - STOA  
Bâtiment Schuman, 5/50, L-2925 Luxembourg

501 11 11 11



صكزا من الامل

SCIENCES • MEDECINE

POINT DE VUE

# Le progrès démocratique et obligatoire

par Jacques Testart

**D**ANS une démocratie moderne, les règles ne peuvent résulter que d'un consensus assez net entre les citoyens, et qui doit être consacré à une large délibération. La difficulté apparaît, il y a plusieurs années, dans la solution sociale des problèmes de bioéthique, est que la délibération fait intervenir des logiques individuelles, ou de groupe, qui semblent irréconciliables. Ces logiques sont surtout celles des religions, des morales, du droit, du progrès, de l'économie et aussi celles qui résultent directement d'intérêts particuliers.

Le plus souvent il n'y a pas de conciliation possible entre la logique issue de la morale (par exemple d'un catholique romain) et celle issue de l'idéologie du progrès, car il s'agit de deux expressions absolues et contradictoires. Mais la chose est encore compliquée par la multiplicité des opinions qu'on ne saurait ramener à deux camps seulement.

Prenez l'exemple d'une question souvent agitée et qui, malgré son aspect métaphysique, a pour objet trivial de savoir s'il est légitime d'expérimenter sur des embryons humains : Quand commence la personne humaine ? Le Vatican répond résolument « dès la fécondation » tandis que le Talmud affirme que « jusqu'à quarante jours l'embryon est considéré comme de l'eau ». Beaucoup de musulmans sont en accord avec ce dernier point de vue mais d'autres posent que « la créature humaine ne reçoit l'esprit divin que le cent vingtième jour de la gestation ». A l'inverse, selon certains

exégètes du bouddhisme tibétain, ce serait dès la conception, soit avant même la fécondation, qu'on doit pressentir une nouvelle personne, fruit de l'union amoureuse en cours. Les protestants se montrent pragmatiques et nul n'a interrogé les animalistes.

Mais il fallait aussi que la science se prononce sur cette grave question. Il est étonnant que les scientifiques prétendent avoir aperçu la personne par l'œil du microscope, et ils ont seulement affirmé, en sélectionnant des connaissances embryologiques adéquates, que la personne est forcément absente de l'œuf jusqu'au quatorzième jour. On peut constater que le délai de deux semaines donné à l'expérimentation est bien suffisant pour permettre de réaliser toutes les manipulations actuellement possibles. On constate aussi l'analogie entre l'œdème des textes qui pratiquent les religions et celle des connaissances que réalise le scientisme : aucune vérité indiscutable ne peut surgir de l'une ou de l'autre.

Qu'en est-il alors de la décision démocratique ? Va-t-on produire une équation qui pondérerait la proportion des individus revendiquant telle ou telle idéologie dans la société et appliquer les coefficients respectifs codant l'âge auquel l'embryon deviendrait respectable ? Un jour ou quatorze ou quarante ou cent vingt jours ou d'autres encore... Car les scientifiques ne sont pas tous d'accord et il y a bien des individus qui ne se reconnaissent pas dans ces formules définitives. La plupart des

résolutions récemment adoptées, en Europe comme aux Etats-Unis, avaient le terme « pré-embryon » pour qualifier l'œuf jusqu'à deux semaines, et, à partir de cette semaine, le rendre disponible à la recherche. Comme si la confrontation des croyances et des sensibilités variées n'avait servi que de décorum au choix de la solution « utile ». L'évolution récente de la définition médicale légale de la mort a aussi montré que l'argument d'utilité (dans ce cas la nécessité de se fournir en organes à greffer) l'emporte facilement sur tous les autres.

Saïement atomisée qu'inventent les comités d'éthique, sollicités au coup par coup. Qu'en serait-il des structures élues pour décider, si elles s'avéraient incapables de dire l'usage de l'œuf humain, comme elles imposent le projet, même controversé, des autoroutes ? Dans ce contexte inévitable, on peut deviner que les réticences actuelles à la « marche vers le progrès » seront vaincues une à une.

Seuls les tenants de la technologie sont à même de produire les preuves qu'ils ont raison, d'agiter les chiffres (souvent falsifiés) de leur succès, de définir des perspectives excitantes. Les autres, ceux qui pensent que l'homme doit être considéré comme fin et non comme moyen, qu'ils se réfèrent à des logiques religieuses ou laïques, ceux-là en sont réduits à formuler des jugements *a priori*, à ne rien pouvoir démontrer que leur pure intuition. On dit d'eux qu'ils se raccrochent aux valeurs du passé, on les laisse s'épuiser de mots gros comme des sanglots : humanisme, dignité, droit de la personne, respect, équilibres naturels, fantômes, altérité, cultures... Ce sont des mots autorisés dans un régime démocratique mais ils ne font pas le poids devant les maîtres mots : compétitivité, progrès technologique, efficacité, maîtrise...

Tout se passe comme si le débat d'éthique voulait ignorer l'inouï de notre époque avec ses armées de chercheurs, sa dévotion à la technologie, ses actions irréversibles sur l'environnement et sa gestion des nations comme des entreprises

## « Mi-chèvre mi-chou »

On voit qu'il n'y a pas de solution qui convienne à tous les citoyens et, plus grave, qu'il n'y a pas de solution moyenne, de compromis qui pourrait durer, sauf à être imposé par une idéologie dominante. Le recours aux comités d'éthique libère la politique de ce dilemme où il ne veut pas encore s'impliquer. Le comité d'éthique est un lieu de marchandages qui laisse place à chacun des discours et article des avis mi-chèvre mi-chou parce qu'il faut bien gérer l'urgence et limiter les remous. Mais le temps de la décision politique va nécessairement venir, car les thèmes agités par la bioéthique devront être replacés dans un projet social défini.

La démocratie politique se doit de définir une vision éthique qui corresponde à son projet à terme, une vision globale plutôt que celle néces-

et les organisations non gouvernementales. Quelle place selon vous ces organisations doivent-elles jouer dans la lutte contre le sida ?

— L'OMS a fourni une part substantielle du financement nécessaire à cette seconde conférence internationale. C'est une démonstration concrète de l'importance que notre organisation accorde à l'action des ONG dans la prévention de l'infection par le virus du sida, à la prise en charge de malades et à la réduction des conséquences individuelles et sociales de l'épidémie. L'action des ONG doit être activement encouragée et soutenue financièrement. Elle suppose aussi, pour réussir, le développement de la collaboration entre les différentes ONG ainsi que la collaboration entre celles-ci et l'OMS. Une telle collaboration doit impérativement être fondée sur un respect et des obligations mutuelles. Les différents réseaux des ONG défendant les droits de l'homme et la non-discrimination vis-à-vis des malades des d'importants alliés dans le cadre des résolutions formulées sur ce thème par l'Assemblée mondiale de la santé.

— On a vu avec la récente affaire du Kénon, cette médication antiaids vivement contestée par la communauté scientifique internationale (le Monde daté 14-15 octobre), l'Organisation mondiale de la santé jouer d'une certaine façon le rôle, nouveau pour elle, d'un arbitre international et indépendant. Pensez-vous développer à l'avenir ce type d'action ? Le tiers-monde risque-t-il selon vous d'être délaissé le terrain privilégié de travaux expérimentaux sur l'homme condamnables du point de vue éthique ?

— Le risque existe bien sûr, qu'il s'agisse du sida ou d'autres recherches. L'OMS doit agir pour prévenir de telles dérives. C'est une nouvelle priorité pour mon organisation. Nous devons assister les gouvernements à la fois d'un point de vue éthique et d'un point de vue technique. J'espère que dans trois ou quatre ans nous pourrions disposer d'un vaccin expérimental anti-sida qui pourra être testé sur le terrain, en Afrique peut-être. L'OMS devra alors assister les gouvernements des pays concernés, proposer le site expérimental, aider à l'organisation des travaux. Plus généralement, nous nous intéressons de très près, aujourd'hui, à l'aspect éthique des recherches épidémiologiques et cliniques concernant le sida. Je pense que, dès l'an prochain, nous serons en mesure de publier des directives précises sur ce sujet.

— Les spécialistes du sida évoquent de plus en plus fréquemment leurs craintes devant l'évolution de la situation en Asie. Quel est sur ce thème votre point de vue ?

Je suis à la fois inquiet et optimiste. Pour l'Asie, l'instant est crucial. Si l'épidémie dif-

fuse sur ce continent comme elle l'a fait en Afrique, ce sera terrible. Le problème existe déjà en Inde, à Bombay et à Madras notamment, via la prostitution. Il existe aussi en Thaïlande et dans la région du triangle d'or où, après les toxicomanes, la maladie se répand par voie hétérosexuelle. Il est essentiel pour l'avenir que nous parvenions à bloquer la diffusion du virus dans cette région du monde. Malheureusement, à cause de la durée entre l'infection et la maladie, il est difficile de convaincre les responsables des pays concernés. Ces derniers ne voient pas ou peu de malades. Ils croient toujours qu'on exagère l'importance du problème. J'aimerais pouvoir leur faire faire un déplacement rapide en Afrique noire pour qu'ils prennent enfin la mesure du drame que constitue le sida.

— De nombreux spécialistes de l'Afrique dénoncent l'adaptation et l'efficacité croissantes des systèmes sanitaires sur ce continent. Pensez-vous pouvoir atteindre vos objectifs pour ce qui est de la lutte contre le sida et les maladies sexuellement transmissibles ? Plus généralement, estimez-vous qu'avec cette nouvelle épidémie le fameux slogan de l'OMS « la santé pour tous en l'an 2000 » est définitivement obsolète ?

— Obsolète ? Non, peut-être pas. Sans doute allons-nous être confrontés à des situations nouvelles, à des problèmes nouveaux qui vont certainement relativiser les progrès que nous avons pu réaliser en matière de réduction de la mortalité infantile. Pour ma part, je suis optimiste. J'ai longtemps travaillé dans le cadre des programmes de lutte contre les maladies diarrhéiques de l'enfant. Avec, il est vrai, un certain pragmatisme, nous avons grâce à des techniques de réhydratation pu réduire la mortalité dans ce domaine de près de 50 %. Bien sûr, tout cela ne correspond pas à « la santé pour tous » mais c'est en définitive mieux que rien.

— Vous venez d'être nommé responsable du programme de lutte contre le sida à une époque où l'on ne cesse d'évoquer l'hécatombe et les multiples catastrophes qu'entraînera, quoi qu'on fasse, cette nouvelle épidémie. Pensez-vous véritablement être en mesure de conserver, de cultiver, votre optimisme ?

— J'espère que nous parviendrons à prévenir l'installation d'une pandémie. Il y a, j'en suis sûr, de grandes possibilités de prévention. Tout dépendra de la motivation des multiples pays concernés et de l'argent disponible. Nous verrons bien, dans deux à trois ans, si mon optimisme était raisonnable ou totalement infondé.

Propos recueillis par JEAN-YVES NAU

## Un entretien avec le docteur Merson

Suite de la page 17

« Celle-ci provoquera d'autre part des ravages chez les enseignants, les personnels de santé, les travailleurs agricoles et industriels, les leaders politiques, etc. Aujourd'hui, l'épidémie de sida n'est plus seulement un problème de santé, elle est un problème de développement, en ce sens qu'elle a et qu'elle aura un impact considérable sur le développement socio-économique des pays du tiers-monde touchés par ce fléau. Il faut dès aujourd'hui prendre en compte cette dimension et bâtir des programmes multisectoriels. Ces programmes devront certes être coordonnés par les autorités sanitaires mais ils devront absolument associer les ministères de l'éducation, de l'agriculture, de l'industrie, de l'information ou de la défense des pays concernés.

» A l'échelon international, il est clair que les ressources disponibles aujourd'hui sont très insuffisantes.

(Publicité)

## PARLEMENT EUROPEEN - STOA

### Avis d'appel d'offres

Le Scientific & Technological Options Assessment Programme (STOA) du Parlement européen entreprend un projet de recherche sur l'énergie et l'environnement pour lequel est proposée une étude scientifique.

Cette étude aura pour objet :

- d'examiner les scénarios énergétiques existant pour la Communauté européenne ;
- de développer des scénarios supplémentaires ;
- de définir des options pour la mise en œuvre de ces scénarios ;
- de formuler des recommandations.

L'objectif est de contribuer au développement d'une politique énergétique et de l'environnement pour la Communauté européenne tenant compte du marché intérieur et des modifications en Europe de l'Est.

Pour de plus amples informations, et pour participer à l'appel d'offres, veuillez vous adresser à :

Parlement Européen - STOA  
bâtiment Schuman, 5/50, L-2929 Luxembourg  
L'échéance est prévue pour environ 4 semaines après la publication du présent avis.

## CE MOIS-CI DANS

# SCIENCE & L'AVENIR

### NIVEAU DES OcéANS - AGRICULTURE

# CLIMAT

### Les impacts du réchauffement

AU MEME SOMMAIRE :

- Médecine : les succès des greffes de moelle
- Espace : Terre / Lune à la voile
- Archéologie : l'écriture maya déchiffrée
- Vin : 1990, l'année du siècle ?

## EN VENTE PARTOUT 24 F

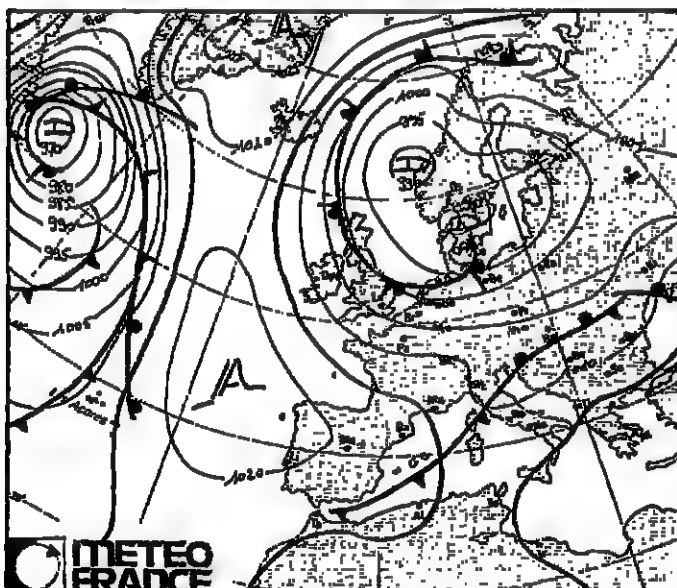


**LEGENDE**

- ☀ ENSOLEILLÉE
- ☀☁ SOLAIRES PET ANAGORGE
- ☁ NUAGEUX COURTES ECLAIRCISSEMENTS
- ☀☁ VITES INÉGALIER ON COUVERT
- //// PLUIE OU NEIGE
- ✱ NEIGE
- ✱⬇️ AVALANCHES
- ⚡ ORAGES
- ≡ BRUINS ET BRUILLARDS
- ➡ SENS DE DÉPLACEMENT

**MÉTÉO FRANCE**

TEMPS PREVU LE 31.10.90 VERS MIDI

**PRÉVISIONS POUR LE 1- NOVEMBRE A 12 HEURES TU**

FRANCE				ÉTANGER				LOS ANGELES				
ALJACO	21	15	P	TOURS	16	8	D	P	LOS ANGELES	26	13	D
BIARRITZ	17	10	P	TOLOUSE	20	10	D	P	LUXEMBOURG	20	16	D
BORDOUX	18	13	P	PORT-AU-PRINCE	32	24	D	P	MARRAKECH	27	13	D
BOURGES	15	7	D						MEXICO	17	9	B
BREST	13	8	A	ALGER	26	17	D	S	MILAN	11	9	B
CHERBOURG	10	7	D	AMMAN	11	21	D	O	MONTREAL	16	3	N
CLERMONT-FERR.	18	10	P	ATHENS	11	21	D	O	MOSCOW	4	0	N
DIGON	10	7	P	BANGKOK	36	27	C	D	MUMBAI	26	13	D
GRENOBLE-S.M.H	16	12	P	BELGRADE	26	19	D	P	NEW-YORK	4	6	P
LEZ	10	7	C	BEIJING	20	12	P	S	OSLO	9	7	D
LIJMOGES	15	10	P	BRUXELLES	17	11	C	P	PALMA-DE-MAJ	25	18	D
LYON	13	12	N	LE CAIRE	31	21	D	P	PEKIN	18	8	B
MARSEILLE-MAR.	19	17	P	COPENHAGEN	9	6	A	D	PORT-AU-PRINCE	20	14	N
NANCY	17	18	C	DAHLAM	20	10	P	S	RAJAHMUNDRAM	23	14	N
NANTES	18	11	P	DELHI	23	18	A	D	SINGAPOUR	32	24	C
NICE	20	16	D	DIERHA	11	10	A	D	STOCKHOLM	7	6	P
PARIS-MONTLS	10	8	D	GENEVE	21	11	A	D	SYDNEY	32	19	B
PAU	20	14	P	HONGKONG	20	10	P	S	TAIPEI	30	13	P
PERIGNAN	14	8	C	ISTANBUL	24	14	D	P	TOKYO	20	13	P
RENNES	14	8	C	JERUSALEM	24	14	D	P	TOWNS	10	8	B
ST-ETIENNE	16	9	C	LONDON	21	11	P	S	VARSOVIE	10	8	B
STRASBOURG	12	8	A	LONDRES	11	5	D	P	VENTE	14	12	P
									VIENNE	12	8	B

\_\_\_\_\_

## RADIO-TÉLÉVISION

## Mardi 30 octobre

**20.30 Cinéma :**  
**Le maître de guerre. ■**

**TF 1**

**14.30** Club Dorothée.

**17.25** Série  
Starsky et Hutch.

**18.20** Jeu : Une famille en or.

**18.50** Feuilletin : Santa Barbara.

**19.12** Tirage du Tac-O-Tac.

**19.20** Jeu : La roue de la fortune.

**19.45** Divertissement :  
Pas folles, les bêtes !

**19.50** Tirage du Loto.

**20.00** Journal, Tapis vert, Météo et Loto.

**20.40** Vidéo : Série, Série  
Les Espions du par-jour-Plaque Fou-  
craut. Avec Jeanne Moreau, Patricia Kaas,  
Nagora, Petite Esprit, The Chimes.

**22.40** Sports : Football.

Médaillés pour les cinquante ans de  
Michel Péro : Brésil-Reste du monde (avec  
Maradona), en direct de Milan.

**23.00** Journal, Météo et Bourse.

**0.45** Série : Intrigues.

**1.01** TF1 junior.

**A 2**

**14.30 Sport : Tennis.**  
Open de Paris, à Bercy.

**17.35 Jeu :**  
Des chiffres et des lettres junior.  
D'Armand Jammot, animé par Laurent Cabré.

**18.00 Magazine : Eve raconte.**  
Eve Peron (3<sup>e</sup> partie).

**18.16 Série :**  
Quoi de neuf, docteur ?

**18.45 Divertissement : Dribles de têtes.**  
Série : Mac Gysar.

**19.05 Journal et Météo.**

**20.00 Journal et Météo.**

**20.40 Feuilleton :**  
Le mari de l'ambassadeur.  
De François Velle (7<sup>e</sup> épisode).

**21.35 Série : Hôtel de police.**  
(Le père, tel vice, de Claude Barrois).

**22.30 Sport : Tennis.**  
Open de Paris, à Bercy.

**23.45 Journal et Météo.**

**0.05 Magazine : Extra.**  
Présenté par Danielle Lombroso.  
Série de nouvelles.

**FR 3**

---

**5.00 Questions au gouvernement.**  
En direct de l'Assemblée nationale.

**7.05 Magazine : Graine d'infos (rediff.).**

**7.30 Allô Bibiz.**

**8.30 Jeu :**

**9.00** Les Questions pour un champion.  
La 19-20 de l'information.

**10.10** De 19.12 à 19.30, le journal de la région.  
Jeux : La classe.

**10.40** Magazine :  
La marche du siècle.  
Présenté par Jean-Marie Cavada.  
Paysans, les raisons de la colère. Invités :  
Louis Mermaz, ministre de l'agriculture,  
Raymond Lacombe, président de la FNSEA,  
Philippe Mangin, président du CNJA, Yves  
Bouvier, président de la Fédération nationale  
du Crédit agricole, Claude Michelet,  
écrivain.

**12.20** Journal et Météo.

**12.40** Magazine :  
Faut pas rêver.  
Présenté par Sylvain Augier.

**13.35** Cinéma :  
Le bal des vampires. ■■  
Film américain de Roman Polanski (1967).  
Avec Jack McGowan, Roman Polanski,  
Alfie Bass (v.o.).

**CANAL PLUS**

---

**5.05 Documentaire : Les allumés...**  
Bienvenue à l'université du hamburger, de  
Fränk Wiering.

**5.30 Téléfilm : De mémoire de rose.**  
D'Yves Amoureux.

**7.00 Documentaire :**  
**Alerte à l'ours polaire.**  
De James Lipscomb et James Deckard.

**8.00 Cabou cadin.**

---

*En clair jusqu'à 21.00*

**8.30 Dessins animés : Ça cartoon.**  
Présentés par Philippe Dans.

... ..

20.35 Téléfilm : Drôle de collège.  
22.10 Téléfilm : Trou de mémoire.  
De Mike Robe.  
23.45 Six minutes d'informations.  
23.50 Magazine : Ciné 6.  
0.05 Musique :  
Boulevard rock' and hard.

**LA SEPT**

---

**20.30 Documentaire :**  
**Robinson dans la lagune.**

**21.00 Magazine : Mégamix.**

**18.50** **Top albums.**  
Présenté par Marc Toesca.

**19.20** **Magazine :**  
**Nulla part ailleurs.**  
Présenté par Philippe Gildas et Antoine de  
Carné.

**21.09** **Cinéma :**  
**Un enfant disparaît.** □  
Film canadien de Peter Gerretsen (1987).

**22.30** **Flash d'Informations.**

**22.39** **Cinéma :** **Nico.** ■  
Film américain d'Andrew Davis (1987).

**LA 5**

---

14.35 Série : L'enquêteur.  
15.35 Série :  
Soko, brigade des stup.  
16.25 Dessins animés.  
18.30 Série : Happy days.  
19.00 Journal Images.  
19.10 Jeu : Télé-contact.  
19.45 Journal.

20.30 **Droles d'histoires.**  
20.40 **Histoires vraies.**  
Miss Muscles, téléfilm de Steven Hilliard Stern, avec Alexandra Paul, Scandah Bergman.  
22.25 **Débat :**  
**Le culte du corps.**  
Animé par Gilles Schneider et Béatrice Schonberg.  
0.00 **Journal de minuit.**

**M 6**

---

**14.45 Téléfilm :**  
**Sept bébés sur les bras.**  
D'Alan Hopgood, avec Robin Nedwell,  
John Ewart.

**16.40 Série :** **Magnum.**

**17.35 Variétés :** **Tungstène.**

Emission présentée par Fatne.  
**8.00 Série : Campus show.**  
**8.25 Jeu : Zygomusic.**  
**8.54 Six minutes d'informations.**  
**9.00 Série : La fête à la maison.**  
**9.25 Série : Roseanne.**  
**9.54 Six minutes d'informations.**

**22.00** **Série : Madame est servie.**  
**23.05** **Téléfilm :**  
**L'hôpital en flammes.**  
**De Rod Amateau.**  
**23.05** **Série : Brigade de nuit.**  
**23.30** **Documentaire :**  
**60 minutes.**

**L'île des damnés.**  
*À Lérós en Grèce, des handicapés mentaux  
 derrière des barbelés.*  
**0.00** Six minutes d'informations.  
**2.00** Rediffusions.

---

**LA SEPT**

---

**4.15** Histoire parallèle.  
**5.20** Mégamix.  
**6.15** Documentaire : Mr et Mrs Thaw  
 sur la route de la soie (1).

Audience TV du 29 octobre 1991			
Audience instantanée, France entière 1 point = 202 000 foyers			
HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDE LA TV (en %)	TF1	A2
19h	10,1	5,1	5,0
19h15	10,1	5,1	5,0
19h30	10,1	5,1	5,0
19h45	10,1	5,1	5,0
20h	10,1	5,1	5,0
20h15	10,1	5,1	5,0
20h30	10,1	5,1	5,0
20h45	10,1	5,1	5,0
21h	10,1	5,1	5,0
21h15	10,1	5,1	5,0
21h30	10,1	5,1	5,0
21h45	10,1	5,1	5,0
22h	10,1	5,1	5,0
22h15	10,1	5,1	5,0
22h30	10,1	5,1	5,0
22h45	10,1	5,1	5,0
23h	10,1	5,1	5,0
23h15	10,1	5,1	5,0
23h30	10,1	5,1	5,0
23h45	10,1	5,1	5,0
24h	10,1	5,1	5,0
24h15	10,1	5,1	5,0
24h30	10,1	5,1	5,0
24h45	10,1	5,1	5,0
25h	10,1	5,1	5,0
25h15	10,1	5,1	5,0
25h30	10,1	5,1	5,0
25h45	10,1	5,1	5,0
26h	10,1	5,1	5,0
26h15	10,1	5,1	5,0
26h30	10,1	5,1	5,0
26h45	10,1	5,1	5,0
27h	10,1	5,1	5,0
27h15	10,1	5,1	5,0
27h30	10,1	5,1	5,0
27h45	10,1	5,1	5,0
28h	10,1	5,1	5,0
28h15	10,1	5,1	5,0
28h30	10,1	5,1	5,0
28h45	10,1	5,1	5,0
29h	10,1	5,1	5,0
29h15	10,1	5,1	5,0
29h30	10,1	5,1	5,0
29h45	10,1	5,1	5,0
30h	10,1	5,1	5,0
30h15	10,1	5,1	5,0
30h30	10,1	5,1	5,0
30h45	10,1	5,1	5,0
31h	10,1	5,1	5,0
31h15	10,1	5,1	5,0
31h30	10,1	5,1	5,0
31h45	10,1	5,1	5,0
32h	10,1	5,1	5,0
32h15	10,1	5,1	5,0
32h30	10,1	5,1	5,0
32h45	10,1	5,1	5,0
33h	10,1	5,1	5,0
33h15	10,1	5,1	5,0
33h30	10,1	5,1	5,0
33h45	10,1	5,1	5,0
34h	10,1	5,1	5,0
34h15	10,1	5,1	5,0
34h30	10,1	5,1	5,0
34h45	10,1	5,1	5,0
35h	10,1	5,1	5,0
35h15	10,1	5,1	5,0
35h30	10,1	5,1	5,0
35h45	10,1	5,1	5,0
36h	10,1	5,1	5,0
36h15	10,1	5,1	5,0
36h30	10,1	5,1	5,0
36h45	10,1	5,1	5,0
37h	10,1	5,1	5,0
37h15	10,1	5,1	5,0
37h30	10,1	5,1	5,0
37h45	10,1	5,1	5,0
38h	10,1	5,1	5,0
38h15	10,1	5,1	5,0
38h30	10,1	5,1	5,0
38h45	10,1	5,1	5,0
39h	10,1	5,1	5,0
39h15	10,1	5,1	5,0
39h30	10,1	5,1	5,0
39h45	10,1	5,1	5,0
40h	10,1	5,1	5,0
40h15	10,1	5,1	5,0
40h30	10,1	5,1	5,0

**FRANCE-CULTURE**

### 20.30 Archipel médecine.

**21.30 De F comme féministe à F comme femme.**  
Avec Monique Rémy (L'histoire des mouve-  
ments de femmes, de l'utopie à l'intégra-

**22.40** Les nuits magnétiques.  
La guerre anonyme.

**0.05** Du jour au lendemain.

**0.50** Musique : Coda.

FRANCE MUSICQUE

**20.00 Opéra.** Semiramis, opéra en deux actes de Rossini, par l'Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. Antoni Pappano; sol.: Leela Cuberli, Françoise Destembert, sopranos, Martine Dupuy, contralto, Luigi Roni, Philippe Fourcade, basses, Rockwell Blake, J. Bernard Thomas, ténor, David Pittsinger, baryton.

**23.07 Poussières d'étoiles.**

**17.30 Cinéma d'animation :**  
25 octobre 1er jour.  
De Youri Nomstein.

**17.40 Documentaire :**  
Les documents interdits.

**17.45 Cinéma :**  
**Le maître de poste. ■■**  
Film soviétique de Sergueï Soloviov (1972).

**18.55 Courts métrages.**

**20.00 Musiques de l'Afrique noire (1).**

21.00 Mr et Mrs Thaw  
sur la route de la soie (2).  
22.15 Cinéma d'animation : Images.  
22.25 Les documents interdits.  
23.30 Cinéma :

**23.50** **Moyen métrage : La ricotta.**  
De Pier Paolo Pasolini.

**FRANCE-CULTURE**

**20.00 Musique :**  
Le rythme et la raison. Musique et publicité.  
**3. Mariage sous la V<sup>e</sup> République.**

20.30 Antipodes. Egypte. ...  
21.30 Correspondances. Des nouvelles de la Belgique, du Canada et de la Suisse.  
22.00 Communauté des radios publiques de langue française.

22.40 Les nuits magnétiques.  
La guerre anonyme.  
0.05 Du jour au lendemain.  
0.50 Musique : Coda.  
Inde : la génération des aventuriers.

**FRANCE MUSIQUE**

**20.30 Concert** (donné le 12 octobre à la salle Pleyel) : Tannhauser (prélude, bacchanale, air d'Elisabeth), Tristan et Isolde (prélude et

**23.07** Poussières d'étoiles. Jazz club en direct du Jazz club Lionel Hampton à Paris : le quintette du saxophoniste Eddie Harris avec Ronald Muldrow, guitare, Rob Schneiderman, piano, James Leary, contrebasse et Norman Fearington, batterie.

**Du lundi au vendredi, à 9 heures,**  
**sur FRANCE-INTER**  
**« ZAPPING »**  
 Une émission de GILBERT DENOYAN  
 avec ANNICK COLEMAN  
 et la collaboration du « Monde ».

FR3	CANAL +	LA 5	M6
Act. rég.	Bande ann.	Pub	Elec. maison

**Audience TV du 29 octobre 1990** (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

Foyers institutionnels, Patrick Gribiere 1 point = 202 000 foyers							
HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDE LA TV (en %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
19 h 22	59,0	Santa Barbara 21,7	McGyver 12,3	Act. rég. 19,0	Bande ann. 1,5	Pub 1,7	Fête maison 2,8
19 h 45	61,1	Roue fortune 25,9	McGyver 14,2	19-20 Info 12,8	Nulle part 2,7	Pub 2,1	Rossanne 3,1
20 h 16	68,3	Journal 28,1	Journal 18,7	Le classe 9,0	Nulle part 3,1	Journal 5,5	Pub 4,8
20 h 55	72,9	Stars 90 26,6	Tout Toubrouk 9,9	Grande... 23,2	Suivez... 2,2	Ralph... 6,5	Bons baisers 4,9
22 h 08	65,7	Stars 90 28,1	Tout Toubrouk 8,3	Grande... 22,2	Peau... 0,6	Ralph... 5,6	Bons baisers 3,9
22 h 44	36,1	Méditations 14,4	Tennis 5,3	Soir 3 7,5	Peau... 1,9	Jack Killan 3,4	Brigade... 4,9

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	100
---	---	---	---	---	---	---	---	---	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	-----

هكذا من الاصل



## Une enquête de l'INSEE sur les répercussions de la crise du Golfe

**La plupart des entreprises vont maintenir leurs investissements et comprimer leurs marges bénéficiaires**

**et comprimer leurs marges bénéficiaires**

Les effets de la crise du Golfe sont pour l'instant peu visibles sur les projets d'investissement des entreprises en France. Telle est l'information la plus importante que fournit l'INSEE, qui vient de rendre publique une enquête effectuée entre le 24 septembre et le 10 octobre auprès de 8 500 entreprises de l'industrie, des services et du commerce de gros. Sur ce chiffre, 4 590 firmes ont répondu, soit 54 %.

On avait beaucoup craint en août et septembre que la crise du Golfe, provoquant l'envoie des prix pétroliers que l'on sait, ne causât la croissance économique, ou plutôt le ralentissement, en raison du freinage de l'activité déjà en cours. Les milieux financiers avaient accru ces doutes ou les craintes par leur pessimisme. Il en est résulté, trois mois après le déclenchement de la crise, que les consé-

qu沿海 dans une moindre mesure - les biens de consommation. Les investissements permettant d'économiser l'énergie sont évidemment ralentis.

En fait, la crise du Golfe semble avoir fait prendre conscience à une majorité de responsables du ralentissement de la croissance économique dans le monde et en France en parti-

**LA PRODUCTION PLUS TOUCHÉE QUE L'INVESTISSEMENT**

**PERSPECTIVES DE PRODUCTION**

Secteur	Peu ou pas très favorable	Sans influence	Très défavorable ou défavorable
Industrie agro-alimentaire	~25%	~75%	0%
Industrie manufacturière	~15%	~85%	0%
Services	~10%	~90%	0%
Commerce de gros	~25%	~75%	0%

**VOLUME DES INVESTISSEMENTS**

Secteur	Peu ou pas très favorable	Sans influence	Très défavorable ou défavorable
Industrie agro-alimentaire	~20%	~80%	0%
Industrie manufacturière	~15%	~85%	0%
Services	~10%	~90%	0%
Commerce de gros	~25%	~75%	0%

**L'INSEE pose la question :  
La crise du Golfe aura-t-elle des conséquences ?**

■ Peu ou pas très favorable    ■ Sans influence    ■ Très défavorable ou défavorable

Source : INSEE

quences jusqu'à présent envisagées n'ont été exagérées. Encore ne faudrait-il pas maintenir les taxes sur l'essence, même si l'enquête de l'INSEE est plutôt rassurante : il est possible en effet que les réactions durables et véritables au choc pétrolier, ne se fassent sentir que plus tard.

L'effet le plus net des tensions actuelles ne manifeste, selon l'INSEE, dans des reports d'achats. Dans l'industrie, ce sont surtout les biens intermédiaires qui sont touchés (30 % des entreprises), notamment pour le verre, le caoutchouc, la chimie de base. L'effet est encore plus perceptible sur le commerce de gros et les biens d'équipement, la différence

culter. La demande, estiment les chefs d'entreprises, va donc baisser.

Élément rassurant : une majorité de responsables ont choisi de comprimer leurs marges bénéficiaires, sur le marché intérieur et sur les marchés d'exportation, pour maintenir leurs volumes de ventes. Certains envisagent même des hausses de prix plus faibles qu'avant l'été. Enfin, la crise du Golfe n'affecterait pas l'emploi dans l'immédiat. Un résultat qui ne pourrait être maintenu qu'au prix d'une rigueur salariale renforcée.

AL. V.

## Les Wagons-Lits se séparent de la Sodexho

**Le baril de brut au-dessus des 34 dollars**

**L'OPEP et l'AIE vont se réunir à Vienne**


Les cours du pétrole se sont orientés à la hausse lundi 29 octobre sur le marché new-yorkais, le baril de brut de référence repassant la barre des 34 dollars. On a appris d'autre part que l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) et l'Agence internationale de l'énergie (AIE) allaient tenir une réunion commune, du 6 au 8 novembre, à Vienne.

**DIRECTION  
D'UN CENTRE  
DE PROFIT**

- Séminaire de management général.
- 24 jours en alternance (1 semaine par mois de janvier à mai).
- Une session à LYON et une à PARIS.

**CDM**  
Centre de Développement du Management

23, avenue Guy-de-Collogue  
BP 174  
69132 ECULLY CEDEX

  
**Groupe ESC Lyon**  
LYON GRADUATE SCHOOL OF BUSINESS

---

**RENSEIGNEMENTS**  
**PARIS 43.94.16.46**  
**LYON 72.20.25.20**



## ÉCONOMIE

## ÉNERGIE

## Les Douze veulent favoriser les échanges de gaz naturel

Les échanges de gaz naturel entre les États membres de la CEE, aujourd'hui limités (ils couvrent 20 % de la consommation), devraient bientôt pouvoir se développer et, par là même, favoriser des baisses de prix.

LUXEMBOURG

de notre correspondant

Les ministres de l'énergie des Douze, réunis lundi 29 octobre à Luxembourg, viennent d'approuver une directive visant à favoriser le transit de gaz naturel entre les grands réseaux de transport des États membres. La RFA et les Pays-Bas, dont les opérateurs (Gazunie et Ruhrgas) ont actuellement une position dominante sur le marché, ont voté contre.

La pleine liberté de transport est particulièrement nécessaire à un moment où l'on s'attend à une progression de la demande des entreprises, mais aussi à une augmentation de l'offre en raison d'un accès accru pour les Européens à la production de l'Algérie et de l'URSS. Les ministres ont également décidé d'abolir une directive de 1975 qui limitait l'utilisation du gaz naturel dans les centrales électriques.

En ces temps de regain de tension sur le marché pétrolier, la Commission européenne souhaite stimuler la consommation de gaz naturel, afin de diversifier les sources d'énergie de la Communauté, mais aussi parce que le gaz,

caractérisé par une faible teneur en CO<sub>2</sub>, est moins polluant que le charbon ou le pétrole. En outre, une telle orientation devient particulièrement opportune, alors qu'elle reflète aux modalités d'une ambitieuse politique de coopération énergétique avec l'URSS, dont les ressources en gaz sont considérables.

La directive approuvée prévoit que la Commission pourra déclencher les procédures d'infraction prévues par le traité de Rome dans le cas où un opérateur refuserait sans justification une demande de transit provenant d'un autre État membre. Une directive analogue, concernant cette fois le transit de courant électrique, qui avait fait l'objet d'un accord politique des Douze en juin dernier, a été formellement approuvée par les ministres.

A propos de la crise du Golfe, les Douze ont adopté une déclaration où il est constaté que, en dépit d'un approvisionnement suffisant des marchés mondiaux, « les prix restent élevés, essentiellement pour des raisons émotionnelles et spéculatives ». La Commission voudrait se voir reconnaître, en cas de crise aiguë, le droit d'intervenir de façon autoritaire sur le marché, en fixant elle-même des objectifs de réduction de la consommation, et en se faisant confier la responsabilité de gérer une partie des quatre-vingt-dix jours de stocks de réserves imposés par la législation communautaire.

PHILIPPE LEMAITRE

## AFFAIRES

Pertes pour le constructeur américain au troisième trimestre

## M. Agnelli exclut toute participation de Fiat au capital de Chrysler

Des pertes mais pas d'entrée de Fiat au capital : la situation de Chrysler ne manque pas de préoccuper. Le troisième trimestre automobile américain vient d'annoncer des pertes de 214 millions de dollars (1,1 milliard de francs) au troisième trimestre de 1990 contre un gain de 331 millions de dollars l'an dernier. Cette chute s'explique par les investissements lourds réalisés sur les chaînes de monocorps (véhicules du type de l'Espace Renault) pour préparer la nouvelle version. Elles sont dues aussi aux multiples rabais que les constructeurs sont obligés d'offrir pour vendre des voitures outre-atlantique. En conséquence, le chiffre d'affaires a reculé de 14,5 % à 6,5 milliards de dollars au troisième trimestre.

Sur neuf mois, le groupe réalise un léger bénéfice net de 37 millions de dollars contre 983 l'an passé. Son chiffre d'affaires recule de 15,4 % à 23 milliards de dollars.

Chrysler est le plus faible des constructeurs américains, et il subit le recul du marché plus que les autres, General Motors et Ford. On a cru qu'il se rapprocherait de Fiat, avec qui des négociations sont en cours pour la réalisation et la vente en Europe de véhicules tout terrain, en rempla-

cement d'accords précédents avec Renault. Certains analystes avaient cru que Fiat entrerait au capital de Chrysler.

M. Gianni Agnelli a démenti dans un entretien avec le journal italien *Milano Finanza*. Le PDG du groupe Fiat a indiqué, sans faire plus de commentaire, qu'il ne prendrait aucune participation au capital du groupe américain. Mais les discussions se poursuivent à propos de coopérations diverses et de projets communs, a ajouté M. Agnelli.

Protocole d'accord pour la vente de De Havilland à Aeritalia et Aerospaziale. — Boeing, le premier avionneur mondial, a indiqué lundi 29 octobre avoir signé dans le courant de l'été un protocole d'accord avec les sociétés française Aerospaziale et italienne Aeritalia pour la vente à ces dernières de sa filiale canadienne De Havilland, qui construit des appareils de transport régionaux. Cette lettre d'intention pourrait conduire à un accord définitif avant la fin de l'année, après le feu vert des autorités gouvernementales canadiennes. Mais il reste encore « du chemin à faire », selon un porte-parole de la firme de Seattle.

## Erosion des résultats semestriels de Thomson SA

Thomson SA, qui coiffe les deux grandes filiales du groupe (Thomson Consumer Electronics pour le grand public, Thomson-CSF pour l'armement, la microélectronique et la finance) ainsi que l'électroménager, vient de publier dans la plus grande discrétion (au BALO) de bien médiocres résultats semestriels.

Si le résultat net consolidé reste positif de 137 millions de francs sur le premier semestre 1990, il est en nette baisse sur la même période de 1989 (702 millions). La part du groupe vire même au rouge, avec un déficit de 270 millions de francs à comparer aux 71 millions de bénéfice au premier semestre 1989 et aux 497 millions pour l'ensemble de l'année passée.

Chez Thomson, on minimise ces chiffres, qui, affirme-t-on, ne sont « pas significatifs » compte tenu du caractère cyclique du grand public, qui fait la plus grosse part de ses affaires sur le second semestre, et plus particulièrement au cours des

deux derniers mois. En outre, on estime que pour un groupe réalisant 76 à 77 milliards de francs de chiffre d'affaires annuel, la variation entre les performances de l'an passé et celles de cette année sont minimes. On reconnaît pourtant que sur l'ensemble de l'année 1990, le résultat final sera inférieur aux 497 millions de l'an passé.

Il y a un mois, Thomson-CSF prévoyait une baisse de son résultat net pour 1990 en raison notamment des provisions à effectuer en prévision des effets de la crise du Golfe, ainsi que du tassement des résultats des sociétés mises en équivalence (la finance, marquée au Crédit lyonnais, la microélectronique, notamment). Le grand public — qui vient de recevoir une manne gouvernementale de 3 milliards — restera déficitaire.

Malgré le béol mis par Thomson, ces médiocres performances risquent de relancer les rumeurs sur une éventuelle cession de son secteur électroménager, qui, fort courtisé en ce moment, joue le rôle de tirelire du groupe.

F. V.

## SOCIAL

## M. Soisson lance une expérience de « Fonds national de réemploi » à Tours

TOURS

de notre correspondant

Lors d'une récente visite à Tours, M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, a consacré l'expérience du maire, M. Jean Royer, de lutte contre le chômage. « Payer les chômeurs à travailler plutôt qu'à ne rien faire », telle est la formule que préconise M. Royer, selon lequel les 130 milliards de francs actuellement dépensés par l'État seraient mieux utilisés à financer la formation des chômeurs et tout ou partie de leurs premiers salaires. Un « Fonds national de réemploi » remplacerait alors l'ANPE. En Touraine, le gouvernement finan-

cera 178 contrats de retour à l'emploi (CRE) aménagés pour l'occasion pour un montant de 10 millions de francs. Cette opération sera menée jusqu'en décembre dans quatorze centres de formation d'Indre-et-Loire. Les chômeurs de longue durée suivront une formation en alternance, adaptée aux besoins des entreprises locales. L'embauche définitive sera assortie d'aides directes ou indirectes dont le total représentera environ 51 % du SMIC et des charges sociales sur deux ans. Si l'expérience est concluante, elle sera étendue en 1991.

ALEXIS BOGDAERT

Stérilisation : FO signe la nouvelle convention sociale. — Seule FO a signé la nouvelle convention sociale de la sidérurgie, lors de la rencontre officielle prévue le 29 octobre, en conclusion de négociations engagées depuis février dernier. La CGT désapprouve le texte. La CFDT, la CGC et la CFTC ont demandé un délai supplémentaire de réflexion et des garanties supplémentaires pour les salariés qui auront cin-

quante-cinq ans entre la fin de l'ancienne convention générale de protection de la sidérurgie (CGPS), début 1991, et les nouvelles mesures de préretraite, à partir de 1996. L'accord prévoit 10 000 suppressions d'emploi en dix ans, sur un effectif de 60 000 salariés, assorties de préretraites à cin-quantaine-cinq ans et de garanties de reclassement pour ceux qui partent, mais permet également l'embauche de jeunes.

## ÉTRANGER

## Pékin veut développer l'économie de marché

Suite de la première page

C'est pour M. Li Peng une manière de négocier un virage politiquement délicat à l'heure où se préparent les plans qui vont décider de l'avenir des réformes pour la dernière décennie du siècle. M. Li Peng avait déjà dû céder en septembre le poste de ministre de la réforme des structures économiques qu'il cumulait avec celui de chef du gouvernement à un homme politiquement moins marqué que lui par la tragédie sanglante de 1989.

Il a confirmé dans des déclarations faites la même jour à des ambassadeurs étrangers que d'après discussions se déroulent en coulisses, en ce moment même, à la tête du régime sur l'avenir économique du pays. Une session annuelle du comité central du Parti communiste, a dû être différée et se tiendra « avant la fin de l'année », a-t-il dit sans plus de précision. Auparavant, une conférence économique nationale, dont la date reste à annoncer, doit peaufiner les travaux des experts pour soumettre au « parlement du parti » les deux documents centraux du développement économique chinois : un huitième plan quinquennal 1991-1995 et un « programme décennal » d'accompagnement des réformes jusqu'à l'an 2000.

L'importance de l'enjeu est de taille : il s'agit de sceller le sort de la période exceptionnelle que fut la décennie 1980 : début de la fin par asphyxie économique, ou rebond historique, dans « l'après-Tiananmen », vers une ouverture complète du marché menaçant à son tour le pouvoir politique.

## Deux obstacles principaux

A l'origine, M. Li Peng voulait éviter l'une et l'autre en refroidissant durablement une économie en pleine surchauffe par dix ans d'expansion à peine contrôlée. Il s'est fait l'exécutant d'une tendance du régime qui a toujours considéré que M. Deng jouait aux apprentis sorciers avec ses réformes faisant le sacrilège marxiste. A preuve, aux yeux de ces hommes, la crise de 1989, dans laquelle le régime a dû se débarrasser du plus libéral des dirigeants que la Chine populaire ait connus, M. Zhao Ziyang, un homme qui avait incarné à bien des égards l'ouverture du marché chinois. Pour ces hommes, le « mieux-disant économique » chinois ne doit pas aller plus loin que la théorie dite « de la cage », chère à un autre puissant octogénaire, M. Chen Yun : on laisse l'oiseau (l'économie) vivre dans une cage aux limites infranchissables (la planification) en respirant l'air que les barreaux lais-

sent pénétrer (la loi du marché). Reste à définir la taille de la cage.

Depuis 1989, M. Li Peng a tenté sans succès de la réduire. A tout autre point de vue, cela n'aurait servi que la simple orientation des directives de l'appareil communiste. Aujourd'hui, deux obstacles principaux rendent cette méthode inopérante : l'impossibilité pour le chef du gouvernement de dire explicitement ce qu'il veut faire, sous peine d'effrayer davantage les investisseurs étrangers déjà échaudés par l'affaire de 1989 ; et la logique de l'ouverture qui, en province, travaille à saper l'autorité de Pékin dès lors que les consignes de la capitale vont à l'encontre des intérêts locaux immédiats.

La Chine profonde a pris goût à l'argent, et n'entend pas y renoncer de sitôt. Symptôme éloquent, on voit réapparaitre en province un protectionnisme régional puissant dont les effets affaiblissent ou annulent les oukases pékinois. En outre, les grands témoins de l'économie provinciale, surtout dans les zones les plus développées, considèrent que toute politique économique mise en œuvre dans le contexte actuel a de fortes chances d'être remise en cause à la disposition de M. Deng et des autres octogénaires. Par conséquent, l'appareil dans son ensemble traîne les pieds. Il a déjà contraint M. Li Peng à réinjecter de l'argent dans l'économie, contre ses convictions, et peut à tout moment brandir la menace du chômage rural pour obtenir de nouvelles concessions. L'exécuteur de main-d'œuvre laissé inemployé, à la campagne, par la politique d'austérité devrait atteindre à la fin de l'année, selon des experts chinois, la centaine de millions.

Face à ces risques, le bilan que M. Li Peng présente à ses pairs de plus de deux ans de « restructuration » n'est positif qu'en façade. Il a certes pour l'essentiel jugulé l'inflation, ramenée à environ 3 % en 1990, mais chacun sait le prix que l'économie chinoise a dû payer pour l'achat de la paix sociale. L'Etat distribue jusqu'à un tiers de son budget en subside à des milliers d'entreprises pour entretenir une main-d'œuvre pléthorique et improductive. La production industrielle augmente mais reste mal adaptée aux besoins : la sidérurgie, par exemple, inonde le marché de produits de faible qualité, qui, au demeurant, trouvent encore moins d'acquéreurs que par le passé en raison du coup de frein infligé aux entreprises de transformation. A la campagne, la remise au pas de l'industrie villageoise visait en particulier à préserver l'énergie, toujours en pénurie, pour en faire profiter les entreprises d'Etat, mais les incohérences du système de distribution font que ce sont à présent les stocks

de charbon qui s'accumulent sans trouver de débouché.

Dans l'agriculture, les choses sont aussi confuses. La production de céréales devrait enregistrer cette année son premier véritable décollage depuis plusieurs années, avec quelque 422 millions de tonnes contre les 400 millions environ auxquels elle plafonnait. Revers de la médaille, il va falloir que l'Etat paye ce surplus de production aux paysans, à un moment où les finances sont au plus bas.

Pour des raisons politiques, la vieille garde orthodoxe préférerait s'en tenir à produire sur un mode centralisé favorisant la sidérurgie et l'agriculture. Les rares informations ayant filtré sur la substance du programme décennal « d'accompagnement de la restructuration » que M. Li Peng veut voir adopter témoignent d'une double idée fixe : tenir serrées les rênes de la croissance (pas plus de 6 % en moyenne par an) afin de préserver le pouvoir d'achat des salariés, d'où peut venir la menace d'agitation sociale, et flatter la paysannerie tout en s'abstenant de presser le mouvement dans la diversification de l'économie rurale.

## Premier véritable décollage

Dans un discours datant du mois d'août mais rendu public seulement au début d'octobre, le premier ministre s'était soigneusement abstenu d'évoquer les réformes les plus douteuses mais les plus nécessaires, comme celle des prix ou celle sur la propriété des entreprises d'Etat menacées de faillite, confirmant ainsi à contrario leur mise en veilleuse. Il se confirme aujourd'hui que c'est à la demande expresse de M. Deng Xiaoping que M. Li Peng a dû réviser ses projets initiaux. Le lobby réformiste qui entoure le vieux patriarche a convaincu ce dernier de passer à nouveau de tout son poids, en dépit de son âge, pour évaluer à ses rêves de développement économique l'entrelacement de première classe auxquels d'aucuns auraient bien voulu les vouer.

Reste une absence cruelle de recettes et d'idées. Jusqu'à présent, la seule nouveauté que le régime ait cru bon de retenir est une réédition de l'opération « zone économique spéciale » qui donna naissance aux enclaves semi-capitalistes en Chine du sud, mais à Shanghai cette fois, dans un faubourg nommé Pudong où tout reste à faire. Encore est-ce là une arme à double tranchant. En lâchant la bride à un (petit) morceau de Shanghai, Pékin se résoud à ce que personne ici, depuis la mort de Mao Zedong, n'avait osé faire : laisser certains Shanghaïens (dont un, d'adoption, n'est autre que M. Jiang Zemin, ex-maire de la ville devenu en 1989 secrétaire-général du Parti communiste) prendre en partie leur sort économique en main. S'il est une ville de Chine dotée du potentiel d'une grande métropole capable d'en remonter aux idéologies communistes qui siègent à Pékin, c'est bien Shanghai, l'ancien « Paris de

l'Extrême-orient ». Depuis le drame de la Révolution culturelle, Shanghai payait son « crime » gauchiste pour avoir soutenu les lubies révolutionnaires du Grand Timonier. Une revanche se dessine peut-être là. La question est de savoir si l'on dépassera le niveau de l'alibi réformateur. La reprise des contacts avec le monde capitaliste — Japon en tête — peut apporter à la Chine une bouffée d'oxygène dont le besoin est pressant, de même que l'arrivée massive et désordonnée des investisseurs de Taiwan, qui ont déjà injecté dans l'économie du continent plus de 1,5 milliard de dollars. La Fujian Bank a quant à elle été la première banque japonaise à annoncer, le 29 octobre également, la reprise de ses opérations en Chine avec un prêt à bas taux d'intérêt sur dix ans de 115 millions de dollars dans le secteur de l'aviation.

Mais les dirigeants de Pékin ne peuvent ignorer qu'à moins d'une reprise franche de la marche vers une économie de marché, les financements étrangers seront désormais assortis de conditions bien moins souples que par le passé, quand tous les investisseurs se bousculaient pour engager un pied dans la porte ouverte du pays-continuité ; quant à celui des cousins nationalistes, il s'est principalement porté, pour le moment, sur le recyclage des industries les moins performantes de l'île dans les provinces côtières. M. Li Peng s'en plaint à mots presque découverts quand il souligne que Pékin est bien moins intéressé par les « industries du type soleil couchant », c'est-à-dire celles qui ne sont plus compétitives sur l'île en raison de la hausse du coût de la main-d'œuvre, que par les industries de haute technologie à vocation exportatrice.

Dans l'incertitude de la succession à la tête du régime, il va falloir un grand sens de la persuasion aux responsables chinois pour convaincre les détenteurs du peu d'argent occidental laissé disponible par l'effondrement du bloc de l'Est et la crise du Golfe du bien-fondé de tout investissement chez eux.

FRANCIS DERON

## La Réserve Fédérale assouplit la politique monétaire américaine

Aux Etats-Unis, la Réserve fédérale a procédé lundi 29 octobre à un léger assouplissement de sa politique monétaire, en abaissant d'un quart de point le taux des fonds fédéraux (*federal funds*). Ce taux, celui auquel les banques se prêtent de l'argent entre elles à très court terme, a été ramené de 8 % à 7,75 %. Le taux des fonds fédéraux avait déjà été abaissé d'un quart de point en juillet dernier. Confrontées au ralentissement de l'activité économique, les autorités monétaires avaient promis un nouvel assouplissement, une fois signé l'accord budgétaire.

## CE MOIS-CI DANS

## CHALLENGES

LE PLUS EUROPEEN DES MAGAZINES DE L'ENTREPRISE

## OU GAGNER LE PLUS DANS LES ANNEES 90

Finis les dandys financiers, les princes du marketing, les rois de l'informatique. Aujourd'hui, ce sont les ténors commerciaux et les laborantins obscurs qui tiennent le haut du pavé.

UNE ANALYSE COMPLETE DU SALAIRE DES CADRES SECTEUR PAR SECTEUR, FONCTION PAR FONCTION

ET AUSSI :

LE RETOUR DE L'AXE  
Et si la colonne vertébrale du nouvel ordre économique mondial était un axe Berlin-Tokyo ?

EN VENTE PARTOUT 25 F

551 101 101











صكنا من الامم

## COMMUNICATION

Réalisateurs et producteurs tentent de dialoguer avec les industriels

### La télévision haute définition ne se fera pas sans les créateurs

La télévision haute définition est une chose trop importante pour la laisser aux seuls industriels et hommes politiques. La boutade résume les premières rencontres internationales de la haute définition, organisées les 26 et 27 octobre par l'association Imaginaire numérique dans le cadre du festival toulousain FAUST.

TOULOUSE

de notre envoyé spécial

Les industriels ne sont pas restés à l'écart des débats de FAUST. Le débat stratégique autour de la télévision haute définition ne pouvait être absent, alors que la compétition fait rage entre Japon et Europe, comme l'a rappelé le ministre français de l'Industrie M. Roger Fauroux. Mais la nouveauté de ces rencontres de Toulouse était ailleurs : dans la confrontation des points de vue entre créateurs, producteurs et diffuseurs d'images venus de trois continents, dont les métiers vont sans doute être bouleversés par les technologies de la haute définition (HD), même s'ils n'en sont pas les initiateurs.

Ils ne sont d'ailleurs pas les seuls à être concernés, car la haute définition ne se cantonne pas à la télévision du même nom. Comme le rappelle M. Jinji Matsuzaki, de la chaîne publique nipponne NHK, ces technologies sont déjà utilisées au Japon dans des musées, pour les trucs de cinéma, dans l'édition, dans des salles de spectacles ou des hôpitaux, par exemple pour enregistrer des opérations de chirurgie du cerveau. Le producteur américain Robin Willcourt, qui n'a pas oublié son passé de gynécologue, s'enflamme déjà à l'idée d'un enseignement médical enfin mondialement égalitaire, car affranchi, par l'image, des lourds « plateaux techniques » des hôpitaux de pays riches.

C'est bien l'économie de l'image dans son ensemble, au moins autant que celle des semi-conducteurs, qui sera affectée par l'avènement de la haute définition. En veut-on une preuve ? M. Joseph Flaherty, vice-président du réseau américain CBS, rappelle que les producteurs américains tirent de l'exportation près de 36 % de leurs 15,3 milliards de revenus ; en même temps, la distribution « chimique » de l'image a largement cédé le pas à la distribution « électronique » : les salles de cinéma ne rapportent plus à Hollywood que le quart de ses recettes, le reste provient des videocassettes, des télévisions payantes ou commerciales, etc. Ces deux ratios expliquent, selon M. Flaherty, l'importance cruciale d'aboutir à un standard de production de vidéo HD qui soit mondial ou, à tout le moins, convertible facilement dans les différents standards de diffusion.

#### Une arme contre Hollywood ?

Car, dans l'immédiat, remarque M. Flaherty, 90 % de la production télévisée américaine destinée aux heures de grande écoute continue de se faire sur pellicule 35 mm, comme pour le cinéma. Or « la domination de la pellicule 35 mm assure la domination d'Hollywood : la force future de l'Europe réside dans la production électronique », prophétise M. Flaherty.

herty en flattant habilement ses auditeurs.

L'Europe peut-elle trouver, là, une place entre les États-Unis, spécialisés dans les industries de programmes, et le Japon, concentré jusqu'à présent sur le matériel ? Sur son bureau, Peter Bögeis a un pense-bête qui lui rappelle constamment « software comes first » (les programmes sont prioritaires). Le très sérieux patron du programme Eureka 95 de télévision haute définition est pourtant un industriel, de chez Philips. Mais ce Néerlandais sait que la bataille qu'il mène ne se gagnera pas dans les seuls laboratoires. Elle se joue aussi dans les studios et les ateliers d'édition, là où germent idées et programmes.

#### Wenders et Greenaway avec les Japonais

Or la mobilisation européenne est encore faible en la matière. Les tournages se multiplient, mais manquent de toute la panoplie nécessaire à l'expression créative. La rareté des matériels, leur caractère de prototype, sont de lourds handicaps à l'émergence d'œuvres fortes. Il faudrait tout repenser, l'écriture des œuvres, la formation, et même la décoration, pour vraiment tirer parti de cet hybride qu'est la vidéo HD, et qui va rendre tout ce que nous tournons aujourd'hui en vidéo obsolète !, s'insurge Jacques Barsac, auteur du premier film français en norme européenne HD MAC.

Pour se faire entendre des industriels et des pouvoirs publics, une quarantaine de producteurs et

de réalisateurs français viennent de créer une association, baptisée Action HD. Ils réclament une « plate-forme » française de post-production, ouverte à tous ceux qui veulent expérimenter de nouvelles formes d'écriture visuelle et contribuer à améliorer, grâce à l'avis de praticiens, les matériels sortant de laboratoire.

Une telle plate-forme, qui verrait se mêler producteurs, créateurs, prestataires de la vidéo ou techniciens du cinéma, serait complémentaire des cours de vidéo HD rassemblés dans le groupement européen d'intérêt économique Vision 1250. Car leur calendrier, qui doit concilier promotion de la norme européenne et demandes des différents pays, les destine en priorité à la transmission d'événements (concerts, sports) grâce à plusieurs caméras et non à la fiction. L'objectif majeur des industriels reste la couverture en TVHD des Jeux olympiques de 1992.

Sans renier cet objectif symbolique, les industriels sont prêts maintenant à coopérer avec les créateurs de fiction. Faisant remarquer que Wenders ou Greenaway, des grands noms du cinéma européen, travaillaient avec du matériel japonais « non parce qu'ils veulent, mais parce qu'ils peuvent », M. Jacques Peskine, président de l'Union syndicale des producteurs audiovisuels, déclarait à Toulouse : « Le défi créatif a été sous-estimé. Une norme de production ne peut se développer que si des créateurs explorent ses possibilités. »

MICHEL COLONNA D'ISTRIA

## REPÈRES

### PUBLICITÉ

#### Réorganisation de Publicis-Conseil

M. Maurice Lévy, PDG de Publicis-Conseil, a annoncé le 26 octobre la nouvelle organisation du groupe publicitaire, décidée en accord avec son fondateur, M. Marcel Bleustein-Blanchet. Selon M. Lévy, « un danger sérieux menace aujourd'hui [la] profession : les meilleurs publicitaires sont absorbés par les tâches d'organisation ou de gestion ». Afin d'éviter cette dérive et permettre aux annonceurs de Publicis de bénéficier « sans partage » des talents les plus vifs, les plus vigoureux et les plus expérimentés du marché, M. Lévy a décidé de doter son groupe d'un « collège de managers-associés qui auront pour mission de suivre au plus haut niveau les clients de l'agence ».

#### Mme Tasca contre la publicité de distribution à la télévision

Interrogée par M. Louis de Broissia, député RPR de la Côte-d'Or et directeur général du quotidien de Dijon *Bien public*, Mme Catherine Tasca a réaffirmé récemment son opposition à l'éventuelle ouverture de la publicité télévisée à la grande

distribution, mesure réclamée par tous les opérateurs des chaînes privées. « Des consultations que j'ai pu avoir avec les professionnels concernés, a déclaré le ministre délégué à la communication, il ressort que les chaînes ne seraient nullement assurées d'un profit par cette mesure : on assisterait plutôt à un phénomène de substitution, en raison du volume limité accordé à la publicité à la télévision. »

« Cette mesure », a ajouté M. Tasca, constituerait en outre une agression contre les entreprises de presse, dont l'équilibre financier serait compromis au moment même où elles doivent consentir de gros efforts de modernisation. « Enfin, a conclu le ministre, on peut penser que ce serait aussi un coup porté au petit commerce, déjà menacé par l'extraordinaire expansion de la grande distribution. »

TF 1

#### Bernard Tapie ne vend plus

Après avoir affirmé, dans un entretien à l'Expansion, son intention de vendre tous les actifs de Bernard Tapie Finance, y compris 1,7 % des actions détenues dans TF 1, le chef d'entreprise a déclaré à Libération que « sa participation dans TF 1 n'est pas à vendre ». Et il précise : « La chaîne aura bien besoin que je sois à ses côtés dans la bagarre qui va avoir lieu avec la Cinq. Je suis même prêt à en acheter plus, mais Maxwell, aux dernières nouvelles, n'est plus vendeur. »

La volte-face de Bernard Tapie, comme celle de M. Robert Maxwell, s'explique sans doute par l'absence d'acquéreurs. Les actions de la Garantie mutuelle des fonctionnaires (GMF) mises en vente depuis l'été n'ont pas trouvé d'acheteurs, ni au sein du noyau dur ni à l'extérieur. Le gouvernement étudie la possibilité de faire sauter la barre de 25 % qui limite la participation au capital du groupe opérateur, ce qui permettrait à Bouygues, qui en a toujours exprimé le désir, de racheter les actions disponibles.

□ Mort de Nobutaka Shikanai, fondateur du groupe Fujii. — Nobutaka Shikanai, fondateur du groupe de communication Fujiankei, est mort, dimanche 28 octobre, à Tokyo, à l'âge de soixante-dix-huit ans. M. Shikanai faisait partie de ces patrons qui, comme Akio Morita (Sony) ou Soichiro Honda (Honda), ont rebâti le Japon après la seconde guerre mondiale.

## CARNET DU Monde

### Mariages

François-Régis BASTIDE et Béatrice CLERC ont le plaisir d'annoncer leur mariage, qui a été célébré dans l'intimité le 26 octobre 1990.

### Décès

Les obsèques de

#### Jean BARETS

seront célébrées mercredi 31 octobre 1990, à 10 h 30, en l'église Saint-Dominique.

182, rue de la Tombe-lainie, 75014 Paris.

[Né le 7 novembre 1921 à Biarritz, dans les Pyrénées-Orientales, Jean Baret, ingénieur diplômé de l'École d'organisation scientifique du travail, occupa des postes de responsabilité dans des sociétés d'ingénierie, du bâtiment et des travaux publics. Il créa en 1963 l'association Technique et démocratie, dont il fut le président jusqu'en 1970 et à laquelle participèrent des personnalités aussi diverses qu'Emmanuel d'Antier de La Vignerie, Jacques Dubaut, Jean Fourastié, Serge Halimi ou Louis Valadier. Son objectif était de favoriser le dialogue entre économistes, techniciens et politiques. Jean Baret était l'auteur d'un ouvrage technique sur le Bâtiment préfabriqué et de plusieurs livres d'intérêt général, dont le *Pal des politiques*.]

(Le Monde du 28 octobre.)

M. André Bouteiller, sa mère, M. Daniel Bouteiller son épouse Jérôme, Isabelle, Bruno et Emmanuel, ses enfants, M. Raphaël Bouteiller, son professeur Philippe Bouteiller, son épouse, et leur fille Alexandra, M. André-Claude Bouteiller, et son épouse, ses frères, belle-sœur et nièce, Les familles Bouteiller, Crecin, Nicolas et Michon,

ont la douleur de faire part du décès du

docteur Daniel BOUTELLER, ancien interne des hôpitaux de Paris, ex-chef de clinique à la faculté,

survenu à Paris, le 28 octobre 1990, dans sa soixante-troisième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 31 octobre, à 8 h 30, en l'église Saint-Roch, 296 bis, rue Saint-Honoré, Paris-1<sup>er</sup>, où l'on se réunira.

L'inhumation aura lieu au cimetière de La Roche-sur-Yon (Vendée).

Cet avis tient lieu de faire-part.

12, rue Sarrette, 75014 Paris.

— Zette Dayan, Daniel et Emmanuel Dayan, ses fils, Les familles Dayan, Bouskida, Fraichet et Abigolay, ont l'immeuble de douleur de faire part du décès de

Léon DAYAN, architecte DESA, cinquante-sept ans, arraché brutalement à l'amour de sa famille.

Les obsèques auront lieu mercredi 31 octobre 1990, à 9 h 45, au cimetière parisien de Bagneux.

On se réunira à l'entrée principale du cimetière.

M. Janine Alexandre-Debray, le docteur et M. Gilles Debray, Alysée et Mathieu Debray, M. Régis Debray, M. Georges-Debray et Laurence Debray, ont la douleur de faire part du décès de

Georges DEBRAY, chevalier de la Légion d'honneur, avocat honoraire à la cour d'appel de Paris, ancien membre du conseil de l'ordre, survenu le mardi 28 octobre 1990, à l'âge de quatre-vingt-un ans.

Selon sa volonté, il a été inhumé.

Une messe sera célébrée le samedi 24 novembre, à 11 heures, à l'église Saint-Thomas-d'Aquin, Paris-7<sup>e</sup>.

— Rennes. Pollestra. Dakar. Paris. Saint-Malo. Avignon.

M. Lucien Doussot, le docteur Anne Doussot-Lallemand, M. Daniel Doussot, M. Alain Doussot et M. Raymond Fichou, M. Claude-Anne Doussot et M. Patrick A. Laynaud, M. Guillaume Debray, le docteur et M. Yves Lallemand, ont fait part du décès du

docteur Henri DOUSSOT, psychiatre honoraire des Hôpitaux, chevalier de la Légion d'honneur, médaille militaire, croix de guerre 1939-1945, chevalier de l'Ordre national du Mérite, survenu à Rennes, le 26 octobre 1990, à l'âge de soixante-quatorze ans.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité familiale le mardi 30 octobre, au cimetière d'Ille-aux-Moines (Morbihan).

1, rue Anatole-Le-Braz, 35700 Rennes.

— Lyon. Saint-Etienne.

Les familles Devillard et Courbon Lafaye, Les Pères de la Compagnie de Jésus, font part du décès du

Père Joseph DEVILLARD S. J.,

le 23 octobre 1990, dans sa quatre-vingt-dix-septième année.

— M. Christiane Leenhardt, M. et M. Philippe Leenhardt, leurs enfants et petits-enfants, M. et M. Jean-Jacques Leenhardt et leurs enfants, M. et M. Jean-Jacques Chalmet et leurs filles, ont la douleur de faire part du décès de

M. Maxime LEENHARDT, né Francis Soubeyran,

le 27 octobre 1990.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale. Un service d'actions de grâce aura lieu au temple de la rue Bruys, à Montpellier, le mercredi 31 octobre, à 14 heures.

« Maintenant donc ces trois choses demeurent, la Foi, l'Espérance et l'Amour, mais la plus grande des trois c'est l'Amour. »

I Cor., XIII.

— Hyères. Paris. Castellon (Espagne).

M. Jacques Lemièrre, Marc et Alexandre, ses enfants, M. et M. André Lemièrre, M. Josette Sifz et ses enfants, M. et M. Raphaël Ballester-Ramos et leurs enfants, Toute la famille, parents et amis, ont la douleur de faire part du décès du

docteur Jacques LEMIERRE, chef de service d'anesthésie-réanimation du Centre hospitalier de Montbrison,

survenu le 27 octobre 1990, à l'âge de quarante-six ans.

Les obsèques ont eu lieu le lundi 29 octobre, en l'église d'Ecotay-Olme.

1, chemin des Sources, Ecotay-Olme, 42600 Montbrison.

— Eliane, Léon, Jacques, François et Pierre Libermann, ses enfants, et leurs familles, ont la tristesse d'annoncer le décès de leur père,

Jean LIBERMANN, magistrat honoraire,

le 26 octobre 1990, dans sa quatre-vingt-septième année.

Il a fait don de son corps à la faculté de médecine.

« Tu aimeras ton prochain comme toi-même. »

Levétique XIX, 18.

142, rue Jeanne-d'Arc, 80000 Amiens.

— Sa famille, ses amis, ses collègues, ont la tristesse de faire part du décès de

Michèle NOLLA, ethnologue, conservateur de l'écomusée de Saint-Nazaire.

Les obsèques ont eu lieu le 23 octobre 1990, à Cullès-les-Roches (Saône-et-Loire).

### CARNET DU MONDE

Renseignements : 40-65-29-94

Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques ..... 92 F

Aboements et actionnaires ..... 80 F

Communications diverses ..... 95 F

— Sa famille et ses amis, font part du décès de

Placide RAMBAUD, directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales,

entré dans la paix de Dieu le 28 octobre 1990.

L'inhumation aura lieu à Albret-Vieux (Savoie).

Une messe sera célébrée ultérieurement à Paris.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. Schmoll, ses enfants et petits-enfants, Toute la famille, ont la douleur de faire part de la disparition de

Jacques SCHMOLL,

décédé à l'âge de soixante-seize ans.

— M. Jean Sichére, son épouse, M. Marie-Claude Sichére, M. Bernard Sichére, ses enfants, ont la très grande tristesse de faire part du décès de

M. Jean SICHÈRE, née Madeleine Gardelle,

survenu à Paris, le 23 octobre 1990.

La cérémonie religieuse a été célébrée dans l'intimité familiale, suivant les vœux de la défunte.

47, rue Saint-Paul, 75004 Paris.

### Anniversaires

— A l'aube du 31 octobre 1987, ma chère épouse,

Raymonde BRIMBEUF, née Levy,

fermait les yeux pour la nuit éternelle.

Vous qui l'avez connue et aimée, souvenez-vous.

Communications diverses

— L'association Passages organise un dîner-débat sur le thème : « Les juifs et le socialisme », le 7 novembre, à 20 h 30, à l'Espace Héralut, 10, rue de la Harpe, Paris-5<sup>e</sup> (soirée 150 F). Réservations auprès de l'association : 45-86-30-02.

### Soutenances de thèses

— Université Lumière-Lyon-III : le lundi 5 novembre, à 9 h 30, salle du Conseil, 86, rue Pasteur. M. Alain Cussey : « Pédagogie de Comenius et système scolaire français et contemporain ».

— Université Paris-IX (Dauphine), le lundi 5 novembre, à 14 heures, salle D 320, M. Georgette Stefani-Meyer : « La diffusion de la presse quotidienne nationale à l'étranger : implications socio-économiques d'un échange linguistique ».

— Université Paris-I (Sorbonne), le mardi 6 novembre, à 10 h 30, salle C 22 04, centre Pierre-Mendès-France. M. Jean-Paul Marchal : « La gestion économique du risque environnemental majeur ».

— Université Paris-V (René-Descartes), le vendredi 9 novembre, à 14 h 30, salle 224, Sorbonne, galerie Claude-Bernard, escalier P, 1<sup>er</sup> étage, 1, rue Victor-Cabusin. M. Mahmoud Wourad : « Comparaison entre méthodes vectorielles autorégressives et méthodes markoviennes dans l'analyse de séries chronologiques multidimensionnelles ».

— Université Paris-VIII, le samedi 10 novembre, à 10 heures, salle G 201, M. Clive Pardue : « Méthodes d'étude de la langue de l'apprentissage d'une langue étrangère ».

— Ecole nationale des ponts et chaussées, le lundi 12 novembre, à 15 heures, 28, rue des Saints-Pères. M. Akli Haddak : « Contribution à l'étude de la théorie du contrôle aux dérivées partielles ».

GALERIES  
Lafayette

En raison de l'inventaire annuel  
le mercredi 31 octobre,  
nos magasins  
ouvriront leurs portes  
à 11 h à Haussmann  
et 13 h à Montparnasse.



## CONSEIL DE DIRECTION

## COMPÉTENCES DE MANAGER

Nos stratégies portent leurs fruits. Le développement et les projets qui en découlent nous amènent à créer, en 1990/91, vingt nouveaux postes de Consultants.

DIPLOMÉS D'UNE GRANDE ÉCOLE  
HEC, ESSEC, ESCP, X, Centrale, Mines, Ponts...

Expérimenté, vous avez, au cours de vos 3 à 7 ans de vie professionnelle, exercé des responsabilités d'encadrement dans le domaine industriel, financier, marketing ou commercial.  
Débutant, vous avez complété votre formation de base par une spécialisation en Gestion et/ou en Management.  
Dans tous les cas, vous êtes un homme ou une femme de réflexion et de méthode, à l'aise dans les contacts à haut niveau, capable de vous impliquer dans une stratégie et de conduire son application en animant et en mobilisant les équipes correspondantes.

La formation à nos métiers, le soutien méthodologique, l'assistance de l'encadrement d'EUREQUIP vous permettront de devenir rapidement opérationnel au sein d'un de nos Départements (Industrie, Banque et Assurance, Administration...).

Les réelles possibilités d'évolution ouvertes par notre développement et par celui du Groupe CGI dont nous sommes une filiale vous assureront une carrière conforme à vos qualités et à vos ambitions.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (une absolue confidentialité vous est assurée), sous la référence M/1, à Josiane GAUTIER.



EUREQUIP

19, rue Yves du Manoir - 92420 VAUGRESSON

GROUPE DE SOCIÉTÉS DE  
PRESTATIONS DE SERVICES,  
COTÉ EN BOURSE

recherche son

DIRECTEUR  
D'EXPLOITATION  
pour la Province

POSTE BASÉ :  
Région Parisienne, avec fréquents déplacements de courte durée dans une douzaine de villes de Province.

LE POSTE COMPORTE :  
LA DIRECTION D'UNE VINGTAINE D'UNITES DE GESTION décentralisées (environ 100 personnes au total)

LA FONCTION EXIGE :  
Le Sens des Relations Humaines et de l'Organisation, l'aptitude à négocier avec les Administrations, le Goût des Problèmes techniques et l'expérience.

LE POSTE CONVIENT :  
Particulièrement à un ingénieur de 45 à 50 ans, ayant exercé par exemple, des fonctions de Direction d'Agence d'une Entreprise du BTP et ayant une connaissance de l'immobilier.

Adresser C.V. + prétentions (Rél. : SP)  
S.L.P. PUBLICITE  
11, rue d'Uzès - 75002 PARIS  
(qui transmettra)

## BATIR UNE CELLULE ORGANISATION

Banque

Paris - Pour répondre à ses projets de développement, cette banque, filiale d'un des premiers groupes d'assurances français, crée une nouvelle équipe d'organiseurs. Les missions confiées couvriront tous les domaines de la banque et seront larges : analyse des procédures existantes et amélioration de la productivité des opérations traitées, étude des besoins de l'ensemble des directions de l'établissement et mise en place de solutions informatiques adaptées, suivi du changement et de l'organisation du travail. Ces postes sont proposés à des organisateurs expérimentés, âgés d'environ 30 ans et diplômés de grandes écoles (d'ingénieurs ou de commerce). La con-

naissance de l'environnement bancaire est un réel atout pour les candidats, au même titre que leur sens aigu de la négociation, leur esprit pragmatique et créatif, et leur capacité à rédiger des synthèses complètes. Ces premières missions sont un véritable tremplin vers des responsabilités d'encadrement au sein de l'équipe organisationnelle elle-même, de la banque, ou bien du groupe. Merci d'adresser votre dossier de candidature à J.P.H. VERON en précisant la référence A/F9769M - PA Consulting Group - 3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 40.33.79.74. (PA Minitel 36.15 code PA)

PA Consulting Group

HUMAN RESOURCES

Creating Business Advantage

## METZ

La ville de Metz

recrute

UN AGENT CONTRACTUEL  
EN ORGANISATION

Cet agent sera chargé :

- d'élaborer des principes et de mettre en place des systèmes de fonctionnement rationnel et adapté en fonction des besoins des différents services et des contraintes structurelles,
- d'organiser et d'optimiser les moyens mis en œuvre,
- d'animer et de coordonner les circuits de communication et d'information.

Les candidats à ce poste devront avoir une formation de 3<sup>e</sup> cycle de type E.N.S.A.M. PARIS (Ecole nationale supérieure des arts et métiers), université Paris-Dauphine, C.A.S.T. (Centre d'actualisation scientifique et technique) de Lyon.

Rémunération : 215 400 francs annuel + 13<sup>e</sup> mois

Les dossiers de candidature (curriculum vitae, photocopie du diplôme et photo d'identité) sont à adresser avant le 19 novembre 1990 à :

Monsieur le Maire de la ville de Metz

Service du personnel - Hôtel de ville - B.P. 1025 - 57036 METZ CEDEX 01.

Le centre hospitalier régional de Lille  
recrute

## 2 INGÉNIEURS EN ORGANISATION

— Leur mission principale sera d'assurer la conception ou la mise en place et le suivi des différents projets engagés.

— Les candidats auront :

- une formation initiale de gestion, type I.S.G., M.S.G. ou M.I.A.G.E. complétée soit :
- du diplôme « Mastère » de l'Institut d'études supérieures des techniques de l'organisation (Conservatoire national des arts et métiers) ou
- d'une expérience professionnelle d'au moins cinq ans dans les métiers de l'organisation (ingénieur conseil).

— Ils devront avoir un sens aigu de la communication et être à même :

- D'ASSURER :  
— l'apport méthodologique dans la conduite de projet  
— formation et information sur les savoir-faire dans les techniques d'organisation.
- DE S'INTÉGRER : à des équipes pluridisciplinaires.

— La rémunération sera de 180 KF/an.

Les candidatures sont à adresser à :

Centre hospitalier régional de Lille

Direction des ressources humaines

2, avenue Oscar-Lambert, 59637 Lille Cedex.

EGOR  
RESSOURCES  
HUMAINES

## CONSULTANT

Structure de diversification d'un des plus grands Groupes Européens de Conseil, EGOR FORMATION a pour vocation de former l'encadrement des Entreprises aux méthodes les plus modernes de Recrutement, d'Appréciation de la Performance et de Management.  
Agé d'environ 30 ans, vous êtes Psychologue et avez acquis une expérience significative de la formation, de l'organisation des séminaires et de l'animation des groupes.  
Comme nous, vous pensez que la gestion des ressources humaines est un soulagement des dirigeants d'entreprise et qu'il faut répondre en Spécialiste à leur demande. Si en plus vous savez réfléchir, concevoir tout en privilégiant l'action, nous vous proposons :

- la notoriété de notre Groupe
- la qualité de nos produits et nos perspectives de développement
- la richesse de la mission proposée au sein d'une équipe créative et dynamique.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous la référence M 132700 CR à Gérard MAECHLING :

EGOR FORMATION

63, rue de Pontieu - 75008 PARIS

EGOR

PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE

BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPAÑA ITALIA NEDERLAND PORTUGAL SVERIGEN UNITED KINGDOM

VILLE IMPORTANTE BANLIEUE PARISIENNE (EST)

recrute

## RESPONSABLE

Secteur relations internationales

Connaissance anglais, allemand indispensable  
Niveau Bac + 2 ou Bac + 3

Adresser candidature et CV sous n° 8177

Le Monde Publicité, 5, rue de Montessuy, Paris 7<sup>e</sup>

## LE MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR (SIRP)

recrute

Spécialiste en Technique  
de Communication

Expérience professionnelle souhaitée.  
Rémunération niveau cadre (A) fonction publique.

Adresser candidature et CV :

SIRP, 1 bis, Place des Saussaies - Paris-8<sup>e</sup>

Limite 10 NOVEMBRE 1990.

Nous sommes une P.M.E. à taille humaine (CA 100 MF) filiale d'un grand groupe industriel français, à forte croissance.

Nos produits (composants pour l'industrie et l'électronique) sont reconnus dans le monde entier.

Nous recherchons, dans le cadre de notre redéploiement :

UN RESPONSABLE DE PROJET  
PARIS-EST

La mission : mener à bien l'élaboration et la mise en œuvre de projets de développement industriel et commercial.  
En relation directe avec le PDG, le poste est appelé à évoluer, rapidement, vers une direction opérationnelle.

Si vous avez :

- entre 25 et 32 ans environ ;
- une formation supérieure (ingénieur ou école de commerce) ;
- la pratique de l'anglais courant ;
- un tempérament opérationnel.

Envoyez-nous votre dossier de candidature (lettre, C.V., photo et rémunération actuelle) sous n° 8112  
Le Monde Publicité - 5, rue de Montessuy - 75007 Paris.

CENTRE DE DOCUMENTATION  
RECHERCHE

## TECHNICIEN DOCUMENTALISTE

Chargé des actions liées à la demande de documents en France et à l'étranger :

Identifier les documents, rechercher les sources d'approvisionnement, préparer, mettre en forme, mémoriser et passer les commandes.  
Formation : Bac A + DUT Doc (ou Bac C, D ou E), motivé par les outils informatiques et micro-informatiques, connaissances de l'anglais lu.

Envoyer C.V. et prétentions à n° 33 939, Centrale d'annonces, 121, rue Réaumur, 75002 Paris (qui transmettra).

Professionnel  
des ressources  
humaines

... pour magicien

3655 0000  
EURODISNEY

## Jeune chargé de

15, rue Cassini

INSTITUT FRANÇAIS DE RECHERCHE  
POUR LE DÉVELOPPEMENT

O.F.S.O.M.

recrute par voie de concours  
pour ses programmes nationaux  
29 DIRECTEURS DE RECHERCHE  
1 CHARGÉ DE RECHERCHE  
24 CHARGES DE RECHERCHE

Les postes sont :  
— pourvoir dans les domaines suivants :  
GÉOLOGIE, GÉOPHYSIQUE,  
HYDROLOGIE, PÉDOLOGIE,  
SCIENCES DU MONDE VÉGÉTAL,  
SCIENCES BIOLOGIQUES ET BIOCHIMIE,  
SCIENCES SOCIALES

Toute information complémentaire peut être obtenue à :

L'ORSTOM : 213, rue La Boétie

Les dossiers d'inscription sont disponibles à :

La clôture des inscriptions est fixée au :

5000 من الامم



هكذا من الاصل

REPRODUCTION INTERDITE

... Le Monde • Mercredi 31 octobre 1990 27

## Le Monde *des* Cadres

### Professionnel des ressources humaines

... et un peu magicien ?

Au printemps 1992, Euro Disneyland ouvrira ses portes : 5 "pays", avec 29 attractions, des boutiques, des restaurants... mais aussi un centre de villégiature composé de 6 hôtels (5 200 chambres), de tennis, de piscines, d'une piscine, de clubs de remise en forme...  
Notre département "Real Estate" réunit une équipe de professionnels qui assurent le développement immobilier du projet jusqu'en 2017 pour faire d'Euro Disneyland le plus grand complexe de loisirs d'Europe. Dès aujourd'hui, entrez au royaume du rêve en devenant le Responsable des Ressources Humaines de ce département (120 personnes).  
Du recrutement à la gestion des carrières, de la formation aux relations avec les délégations du personnel jusqu'à l'administration, vous intervenez de A à Z dans une mission riche et variée. Vous réussirez parce que votre expérience de 5 à 7 ans (par exemple en tant que Chef du personnel, si possible dans le domaine du BTP) vous a permis de maîtriser les différents aspects de la fonction et de bien connaître la législation du travail. Évaluant au sein d'équipes internationales, dans un département totalement autonome, la pratique de l'anglais est indispensable. La connaissance du milieu anglo-saxon est plus particulièrement appréciée.

Merci d'adresser votre candidature sous référence RE/0164/M à Euro Disneyland, Service Recrutement, BP 110, 94350 Villiers-sur-Marne.

3615 emplois  
EURODISNEY



Euro Disneyland S.C.A.

les professionnels de l'imagination

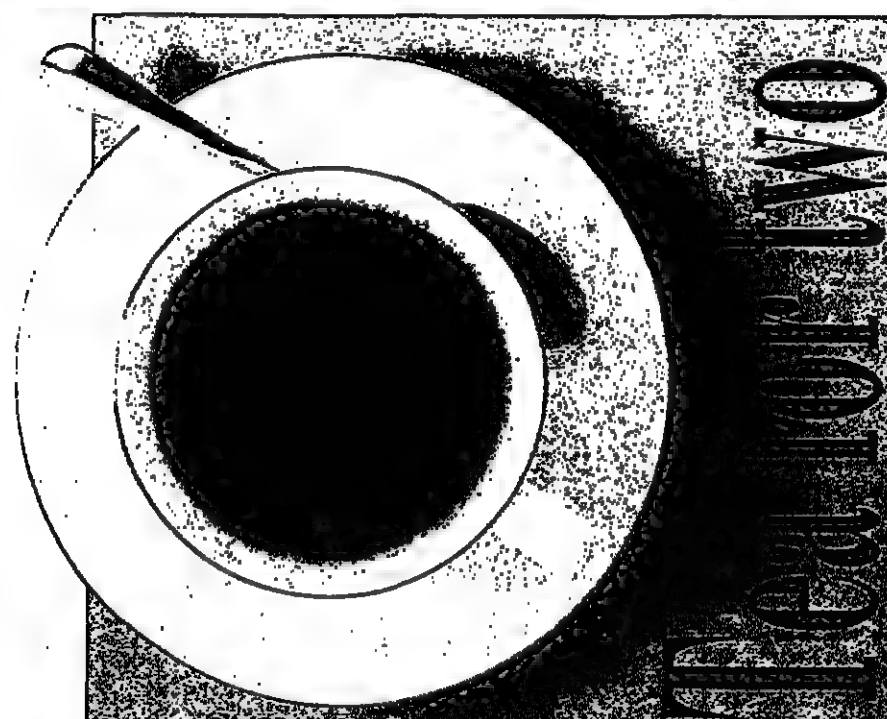
### Chez un leader mondial Développer une politique de recrutement Lui assurer un rôle clé dans les stratégies de développement



Leader mondial dans le domaine des matériaux de construction avec un CA de 35 milliards et un effectif de 33.000 personnes et de nombreuses implantations à l'étranger.  
Au niveau du groupe, notre service Recrutement fait partie d'une des équipes de Direction et est étroitement associée à la gestion des carrières. Sa mission est de permettre au groupe de disposer des meilleures opportunités en France et à l'étranger par :  
- des actions systématiques de communication avec les Grandes Ecoles et Universités à l'échelon mondial, et une "veille" constante permettant de disposer d'une information efficace dans tous les domaines du marché du travail international ;  
- des recrutements "omni" : politique de stagiaires, par contrats, ... ;  
- des interventions directes concernant en particulier pour les postes de haut niveau et les postes internationaux ;  
- un rôle de conseil auprès des opérationnels pour assurer la qualité et la cohérence des recrutements.  
Pour remplir cette mission, nous recherchons un candidat de fort potentiel, diplômé d'une grande Ecole, ayant 5 ans d'expérience réussie dans le recrutement de cadres, capable d'intervenir aussi bien en France qu'à l'étranger.  
Son sens de l'anticipation, sa perspicacité, ses qualités de communication lui permettront d'être reconnu comme un interlocuteur avisé dans des contacts à haut niveau, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du groupe.  
Maîtrise de l'anglais indispensable (seconde langue européenne souhaitée).  
Larges perspectives d'évolution de carrière. — Poste à Paris.  
Ecrire sous réf. 44 A 2002-OM - Discretion absolue.

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



1988 : Création de Darjeeling. Lancement du jeu de société "Les Dents de la Pub".  
1990 : Grand Prix Stratégies de la publicité de recrutement pour Matra  
1991 : A vous de jouer !

#### Profil directeur de clientèle

Chef de groupe ou chef de publicité confirmé, vous avez une solide expérience dans la communication de recrutement.

#### Chef de publicité débutant

Diplômé de l'enseignement supérieur (sciences Po, école de commerce...) vous souhaitez entrer en communication.

Aptitudes au conseil, disponibilité, efficacité, créativité sont les qualités majeures que vous mettrez en œuvre dans la gestion de budgets clés. Pour nous rencontrer adressez-nous votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et prétentions).



Agence conseil en communication • 54, rue Beaubourg 75003 Paris

### Promouvoir la communication au sein de notre profession

C'est la mission que propose notre important groupe international, leader dans son domaine d'activité à un :

### Jeune chargé de communication

Vous définirez, en liaison avec votre Responsable, le plan de communication adapté au public dont vous aurez la charge.

Vous piloterez la réalisation des différents supports d'information que vous aurez à faire évoluer, superviserez les travaux confiés à des pigistes et rédigerez certains articles.

Vous participerez à l'organisation de nos manifestations et coordonnerez la conception de diverses plaquettes ou films.

Diplômé d'études supérieures (3ème cycle en communication, CELSA, Ecoles de Gestion...) une première expérience professionnelle vous a permis de bien maîtriser tous les aspects de cette fonction exigeante. Pragmatique et efficace, vous saurez, de façon autonome, mener à bien les missions qui vous seront attribuées.

La diversité de nos activités offrira, à un candidat de valeur, d'intéressantes perspectives d'évolution.

Merci d'adresser lettre de motivation, CV, photo et prétentions, sous réf. P 135 LM, à notre conseil KER, qui traitera votre dossier en toute confidentialité.

15, rue Daumier 75016 Paris

CONSEIL EN GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

### INSTITUT FRANÇAIS DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE POUR LE DÉVELOPPEMENT EN COOPÉRATION



recrute par voie de concours (femmes et hommes)  
pour ses programmes scientifiques à l'étranger (toutes régions)

29 DIRECTEURS DE RECHERCHE de 2<sup>e</sup> classe

1 CHARGÉ DE RECHERCHE de 1<sup>re</sup> classe

24 CHARGÉS DE RECHERCHE de 2<sup>e</sup> classe

Les postes sont à pourvoir dans les domaines scientifiques suivants :

GÉOLOGIE, GÉOPHYSIQUE ;  
HYDROLOGIE, PÉDOLOGIE ;  
SCIENCES DU MONDE VÉGÉTAL ;  
SCIENCES BIOLOGIQUES ET BIOCHIMIQUES APPLIQUÉES À L'HOMME ;  
SCIENCES SOCIALES.

Toute information complémentaire peut être obtenue auprès du bureau des concours de :

L'ORSTOM : 213, rue La Fayette, 75010 PARIS. Tél. : 48-03-77-83.

Les dossiers d'inscription peuvent être retirés à la même adresse.

La clôture des inscriptions est fixée au 3 DÉCEMBRE 1990, à 17 heures.

COMPAGNIE D'ASSURANCES - BRANCHE GROUPE, leader sur son marché recherche son :

### Responsable Etudes de Marché

Rattaché au département marketing, il est chargé de collecter par tous moyens adéquats (enquêtes, sondages, recoupements) toutes les informations quantitatives et qualitatives concernant le marché et son environnement.

Il participe au développement des axes stratégiques marketing et gère un service hautement spécialisé.

Agé d'une trentaine d'années, le candidat possède une formation supérieure (grande école commerciale et/ou diplôme de statistique) et une première expérience de l'organisation d'un service études, de préférence en secteur assurances collectives, banque, finance...

Très organisé, excellent en statistique et informatique, objectif et rigoureux, le candidat est aussi un créatif, bon manager et interlocuteur efficace des services internes de la branche (documentation, actuariat, commercial...). Il mène des études ponctuelles et surtout à moyen terme.

Ce poste passionnant bénéficie d'une réelle autonomie et de conditions motivantes dans une équipe dynamique.



Si vous vous reconnaissez dans ce profil envoyez sous réf. 200 I, CV, photo et lettre à notre Conseil : B. FOURRIER, NINTA, 30 rue du Faubourg Montmartre, 75009 PARIS qui traitera confidentiellement votre dossier.



### Responsable de l'image de Chrysler en France.

C'est une jeune équipe, très motivée et performante qui a lancé Chrysler en France avec succès : déjà plus de 5.000 voitures en 1990. Elle s'appuie sur toute la dynamique de SONAUTO (2,5 milliards de francs de C.A., 500 personnes).

La création d'un poste de responsable des relations publiques permettra d'être encore plus présent auprès de la presse, dans le montage d'événements, les opérations de promotion...

A 30 ans, vous avez acquis l'assurance que donnent plusieurs années d'expérience dans la création d'événements, les relations presse, la promotion... Vous parlez anglais et vous souhaitez prendre votre part de succès. Alors écrivez à Brigitte Thureau, cabinet Sirca, 140, Bd Haussmann 75008 Paris, sous la référence 217 260 LM.



Paris-Lyon-Madrid-Lisbonne

Membre de Syntec

GROUPE DE SOCIÉTÉS DE  
PRESTATIONS DE SERVICES,  
COTE EN BOURSE

recherche son

### DIRECTEUR D'EXPLOITATION pour la Province

POSTE BASE

Angoulême, 150 km de Bordeaux, déplacements de 100 km par semaine, 100 km de Paris, 100 km de Bordeaux.

LE POSTE COMPORTE

LA CONCEPTION, LA MISE EN ŒUVRE D'UNITÉS DE GESTION, LA GESTION DES RESSOURCES HUMAINES, LA GESTION DES RESSOURCES FINANCIÈRES, LA GESTION DES RESSOURCES MATÉRIELLES.

LA FONCTION EXIGE

Le sens des responsabilités, l'organisation, l'aptitude à travailler avec les Administrations, le goût des relations humaines et l'expérience.

LE POSTE CONVIENT À :

Particulièrement à un ingénieur de 45 à 50 ans, ayant une expérience de 10 à 15 ans dans la gestion d'unités de gestion, la gestion des ressources humaines, la gestion des ressources financières, la gestion des ressources matérielles.

Adressez CV - Prétentions (Ref. SP)  
S.A. P. PUBLICITE  
10, rue de la République  
75001 PARIS

La ville de Metz

ANT CONTRACTUEL  
ORGANISATION

UN RESPONSABLE DE PROJET  
PARIS-OUEST

TECHNICIEN DOCUMENTALISTE



# Le Monde *des* Cadres

REPRODUCTION INTERDITE

Importante société métallurgique et minière (2800 personnes), dont le siège est situé à Paris Montparnasse, et les unités de production en Outre Mer et en métropole recherche :

## ADJOINT AU DIRECTEUR DES RELATIONS HUMAINES DU GROUPE (H/F)

- De formation Bac + 5, option ressources humaines, vous avez une première expérience (3 à 5 ans) dans la fonction, de préférence acquise en milieu industriel.
- Vous serez directement responsable de la gestion du personnel du siège (recrutement des collaborateurs, gestion prévisionnelle, formation...)
- Vous superviserez le système informatisé de gestion de la paie (avec l'aide d'un collaborateur)
- Vous assurerez la préparation des réunions du Comité d'établissement, de la commission formation, des délégués du personnel...
- Avec le Directeur des Relations Humaines, vous participerez aux relations fonctionnelles avec les filiales et établissements du groupe, au recrutement et à la gestion des cadres.
- Vous préparerez les réunions du CCE et de différents comités et assurerez diverses études en matière de prévoyance, retraite, gestion prévisionnelle des cadres...

Si vous possédez le profil recherché, merci d'envoyer lettre manuscrite, CV sous référence 4416 à SERIFO, 47 bis avenue Bouquet, 75007 PARIS.



Membre de Syntec

## Conseil en Ressources Humaines CHARGÉE DE RECHERCHE Paris 8ème

Le groupe EGOR, leader européen dans la recherche de cadres et dirigeants, crée un nouveau poste de Chargée de recherche pour son département Prestige et Création.

En étroite collaboration avec les consultants, elle définit les axes de recherche, identifie les candidats potentiels et effectue la présélection. Ces actions impliquent d'établir de nombreux contacts téléphoniques, d'effectuer des recherches documentaires et d'entretenir des relations avec les Ecoles et Associations professionnelles.

Pour ce poste à responsabilité, nous recherchons une candidate de formation commerciale supérieure, débutante ou ayant acquis une première expérience.

Esprit d'initiative, autonomie, aisance relationnelle, ténacité et capacité d'organisation sont les atouts indispensables pour réussir dans cette fonction.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous la référence M 122700 CS à :

EGOR PRESTIGE ET CREATION  
8, rue de Berri - 75008 PARIS

EGOR

PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE  
BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA NEDERLAND PORTUGAL SWEDEEN UNITED KINGDOM

## PARFRANCE ANNONCES

Nous sommes spécialisés dans la publicité de recrutement et recherchons (H/F) pour faire face à notre développement

## CHEF DE PUBLICITE SENIOR

Réf. A

## CHEF DE PUBLICITE JUNIOR

Réf. B

Pour assister et conseiller les directions du personnel des entreprises, le conseil médical, l'élaboration, la rédaction, la mise en forme et le suivi des annonces. Il est nécessaire de posséder une très bonne culture générale, des connaissances graphiques, une facilité de rédaction et le goût des contacts humains. Une expérience dans la profession est indispensable.

Adresser CV, photo et prêt, sous réf. choisie à Guy Benati - 13 rue Charles Lecocq 75015 Paris.

## Animateur économique

### Sud-Ouest

La Chambre de Commerce et d'Industrie d'un département du SUD-OUEST est maître d'ouvrage d'un projet de développement économique local.

Elle souhaite confier la responsabilité "terrain" de cette mission à un

### ANIMATEUR ECONOMIQUE, véritable DEVELOPPEUR de PROJETS.

Homme ou femme de contacts et de négociations, il devra gérer et finaliser des projets d'implantations d'entreprises nouvelles, spontanées ou qu'il aura suscitées par son action relationnelle et de prospection.

Ce poste concerne des candidats ayant une solide culture d'entreprise et générale, à fort potentiel commercial et convivial. Pragmatiques et réalisateurs, ils sont autonomes et disponibles. Ils parlent anglais.

Merci d'adresser votre dossier (lettre manuscrite, CV, prétentions) sous référence : C 90-80, à notre conseil : J.P. ABRAMOVITCH CAPFOR GRAND SUD-OUEST, "La Maisons des Lois", BP 1137 31036 TOULOUSE Cedex.

Informations Minitel : 3615 code CAPFOR

CAPFOR

PARIS - AIX - MARSEILLE - ANGERS - BORDEAUX - BREST - CLERMONT-FERRAND - LYON - NANTES - NICE - NOY - QUIMPER - RENNES - ROUEN - STRASBOURG - TOULOUSE - TOURS

## LE DÉPARTEMENT DES YVELINES

recrute

### Son DIRECTEUR DE L'AMÉNAGEMENT et de l'URBANISME TITULAIRE ou CONTRACTUEL

Il sera plus particulièrement chargé des missions suivantes : Urbanisme : P.O.S., S.D.A.U., rapports avec le CAUE, E.N.S., Z.N.E et le F.D.A.F.

Aménagement : traitement des résidus urbains et carrières.

#### PROFIL

Niveau bac + 4 ou fonctionnaire de catégorie A  
Aptitude à l'encadrement  
Rigueur et méthode  
Expérience similaire  
Rémunération suivant situation statutaire + primes et avantages sociaux.

Adresser candidature manuscrite et CV avec photographie à : Monsieur le Président du Conseil Général

Direction des ressources humaines  
2, place André-Mignot, 78012 Versailles Cedex.

Pour tous renseignements complémentaires, contacter la Direction générale des services du département au : 39-02-78-78, poste 32-50.

M. Michel DELAMARE, directeur des ressources humaines.

## Groupe promotion immobilière EXPANSION RAPIDE RECHERCHE UN

### Responsable de programmes

Confirmé 30/35 ans

Formation : I.E.P., E.S.C., SCIENCES ECO + IAE ou équivalent.

Poste basé à Paris - 3 ans d'expérience minimum. Salaire motivant - Possibilité d'évolution rapide pour Candidat de valeur.

Envoyer C.V. + photo + prétentions sous réf./252 à MGC, 38 rue de Villiers, 92532 LEVALLOIS-PERRET qui transmettra.



SCET IMPORTANTE FILIALE DE LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS RECRUTE

### CHARGÉ DE MISSION POUR LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

d'une ville moyenne de l'Ouest (proche du Mans). Bac + 4 : économie, gestion, aménagement du territoire ou similaire, le candidat aura une bonne connaissance du milieu de l'entreprise et des collectivités territoriales. Première expérience semblable souhaitée. Créativité, sens des relations publiques, qualités d'animateur.

Candidature et CV sont à adresser sous n° 8119  
Le Monde Publicité, 5, rue de Montessuy - 75007 Paris

## CONSULTANT

Vous avez la trentaine et vous voulez devenir Consultant

Attiré par la diversité des problèmes, vous savez les aborder avec une intelligence aiguisée. Avec un diplôme d'une Grande Ecole d'ingénieurs, et une première expérience industrielle réussie, vous disposez d'une forte puissance de travail et d'une bonne capacité de persuasion.

Notre Cabinet, membre de Syntec, possède une réputation de premier ordre et peut vous permettre d'évoluer rapidement vers un poste de responsabilité, comprenant de larges initiatives et une réelle autonomie dans l'action.

Nos bureaux sont à Paris et Lyon. Votre domicile est en France.

La rémunération que nous vous proposons sera très attractive, à la mesure de votre potentiel et de votre ambition professionnelle.

Si vous souhaitez rejoindre notre équipe, écrivez à AXIAL, s/réf. 5723, 27 rue Talbot, 75005 Paris, en adressant lettre manuscrite, C.V. et photo. Votre dossier sera examiné de façon confidentielle.

### Un organisme privé parisien CHERCHE UN ECONOMISTE

qui sera chargé de suivre et d'étudier une branche de l'économie mondiale, d'effectuer des analyses statistiques et d'informer les professions concernées.

IL EST INDISPENSABLE D'AVOIR :

- une formation supérieure orientée vers l'économie et, si possible, les statistiques ;
- une excellente maîtrise de l'anglais ;
- de bonnes capacités de rédaction et d'expression orale ;
- une expérience de la micro-informatique.

Une première expérience est souhaitée, mais les candidatures de débutants à fort potentiel pourront être examinées.

Les candidatures (lettre manuscrite, C.V., photo, rémunération actuelle) devront être adressées sous n° 8116, LE MONDE PUBLICITE, 5, rue de Montessuy, 75007 PARIS

PAS FRILEUSE À LILLE...  
EUROPÉENNE À STRASBOURG...  
MORDANTE À LYON...

INÉDITE À NANTES !



CONTESSE GRAND-OUEST

Agence spécialisée en communication de recrutement

Parce que chaque région est unique

44 rue de Strasbourg - 44000 NANTES  
Tél. 16-40.35.41.00. - Fax. 16-40.35.47.23.

## Société de Communication et d'Édition

recrute

### SON FUTUR CHEF DU SERVICE ANALYSE DE PRESSE

Il aura en charge la coordination et l'animation d'une équipe chargée de sélectionner dans l'ensemble de la Presse nationale les extraits destinés aux abonnés.

Poste stable et d'avenir dans un secteur en développement. Convierait à un(e) candidat(e) actif et disposant d'une grande disponibilité. Sens de l'organisation, de la gestion et du commandement ainsi qu'une expérience relationnelle et commerciale positive de plusieurs années indispensables.

Adresser CV + photo sous n° 8111  
Le Monde Publicité, 5, rue de Montessuy - 75007 Paris

## Le « Centre national d'enseignement professionnel notarial » (C.N.E.P.N.)

11 bis, rue d'Edimbourg, 75008 Paris  
Tél. : 43-87-44-07 - FAX : 43-87-23-76

recherche

### • SON DIRECTEUR

- très bon administrateur, formation juridique souhaitée, âge : 40 à 45 ans environ, salaire annuel net : 350 000 F.

### • ATTACHÉ(e) DE DIRECTION

- ayant expérience de quelques années, formation juridique souhaitée, âge : 30/35 ans environ, salaire annuel net : 240 000 F.

Adresser candidature avec C.V. au centre national.

## BUREAU D'ÉTUDE et de DÉVELOPPEMENT LOCAL

intervient en milieu rural

RECHERCHE

### 2 CONSULTANTS ASSOCIÉS

spécialisés dans l'étude et le montage de :

- (1) PROJETS TOURISTIQUES
- (2) PROJETS INDUSTRIELS

Hommes de terrain, habitués aux contacts, ils ont une expérience réussie de 5 ans au moins en cabinet.

Envoyer lettre + CV + prétentions à I.D.E.L. S.A., 83, rue Léon-Frot, 75011 Paris

## Savez-vous combien l'assurance recrute chaque année de cadres et de jeunes diplômés ?

Quelle que soit votre formation, vous devez vous informer sur les nombreux débouchés offerts par le monde très diversifié de l'Assurance. Chaque année, les Sociétés d'Assurance recrutent des juristes, des statisticiens, des comptables, des commerciaux, des médecins, des ingénieurs, des architectes et de nombreux diplômés d'autres filières.

Si vous aimez les contacts, le dialogue, vous pouvez développer et enrichir vos connaissances actuelles en devenant un spécialiste de pointe. Intégré à une équipe pluridisciplinaire de haut niveau, en évolution permanente. Des responsabilités importantes vous attendent à terme.

Découvrez les 50 Métiers porteurs de l'Assurance. Pour un Risk Manager, un Audit, un Assureur International, un Souscripteur, un Courtier, un Agent Général, un Rédacteur Gestionnaire, quelles sont les perspectives de carrière ? Quels sont les métiers de l'Informatique dans l'Assurance ? Venez vous renseigner et rencontrer les Responsables des plus grandes sociétés : GAN, CNP, Groupe Victoire, AGE, AXA, GPA, PFA, La France, Les Mutuelles du Mans, Groupama, Eagle Star Vie, FFSA, Lloyd Continental...

### "PASSEPORT POUR L'ASSURANCE"

LE PREMIER FORUM

DES 50 MÉTIERS DE L'ASSURANCE

LE 23 NOVEMBRE 1990 DE 10 H A 21 H

LE 24 NOVEMBRE 1990 DE 10 H A 17 H

AU CNIT - PARIS LA DÉFENSE

RER LIGNE A - ARRÊT LA DÉFENSE - PARKING CNIT

ENTRÉE GRATUITE



A. E.

L'ARGUS

Le Monde

1501 من الامم



صدا من الاصل

Le Monde **Cadres**

# Responsable communication

**Vous agirez en véritable prestataire de services**

Nous sommes un groupe de services, 1200 personnes, basé à PARIS SUD. Aujourd'hui nous recherchons un

Vous souhaitez évoluer vers des fonctions d'animateur d'équipe, vous aimez et vous savez concevoir, rédiger et convaincre.

Vous avez une trentaine d'années et votre expérience d'environ 5 ans, dans le domaine des techniques de communication renforce votre formation (BAC + 4 ou plus).

Nous vous confierons alors la conception des supports de communication. Pour cela, vous serez en étroite relation avec les différents responsables de service.

L'équipe que vous dirigerez (5 personnes) vous assistera dans la réalisation des projets liés soit à la communication des diverses entreprises du groupe, soit à la documentation (Revue de presse...).

Envoyez CV + lettre manuscrite, photo et prétentions sous réf. 5077 à : RSCG CARRIERES, 2, rue Rouget de Lisle, 92130 ISSY-LES-MOULINEAUX.

Le Monde **Fonction Commerciale**

# CHEF DE PRODUIT GRAND EXPORT

Grâce à une formation Ecole de Commerce (Option internationale) et à une expérience de 2 à 3 ans de Marketing de Produits de grande consommation ou de Chef de Produit Export, vous maîtrisez les techniques du marketing et avez une première expérience de la Grande Exportation.

Au sein d'une équipe marketing dynamique, nous vous confierons l'étude et la mise en œuvre des actions permettant d'assurer le développement et la rentabilité de nos produits et de nos marques sur la zone Grand Export.

Vous parlez couramment anglais et êtes disponible pour les déplacements assez fréquents à l'étranger.

Adressez-vous CV, lettre de candidature et prétentions aux Fromageries BEL Service du Personnel - B.P. 292.08 - PARIS CEDEX 08 - sous réf. GJ/AMR.

**GROUPE BEL**  
6.2 milliards de CA  
6 200 personnes  
recherche pour sa Division  
INTERNATIONAL EXPORT

**LA VACHE QUI RIT - BONBEL - BABYBEL - KIRI**

Dans le cadre du dispositif de **DÉVELOPPEMENT SOCIAL ET URBAIN DE LA PIERRE COLLINET A MEAUX-77** Il est procédé au recrutement :

**D'UN CHARGÉ DE MISSION**  
(création de poste)  
Animation du Secteur Adolescents  
DEFA ou équivalent ou DSTS + 5 ans d'expérience

**D'UN(E) DIRECTEUR(ICE)**  
du Centre Social  
Gestion de l'Équipement de quartier  
Animation globale et Coordination  
DEFA ou équivalent + 5 ans d'expérience

**D'UN GESTIONNAIRE**  
d'une structure hôtelière (48 chambres)  
dans une démarche d'insertion (création de poste)

**D'UN(E) ADJOINT(E) AU DIRECTEUR**  
de la Régie du quartier Collinet-Services  
(création de poste)

Les candidats devront être très motivés par un projet collectif de Développement Social et Économique. Ils intégreront l'équipe interpartenaire existante.

Envoyer vos candidatures à : M<sup>me</sup> Michèle Zerbib, chef du projet DSU, Hôtel de Ville, 77100 MEAUX.

**AGENCE DE VOYAGES INCENTIVE PARIS**  
cherche commercial expérimenté pour vente produits de stimulation et tourisme d'affaires.  
C.V. + photo : AIRCOM 93, rue de Montreuil Paris (93)

**« 50 MILLIONS DE CONSOMMATEURS »**  
recherche pour ses nombreux clients

**un(e) secrétaire de rédaction**  
Expérience acquise 5 ans minimum  
Envoyer lettre de candidature, C.V., photo et prétentions à : L'INSTITUT NATIONAL DE LA CONSOMMATION 80, rue Lavoisier 75732 Paris Cedex 18.

**ATTACHÉ**  
selon conditions

Mission : vous la responsabilité du D.S.T., il sera chargé de l'organisation et du suivi des affaires administratives et financières des services techniques. Profil : de formation juridique, la rigueur, le sens de l'organisation et la capacité à l'encadrement seront ses principales qualités.

Adressez candidature + C.V. détaillé à : Monsieur le Maire, 18, rue de l'Église, 91240 St-Michel-sur-Orge

**RECHERCHE**  
PME MONGASQUE en plein développement, rech. son D.S. pour passer vitesse supérieure. HEC, Sup. de co. ou équivalent. Env. c.v. + photo à : L'AG 5, rue de Montreuil, 75007 PARIS.

Lycée privé sous contrat d'association de la France cherche

**AGRÉGÉ(E) DE MATHS et AGRÉGÉ(E) DE SCIENCES PHYSIQUES**  
pour ouverture mardi sup. pour ouverture mardi sup. Tél. : 67-92-01-11.

**TÉLÉVISION LOCALE SUD DE LA FRANCE**  
recherche pour son journal quotidien

**JOURNALISTE REPORTER D'IMAGES**  
URGENT

Envoyer lettre manuscrite et C.V. sous n° 8114 à : Le Monde Publicité, 5, rue de Montreuil, 75007 Paris.

**L'ADDIM 74**  
18, avenue de Trébeu 94000 ANTONY  
Tél. : 60-45-83-77

recherche

**UN CHEF DE CHEUR**  
chargé de :  
- mettre en œuvre la politique départementale en faveur du chant choral ;  
- organiser le chant choral ;  
- diriger un ou plusieurs chœurs avec ou sans orchestre.

Prise de fonctions : 1991 selon disponibilité. Adresser C.V., lettre manuscrite de motivation, photo, permis V.I., exigé. Date limite de dépôt des candidatures : 23 NOV. 1990.

**DEMANDES D'EMPLOIS**

**INGÉNIEUR**  
Expérimenté Génie Civil, informatique, Calcul de structures, soudeuse brevet d'Équipe de Bureau d'Études.

Ecrire sous réf. 8113, LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Montreuil, 75007 PARIS.

**5<sup>e</sup> arrdt**  
**ST-MICHEL 3 P**  
2 ch., 40 m<sup>2</sup> revissant 3 500 000 F poss. prof. Bâtiment, 45-87-11-42

**9<sup>e</sup> arrdt**  
**ST-GEORGES**  
2 P, 2<sup>e</sup> étage, soliel 875 000 F - 42-86-18-00

**16<sup>e</sup> arrdt**  
**TROCADÉRO**  
3 p., inv., rénov., balcon, 2 500 000 F, 45-41-11-00.

**17<sup>e</sup> arrdt**  
**A 50 mètres ÉTOILE**  
85 m<sup>2</sup>, TRÈS BEAU 3 p., 88 m<sup>2</sup> et 88 m<sup>2</sup>, 820 000 F, clair, calme, 30 000 F le m<sup>2</sup>. Tél. : (1) 42-25-88-80.

**19<sup>e</sup> arrdt**  
**PROX. II-CHALMONT**  
**« LES PRINCES »**  
Résidence pour standing. Construction récente. Studios 2-3-4-5 poss. part. Libre de parts ou louer avec beau confort dès 1991. Sur place tous les jours (démarche incluse) de 10 h 30 à 13 h et de 14 h à 18 h.

**94 Val-de-Marne**  
**OCCUPÉ LOI 48**  
par personne seule VINCENNES, 5<sup>e</sup> RER Bel tram, rénové, 3 et 4 p., 88 m<sup>2</sup> et 88 m<sup>2</sup>, 820 000 F et 845 000 F, 42-80-30-15.

**appartements achats**  
Recherche 2 à 4 p. à PARIS-PREFRANCE RIVE GAUCHE 48-73-48-07 même le soir

**Vous désirez vendre**  
un immeuble, une boutique ou un appartement. Adressez-vous à un spécialiste

**IMMO MARCADET**  
42-82-01-62

**EMBASSY SERVICE**  
rech. pour clients ÉTRANGERS, APPARTS à PARIS de 200 m<sup>2</sup> à 450 m<sup>2</sup> 80 000 F à 90 000 F le m<sup>2</sup>

**EMBASSY BROKER**  
rech. pour INVESTISSEURS ÉTRANGERS et INSTITUTIONNELS IMMOBILIERS en totalité Paris-province commerçants et habitations ou région parisienne. Disponible immédiatement. Tél. : 45-62-16-40 ou FAX : 42-89-21-84

**Le Monde L'IMMOBILIER**

**appartements ventes**

**locations non meublées demandes**

**bureaux Locations**

**locations meublées demandes**

**maisons individuelles**

**pavillons**

**locations commerciales**

**locations**

**de 8 à 11 CV**

**de 12 à 16 CV**

**LA VILLE DE CHILLY-MAZARIN (ESSONNES)**  
RECRUTE

**RÉDACTEUR, TECHNICIEN TERRITORIAL, ATTACHÉ OU INGÉNIEUR**

Instruction des permis de construire ;  
gestion de l'urbanisme. Formation juridique indispensable.

**INFORMATICIEN (RÉDACTEUR OU ATTACHÉ)**

Mariette BULL DPS 6, Prime informatique.

Adr. immédiat. candidatures, c.v. et photo à : Monsieur le Maire, Hôtel de Ville, 91380 Chilly-Mazarin.

**CABINET DE CONSEILS JURIDIQUES**  
recherche

**CONSEIL EXPÉRIMENTÉ**  
en droit social et droit des sociétés.

Env. lettre + c.v. + photo à : S.J.F.S., 7, bd Solferino 38000 RENNES.

Etablissement privé filles Corret association avec l'Etat

cherche

**PROFESSEUR**  
Sciences physiques, temps complet ou temps partiel.

**PROFESSEUR**  
Sciences économiques, 4 h hebdom. Soirée : 61, rue du Général-Michel, 92608 RUELLY CEDEX.

**ECOLE SECONDAIRE**  
recherche

**PROFESSEURS**  
d'espagnol, d'esp. de mathématiques, d'esp. de mathématiques, d'esp. de mathématiques, d'esp. de mathématiques.

URGENT  
Société de formation en pleine expansion recrute un

**PROFESSEUR DE COMPTABILITÉ**  
Compétences professionnelles et pédagogiques exigées. Tél. 40-87-05-83.

**SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE MIXTE AMÉNAGEMENT ET CONSTRUCTION BANLIEUE NORD**  
cherche

**CHEF DU SECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER**  
Formation comptable. Exp. en SEM souhaitée.

Ecrire sous réf. 9107 au : Monde Publicité, 5, rue de Montreuil, 75007 PARIS.

**Cabinet d'Expertise Assurance Incendie Risques divers**  
recherche

**COLLABORATEUR**  
Formation bâtiment solide. Niveau universitaire, notions droit, bonne culture générale. Dépl. région parisienne.

Env. C.V. et prétentions au

**CABINET YVES TRAVERS**  
42, rue de la République, 75001 PARIS.

cherche

**PROF. DE MATH. 2<sup>e</sup> CYCLE**  
Licence d'enseignement ou équivalent. Envoyer d'urgence C.V. à : Ecole N.-D. du Bas-Air, 78480 Montfort-L'Amaury.

**RECHERCHE**  
pour ses publications

**CHEF DE PUBLICITÉ CONFIRMÉ**  
Ecrire aux Éditions ETEX, 182, rue Legendre, Paris 17<sup>e</sup>.

**PME MONGASQUE**  
en plein développement, rech. son D.S. pour passer vitesse supérieure. HEC, Sup. de co. ou équivalent. Env. c.v. + photo à : L'AG 5, rue de Montreuil, 75007 PARIS.

Lycée privé sous contrat d'association de la France cherche

**AGRÉGÉ(E) DE MATHS et AGRÉGÉ(E) DE SCIENCES PHYSIQUES**  
pour ouverture mardi sup. pour ouverture mardi sup. Tél. : 67-92-01-11.

**TÉLÉVISION LOCALE SUD DE LA FRANCE**  
recherche pour son journal quotidien

**JOURNALISTE REPORTER D'IMAGES**  
URGENT

Envoyer lettre manuscrite et C.V. sous n° 8114 à : Le Monde Publicité, 5, rue de Montreuil, 75007 Paris.

**L'ADDIM 74**  
18, avenue de Trébeu 94000 ANTONY  
Tél. : 60-45-83-77

recherche

**UN CHEF DE CHEUR**  
chargé de :  
- mettre en œuvre la politique départementale en faveur du chant choral ;  
- organiser le chant choral ;  
- diriger un ou plusieurs chœurs avec ou sans orchestre.

Prise de fonctions : 1991 selon disponibilité. Adresser C.V., lettre manuscrite de motivation, photo, permis V.I., exigé. Date limite de dépôt des candidatures : 23 NOV. 1990.

**RECHERCHE**  
pour ses publications

**CHEF DE PUBLICITÉ CONFIRMÉ**  
Ecrire aux Éditions ETEX, 182, rue Legendre, Paris 17<sup>e</sup>.

**PME MONGASQUE**  
en plein développement, rech. son D.S. pour passer vitesse supérieure. HEC, Sup. de co. ou équivalent. Env. c.v. + photo à : L'AG 5, rue de Montreuil, 75007 PARIS.

Lycée privé sous contrat d'association de la France cherche

**AGRÉGÉ(E) DE MATHS et AGRÉGÉ(E) DE SCIENCES PHYSIQUES**  
pour ouverture mardi sup. pour ouverture mardi sup. Tél. : 67-92-01-11.

**TÉLÉVISION LOCALE SUD DE LA FRANCE**  
recherche pour son journal quotidien

**JOURNALISTE REPORTER D'IMAGES**  
URGENT

Envoyer lettre manuscrite et C.V. sous n° 8114 à : Le Monde Publicité, 5, rue de Montreuil, 75007 Paris.

**L'ADDIM 74**  
18, avenue de Trébeu 94000 ANTONY  
Tél. : 60-45-83-77

recherche

**UN CHEF DE CHEUR**  
chargé de :  
- mettre en œuvre la politique départementale en faveur du chant choral ;  
- organiser le chant choral ;  
- diriger un ou plusieurs chœurs avec ou sans orchestre.

Prise de fonctions : 1991 selon disponibilité. Adresser C.V., lettre manuscrite de motivation, photo, permis V.I., exigé. Date limite de dépôt des candidatures : 23 NOV. 1990.

**RECHERCHE**  
pour ses publications

**CHEF DE PUBLICITÉ CONFIRMÉ**  
Ecrire aux Éditions ETEX, 182, rue Legendre, Paris 17<sup>e</sup>.

**PME MONGASQUE**  
en plein développement, rech. son D.S. pour passer vitesse supérieure. HEC, Sup. de co. ou équivalent. Env. c.v. + photo à : L'AG 5, rue de Montreuil, 75007 PARIS.

Lycée privé sous contrat d'association de la France cherche

**AGRÉGÉ(E) DE MATHS et AGRÉGÉ(E) DE SCIENCES PHYSIQUES**  
pour ouverture mardi sup. pour ouverture mardi sup. Tél. : 67-92-01-11.

**TÉLÉVISION LOCALE SUD DE LA FRANCE**  
recherche pour son journal quotidien

**JOURNALISTE REPORTER D'IMAGES**  
URGENT

Envoyer lettre manuscrite et C.V. sous n° 8114 à : Le Monde Publicité, 5, rue de Montreuil, 75007 Paris.

**L'ADDIM 74**  
18, avenue de Trébeu 94000 ANTONY  
Tél. : 60-45-83-77

recherche

**UN CHEF DE CHEUR**  
chargé de :  
- mettre en œuvre la politique départementale en faveur du chant choral ;  
- organiser le chant choral ;  
- diriger un ou plusieurs chœurs avec ou sans orchestre.

Prise de fonctions : 1991 selon disponibilité. Adresser C.V., lettre manuscrite de motivation, photo, permis V.I., exigé. Date limite de dépôt des candidatures : 23 NOV. 1990.

Dans le cas d'une annonce domiciliée au « Monde Publicité », il est impératif de faire figurer la référence sur votre enveloppe, afin de transmettre votre dossier dans les meilleurs délais.

**Le Monde**  
**CHAQUE MERCREDI**  
vous  
**RENDEZ-VOUS**  
**IMMOBILIER**

LA SÉLECTION IMMOBILIÈRE  
LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS  
LES BELLES PROPRIÉTÉS  
L'AGENDA IMMOBILIER  
L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE

Le Monde est le premier quotidien vendu à Paris. Il est lu par 1 609 008 Français dont 886 000 Parisiens, 642 000 d'autres aux alentours de Paris, 115 000 de la région Île-de-France, (Source : CESP 1989).

Pour tous renseignements 45-55-91-82 poste 42.96



## MARCHÉS FINANCIERS

## Assurance automobile

## La MATMUT veut améliorer le système du bonus-malus

La MATMUT (Mutuelle assurance des travailleurs mutualistes) a décidé d'améliorer pour ses sociétaires et assurés le système du bonus-malus. Ce système, institué en 1976 par un arrêté du ministre des finances pour régir l'assurance automobile, revient à appliquer à une prime annuelle de base soit des réductions de tarif progressives et plafonnées à 50 % (bonus) si aucun sinistre n'est enregistré dans l'année, soit des majorations pratiquement non plafonnées (malus) en cas d'accident dont le conducteur du véhicule assuré est jugé responsable.

Ce système avait, il y a seize ans, été imposé autoritairement aux sociétés d'assurances, en échange de la liberté des prix. Aujourd'hui, il apparaît bien trop rigide, voire injuste, à beaucoup de bons esprits, et de la détermination, des modifications profondes permettant aux assureurs de moduler leurs tarifs en fonction de leur statut, commercial ou mutualiste.

## Simple gel

Ainsi en est-il de l'assurance tous risques, qui couvre les dégâts causés au propre véhicule de l'assuré, en sus de sa responsabilité civile (RC) vis-à-vis des tiers. A l'heure actuelle, si le véhicule de l'assuré est endommagé en stationnement, la progression de son bonus est « gelée » pendant un an sur l'ensemble de la police RC et tous risques. Ce qui est tout de même assez abusif, puisqu'un tel gel revient à sanctionner une faute qui n'existe pas. De même lorsqu'un véhicule assuré tous risques est impliqué dans un sinistre « sans tiers » - collision avec un

arbre ou avec un mur, glissade dans un fossé, dérapage sur verglas, etc. - la prime du conducteur est frappée d'un malus.

Unilatéralement, la MATMUT, depuis le 1<sup>er</sup> octobre dernier, n'applique plus de gel au bonus en cas de dommage infligé à un véhicule en stationnement et remplace le malus par un simple gel dans le second cas, celui des sinistres sans tiers. Elle refuse donc de pénaliser un conducteur qui ne seulement n'a pas mis en jeu sa responsabilité civile, mais encore prend le soin d'assurer son capital futur.

Pour cette mutuelle, créée en 1961 à Rouen par plusieurs responsables mutualistes, dont le président actuel, M. Paul Benoit, et qui vient de fêter son 1 500 000<sup>e</sup> sociétaire, avec ses 3 milliards de francs de primes annuelles (quinzième rang français au classement de l'Argus), l'esprit mutualiste est toujours vivace et s'accommode de la concurrence, même exacerbée. Ainsi, la MATMUT va faire bénéficier d'une réduction de 10 % ses sociétaires conducteurs de soixante à soixante-dix ans, effectuant de faibles kilomètres annuels et constituant un bon risque (tout de même).

Cette initiative s'apparente un peu à l'assurance kilométrique proposée par certaines compagnies, mais avec le souci de couvrir le sociétaire malgré lui, en cas de dépassement de kilométrage agréé par exemple. De toute façon, estime M. Benoit, la véritable solution est la liberté totale pour les sociétés d'assurances. Qu'en pense leur ministre de tutelle, M. Pierre Bérégovoy?

FRANÇOIS RENARD

(Publicité)

## « AVIS D'INFORMATION »

Le Centre Hospitalier Spécialisé en psychiatrie de La Roche-sur-Yon

lance une consultation en vue de passer un marché négocié ayant pour objet la réalisation d'une étude externe permettant, à partir de l'analyse de l'existant et des besoins à satisfaire au cours des cinq prochaines années, l'élaboration de son programme d'établissement.

Les sociétés intéressées par cette consultation doivent se faire connaître auprès du directeur du Centre Hospitalier Spécialisé de La Roche-sur-Yon, Hôpital sud, 85028 La Roche-sur-Yon Cedex (Tél. : 01-05-55-63).

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Le conseil d'administration, réuni le 24 octobre 1990, a arrêté les comptes consolidés du 1<sup>er</sup> semestre 1990 dont les principaux éléments sont résumés ci-dessous :

(en millions de francs)	1 <sup>er</sup> semestre 1990	1 <sup>er</sup> semestre 1989	% de variation	Exercice 1989
- Chiffre d'affaires	9 995	7 109	40,6	14 132
- Résultat d'exploitation	638	458	39,3	979
- Frais financiers	272	97	179,7	213
- Résultat avant amort. survalues	331	296	11,7	726
- Résultat part du groupe	292	278	5,0	698

En janvier dernier POLIET a enregistré la prise de contrôle du Groupe LAMBERT renforçant ainsi ses activités d'environ 35 %. A périmètre de consolidation constant, le taux de progression du chiffre d'affaires est de 4,6 % et celui du résultat d'exploitation de 13,4 %.

La forte hausse des frais financiers est essentiellement due à l'endettement du Groupe LAMBERT, à l'emprunt obligataire remboursable en actions émis pour financer 65 % du capital de LAMBERT Frères et Cie et au renforcement de notre participation dans CEMENTS FRANÇAIS de 24 à 28 % dans le 2<sup>e</sup> semestre 1989.

Après un amortissement des écarts d'acquisition de 19 MF, contre 11 MF, le bénéfice net consolidé du premier semestre 1990 ressort à 312 MF (+ 9,5 %) et la part du Groupe dans ce résultat à 293 MF (+ 5 %).

La capacité d'autofinancement s'élève à 576 MF contre 422 MF, soit une augmentation de 36,4 %.

Perspectives pour 1990 : Si le marché de l'entretien du bâtiment continue sa progression dans des conditions satisfaisantes, il n'en est pas de même de l'activité de la construction neuve qui enregistre une baisse du nombre de logements mis en chantier depuis le début de l'année.

POLIET réalisant plus de 60 % de ses activités dans le domaine de l'entretien, dont 25 % avec des particuliers, est peu touché par cet environnement.

La cession du secteur d'activité plâtre et de la société SIMU dans le courant du troisième trimestre 1990 entraîne une réduction de la dette de 1,5 milliard de francs et un allègement significatif des frais financiers dans le deuxième semestre.

Au 30 septembre 1990, le chiffre d'affaires évolue comme suit :

(en millions de francs)	30.09.90	30.09.89	% de variation	% à périmètre constant
- Distribution de matériaux	9 672	6 922	39,7	0,9
- Menuiseries industrielles	2 731	2 322	17,6	11,6
- Mortiers industriels	823	721	14,1	5,4
- Tuiles et silex	632	82	NS	9,8
- Serrurerie	523	410	27,7	8,2
- Sociétés vendues	644	287	NS	NS
- Cessions internes	(421)	(231)	88,9	2,9
Total	14 604	10 513	38,9	3,8

En prenant en compte les éléments ci-dessus et sur la base des tendances actuelles, le résultat consolidé 1990, part du Groupe, devrait progresser d'un taux au moins équivalent à celui du 1<sup>er</sup> semestre 1990. A ce résultat supérieur à 700 MF, viendra s'ajouter le résultat exceptionnel de la vente du secteur plâtre et de la SIMU de 360 MF dont 480 MF pour la part du Groupe.

## NEW-YORK, 29 octobre ↓

## La baisse continue

Début de semaine peu brillant à Wall Street. Réamorcé depuis huit jours, le mouvement de baisse s'y est en effet poursuivi. Apparemment lentement, puisqu'à la clôture l'indice des industriels n'a accusé qu'un repli de 6,84 points à 2 430,22. Mais les investisseurs, qui s'étaient déjà allégés sur les valeurs vedettes, ont procédé cette fois à des ajustements sur les valeurs secondaires de la cote. Le bilan de la journée le prouve. Sur 1 960 valeurs traitées, 478 seulement ont monté alors que 1 028 ont reculé, tandis que 453 ne variaient pas.

Monétarisme, l'adoption d'un plan de réduction du déficit budgétaire, après avoir été tant attendu, n'a suscité aucune réaction particulière. Effet du phénomène inconnu ? Possible, dans la mesure où la légère action exercée sur les taux d'intérêt par la Réserve fédérale n'a pas eu non plus d'effet notable sur le marché. Il est vrai que le renchérissement assez net des prix du pétrole brut a pris les investisseurs à contrepied. Attendez et voir : telle est l'attitude actuelle des investisseurs américains.

La paralysie d'une activité relativement faible en témoignent avec seulement 133,98 millions de titres échangés contre 130,10 millions à la veille du week-end.

VALEURS	Cours de 29 octobre	Cours de 28 octobre
Alcoa	58 1/8	54 3/8
AT&T	38	38 3/8
Bell	38	38 1/8
Chemical Bank	11	10 3/4
Deere	31 3/8	32 1/2
Eastman Kodak	31 1/2	31 1/2
Exxon	42 1/4	47 5/8
Ford	29 3/4	28 5/8
General Electric	34 1/2	34 1/2
General Motors	37 1/4	37 1/8
Goldman	18 1/2	18 3/8
IBM	108 1/2	108 1/2
ITT	43	42 7/8
Medco	39 1/8	37 1/2
Merck	74 1/2	74 1/2
Schering	68 1/2	67 1/2
Union Carbide	38 3/4	38 3/4
US Steel	15 1/2	15 3/4
Westinghouse	25 3/8	25 3/8
Xerox Corp.	29 1/8	29 3/8

## LONDRES, 29 octobre =

## Inchangé

Les cours des valeurs se sont repris lundi 29 octobre en cours de journée, l'indice Footsie terminant en baisse de 1 point à 2 062,1 points (0,04 %). Le début de la semaine en hausse de Wall Street. Le volume d'activité est cependant resté très bas dans une atmosphère un peu déprimée selon les opérateurs. L'indice était descendu jusqu'à -10,2 points en cours de matinée. De son côté, le nouvel indicateur européen lancé lundi par le Stock Exchange, Eurotrack 100, qui comporte tant des principales valeurs européennes que britanniques, a terminé en baisse de 1,53 point à 988,47.

Le groupe de loisirs Brent Walker a clôturé en nette hausse après l'annonce d'une émission d'obligations convertibles pour 103 millions de livres et la confirmation de la vente de sa filiale Goldcrest à ses employés. Ce programme de réduction de dette a fait remonter le titre dès le matin. Aux bancaires, Midland Bank a dérapé à la suite de l'abandon de la vente de Forwards Trust, la banque ne parvenant pas à retirer les 400 millions de livres qu'elle avait escomptés de la vente. Barclays termine également en baisse après avoir annoncé un plan de suppression de 1 800 emplois sur cinq ans.

## FAITS ET RÉSULTATS

o Merrill Lynch and Co dévoile sa stratégie de réorganisation. - Merrill Lynch, la première firme américaine de courtage financier, a annoncé, lundi 29 octobre, un vaste plan de réorganisation qui devrait l'aider à mieux contrôler ses coûts mais également se traduire à terme par la perte de plusieurs centaines d'emplois. Ces mesures consistent en la création de six nouvelles divisions qui remplacent les deux secteurs d'activité autour desquels la firme était organisée depuis 1984. Placées chacune sous la responsabilité d'un directeur général, ces entités sont : « clientèle des particuliers », « gestion d'actifs », « assurance », « banque d'investissement », « capital-risque » et « marché des créances ». Quelques temps auparavant, un haut responsable de Merrill Lynch avait indiqué que sous le couvert de l'anonymat, le climat des affaires continuait à se dégrader, la firme pourrait alors être contrainte de réduire ses effectifs de 10 %, soit de près de 4 000 personnes.

o Lafarge Coppée provisionne 130 millions de francs pour National Cyprien. - Lafarge Coppée, numéro un mondial des matériaux de construction, va provisionner 130 millions de francs supplémentaires au second semestre 1990 pour assurer la situation financière de sa filiale National Cyprien, premier fabricant américain de plaques au plâtre. Contribués à 50,1 % par Lafarge Coppée via Ancor Holdings, les investisseurs ont subi des pertes consécutives sur les neuf premiers mois de l'exercice 1990 atteignant 60,1 millions de dollars (306 millions de francs) pour un chiffre d'affaires tout juste quinze fois plus élevé - avait annoncé lundi 29 octobre avoir demandé la protection de la loi sur les faillites (le fameux Chapitre 11).

o Severn Trent abandonne son OPA sur Caird. - Severn Trent Water, deuxième société britannique de distribution d'eau et d'assainissement, vient d'abandonner son OPA sur Caird, troisième société britannique de collecte et de stockage de déchets (le fameux Chapitre 11), en raison de la baisse des bénéfices prévus pour l'exercice 1991, qu'elle accuse Caird d'avoir dissimulé. Alors que l'OPA était acceptée pour 56,2 % des actions ordinaires, Severn Trent n'en a acquis que 29,98 %. En vertu du jugement du tribunal d'arbitrage sur les OPA, Severn Trent devra attendre un an pour faire une nouvelle offre plus élevée. Caird valait en fin de semaine 46 pence, alors qu'elle en avait offert 100.

## PARIS, 30 octobre ↓

## Nourissement

La résurgence, qui avait paru vouloir s'organiser en début de semaine, a pratiquement cessé mardi à la Bourse de Paris. En baisse de 0,77 % dès l'ouverture, l'indice CAC 40 devait continuer son alourdissement à la séance. A 12 heures déjà, son retard dépassait 1 %. Dans l'après-midi, il avoisinait 1,7 %.

Ni le retour des otages français relâchés par les autorités iraniennes, ni la décente observée sur le front des taux d'intérêt aux États-Unis ne sont parvenus à renverser la source au marché français. Deux nouvelles, il est vrai, sont parvenues sous les tentes de la nature et ont fait frémir les investisseurs à beaucoup. A commencer par le renchérissement assez brutal du pétrole brut sur le marché libre avec le Brent d'octobre à 35 dollars le baril. A l'évidence, personne ne semble croire durablement aux signes de détente apparus dans la crise du Golfe. Les efforts déployés par le diplomate soviétique pour parvenir à une solution négociée au sein d'une conférence d'urgence ne sont pas parvenus à prendre le parti, d'autant que l'incertitude demeure malheureusement en jeu dans une opération de guerre urbaine au Kosovo.

Deuxième mauvaise nouvelle : la confirmation d'un taux d'inflation de 0,5 % pour le mois de septembre. Mais Paris n'a pas été la seule place à faire prise mine ce mardi. Après ses récentes frasques, Tokyo a fait un pas en arrière. Londres a fait de même et Ankara, Nicosie n'était pas plus fringante.

Après l'annonce de mauvais résultats pour le premier semestre, deux pour l'essentiel à la filiale électorale grand public de la presse, l'éditeur Thomson est tombé à son plus bas niveau de l'année.

## TOKYO, 30 octobre ↓

## La baisse reprend

La semaine se poursuit moins bien qu'elle n'avait commencé à Tokyo. Après deux jours de réactions, la tendance s'est renversée au Nikkei-cho, et l'indice Nikkei, qui pendant une bonne partie de la semaine avait fluctué dans une plage d'environ 500 points, s'est finalement établi à 25 242,40 soit à 36,81 points (0,34 %) en deca de son niveau précédent. Tous les compartiments ont fait l'objet de ventes bénéficiaires et le bilan général se traduit par 611 baisses pour 338 hausses seulement.

Selon les professionnels, les opérateurs ont été particulièrement nerveux à cause de la faiblesse du yen, qui laisse craindre que la récente reprise de la devise nationale ne soit désormais terminée. Aucun mouvement massif de ventes n'a été enregistré. Les investisseurs restent l'arme au pied. Quelques-uns faisant remarquer à cet égard que lorsque le Nikkei se situe au voisinage de la barre des 25 000 points, le marché est psychologiquement déstabilisé.

Déjà réduite ces derniers jours, l'activité a encore diminué à 402 millions de titres seulement, soit un changement de moins de 500 millions la veille.

VALEURS	Cours de 29 octobre	Cours de 28 octobre
Alcoa	612	620
Bell	1 180	1 180
Chemical	1 380	1 380
Deere	1 210	1 210
Eastman Kodak	1 420	1 420
Exxon	1 780	1 770
General Electric	720	720
General Motors	800	810
IBM	1 850	1 850

## PARIS :

## Second marché

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Amalco Assoc.	387 80	387 80	RIA	310	310
Amalco	106	106	Médoc	132	132
BAC	185	181 10	LM&L	948	922
BICM	840	840	INZ	335	335
Bolton (L)	415	415	IP&M	107	106
Bolton (Lyon)	200 50	200 50	Local invest.	313	305
Châlon de Lyon	3080	2980	Local invest.	78 80	79
CAJ de Fr. (P.L.)	384	371	Local invest.	130	130
Caracass	265	265	Local invest.	180	180
Cass	470	473	Local invest.	590	598
CEGEF	206	200	Local invest.	80	80
CFP	260	225	Local invest.	370	355 20
Compt. d'Orléans	502	480	Local invest.	605	670
CNIM	980	980	Local invest.	304	304
Compt. d'Orléans	288	284 50	Local invest.	205	204
Compt. d'Orléans	288	285	Local invest.	90	90
Compt. d'Orléans	801	800	Local invest.	420	418
Compt. d'Orléans	320	311	Local invest.	182	182 10
Compt. d'Orléans	476	485	Local invest.	172 10	171 50
Compt. d'Orléans	620	614	Local invest.	130	129 50
Compt. d'Orléans	640	641	Local invest.	164	163
Compt. d'Orléans	227	223	Local invest.	380	380
Compt. d'Orléans	614	614	Local invest.	120 50	120
Compt. d'Orléans	387	380	Local invest.	838	832
Compt. d'Orléans	189	185			
Compt. d'Orléans	240	223 40			
Compt. d'Orléans	385	380			
Compt. d'Orléans	127	120 50			
Compt. d'Orléans	164	163			
Compt. d'Orléans	379 90	379 90			
Compt. d'Orléans	428	428			
Compt. d'Orléans	174	177 50			
Compt. d'Orléans	820	820			
Compt. d'Orléans	225	225			

## LA BOURSE SUR MINITEL

36-15 TAPEZ LE MONDE

## Marché des options négociables le 29 oct. 1990

Nombre de contrats : 18 951

VALEURS	PRIX exercice	Options d'achat	Options de vente
		Déc. dernier	Mars dernier
Bouygues	568	30	20
BOF-Agip	648	23	30
ExxonMobil SA-PLC	50	3,99	6,60
ExxonMobil SA-PLC	120	0,68	3,60
ExxonMobil SA-PLC	525	25	4,50
Lafarge-Coppée	340	25,50	11,18
Michelin	60	15	2,80
Midat	520	25	42
Profilis	480	25	42
Perrier-Est	1 100	29	38
Profilis SA	520	32	38
Rhône-Poulenc CI	240	3,25	3,25
Saint-Gobain	360	40	18,50
Sonac	400	17	9,50
Société générale	300	22	9,50
Suez Financière	130	2,40	2,40
Thomson-CSF	130	2,40	2,40

## MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 29 oct. 1990

Nombre de contrats : 28 410

COURS		ÉCHÉANCES		
		Décembre 90	Mars 91	Juin 91
Dernier		98,10	98	97,94
Précédent		98,08	97,94	98
Options sur notional				
PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Déc. 90	Mars 91	Déc. 90	Mars 91
98	0.85	1.59	0.75	1.58

Options sur notionnel

CHANGES		BOURSES	

## INDICES

CHANGES

Dollar : 5,0935 F 1

Le dollar s'inscrit nettement en hausse mardi 30 octobre, l'échangeant à Paris à 5,0915 F contre 5,0510 F lundi à la cotation officielle. Les cambistes ont saisi la baisse du taux des fonds fédéraux intervenus aux États-Unis. Ils attendaient la publication, mardi dans l'après-midi, des statistiques du PNB américain au troisième trimestre.

FRANCOFROT 29 oct. 30 oct.  
Dollar (en DM) 1,5992 1,5991

TOKYO 29 oct. 30 oct.  
Dollar (en yen) 127,35 129

MARCHÉ MONÉTAIRE (cote parité)

Paris (30 octobre) 9 3/4 - 7/8  
New York (29 octobre) 7 13/16

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 29-12-89)

Valeurs françaises... 26 oct. 29 oct.  
Valeurs étrangères... 75,90 76,30

(S&P, base 100 : 31-12-81)

Indice général CAC 432,78 428,65

(S&P, base 1000 : 31-12-87)

Indice CAC 40 1 618,58 1 627,90

NEW-YORK (indice Dow Jones)

Industrielles... 26 oct. 29 oct.  
Industrielles... 2 436,14 2 438,28

LONDRES (indice Financial Times)

Industrielles... 26 oct. 29 oct.  
Industrielles... 1 598,40 1 600

Mines d'or... 170,60 168,10

Fonds d'Etat... 79,58 79,91

TOKYO

Nikkei Dow Jones... 25 239,31 25 242,40

Indice général... 1 876,07 1 865,34

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

COURS DU JOUR

1 an



## BOURSE DU 30 OCTOBRE

### Règlement mensuel

**Cours relevés à 13 h 49**

**CHANGES**  
**BOURSES**

**LE MARCHE INTERBANCAIRE DES DEVIS**

Compan- ies	VALUES	Cross pctd.	Primer cours	Deriver cours	% +	Compan- ies	VALUES	Cross pctd.	Primer cours	Deriver cours	% +	Compan- ies	VALUES	Cross pctd.	Primer cours	Deriver cours	% +	Compan- ies	VALUES	Cross pctd.	Primer cours	Deriver cours	% +						
3756-	C&E 3%	3820	3820	3770	+ 1.31	Compan- ies	VALUES	Cross pctd.	Primer cours	Deriver cours	% +	Compan- ies	VALUES	Cross pctd.	Primer cours	Deriver cours	% +	Compan- ies	VALUES	Cross pctd.	Primer cours	Deriver cours	% +						
950	ELAT T.P.	950	950	950		1130	Orange Ind.	1143	1149	+ 0.52	3403	Lagard	3422	3412	3415	- 0.20	1670	S.A.T.	1625	1580	1580	- 2.19							
984	Crown T.P.	980	980	980	+ 0.01	1130	Orange Ind.	1143	1149	+ 0.52	3403	Lagard	3422	3412	3415	- 0.20	1670	S.A.T.	1625	1580	1580	- 2.19							
1140	Phone Ref. T.P.	1140	1140	1141	- 0.01	144	Compton S.A.	138	138		3403	Lagard	3422	3412	3415	- 0.20	1670	S.A.T.	1625	1580	1580	- 2.19							
1181	Son Graham T.P.	1185	1180	1101	- 0.81	305	CPI Parts Inc.	299	295	- 2.33	1570	Langdon Ind.	1530	1524	1521	- 1.70	1270	Seaport Ind.	1205	1200	1210	- 0.84							
960	Avco T.P.	960	960	960	+ 0.00	886	Cal. Frontier	886	889	882	- 0.48	750	Local Ind.	758	759	769	+ 1.45	880	Schneider	844	814	- 4.44	182	Exxon Corp.	244	245	245	+ 0.41	
760	AACOR	750	751	751	+ 0.13	932	C. L. Jones Co.	932	932	932		645	Local Ind.	645	645	645		1160	S.E.A.	1165	1165	1165		1160	Exxon Corp.	244	245	245	+ 0.41
675	Av Legate	685	685	685	+ 0.75	922	Quint Inc.	922	912	- 1.02	645	Local Ind.	645	645	645		1160	S.E.A.	1165	1165	1165		1160	Exxon Corp.	244	245	245	+ 0.41	
1050	Ala. Sperm.	1050	1050	1050		205	CSE	205	206	202	- 1.48	340	Local Ind.	340	340	340		1160	S.E.A.	1165	1165	1165		1160	Exxon Corp.	244	245	245	+ 0.41
1420	A.P.F.P.	1420	1420	1420		437	Local Ind.	437	437	437		1090	Local Ind.	1090	1090	1090		1160	S.E.A.	1165	1165	1165		1160	Exxon Corp.	244	245	245	+ 0.41
1841	Arjuna, Prim.	1841	1820	1800	- 2.23	440	Local Ind.	440	440	440		1090	Local Ind.	1090	1090	1090		1160	S.E.A.	1165	1165	1165		1160	Exxon Corp.	244	245	245	+ 0.41
845	AFB Ref. Control.	814	810	806	- 0.74	172	Research Elec.	194	191	156	- 21.00	1160	Local Ind.	1160	1160	1160		1160	S.E.A.	1165	1165	1165		1160	Exxon Corp.	244	245	245	+ 0.41
510	Avco T.P.	510	510	510	+ 1.25	1330	De Lathrop	1330	1330	1330		725	World	724	725	725		1160	S.E.A.	1165	1165	1165		1160	Exxon Corp.	244	245	245	+ 0.41
845	Avco T.P.	845	845	845		1330	De Lathrop	1330	1330	1330		725	World	724	725	725		1160	S.E.A.	1165	1165	1165		1160	Exxon Corp.	244	245	245	+ 0.41
210	Avco T.P.	210	210	210		1330	De Lathrop	1330	1330	1330		725	World	724	725	725		1160	S.E.A.	1165	1165	1165		1160	Exxon Corp.	244	245	245	+ 0.41
210	Avco T.P.	210	210	210		1330	De Lathrop	1330	1330	1330		725	World	724	725	725		1160	S.E.A.	1165	1165	1165		1160	Exxon Corp.	244	245	245	+ 0.41
210	Avco T.P.	210	210	210		1330	De Lathrop	1330	1330	1330		725	World	724	725	725		1160	S.E.A.	1165	1165	1165		1160	Exxon Corp.	244	245	245	+ 0.41
210	Avco T.P.	210	210	210		1330	De Lathrop	1330	1330	1330		725	World	724	725	725		1160	S.E.A.	1165	1165	1165		1160	Exxon Corp.	244	245	245	+ 0.41
210	Avco T.P.	210	210	210		1330	De Lathrop	1330	1330	1330		725	World	724	725	725		1160	S.E.A.	1165	1165	1165		1160	Exxon Corp.	244	245	245	+ 0.41
210	Avco T.P.	210	210	210		1330	De Lathrop	1330	1330	1330		725	World	724	725	725		1160	S.E.A.	1165	1165	1165		1160	Exxon Corp.	244	245	245	+ 0.41
210	Avco T.P.	210	210	210		1330	De Lathrop	1330	1330	1330		725	World	724	725	725		1160	S.E.A.	1165	1165	1165		1160	Exxon Corp.	244	245	245	+ 0.41
210	Avco T.P.	210	210	210		1330	De Lathrop	1330	1330	1330		725	World	724	725	725		1160	S.E.A.	1165	1165	1165		1160	Exxon Corp.	244	245	245	+ 0.41
210	Avco T.P.	210	210	210		1330	De Lathrop	1330	1330	1330		725	World	724	725	725		1160	S.E.A.	1165	1165	1165		1160	Exxon Corp.	244	245	245	+ 0.41
210	Avco T.P.	210	210	210		1330	De Lathrop	1330	1330	1330		725	World	724	725	725		1160	S.E.A.	1165	1165	1165		1160	Exxon Corp.	244	245	245	+ 0.41
210	Avco T.P.	210	210	210		1330	De Lathrop	1330	1330	1330		725	World	724	725	725		1160	S.E.A.	1165	1165	1165		1160	Exxon Corp.	244	245	245	+ 0.41
210	Avco T.P.	210	210	210		1330	De Lathrop	1330	1330	1330		725	World	724	725	725		1160	S.E.A.	1165	1165	1165		1160	Exxon Corp.	244	245	245	+ 0.41
210	Avco T.P.	210	210	210		1330	De Lathrop	1330	1330	1330		725	World	724	725	725		1160	S.E.A.	1165	1165	1165		1160	Exxon Corp.	244	245	245	+ 0.41
210	Avco T.P.	210	210	210		1330	De Lathrop	1330	1330	1330		725	World	724	725	725		1160	S.E.A.	1165	1165	1165		1160	Exxon Corp.	244	245	245	+ 0.41
210	Avco T.P.	210	210	210		1330	De Lathrop	1330	1330	1330		725	World	724	725	725		1160	S.E.A.	1165	1165	1165		1160	Exxon Corp.	244	245	245	+ 0.41
210	Avco T.P.	210	210	210		1330	De Lathrop	1330	1330	1330		725	World	724	725	725		1160	S.E.A.	1165	1165	1165		1160	Exxon Corp.	244	245	245	+ 0.41
210	Avco T.P.	210	210	210		1330	De Lathrop	1330	1330	1330		725	World	724	725	725		1160	S.E.A.	1165	1165	1165		1160	Exxon Corp.	244	245	245	+ 0.41
210	Avco T.P.	210	210	210		1330	De Lathrop	1330	1330	1330		725	World	724	725	725		1160	S.E.A.	1165	1165	1165		1160	Exxon Corp.	244	245	245	+ 0.41
210	Avco T.P.	210	210	210		1330	De Lathrop	1330	1330	1330		725	World	724	725	725		1160	S.E.A.	1165	1165	1165		1160	Exxon Corp.	244	245	245	+ 0.41
210	Avco T.P.	210	210	210		1330	De Lathrop	1330	1330	1330		725	World	724	725	725		1160	S.E.A.	1165	1165	1165		1160	Exxon Corp.	244	245	245	+ 0.41
210	Avco T.P.	210	210	210		1330	De Lathrop	1330	1330	1330		725	World	724	725	725		1160	S.E.A.	1165	1165	1165		1160	Exxon Corp.	244	245	245	+ 0.41
210	Avco T.P.	210	210	210		1330	De Lathrop	1330	1330	1330		725	World	724	725	725		1160	S.E.A.	1165	1165	1165		1160	Exxon Corp.	244	245	245	+ 0.41
210	Avco T.P.	210	210	210		1330	De Lathrop	1330	1330	1330		725	World	724	725	725		1160	S.E.A.	1165	1165	1165		1160	Exxon Corp.	244	245	245	+ 0.41
210	Avco T.P.	210	210	210		1330	De Lathrop	1330	1330	1330		725	World	724	725	725		1160	S.E.A.	1165	1165	1165		1160	Exxon Corp.	244	245	245	+ 0.41
210	Avco T.P.	210	210	210		1330	De Lathrop	1330	1330	1330		725	World	724	725	725		1160	S.E.A.	1165	1165	1165		1160	Exxon Corp.	244	245	245	+ 0.41
210	Avco T.P.	210	210	210		1330	De Lathrop	1330	1330	1330		725	World	724	725	725		1160	S.E.A.	1165	1165	1165		1160	Exxon Corp.	244	245	245	+ 0.41
210	Avco T.P.	210	210	210		1330	De Lathrop	1330	1330	1330		725	World	724	725	725		1160	S.E.A.	1165	1165	1165		1160	Exxon Corp.	244	245	245	+ 0.41
210	Avco T.P.	210	210	210		1330	De Lathrop	1330	1330	1330		725	World	724	725	725		1160	S.E.A.	1165	1165	1165		1160	Exxon Corp.	244	245	245	+ 0.41
210	Avco T.P.	210	210	210		1330	De Lathrop	1330	1330	1330		725	World	724	725	725		1160	S.E.A.	1165	1165	1165		1160	Exxon Corp.	244	245	245	+ 0.41
210	Avco T.P.	210	210	210		1330	De Lathrop	1330	1330	1330		725	World	724	725	725		1160	S.E.A.	1165	1165	1165		1160	Exxon Corp.	244	245	245	+ 0.41
210	Avco T.P.	210	210	210		1330	De Lathrop	1330	1330	1330		725	World	724	725	725		1160	S.E.A.	1165	1165	1165		1160	Exxon Corp.	244	245	245	+ 0.41
210	Avco T.P.	210	210	210		1330	De Lathrop	1330	1330	1330		725	World	724	725	725		1160	S.E.A.	1165	1165	1165		1160	Exxon Corp.	244	245	245	+ 0.41
210	Avco T.P.	210	210	210		1330	De Lathrop	1330	1330	1330		725	World	724	725	725		1160	S.E.A.	1165	1165	1165		1160	Exxon Corp.	244	245	245	+ 0.41
210	Avco T.P.	210	210	210		1330	De Lathrop	1330	1330	1330		725	World	724	725	725		1160	S.E.A.	1165	1165	1165		1160	Exxon Corp.	244	245	245	+ 0.41
210	Avco T.P.	210	210	210		1330	De Lathrop	1330	1330	1330		725	World	724	725	725		1160	S.E.A.	1165	1165	1165		1160	Exxon Corp.	244	245	245	+ 0.41
210	Avco T.P.	210	210	210		1330	De Lathrop	1330	1330	1330		725	World	724	725	725		1160	S.E.A.	1165	1165	1165		1160	Exxon Corp.	244	245	245	+ 0.41
210	Avco T.P.	210	210	210		1330	De Lathrop	1330	1330	1330		725	World	724	725	725		1160	S.E.A.	1165	1165	1165		1160	Exxon Corp.	244	245	245	+ 0.41
210	Avco T.P.	210	210	210		1330	De Lathrop	1330	1330	1330																			

**COMPTANT**

**(sélection)**

**SICAV** (selection)

**(selection)**

**29/10**

VALEURS				% du nom.		% du coupon		VALEURS		Cours préc.		Dernier cours		VALEURS		Cours préc.		Dernier cours		VALEURS		Cours préc.		Dernier cours		VALEURS		Emission Fraie Incl.		Rachet net		VALEURS		Emission Fraie Incl.		Rachet net																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																													
<b>Obligations</b>										<b>Etrangeres</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>										<b>VALEURS</b>									

## PUBLICITÉ FINANCIÈRE

**Renseignements :  
45-55-91-82, poste 4330**

c : coupon détaché - o : offert - \* : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ■ : marché continu











ECHOS

50 000 F pour le calcul scientifique

□ Cisi Ingénierie, filiale du Commissariat à l'énergie atomique, lance avec la Société de mathématiques appliquées et industrielles (SMAI) un prix « Cisi Ingénierie Calcul scientifique », doté de 50 000 francs et destiné à récompenser une équipe ou une personne pour la qualité de ses travaux dans ce domaine.

► Contact : Jean-Paul Boujot, directeur scientifique Cisi Ingénierie, tél : (1) 49.79.46.81.

Un deuxième campus pour l'ESC Reims

□ L'Ecole supérieure de commerce de Reims a inauguré un deuxième campus de 5 500 mètres carrés, distant de 400 mètres du premier. Il abritera la nouvelle Ecole supérieure des techniques de gestion (Sup TG), créée à la rentrée, formation en trois ans ouverte aux bacheliers et destinée à préparer aux fonctions d'encadrement dans les PME, et de middle-management dans les grandes entreprises.

► Contact : ESC Reims. Tél : 26-06-06-04.

PRÉCISION

□ La direction des relations extérieures de l'Ecole polytechnique tient à nous apporter la précision suivante, à propos de la proportion d'élèves entrant dans un corps d'Etat évoquée dans l'article sur « les lauréats des grandes écoles », publié dans le Monde Initiatives du 19 septembre : « Ce n'est en effet, approximativement qu'un tiers des élèves sortants (130) qui se trouvent dans ce cas, alors qu'un nombre plus important (140 en 1989) a choisi de commencer sa carrière en entreprise après passage dans une formation complémentaire de deux ans, selon les dispositions de la loi de 1970. L'auteur de l'article a été clairement induit en erreur par le fait que les élèves admis dans les corps de l'Etat et les élèves ayant choisi d'acquiescer une formation complémentaire fréquemment, dans la plupart des cas, les mêmes établissements (par exemple l'Ecole des mines ou l'Ecole des ponts), avec toutefois des statuts différents, les premiers étant élèves fonctionnaires, les seconds élèves civils. »

RECTIFICATIF

A la suite d'un problème de transmission, des erreurs se sont glissées dans l'article intitulé « L'amertume au bout du chemin » paru dans le Monde Initiatives du 17 octobre. Au lieu de « les cartes électroniques pour les techniciens dépannant les testeurs », il fallait lire : « les cartes électroniques que les techniciens dépannent sur les testeurs ». Par ailleurs, c'est la société Superba qui devait être citée et non Superb.

# Création d'une école de génie industriel à Grenoble

Une nouvelle école de l'Institut national polytechnique de Grenoble veut former des ingénieurs aussi compétents en gestion qu'en sciences

GRENOBLE

De notre correspondant

L'Institut national polytechnique de Grenoble (INPG) forme, depuis cette année, des ingénieurs d'un nouveau type, capables de se confronter à la fois aux problèmes techniques les plus pointus et aux défis économiques, commerciaux et sociaux des entreprises. L'enjeu est de taille pour cette école d'ingénieurs, jusqu'alors orientée essentiellement vers les sciences « dures » : la physique et les mathématiques.

L'INPG souhaitait, depuis longtemps, s'ouvrir à d'autres types de formations et proposer un nouveau concept d'école d'ingénieurs, associant étroitement les compétences : scientifiques et techniques ; économiques et de gestion ; sociales et humaines. Ce type de formation, destiné aux personnes chargées de concevoir et de gérer des systèmes de production, d'analyser et de conduire des projets industriels, devait aussi recevoir le soutien des plus grandes entreprises présentes à Grenoble, Bull, Hewlett-Packard France, Merlin-Gerin, auxquels sont venus s'associer la Lyonnaise de banque et Renault.

Ces cinq partenaires, réunis dans un « club », participent à la définition du contenu des enseignements, dont certains sont assurés directement par eux ; ils

sont présents dans les jurys de sélection des étudiants de première année ; enfin, ils contribuent, par l'intermédiaire d'un « ticket d'entrée » dans le « club », fixé à 250 000 francs, au financement de l'Ecole nationale supérieure de génie industriel.

Le concept nouveau développé dans l'ENSIGI a séduit les élèves des écoles préparatoires. L'un d'eux affirme apprécier le fait de « pouvoir un peu souffler en ne faisant pas que des sciences pendant la suite de [ses] études ». La formation comprend, en effet, 60 % de matières scientifiques, le reste s'organisant autour de cours d'économie, de gestion, de stratégie industrielle, de sciences humaines et de langues.

COOPERATION. La huitième école de l'Institut national polytechnique n'aurait pas vu le jour sans la volonté exprimée par l'université des sciences sociales de Grenoble (U2) de s'ouvrir, elle aussi, à d'autres disciplines. La proximité géographique des deux établissements, installés sur le campus de Grenoble, mais aussi les échanges entre les deux « maisons », au sein d'un Groupement scientifique de production, ont favorisé leur rapprochement et leur association, à parts égales, au sein de la nouvelle école de génie industriel, rattachée administrativement à l'INPG.

L'université des sciences sociales de Grenoble possède plu-

sieurs centres de recherche très performants, comme l'Institut politique et économique de l'énergie ou le Centre de recherche appliquée à la gestion, qui donnent à cette université le poids scientifique nécessaire à une collaboration fructueuse avec une école d'ingénieurs.

« Jusqu'alors, on demandait aux sciences sociales d'apporter un « supplément d'âme » aux ingénieurs, en participant pour une part très réduite à leur formation », explique le président de Grenoble-II, Bernard Pouyet. Selon lui, l'originalité de cette formation réside de la cohabitation, au sein d'une même école, de deux cultures peu enclines, jusqu'à ces toutes dernières années, à s'unir. L'« accrochage » réussi de l'université des sciences sociales aux universités scientifiques grenobloises trouverait notamment son explication dans la présence, parmi le corps enseignant de l'U2, de professeurs d'économie ou de sciences sociales disposant d'une formation scientifique de haut niveau acquise dans des écoles d'ingénieurs « classiques ».

Les deux partenaires sont convaincus que l'Ecole de génie industriel formera une nouvelle race de cadres, « aussi vrais ingénieurs que bons gestionnaires, placés au carrefour des sciences sociales, physiques et mathématiques ». « Nous prétendons former

des ingénieurs de haut niveau et leur donner beaucoup plus qu'un vernis économique et social », affirme Gérard Cognet le directeur de l'ENSIGI. Il reconnaît cependant s'être heurté au scepticisme de certains industriels, qui estiment que ce type de formation ne peut s'acquiescer que sur le terrain et que ce métier ne peut être confié qu'à des ingénieurs confirmés, ayant une large expérience de la vie en entreprise.

« Cette école a le mérite de sortir la formation des ingénieurs de son cadre purement scientifique. L'ingénieur d'aujourd'hui doit être en mesure d'assumer la complexité croissante de nos entreprises industrielles. Il ne peut plus se permettre d'être seulement un excellent scientifique ; il doit aussi être un très bon organisateur de la production », affirment les responsables de l'ENSIGI.

Alors que celle-ci n'avait pas encore reçu, au début de cette année, son habilitation par la commission des titres d'ingénieurs, elle figurait déjà parmi les huit écoles de l'INPG les plus demandées par les « taupins ». « Les futurs ingénieurs recherchent de plus en plus un nouvel équilibre entre leurs activités. La gestion fait désormais partie de leurs préoccupations. Notre école répond à cette demande », affirme son directeur.

Claude Fronzillon

BIBLIOGRAPHIE

« Fin de siècle, début de vie », par Danièle Linhart et Anna Malan

## L'individualisme raisonnable de jeunes désenchantés

Passés de mode depuis que les conflits de générations n'exploient plus, les jeunes de 18 à 25 ans ne font plus guère l'objet d'études, comme autrefois. D'une certaine façon, la société des adultes admet sans vraiment sourcilier qu'ils - et plus souvent elles - aient été les victimes des années de crise. Par le chômage, la marginalisation ou l'exclusion, par les difficultés d'insertion à la fois professionnelle et sociale, par cette triste musique du désenchantement à laquelle chacun s'est habitué, et qui résonne pourtant comme la complainte d'un avenir déçu, déjà hypothéqué.

Mis à part les Minguettes ou les grandes manifestations étudiantes et lycéennes de l'hiver 1986, et plus récemment Vanx-en-Velin ou les protestations des élèves des banlieues « paumées » de ces dernières semaines, quels sont les événements qui ont rappelé les urgences, jeté leur lumière crue sur le sort réservé aux jeunes par notre société ?

Tout le mérite de l'ouvrage de Danièle Linhart et Anna Malan réside dans cette enquête à con-

tre-courant, une promenade minutieuse dans une planète ignorée. A la recherche d'éléments de connaissance, les auteurs brosent une série de portraits, racontent les misères du quotidien, les aspirations et, finalement, les désillusions de ces jeunes, lucides et déjà matures, presque trop dociles, en tout cas marqués par la confrontation avec un monde qui ne leur a pas été favorable.

Il en ressort une série de comportements communs, quelles que soient les situations individuelles. Raisonnable, individualiste, les jeunes ne s'en remettent plus comme leurs aînés à l'idéologie ou au militantisme pour s'en sortir, ils ne rêvent plus d'un monde meilleur et, même s'ils en ont l'occasion, ne cherchent surtout pas à trouver l'appui professionnel des syndicats. S'il leur arrive d'être solidaires, à un moment précis, ils acceptent les actions collectives dans la mesure, seulement, où elles coïncident avec leurs intérêts immédiats. Ce qui ne les empêche pas de faire preuve d'un attachement profond

à quelques valeurs fondamentales, doublé d'un goût prononcé pour la tolérance. Ils ont le respect de l'effort et des autres.

LOIS DE LA NECESSITÉ. Mais ce repli sur soi, parfois exacerbé, dissimule des fureurs, présentes aussi bien chez ceux qui ont quelque chance de réussir leur intégration que chez ceux qui savent ne pas en avoir. La confiance dans la société est ébranlée et, si l'on joue les règles en vigueur, c'est moins par adhésion que par souci de l'efficacité. Les plus démunis, qui vont de stage en petit boulot, ont appris les lois de la nécessité. S'ils se désespèrent, ils sont néanmoins décidés à profiter des opportunités, à celles-ci se présentent.

Les mieux lotis connaissent l'école de la patience, savent que leur insertion sera longue, et se préparent méthodiquement en fonction de leurs objectifs. Aucun ne se laisse guider par l'insouciance et n'est tenté par l'improvisation. La « galère » est presque le lot commun, et l'insertion

devra être négociée, toujours habilement conduite.

Dans l'entreprise, cela entraîne des comportements calculés. Tout est suspendu à la cible visée, d'abord professionnelle, l'intégration n'étant que l'un des moyens. On ne milite pas, on revendique peu, sauf pour le droit et la justice, et l'on entretient ses espoirs. Avec le temps, toutefois, ce détachement se relâche, on s'implique davantage, mais l'on ne revient pas sur une certaine forme de distance.

Danièle Linhart et Anna Malan ne cachent pas leur étonnement. A vingt ans de distance, les enfants de mai 1968 vivent des situations diamétralement opposées à celles de leurs parents. Circonstances et crises aidant, ils se sont façonnés une carapace pour exister dans une société différente, loin des utopies.

Alain Lebaube

► Fin de siècle, début de vie, voyage au pays des 18-25 ans, par Danièle Linhart et Anna Malan. Editions Syros Alternatives, 190 pages, 89 F.

FORUM

La « réussite » à la Sorbonne

Quelque vingt mille étudiants présents, des personnalités internationales, cinquante débats en deux jours, des amphithéâtres à craquer. La Sorbonne a connu, les 20 et 21 octobre, un week-end mouvementé. Alain Affréou, Edouard Leclerc, Jean Bernard, Léon Schwartzberg, Ricardo Bofill, Bronislaw Geremek, Hélène Carrère d'Encausse, Yves Montand, Lauren Bacall, et bien d'autres étaient là.

Apporter au monde étudiant toutes ces éminences « sur un plateau », tel était le défi des organisateurs de la manifestation : trois étudiants venant d'achever leur troisième cycle de communication à la Sorbonne et qui, pour cette deuxième édition de la Cité de la réussite, ont « frappé fort ». (1) Une organisation efficace qui repose sur deux atouts : un vaste réseau étudiant à travers l'Association internationale des étudiants en sciences économiques et commerciales (AIESEC), et les multiples associations de Juniors Entreprises ; et des partenaires industriels soucieux de séduire le grain des jeunes (futurs ou déjà) diplômés.

La réussite ? La définition en est aussi multiple que ceux qui l'incarnent. « C'est aboutir à quelque chose qui ressemble à cent pour cent à ce qu'était mon objectif », déclare Carlo De Benedetti.

Voir plus loin que les autres est une des clefs du succès dans le monde de l'entreprise. Mais il faut savoir mener les hommes, identifier et faire fructifier les talents, s'ouvrir à d'autres modes de pensée... une exigence qui va au-delà de la recherche du profit. « Il y a de plus en plus de voyous », dénonce Sophie de Menthon, patronne de Multilignes Conseil. Et il faut parfois du courage pour « faire la bon choix », comme la conseillère Jean-Marie Lusiger, archevêque de Paris, à une étudiante qui émet des doutes sur la possibilité de concilier la morale et le monde épre de l'argent.

La dimension éthique de la réussite est une question invoquée un peu partout dans les amphithéâtres par la professeur Hamburger, qui s'interroge de « la face noire du progrès » ; par Marek Halter, qui veut faire de la mémoire collective un outil pour « protéger l'homme contre ses pulsions mauvaises ».

Une cérémonie de clôture grandiose, avec des messages du président George Bush et de Vaclav Havel, et la participation de nouveaux témoins de l'Europe de l'Est : Geremek et Dubcek.

Une belle réussite sans doute. Deux regrets pourtant : le nombre dérisoire de femmes dans cet aréopage. Et l'absence d'autres modèles de réussite, moins brillants, mais tout aussi précieux, comme ceux offerts par les échamés de l'action sociale et humanitaire.

Françoise Gaillard

(1) Voir l'article que cette manifestation a inspiré à Bertrand Poirot-Delpech, dans sa rubrique « Diagonales » du Monde du 24 octobre.

## LA LIBRAIRIE DES ÉTUDIANTS

Cette rubrique recense les dernières parutions de livres plus spécialement destinés aux étudiants et aux enseignants.

La Pensée politique du Japon contemporain

Pierre Lavelle

Cette étude met à mal l'image mythique d'un Japon consensuel et fermé aux mondes européen et américain. Pierre Lavelle retrace les grandes étapes de la pensée politique japonaise, de l'apparition de la génération dite des Lumières au XIX<sup>e</sup> siècle aux théories postérieures à la deuxième guerre mondiale, influencées par le marxisme, les sciences sociales américaines et la philosophie française.

Dans la même collection Le Management culturel. Les textes sur les droits de l'homme, la planification

française et l'anthropologie juridique. Presses universitaires de France, collection « Que sais-je ? ».

La Méthode biographique

Jean Pennes

Les biographies ont été très en vogue ces dernières années. C'est pourquoi ce manuel de sociologie débute par une réflexion sur leur place dans l'édition française. Il se poursuit par une analyse de la méthode biographique vue à travers deux grands courants - les monographies de l'école de Chicago et les histoires de vie dans la sociologie française - et un examen de ces différents modes d'utilisation dans la recherche. Des lectures sont conseillées à la fin de chaque chapitre.

► Armand Colin, collection « U Sociologie », 128 p., 95 F.

Centrisme et démocratisation chrétienne en France, le Parti démocrate populaire, des origines au MRP, 1919-1944

Jean-Claude Delbreil

« Le Parti démocrate populaire (PDP) témoigne des contradictions et des difficultés d'une doctrine en France ». Ainsi Jean-Claude Delbreil fait le portrait d'un parti « ignoré », qu'il appréhende dans le contexte politico-religieux de la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle et dans celui, plus restreint, des courants démocrates-chrétiens, catholiques sociaux et catholiques-libéraux. Après avoir présenté la doctrine et les moyens du PDP, il décrit son évolution à travers deux grandes périodes : l'affirmation de 1924 à 1932, le déclin et la métamorphose de 1932 à 1944.

► Les Éditions d'organisation, collection « EO SUP », 185 p., 111 F.

Publications de la Sorbonne, 481 p., 220 F.

La Vidéomatique, de Gutenberg aux nouvelles technologies de la communication

Bruno Lussato et Bruno France-Lanord

La vidéomatique, c'est la logique de la micro-informatique appliquée à la vidéo et au son. Deux experts, professeurs au CNAM, relatent l'histoire des techniques de l'information, puis s'attachent à cette nouvelle phase que constitue la vidéomatique, dont ils présentent les outils, et plus précisément le vidéodisque.

► Les Éditions d'organisation, collection « EO SUP », 185 p., 111 F.

Précis de littérature française au XVIII<sup>e</sup> siècle

Sous la direction de Robert Mauzi

Cet ouvrage collectif, réalisé par des spécialistes du centre d'études des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles de l'université Paris-Sorbonne, se décompose en deux grandes périodes : de 1715 à 1790 ; et jusqu'en 1802. De longs chapitres sont évidemment consacrés aux grands du XVIII<sup>e</sup> siècle, tels que Voltaire, Rousseau, Diderot ou Laclos. Mais d'autres rendent compte des goûts de l'époque, de ses écritures « obscures » et de sa production littéraire florissante, présentée par genre (illuminés, romans libertins, voyages et pittoresques...).

► Presses universitaires de France, 290 p., 148 F.

Droits des collectivités locales

Jean-Bernard Auby et Jean-François Auby

Ce manuel présente le droit des collectivités locales dans la perspective des examens des concours administratifs. Cinq grands thèmes sont traités : les bases du droit (historiques, théoriques et relatives au découpage administratif) ; le pouvoir local ; les fonctions des collectivités locales ; les rapports qu'elles entretiennent avec leur environnement ; et les moyens de l'action administrative locale.

► Presses universitaires de France, collection « Thémis », 324 p., 148 F.

Marianne Rougé

سكنا من الرصيد







## Des visiteurs médicaux transformés en attachés commerciaux

Quand un laboratoire pharmaceutique a décidé de recourir à une société prestataire de services, il en a profité pour utiliser un personnel à « statut plutôt commercial »

L'OPÉRATION peut paraître anodine. En juin 1988, les Laboratoires Anphar-Rolland annoncent leur intention d'avoir recours à une société prestataire de services, Prestapharm, pour compléter leur réseau de visiteurs médicaux, alors au nombre de cinquante-neuf. Au passage, la direction entend se montrer plus agressive et utiliser un personnel qui aura « un statut plutôt commercial ».

Deux ans plus tard, le transfert est pratiquement achevé puisque la nouvelle entité comprend une soixantaine d'attachés commerciaux. Seuls cinq irrédutibles sont restés dans la société d'origine avec l'ancienne dénomination, dont quatre d'entre eux sont tous CGT. Leur licenciement a été plusieurs fois demandé, jusqu'à présent sans succès. L'inspection du travail refuse en effet une mesure qui lui semble dictée par la répression syndicale.

Surtout, elle considère que l'appel à un sous-traitant, dans ces conditions, s'apparente à du prêt de main-d'œuvre, contraire au code du travail, et permet de contourner la convention collective des visiteurs médicaux. Depuis, les réfractaires ont

déposé plainte pour délit de marchandage.

L'affaire est en fait symbolique, pour plusieurs raisons. Née de toutes pièces, définie comme une agence de publicité, la société Prestapharm a un client unique, Anphar-Rolland. Son personnel ne travaille que sur les produits pharmaceutiques des laboratoires. Elle rend donc un service durable pour une activité normale et permanente relevant de l'entreprise qui a asphyxié son propre réseau alors que toutes les sociétés du secteur ont l'habitude d'employer des visiteurs médicaux. La loi assimile cette pratique à une « opération à but lucratif ayant pour objet le prêt exclusif de main-d'œuvre ».

**DES LÉGISLATEURS.** D'ailleurs, une vingtaine de visiteurs médicaux ont démissionné pour être recrutés comme attachés commerciaux dans la nouvelle structure où ils occuperont les mêmes fonctions qu'auparavant dans les mêmes zones géographiques. Pour eux, comme pour les nouveaux embauchés, les rapports d'autorité n'ont pas changé. Ce sont les laboratoires qui fixent les objectifs, décident des orientations, organisent le classement

des vendeurs et assurent la formation nécessaire dans leurs propres locaux.

Par rapport à l'ensemble de la profession, le changement pose également un problème de fond. Est-ce que le médicament se vend comme d'habitude quel produit, une action commerciale ayant pour effet d'augmenter la consommation médicale? Régi par une annexe particulière dans la convention collective, titulaire d'une carte professionnelle, le visiteur médical exerce un métier qui est soumis à des règles déontologiques. Ainsi, il est précisé qu'il agit auprès du corps médical, au sens large, « de façon exclusive et en dehors de toute activité de nature commerciale », son rôle étant de permettre « une meilleure connaissance et une meilleure utilisation des médicaments ». Parce qu'il sert de conseiller, son rendement ne peut être mesuré directement par le chiffre d'affaires. Un accord signé en mai 1988 précise le niveau de formation initiale exigé (bac +3) et les formations à entreprendre.

En revanche, l'attaché commercial se voit définir des progressions de vente, peut prendre des commandes et son efficacité est mesurée par une troisième société

qui comptabilise les prescriptions de médicaments. Une partie de sa rémunération est fonction des résultats obtenus. Il développe une action de marketing, moins soucieux de la composition du produit, des précautions d'utilisation ou des contre-indications, que des parts de marché ou de la concurrence. Son statut est moins protecteur que celui du visiteur médical, mais peut être plus rémunérateur.

Au-delà des péripéties sociales internes aux laboratoires Anphar-Rolland, le débat par une société de services est tout sauf innocent. Comme le disait un dirigeant devant le comité d'entreprise, il s'agit bien d'aider à la naissance d'un « nouveau métier », justifié par le développement à terme du marché des produits non remboursés. Instruits par l'exemple, d'autres laboratoires pharmaceutiques pourraient être tentés de franchir le pas à leur tour.

« Ce que nous faisons est légal », rétorque-t-on au siège des Laboratoires Anphar-Rolland, à Evry, où l'on affirme n'avoir aucun intérêt ni prise de participation dans les deux sociétés prestataires de services utilisées. Quant à la profession, et le Syndicat national de l'industrie pharmaceutique en

tête, elle suivrait l'expérience avec attention, et « nous surveille », reconnaît-on, parce qu'elle souhaiterait réformer la convention collective « qui ne correspond plus à l'activité d'aujourd'hui ». En quelque sorte, les laboratoires joueraient un rôle d'avant-garde pour explorer une nouvelle technique alors que les confrères, quand ils font appel à une entreprise extérieure, continuent à avoir affaire à des visiteurs médicaux.

**ECLAIREURS.** Dans cette optique d'éclaircissement, le recours aux attachés commerciaux correspond aussi à une stratégie d'anticipation qu'Anphar-Rolland revendique. Si, actuellement, un seul médicament n'est pas remboursé par la Sécurité sociale, et représente 10 % en valeur comme en volume de la société, un deuxième produit sera bientôt commercialisé dans les mêmes conditions. En tendance, la part des produits qui ne donnent pas lieu à une prescription médicale devrait augmenter, principalement pour un laboratoire qui n'a pas les ressources suffisantes pour compléter sa gamme de médicaments coûteux et rentables. Or, explique Eric Cox, directeur du

personnel, la technique de vente doit s'adapter à cette situation. Il ne s'agit plus de convaincre les médecins, mais également les pharmaciens avec lesquels on doit pouvoir signer un bon de commande, développer un argumentaire commercial.

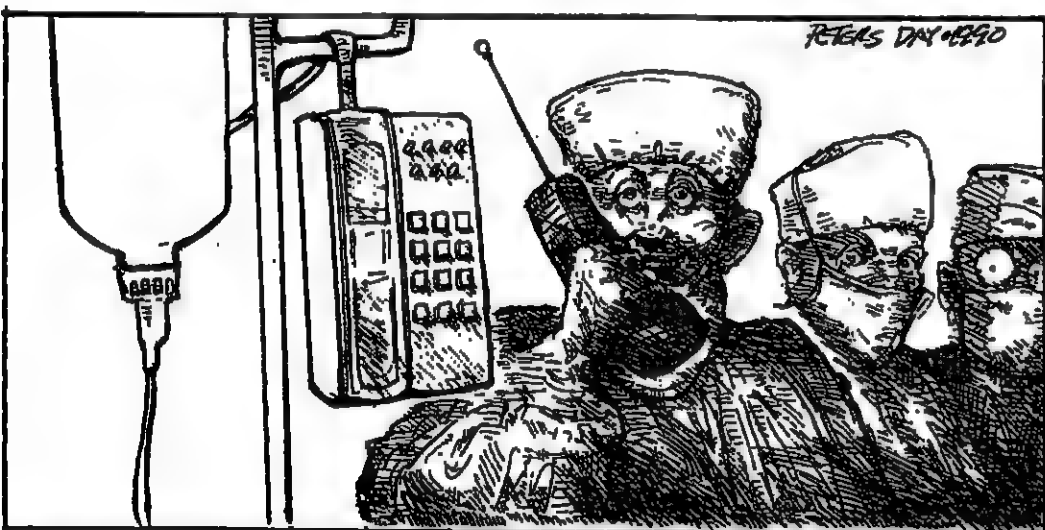
L'idéal, bien sûr, serait d'entretenir deux réseaux, comme le font de gros concurrents qui emploient des visiteurs médicaux et des attachés commerciaux, voire des vendeurs. Mais cette solution deviendrait vite onéreuse pour des laboratoires plus petits qui cherchent parfois à mêler les équipes.

Dans un premier temps, Anphar-Rolland avait, par exemple, espéré que ses visiteurs médicaux accepteraient un contournement de la convention collective, conseillers chez le médecin, commerciaux chez le pharmacien, mais s'est vite « heurté » au refus syndical. D'où le choix actuel et le conflit procédurier qui a suivi. Pourtant, résume Eric Cox, « l'attaché commercial n'est pas un visiteur médical au rabais ».

Alain Lohereux

## L'hôpital touché par le virus de la communication

Les hôpitaux de Paris créent un diplôme universitaire de communication  
L'objectif est de favoriser le dialogue



Il y a deux ans apparaissent les premiers postes de chargé de communication à l'hôpital. On en compte aujourd'hui une cinquantaine, un par établissement dans l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP). Leur rôle est de rendre l'hôpital plus humain aux yeux du public mais aussi, et peut-être avant tout, de favoriser le dialogue interne. Un véritable défi dans un univers réputé très cloisonné. Cette révolution tranquille, tant elle correspond à un besoin ressenti par tous, prendra un nouvel essor avec la création d'un diplôme universitaire de communication dans les structures hospitalières.

La formation, d'une durée de 144 heures, ouverte aux cadres médicaux et administratifs, se déroulera de novembre 1990 à juin 1991 à l'hôpital Necker. Elle résulte d'un accord entre l'AP-HP, l'université Paris-V (René-Descartes) et le groupe Mascaret, le cabinet conseil en ressources humaines qui avait formé les premiers chargés de communication : organisation du système (santé), relations malades/médecins, les outils de management, le projet d'entreprise, la communication interne et externe, tels que quelques-uns des thèmes abordés.

On le voit, il ne s'agit pas d'appliquer un simple vernis, histoire

de suivre la mode de la communication, mais d'engager un changement en profondeur. « Il existe une communication extraordinaire autour du malade, estime M. Denormandie, dirigeant de l'AP-HP. Mais, dans un même service, autour de l'organisation du travail, des ressources humaines entre les hôpitaux, ce n'est pas le cas. Dans certains services, il n'y a jamais de réunions pour demander au personnel ce qu'il souhaite faire ! La communication ne règlera pas tous les problèmes, mais c'est un outil de management. Il faut que les gens se parlent. »

**SYNTHÈSE MUTUELLE.** Pour impulser ce dialogue sans tomber dans la communication-gadget, les chargés de communication se doivent d'être des hommes et des femmes du terrain. « Je souhaite qu'ils conservent leur poste et soient chargés de communication à temps partiel, car les deux hôpitaux souhaitent s'enrichir mutuellement », ajoute M. Denormandie. Lui-même en a donné l'exemple puisque, depuis deux ans, il partage son temps entre la délégation à la communication et l'hôpital de Garches où il est chirurgien.

Martine Tranche, en revanche, a saisi l'opportunité pour se reconstruire. Ancienne secrétaire administrative de l'hôpital

Antoine-Becière de Clamart (Hauts-de-Seine), elle en est aujourd'hui le chargé de communication à temps plein. Son rôle consiste à coordonner l'ensemble des outils tels que le journal interne, le magazine vidéo, etc. « Mais il n'y a pas que les supports de communication, précise-t-elle. Mon rôle est aussi d'étudier les attentes, les besoins en internes comme en externes. Nous avons réalisé un audit social, ainsi qu'une « écoute-clients ». A partir des résultats, nous avons établi un plan d'action pour l'année 1990, adapté à la stratégie globale de l'hôpital. »

Stratégie, ressources humaines, management, projet d'entreprise, le langage de l'hôpital est déjà changé. Autre signe de l'évolution des mentalités : c'est la première fois qu'une université s'associe à un cabinet de conseil privé pour créer une formation. Il est vrai que c'est surtout Mascaret qui a pris les risques financiers. Cette jeune société, qui assure la gestion administrative et financière de la formation, ainsi que le suivi de son déroulement, et qui ne dispose d'aucun budget pour mettre en place le projet, sera rémunérée en fonction du nombre d'inscrits. Mais accompagner le premier centre hospitalier européen dans son changement de culture d'entreprise, quel pari !

Francine Akicovitch

### STAGES

« Le Monde Initiatives » publie chaque semaine des offres de stages en entreprises pour les étudiants. Les personnes intéressées doivent contacter directement le CDTE, association responsable de ce service, lancé en collaboration avec la MNEF, en téléphonant au 47-35-43-43 ou en s'inscrivant sur MiniTel 36-15 JOBSTAGE. Les frais annuels d'inscription sont de 149 F.

Les entreprises désireuses de passer des offres sont priées de consulter directement cette association au (1) 47-35-43-43.

#### Section

Lieu : Ivry. Date : immédiat. Durée : 3 à 6 mois. Ind. : 1 500 F ou plus selon résultats. Mission : travaux comptables analytiques et rapprochement des comptes. 11673.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : 25 % du CA + prime 2 000 F. Profil : bac + 1 à 3. Mission : proposer nos services au SEF sous forme de cartes d'abonnement pour étudiants. 11672.

Lieu : Levallois-Perret. Date : immédiat. Durée : 3 à 4 mois mini. Ind. : 2 000 F + 2 000 F fin de stage. Profil : bac + 3. Mission : assistant chef de produit comptabilité. 11664.

#### Comptabilité

Lieu : Paris. Date : novembre. Durée : 2 mois. Ind. : 5 000 F. Profil : bac + 2. Mission : occuper de la comptabilité clientèle et fournisseurs. 12619.

Lieu : Marseille. Date : nov.-déc. Durée : 1 mois. Ind. : à négocier. Profil : bac. Mission : employée de bureau-comptable. 12618.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 à 6 mois. Ind. : 1 500 F. Profil : bac + 2 ou 3. Mission : comptabilité fournisseur-client, saisie informatique. 12617.

#### Personnel

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : 5 000 F mois. Profil : bac + 3. Mission : accompagner les différents projets en cours de mise en place : paie et gestion personnel. 13597.

Lieu : Montigny. Date : immédiat. Durée : 4 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 3 ou 4. Mission : recrutement de candidats handicapés, formation. 13596.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 1 mois mini. Ind. : 4 000 F à 6 000 F selon profil et résultats. Profil : bac + 4. Mission : étude sur le rôle et l'organisation d'un service sécurité. 13583.

#### Marketing

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 15 jours à 1 mois. Ind. : 42 F de l'heure + 3 F par accord de précarité d'emploi + 15 % congés payés. Profil : bac + 2. Mission : enquêtes auprès des PDG : contact haut niveau. 1403.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 à 6 mois. Ind. : 5 000 F par mois. Profil : bac + 4 ou 5. Mission :

étude de marché 1 % logement (approche marketing + étude financière). 14902.

Lieu : Neuilly-sur-Seine. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : 2 000 F + 2 000 F fin de stage + tickets restaurant. Profil : bac + 4. Mission : assistant chef de produit. 14896.

#### Commerce

Lieu : Auxerre. Date : novembre. Durée : 8 mois. Ind. : 3 000 F selon résultat + logement disponible. Profil : bac + 3. Mission : assistant entreprise qui exporte, organisation de voyages d'affaires. 15683.

Lieu : Cergy-Pontoise. Date : immédiat. Durée : 3 mois + Ind. : carte orange + carte PTT + 10 % sur CA. Profil : bac + 2. Mission : création et développement d'une clientèle tout secteur. 15631.

#### Personnel

Lieu : Vincennes. Date : immédiat. Durée : indéterminée. Ind. : à définir. Profil : bac. Mission : vente et contacts auprès des chefs d'entreprise. 16742.

Lieu : Saint-Ouen. Date : immédiat. Durée : 1 mois. Ind. : 1 500 par mois. Profil : bac. Mission : diriger une petite équipe d'implantation de nos produits dans les magasins de Paris et de province (véhicule indispensable). 16741.

Lieu : Douai. Date : immédiat. Durée : 1 mois ou +. Ind. : à définir. Profil : bac + 2. Mission : vente produits imprimés. 16699.

#### Informatique

Lieu : Les Ulis. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : 3 500 F par mois + embauche possible. Profil : bac. Mission : support technique de logiciels sur IBM-PC. 17837.

Lieu : Roissy. Date : immédiat. Durée : 1 mois. Ind. : à définir. Profil : bac. Mission : programmation statistique. 17835.

Lieu : Villejuif. Date : immédiat. Durée : 4 à 6 mois. Ind. : SMIC. Profil : bac + 4. Mission : développer une application informatique. 17828.

Lieu : Boulogne. Date : immédiat. Durée : 6 mois. Ind. : SMIC. Profil : bac + 2 et plus. Mission : recherche informatiques dans différentes spé-

cialités (installateur, programmeur, analyse...). 17827.

#### Communication

Lieu : Nanterre. Date : immédiat. Durée : à l'année. Ind. : 3 090 F brut. Profil : bac + 2. Mission : lire la presse quotidienne et sélectionner les articles pour reconstituer une revue de presse économique et industrielle. 18791.

Lieu : Boulogne. Date : novembre. Durée : 6 mois. Ind. : 1 500 F par mois. Profil : bac + 1. Mission : contacter magazines, presse et TV. 18790.

Lieu : Boulogne. Date : novembre. Durée : 2 mois. Ind. : 1 400 F par mois. Profil : bac + 1. Mission : assistance de production. 18789.

#### Publicité

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 12 mois. Ind. : 4 000 F par mois. Profil : bac + 2. Mission : stage de maquettage (mise en page, logos, plaquettes, PAO pagemaker). 19626.

Lieu : Boulogne. Date : immédiat. Durée : 6 mois. Ind. : 1 400 F. Profil : bac + 2 à 5. Mission : marketing des médias en France et en Europe. 19624.

Lieu : Boulogne. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : à voir. Profil : bac. Mission : assister la responsable du développement ou l'un des chefs de publicité sur certains budgets. 19623.

#### Electronique

Lieu : Saint-Denis. Date : indéterminée. Durée : à définir. Ind. : 6 000 F par mois. Profil : bac + 2 ou 3. Mission : encadrement technique et pédagogique des jeunes. 20649.

Lieu : Labège. Date : immédiat. Durée : 6 mois. Ind. : rémunéré par l'Etat. Profil : bac + 2. Mission : technicien de maintenance des matériels audio-vidéo professionnels. 20648.

Lieu : Saint-Vincent-de-Tyrosse. Date : immédiat. Durée : 4 mois. Ind. : selon niveau. Profil : bac + 2 ou 3. Mission : maintenance de systèmes mécaniques automatisés. 20647.

#### Biologie

Lieu : Contes. Date : indéterminée. Durée : 6 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 4. Mission : stage en pharmacie ou labo cosmétologie. 21551.

Et de nombreux autres stages sur le 36 15 JOBSTAGE. Pour tous renseignements, contactez le CDTE au 47-35-43-43.

MERCREDI (numéro date JEUDI)  
**LE GRAND RENDEZ-VOUS DE L'IMMOBILIER**  
Le Monde

صكدا من الاصل

## L'archipel des...

Les premiers de l'assurance m...

UN PUNIC... (text continues with various insurance-related information and advertisements)



صكنا من الالصل

INITIATIVES  
EMPLOI

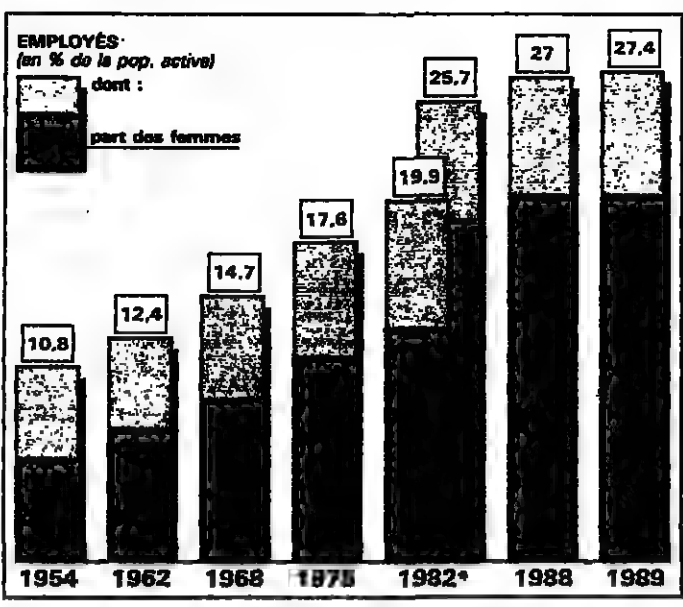
taux  
ommerciaux

société prestataire de services,  
no: commercial

# L'archipel des employés

L'INSEE a passé au crible les conditions de vie et de travail de cette population méconnue, actuellement au cœur de plusieurs transformations de la société française

**Q**UI sont-ils ? Nul ne le sait vraiment. Ils représentent pourtant plus du quart de la population active française (27,4 % en 1989), soit une proportion presque égale à celle des ouvriers (28,4 %). Ils ou plutôt elles, car sur près de 6 millions de salariés au total en 1989, les employés - puisque c'est d'eux dont il s'agit - comptent 75 % de femmes. Une large domination qui s'apparente toutefois à un trompe-l'œil car les employés ne font partie ni de l'élite régnante, ni d'aucune classe supposée accéder un jour au pouvoir, précise Alain Chenu, Ce professeur de sociologie, membre du groupe d'études et de recherches sur les modes de vie, vient de réaliser, dans le cadre de l'INSEE, une vaste étude sur les conditions de vie et de travail de cette population des employés qui constitue, selon lui, un « archipel » social bien mal connu (1).



La part des employés dans la population active a presque triplé depuis 1954.

En l'espace de vingt ans, de 1963 à 1982, le nombre d'employés a littéralement explosé (voir graphique). Ces salariés se sont, en effet, retrouvés, fait observer Alain Chenu, « au cœur de quatre grands processus qui ont travaillé la société française en profondeur au cours de ces quarante dernières années », à savoir l'essor du travail féminin, le boom des emplois tertiaires, l'industrialisation de la société et l'accroissement du rôle de l'Etat. Mais depuis 1982, leur progression a eu tendance à se ralentir sous le coup des innovations technologiques.

**PLANTES VERTES.** Deux types d'emplois se distinguent nettement dans cette nébuleuse qui recouvre des métiers aussi divers que serveur de restaurant, agent d'assurances, pompier ou coiffeur. D'une part, les emplois spécialisés dans les services rendus aux particuliers où se détachent notamment les employés du commerce de détail. Ce dernier secteur constitue d'ailleurs, avec les postes de télécommunications, les banques et assurances et la Sécurité sociale, les quatre domaines d'activité où les employés représentent plus de la majorité du personnel salarié.

Les emplois de bureau ont répondu aux besoins des administrations et des entreprises de traiter un volume croissant d'informations. Les « spécificités féminines » y furent d'ailleurs, rappelle Alain Chenu, abondamment

« mises à contribution » en permettant non seulement « aux organisations de fonctionner comme des machines » mais aussi en rendant « ce fonctionnement moins impersonnel ».

Si le domaine du service direct aux particuliers n'a pas été très affecté par l'évolution récente des techniques, la sphère des employés de bureau a été fortement secouée, notamment depuis l'introduction, dans les années 80, de la micro-informatique. En supprimant des tâches jusqu'à effectuées manuellement, ces ordinateurs - et la nouvelle organisation du travail qu'ils ont entraînée - ont non seulement exposé les employés les moins qualifiés au chômage, mais également contribué à élever le niveau général des employés de bureau, notamment dans les secteurs privé et semi-public. Dans la fonction publique, en revanche, relève Alain Chenu, « les dispositions statutaires ont davantage joué en faveur d'une reproduction du statu quo ».

**L'ÉGALITÉ VERS 2030...** Une élévation du niveau de qualification qui n'a pas empêché les salariés des employés de se rapprocher plutôt de ceux des ouvriers. En 1988, le salaire net médian de ces salariés s'élevait à 5 613 francs par mois, « soit, note Alain Chenu, 6,4 % de plus que celui des

ouvriers, mais 28,8 % de moins que celui des professions intermédiaires ». De fortes disparités apparaissent toutefois d'une catégorie socioprofessionnelle à l'autre, des plus démunies (personnels de commerce et de service) aux mieux rémunérées (policiers et militaires). L'écart entre salaires masculins et féminins a, parallèlement, tendance à diminuer : en 1982, les émoluments moyens des hommes ne dépassaient plus que de... 23 % ceux des femmes (au lieu de 31 % en 1967). « A ce rythme, précise Alain Chenu, l'égalité serait acquise vers l'an 2030 ».

Autre caractéristique qui aurait tendance à rapprocher le monde des employés de celui des ouvriers, la forte proportion de salariés sous statut précaire (intérim, contrats à durée déterminée, stages) ou à temps partiel.

En revanche, l'élévation du niveau de qualification a eu tendance à « brouiller les distinctions » entre les employés administratifs et les professions intermédiaires de ces secteurs.

Voltaire Deville/Recherches

(1) L'archipel des employés d'Alain Chenu dans la collection Etudes de l'INSEE, 228 pages, 140 francs.  
\* Changement de nomenclature.

# Des femmes dans les travaux publics

L'AFPA anime, en Lorraine, la première équipe féminine jamais constituée dans ce secteur. Un « stage chinois » de qualification qui provoque des réactions diverses

METZ

de notre envoyé spécial

« **P** AS question que je leur fasse de cadeau parce qu'il s'agit de femmes. J'évite seulement de trop forcer sur le marteau piqueur ou le pavé granit. Reste que j'estime que les travaux publics ne sont pas un métier féminin. Je leur reconnais cependant bien volontiers des qualités spécifiques, le sens de l'ordre et du rangement sur un chantier par exemple. »

C'était à la mi-octobre dernier, sur le carreau, devenu historique, de l'ancienne mine de Faulquemont, en Lorraine. Une friche industrielle désolée, où François Messager, conducteur d'engins et moniteur de l'Association nationale de la formation professionnelle des adultes (AFPA), anime la première équipe féminine de travaux publics jamais constituée en France.

Il s'agit pour ces femmes de la région, toutes chômeuses, d'effectuer un stage de qualification AFPA de longue durée (six mois), commencé en avril dernier. Un stage qui devrait s'achever fin octobre. But : former douze ouvrières qualifiées en VRD (voirie et réseaux divers). Une initiative controversée et qui suscite sur place bien des interrogations, voire un scepticisme certain de la part des entreprises locales de bâtiment et travaux publics.

Pour l'ANPE de Longeville-lès-Saint-Avold, l'AFPA locale et la délégation régionale aux droits de la femme, l'initiative a, en revanche, valeur de test. Non seulement en Lorraine, où le chômage structurel féminin est de l'ordre de 70 %, mais sur le plan national, si les règles du jeu sont respectées par tous. C'est à tout le moins ce qu'espèrent les initiateurs de ce stage, que l'on a vite qualifié sur place de « stage chinois ».

**SENS ARTISTIQUE.** Car c'est de retour d'un voyage en Chine, en 1981, que Rémy Olsommer, PDG de la Route TP, une PME de 80 salariés implantée à Saint-Avold, a découvert les vertus du travail féminin. D'où l'idée d'importer chez lui ce qu'il appelle le doigté, la minutie et le sens artistique féminins. « J'ai embauché deux filles, dit-il aujourd'hui, et j'ai recommandé à mon équipe de chanter de ne pas être trop brutale avec elles. » Plusieurs entreprises régionales de BTP, des PME essentiellement, les filiales des majors s'étant défilées, selon Rémy Olsommer, se sont engagées à recruter, à l'issue du « stage chinois » les femmes en formation.

Mais pourquoi ce refus des grands du bâtiment et travaux publics ? « Parce que de telles embauches bouleverseraient leurs habitudes », répond l'entrepreneur de Saint-Avold. « De fait, nous n'avons pas été tenus informés », se défend M. Colson, responsable de la fédération régionale des travaux publics, qui estime cependant que « le travail des femmes peut amener un plus, notamment dans le jeu des couleurs dans le pavage mosaïque ». Au passage, il rappelle avoir vu en Union soviétique des femmes maniant dans la neige pelle et pioche et en avoir ressenti un choc.

**EXPÉRIENCE PILOTE.** « Il faut remettre l'église au milieu du village », dit, pour sa part, M<sup>me</sup> Domon, directrice de l'AFPA Saint-Avold-Faulquemont. « On a peut-être voulu faire de cette opération une pub pour la Route TP. Je rappelle que l'argent de l'Etat est engagé et que, en liaison avec les ANPE, nous voulons avant toute chose donner une qualification aux femmes. Les travaux publics ? Pourquoi pas ? Serait-ce



elles plus heureuses caissières dans une grande surface ? »

Marie Judin, déléguée régionale des droits de la femme, qui a accueilli le 31 mai dernier sur le site de Faulquemont Michèle André, secrétaire d'Etat, s'élève quant à elle sur cet avenir à la chinoise. « Il s'agit bien d'une expérience pilote de lutte contre le chômage féminin. La Lorraine a été choisie dans ce cadre. Nous

savons qu'il n'existe pas dans le bassin houiller de tradition du travail féminin. D'où notre souci d'élargissement des choix professionnels. Et si les entreprises se sont engagées à embaucher des femmes, c'est aussi parce qu'il y a pénurie d'emplois masculins. » Une manière, effectivement, de remettre « l'église dans le milieu du village ».

Jean Monnet

# Les premiers pas de l'assurance mobilité

Et si on souscrivait une assurance contre le risque de changer d'entreprise ? La pratique, répandue aux Etats-Unis, se limite en France à quelques « golden parachutes »

**L'**IDÉE de souscrire une assurance contre le risque de changement d'entreprise paraît simple, mais personne ne l'avait concrétisée avant Martine Besseyre des Horts, dont la société, BdH Conseil, vient de lancer ce produit baptisé « Joker Nouvelle Carrière ». A vrai dire, la pratique est courante aux Etats-Unis, mais semblait jusqu'ici se limiter en France à quelques rares « golden parachutes », destinés à amortir la chute de jeunes stars de la finance. « Tout le monde parle de la mobilité des cadres, mais, en fait, le cadre est seul à assumer cette décision. Contrairement à leurs collègues américains, les chasseurs de têtes et les dirigeants d'entreprise français ontiment que les cadres soient sur le fil du rasoir, car cela met leur détermination à l'épreuve », constate Martine Besseyre des Horts.

Moyennant une somme représentant entre 2,6 et 4,5 % de la rémunération annuelle brute proposée par le nouvel employeur, BdH Conseil, associé au courtier d'assurance SCPA, propose au cadre de compenser le préjudice que lui causerait un échec professionnel. Si son employeur décide de rompre le contrat de travail durant les quinze premiers mois,

le cadre licencié percevra, pendant neuf mois au maximum, une indemnité complémentaire représentant 70 % de celle perçue par les ASSÉDIC. De plus, l'assurance l'aidera dans sa nouvelle recherche d'emploi en remboursant à l'employeur les honoraires d'un cabinet d'outplacement.

**UN PUBLIC TRÈS CIBLÉ.** Bien entendu, BdH Conseil met quelques conditions : le salarié doit avoir le statut cadre depuis au moins sept ans et être dans l'entreprise, qu'il compte quitter, depuis au moins trois ans. De plus, ses revenus doivent se situer dans une fourchette comprise entre 300 000 et 750 000 francs par an. Sont donc essentiellement concernés les cadres âgés de trente-cinq à quarante-cinq ans qui ne sont pas encore dirigeants et n'ont pas eu de « carrière papillon ». Pour Martine Besseyre des Horts, Joker Nouvelle Carrière peut intéresser trois clientèles : les cadres, bien sûr, mais aussi les entreprises et, surtout, les cabinets de recrutement.

Pourtant, si l'initiative semble intellectuellement séduisante, celle qui en est à l'origine le reconnaît volontiers : depuis le mois de mai, date de mise sur le marché, aucun contrat n'a encore été conclu. On ne compte plus les demandes de renseignements qui

parviennent à BdH Conseil, mais, au moment de franchir le pas, le client se rétracte. La raison paraît simple : grisés par leur situation, la majorité des cadres français sur le point de se faire embaucher ne semblent pas prêts à entrevoir la possibilité d'un échec. On s'en doute : la réticence des cabinets de recrutement est encore plus grande. A leurs yeux, souscrire un tel contrat apparaît comme un aveu d'échec potentiel, hypothèse encore largement taboue.

« Il faut un déclin sur le marché de l'emploi pour que le cadre ose demander à l'entreprise ou au chasseur de têtes de se prémunir contre ce risque. Je travaille pour faire passer cette idée », se contente d'expliquer Martine Besseyre des Horts, convaincue que son idée finira par faire son chemin. « Il y a quarante ans, le sentiment dominant était qu'un homme qui souscrivait une assurance-vie devait forcément mourir dans les six mois qui suivraient. Et pourtant, ce type de contrat a fini par s'imposer. Je pense qu'un jour il en ira de même avec le produit que je propose aujourd'hui. » Mais chacun sait qu'il ne suffit pas d'avoir une bonne idée : encore faut-il l'avoir eue au bon moment.

Frédéric Lemoine

**NOVEMBRE 1990**

**Le Monde** NUMÉRO SPÉCIAL

**MUTATIONS A L'EST**

Parce que les bouleversements en Europe de l'Est ne se limitent pas à la chute du mur de Berlin et à la réunification allemande, le Monde dresse un panorama économique, politique et social des sept pays du pacte de Varsovie : Pologne, Hongrie, RDA, Tchécoslovaquie, Bulgarie, Roumanie, Albanie. Un numéro spécial pour comprendre l'histoire de ces nations en mouvement.

**Le Monde**

**EDUCATION**

**ENQUÊTE**

**LES LYCÉES DANS L'OEIL DU CYCLONE.**

**INTERVIEW**

**MONIQUE VUAILLAT, LE SNES DE A À Z.**

**Le Monde**

**DOSSIERS & DOCUMENTS**

**LE PÉTROLE SOUS LE CHOC :** Les mécanismes et les enjeux d'un marché que la crise du Golfe a une nouvelle fois bouleversé.

**LES VIOLENCES RACISTES ET LA LOI :** Xénophobie au quotidien, actes de violence, révisionnisme... Les législations françaises et européennes face aux multiples visages du racisme.

**Le Monde**

**PHILATÉLISTES**

l'Officiel de la philatélie

**THÉMATIQUE : LA VIGNE ET LE VIN.**

**HENRI CHEFFER : GRAVEUR SUPERSTAR.**

**REPORTAGE : LE TGV POSTAL.**

En vente chez votre marchand de journaux

**MERCREDI (numéro daté JEUDI)**

**LE GRAND RENDEZ-VOUS DE L'IMMOBILIER**

**Le Monde**



Le Monde

de l'

## Informatique

## A 20 ans, Bill Gates a créé sa société. Créez le Service Informatique de sa filiale...

MICROSOFT, c'est l'histoire d'un étudiant génial qui fonda son entreprise en 1975 et, en a fait, avec les fameux MS-DOS, Word, Windows, Excel..., le numéro 1 mondial du logiciel pour micro-ordinateurs. MICROSOFT France, c'est l'histoire d'une réussite tout aussi spectaculaire. 2 mai 1983 : MICROSOFT ouvre son premier bureau en France. 180 personnes aujourd'hui, 100 personnes de plus d'ici juin 1991 : notre croissance constante et rapide nécessite la création du poste de :

### RESPONSABLE INFORMATIQUE

Vous aurez pour mission de concevoir et mettre en œuvre les ressources humaines et les moyens techniques nécessaires à la cohérence et à l'optimisation de nos systèmes informatiques :

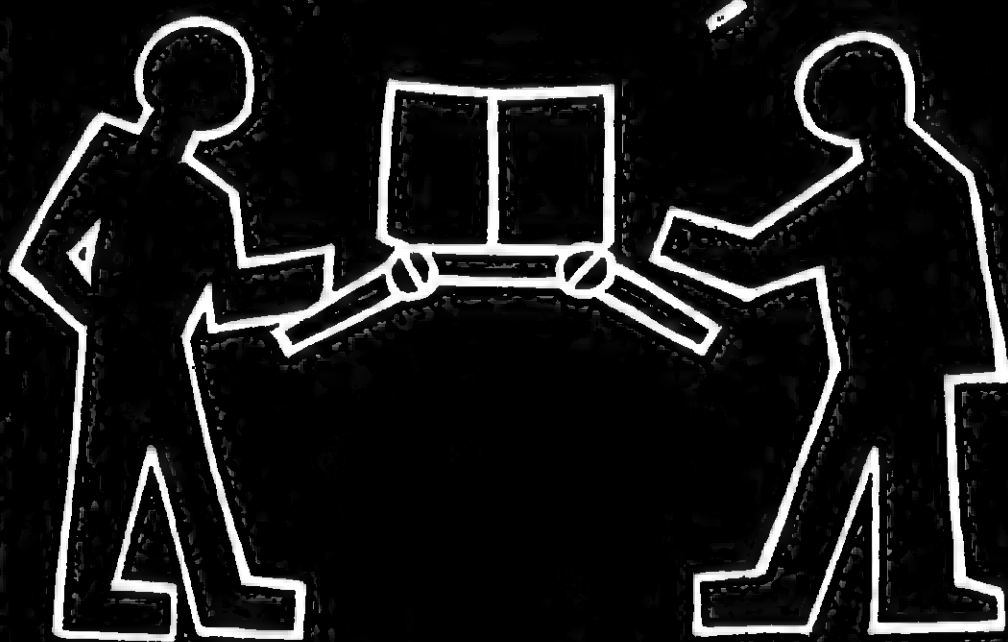
- vous assurerez l'installation et la mise en place de notre IBM AS/400, et développerez les systèmes d'information propres à nos besoins,
  - vous serez en charge de notre parc de micro-ordinateurs (200 PC actuellement) et bâtirez des plans cohérents pour assurer notre développement rapide,
  - vous encadrerez une équipe, et travaillerez de façon étroite avec l'ensemble de la société pour mener à bien votre mission.
- Ingénieur de formation, vous avez acquis une expérience d'au moins 5 ans dans un poste similaire. Des connaissances de l'environnement IBM AS/400 et des réseaux locaux sont nécessaires, ainsi que bien sûr la maîtrise de l'anglais. Enfin, vos qualités humaines et votre goût du challenge feront de vous le manager que nous recherchons.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence 05 à notre Conseil ALPHA CDL 181, avenue Charles de Gaulle 92200 Neuilly sur Seine.



Nous civilisons la micro-informatique

Maintenant, vous pouvez répondre  
immédiatement aux entreprises  
qui recherchent votre profil



Maintenant, 36 15 LM, vous permet de répondre immédiatement à l'offre d'emploi de votre choix. 36 15 LM conserve également dans une boîte aux lettres confidentielle la réponse de votre futur employeur. 36 15 LM est aussi un moyen

d'annonces parues dans le Monde, consultées en quelques minutes et la sélection de toutes les offres d'emploi correspondant à votre profil. Avec 36 15 LM, vous êtes assuré d'être informé de tous les postes importants pour votre carrière.

**36 15**  
**LM**

Le service télématique expert de l'emploi des cadres

Nous sommes la filiale informatique d'une multinationale française. Notre activité se développe autour d'une gamme complète de prestations et de services informatiques à l'intérieur du groupe. Notre département étude, situé Paris-sud, recherche pour sa cellule conseil et assistance son

## RESPONSABLE DU SERVICE SUPPORT MINI-INFORMATIQUE

**CONSEIL** **ASSISTANCE** **ORGANISATION**

UNE MISSION DE PREMIER ORDRE : A la tête d'une équipe de 10 personnes : ☐ vous assurez une mission de conseil et d'assistance de nos 30 sites régionaux ☐ vous négociez, organisez et validez l'installation d'équipements informatiques et de nouvelles applications ☐ vous développez de nouveaux outils, afin d'optimiser le déroulement des différents projets.

UN PROFIL TRES OPERATIONNEL : ☐ environ 35 ans ☐ de formation ingénieur ☐ une expérience significative de management dans un environnement constructeur ☐ des compétences solides en Télécom, mini et SYSTEME UNIX ☐ manager, vous savez diriger le travail d'une équipe avec rigueur et souplesse ☐ négociateur, vous savez vous imposer face à des fournisseurs ☐ organisateur, vous êtes capable de mener un projet de longue haleine.

UNE OFFRE MOTIVANTE : ☐ de fortes responsabilités à la tête d'un service clé de notre société ☐ une mission enrichissante et extrêmement variée ☐ un contexte de travail dynamique où vous exploiterez pleinement l'ensemble de vos capacités.

Pour un entretien individuel avec la société le 16/11/90

Adressez ou télécopiez CV, lettre et photo à EUROMAN - 195, avenue du Général Leclerc - 78220 VIROFLAY. Fax : 30.24.39.00 en indiquant la référence 5766 sur la lettre et sur l'enveloppe.

**EUROMAN**



GIRETICE

## chef de projet logiciel, évoluez de l'industrie à la banque

Groupement Inter-Regional de Traitement Informatique (installé à l'île-Adam, 95), nous sommes l'outil de production des Caisses d'Epargne de l'île-de-France et des DOM TOM, doté d'un IBM haut de gamme MVS/JES, DB2... et des outils les plus performants. Vous prenez en main l'"industrialisation" de nos applications (80 à passer en production d'ici 2 à 3 ans) et animez notre équipe de 10 chefs de projet recettes, organisez, contrôlez et optimisez les activités.

Vous avez acquis, dans le secteur industriel, une solide compétence en conduite de projets (10 à 15 années/homme) avant d'aborder l'intégration de systèmes (tests, recettes techniques, documentation...). Nous vous formons à la banque et à nos techniques si vous avez le souci de la rigueur, des qualités d'organisateur et de manager.

Ecrivez à Mme S. BLAIN, consultante (réf. 5667 LM)

"Carrières de l'informatique"



ALEXANDRE TIC S.A.  
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS  
LYON - GRENOBLE - LILLE - NANTES  
TOULOUSE - BORDEAUX - STRASBOURG

MEMBRE DE SYNTec

## Jeunes diplômés d'écoles d'ingénieurs

(1ère expérience ou débutants)

### Participez à nos grands projets informatiques

Notre groupe, leader dans le domaine de la communication et des services, possède l'un des systèmes informatiques les plus importants en France.

Notre développement nous conduit à constituer des équipes performantes qui participeront à l'étude et à la réalisation de nos projets stratégiques dans les domaines de la logistique, du suivi commercial des ventes, de la gestion...

Vous évoluerez dans un environnement techniquement très motivant comprenant un puissant site IBM doté des technologies de pointe : plusieurs 3090, AS 400, DB2... et plus de 4000 points d'accès.

Diplômés d'une Grande Ecole d'ingénieurs, dynamiques et ambitieux, vous êtes attirés en début de carrière par les métiers de l'informatique.

Votre pragmatisme et vos qualités relationnelles vous permettront rapidement de manager une équipe et de piloter des projets de grande envergure.

Postes situés à Paris - Merci d'adresser votre dossier complet : lettre, CV et prétentions, sous référence P 134 LM, au Cabinet KER.

15, rue Daumier



75016 Paris

CONSEIL EN GESTION DES RESSOURCES HUMAINES



## ALLIER LA TECHNIQUE AU RELATIONNEL

Au siège de B.M.W. France (St-Quentin-en-Yvelines), notre équipe informatique travaille sur un site I.B.M. performant (MVS, CICS, DB2, SQL) dans un environnement télétransmission élaboré (serveur Minitel, 200 terminaux). C'est dans ce contexte que nous recherchons un

## RESPONSABLE DU SERVICE ETUDES

Manager à part entière d'une équipe de 7 personnes, vous suivrez dans un environnement international des projets de développement d'envergure et assurerez l'interface avec les utilisateurs.

A 30 ans environ, votre expérience réussie de Chef de Projet vous a permis de maîtriser les développements sur gros systèmes IBM, votre anglais est vraiment opérationnel et vos qualités humaines bien effectives pour réussir dans ce poste évolutif.

Merci d'envoyer votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V. et prétentions) à notre Conseil Marion de SANDERVAL - COR'EX - 11, avenue Myron T. Herrick - 75008 PARIS - sous la référence RSEILM.

**COR'EX**  
Conseil Recrutement  
Cadres

صكرا من الامن



صكنا من الاصل

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde

... Le Monde • Mercredi 31 octobre 1990 VII

# Informatique

## Donnez une nouvelle dimension à votre expérience

Groupe privé d'assurance recherche

### INGENIEUR SYSTEME ENVIRONNEMENT MVS/ESA

Au sein d'une équipe dynamique de 7 personnes, votre première mission portera sur le perfectionnement de nos CICS (évolution, performances, supports). Vous évoluerez dans un environnement relationnel (DB2), videotex, de réseaux locaux.

Vous avez une formation supérieure et une expérience d'environ 3 ans.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et prétentions) sous réf. 5075/O à RSCG CARRIERES, 2/4, rue Rouget de Lisle 92130 ISSY-LES-MOULINEAUX, qui transmettra.

## INSEAD

INSTITUT EUROPEEN D'ADMINISTRATION DES AFFAIRES

recherche

### Ingénieur Réseau / Télécommunications

Dans un environnement DIGITAL Cluster VAX 8600, 6310, 3600, 400 postes de travail (VT, PC, MAC, ...) et au sein de l'équipe système, vous aurez pour mission de participer à la conception globale du réseau, d'assurer sa mise en place et sa maintenance, de gérer les configurations DECNET (Ethernet), X 25, EARN et d'assurer sa sécurité. Formation BAC + 4.

Débutant ou 1ère expérience sur matériel DIGITAL (VMS, DECNET). Anglais apprécié.

Envoyer CV, photo à Service du Personnel - INSEAD bd de Constance - 77305 FONTAINEBLEAU Cedex.

36 15  
IM



AXA MIDT, groupe privé français d'assurances réalise un chiffre d'affaires de 46 milliards de francs dont 1/3 à l'étranger, est actuellement dans les 10 premiers groupes européens.

Entité du groupe AXA, UNI EUROPE, n° 1 du courtage en France, recherche dans le cadre de son développement informatique des :

## JEUNES INFORMATIENS

BAC + 4/5 DÉBUTANTS À 3 ANS D'EXPÉRIENCE :

- diplômés de Grandes Ecoles ou de formation universitaire : MIAGE, DEA, DESS Informatique, ENSI, INSA...
- dans un environnement gros système IBM : MVS, CICS, COBOL 2, PASCAL, vous souhaitez intégrer des équipes performantes.
- votre dynamisme et votre motivation vous permettront de développer des projets dont vous aurez l'entière responsabilité.
- les rémunérations proposées sont attractives et le Groupe saura vous offrir des évolutions de carrières.

Merci d'adresser lettre manuscrite + C.V. + prétentions à : G. SANCHEZ - D.R.H. UNI EUROPE - 11, place Stalingrad - 75494 PARIS CEDEX 10.

## DES PROJETS EN FRANCE ET A L'ETRANGER

### INGENIEUR LOGICIEL

Au sein d'un groupe français de notoriété internationale, notre entreprise est spécialisée dans les domaines de l'informatique technique et des réseaux.

Notre cadre d'intervention : d'importants projets nationaux et internationaux dans des environnements de haute technicité. Notre vocation de maître d'œuvre sera pour des ingénieurs munis d'une première expérience, l'occasion de développer leurs compétences à la fois techniques et humaines.

A l'aide d'outils de développement performants, vous prendrez en charge la conception de logiciels pour assurer à terme l'animation et l'encadrement d'équipes de projets.

De formation Bac + 5 (école d'ingénieurs ou université), vous possédez 1 à 3 ans d'expérience en spécifications fonctionnelles et génie logiciel.

Vos domaines de compétence : environnements UNIX, VTRX, bases de données, protocoles de télécommunications.

Nous vous proposons d'intégrer des équipes jeunes, compétentes et motivées, utilisant d'importants moyens de conception. De réelles possibilités de formation et d'évolution vous ouvriront des horizons au sein de notre groupe d'envergure internationale. Ces postes basés en proche banlieue ouest vous offriront l'opportunité de nombreux contacts en France et à l'étranger.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (C.V., photo, lettre manuscrite) sous réf. 3097/M à CURRICULUM, 6 Passage Lathuille 75018 Paris.



Nous exerçons notre métier de conseil et d'aide à la mise en œuvre en bureautique, messagerie, EIS et systèmes d'information. Totalement indépendants, nous construisons des stratégies et améliorons les performances des systèmes d'information. Nous développons nos actions autour des aspects organisationnels, humains et financiers que techniques. Nos clients d'aujourd'hui et de demain sont les grandes entreprises et les administrations.

#### CONSULTANTS en stratégie bureautique

Bac + 5,3 à 15 ans d'expérience • forte capacité d'écoute, d'analyse et de synthèse • sens de l'organisation et approche humaine confirmée, animation de projet • bonnes connaissances de l'offre (logiciels, matériels, réseaux).

#### GESTIONNAIRES bureautique

Bac + 3, 3 ans d'expérience • forte capacité d'écoute • compétences micro-ordinateurs, réseaux et logiciels • méthode et capacité d'adaptation requises.

#### CONSULTANTS en technologie INFORMATIENS de haut niveau

Bac + 5, 5 à 10 ans d'expérience • fortes compétences dans l'interopérabilité d'outils, interface utilisateurs • compétences architecture réseaux et normes (X400...).



#### BUREAUTIQUE SA

Merci de nous adresser votre candidature (lettre + CV + rémunération souhaitée). BUREAUTIQUE SA, 6 bis rue A.Vitu, 75013 Paris, tél: 45.77.20.04, fax: 45.77.19.43, 3615 LM

## PASSION : SECURITE ■ AMBITION : COHESION DES EQUIPES

L'expansion de notre activité informatique nous amène à développer notre équipe d'ingénieurs informaticiens notamment dans les postes suivants :

### Ingénieurs logiciels grands systèmes informatiques

- Ingénieur grandes écoles, vous développez des logiciels intégrés dans des systèmes informatiques de supervision et de messagerie, et vous assurez la maîtrise des objectifs techniques et financiers (connaissance système UNIX nécessaire, et langages ADA, X25 souhaitable).
- Ingénieur débutant de formation informatique, vous participez au développement de logiciels intégrés dans des systèmes informatiques de supervision et de messagerie au sein d'une équipe projet.

### Ingénieur d'études systèmes de défense

- Ingénieur grandes écoles débutant, vous participez à des études faisant appel à des compétences en traitement du signal numérique, et vous utilisez des techniques de recherche opérationnelle et d'intelligence artificielle.

Des solutions de développement vous seront proposées à moyen terme au sein de notre activité Défense ou au sein du groupe CSEE.

Merci d'adresser votre candidature, en précisant le poste choisi : lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, à M. Plantier, SRHC, CSEE Défense, ZA de Courtaboeuf, 6 av des Tropiques, BP 80, 91943 Les Ulis Cedex.



Ensemble créons un avenir plus sûr.

ue  
REPRODUCTION INTERDITE  
BLE DU SERVICE SUPPORT  
NI-INFORMATIQUE  
ASSISTEZ  
ORGANISEZ  
EUROMAN  
chef de projet logiciel  
voluez de l'industrie à la banque  
diplômés d'écoles d'ingénieurs  
nos grands projets informatiques  
LIER LA TECHNIQUE AU RELATIONNEL  
RESPONSABLE  
U SERVICE ETUDES  
COR'EX







صكرا من الالصل

REPRODUCTION INTERDITE

# Le Monde des Secteurs de Pointe

... Le Monde • Mercredi 31 octobre 1990 IX

## Spécialiste en télécommunications

... et un peu magicien ?

Sur un site de 2000 hectares à l'est de Paris, imaginez le plus grand complexe de tourisme et loisirs d'Europe. Plusieurs milliers de personnes participent déjà à sa réalisation, et à l'ouverture en 1992, Euro Disneyland en comptera 12000. L'évolution du projet se fera jusqu'en 2017.

Les TELECOMMUNICATIONS sont le cœur de notre organisation.

De formation supérieure, vous êtes professionnel dans ce domaine, vous avez l'expérience de l'animation et de la coordination d'une équipe technique, le sens de l'organisation et du service. La maîtrise de l'anglais sera un atout.

Merci de nous adresser votre candidature sous référence ED/0199/M à Euro Disneyland, Service du Recrutement, BP 110, 94230 Villiers-sur-Marne.

3615 tous nos emplois EURODISNEY



Euro Disneyland S.A.

les professionnels de l'imagination

La DIRECTION TECHNIQUE EUROPÉENNE de  
**CORNING EUROPE**  
située à FONTAINEBLEAU (77) recrute

## INGÉNIEUR THERMICIEN

Vous souhaitez développer vos compétences techniques dans des domaines d'activités variés et évoluer dans un environnement international de haute technologie.

Nous vous proposons de rejoindre notre équipe d'ingénierie pour apporter aux Usines Européennes et au Centre Technique votre expertise en métallurgie et en thermique. Participer à la conception et à la réalisation d'importants projets de montage du verre sera votre principale mission.

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV à CORNING EUROPE, réf. IT/LM, Service du personnel, BP3, 77211 AVON CEDEX.

Ingénieur diplômé d'une Grande École, vous avez si possible, une première expérience dans l'ingénierie de procédés industriels.

Très motivé par la technique, vous vous adaptez rapidement à nos procédés et savez mettre en valeur votre savoir-faire et votre créativité pour progresser au sein de notre groupe et conduire des projets d'envergure.

L'IDATE recrute

**POSTE DE RESPONSABILITÉ**  
Assurer sur le champ européen le développement de son activité «analyse des marchés».

Profil :

- un économiste avec une très bonne connaissance des marchés des télécommunications et de l'informatique ;
- maîtrise des techniques d'enquête et de modélisation ;
- aptitude à négocier des contrats d'étude ;
- pratique de l'anglais indispensable.

Envoyer CV, lettre manuscrite, photo et prétentions à : Institut de l'Audiovisuel et des Télécommunications en Europe Bureaux du Polygone - 34000 Montpellier Confidentialité assurée

Importante société française d'ingénierie recherche pour compléter ses équipes en charge de projets en Asie

## DES INGÉNIEURS GÉNIE CIVIL CONFIRMÉS, FREE LANCE

- spécialistes des terrassements généraux,
- spécialistes des terrassements en rivière.

Les missions ne devraient pas, en principe, durer plus d'un an. Une bonne maîtrise de la langue anglaise est indispensable. Une bonne expérience du travail outre-mer, si possible en Asie, serait appréciée.

Adresser C.V. (avec photo) et prétentions, sous n° 8087 au Monde Publiété, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.



## L'expérience et l'innovation au service de vos ambitions

Pour participer à la réalisation d'un grand chantier international, nous recherchons :

600 personnes (dont 300 ingénieurs et cadres)

## Coordinateurs des Essais

Environ 30 ans, ingénieur diplômé Grande École, venir participer à la mise en service de nos installations.

- en systèmes de climatisation (réf. M.90.67)

Une expérience confirmée des systèmes de fluides (Vannes, Pompes, Tuyauteries) et des protections incendies est nécessaire.

- en systèmes de contrôle et communication (réf. M.90.68)

Une expérience confirmée de la mise en service de P.C. centralisé, des transmissions et des téléphones est nécessaire.

- en systèmes électromécaniques (réf. M.90.69)

Une bonne connaissance des systèmes de fluides électromécaniques (détection et protection incendie), du contrôle des accès et de la régulation du trafic routier.

Pour tous ces postes, l'anglais courant est indispensable. Déplacements à l'étranger à prévoir.

Merci d'adresser votre candidature en rappelant la référence choisie à USSI INGENIERIE Direction du Personnel - 116, avenue Aristide Briand 92223 BAGNEUX.

## J'AI CHOISI LES RESPONSABILITÉS

La DGA, c'est l'ensemble des intelligences et des énergies réunies dans près de 60 sites industriels, services techniques, laboratoires ou centres d'essais. C'est le quart de la recherche-développement en France pour garantir à long terme la défense du pays. Ce sont 6 000 ingénieurs et un point de vue exceptionnel sur un des secteurs industriels les plus innovants.

Au sein de la DGA, la Section d'études et fabrications des télécommunications (SEFT) pilote en tant que maître d'œuvre la réalisation d'équipements et de systèmes d'armes électroniques/informatiques/télécoms.

## JEUNES INGENIEURS GRANDES ECOLES

Débutants ou possédant une 1<sup>re</sup> expérience vous êtes de formation ou de culture électronique / informatique / télécom, vous recherchez un poste à forte composante relationnelle où vous ne vous ennuyerez pas dans la technique...

Nous vous proposons après une période d'intégration/formation de devenir l'un de nos jeunes chargés d'affaires en assurant la conduite d'un ou plusieurs de nos projets.

Disposant d'une vision globale (technique, financier, contrats) vous animez, coordonnez, organisez l'étude des besoins des utilisateurs, le lancement d'appels d'offres, la réalisation d'essais en laboratoire et sur le terrain. Vous êtes en contact permanent avec les industriels sous-traitants auxquels nous confions concrètement l'étude, le développement, la fabrication de ces matériels et systèmes.



Merci d'adresser votre candidature manuscrite avec C.V. détaillé s/réf. ELEC/08/LM à Thierry HURET Responsable de Recrutement de la SEFT - 18, rue du Docteur Zamenhoff - 92131 ISSY LES MOULINEAUX.

PARIS

Nous sommes un important groupe du secteur de la distribution (12.000 personnes) leader en France dans le domaine de l'habillement et de la chaussure (1.500 magasins, 23 marques...). Dans le cadre de la mise en place de nouveaux systèmes d'information stratégiques, nous recherchons un

## CHEF DE GROUPE

### - Projet Logistique -

Rattaché à la Direction de l'organisation et des systèmes d'information, vous intervenerez dans l'étude, la conception et la mise en œuvre de nos projets logistiques.

Cette démarche pivot de nos orientations stratégiques concerne l'ensemble des flux du groupe : contrôle fournisseurs France et étranger, transport et stockage (ordonnancement, lancement), systèmes statistiques d'aide à la décision, approvisionnement, magasin.

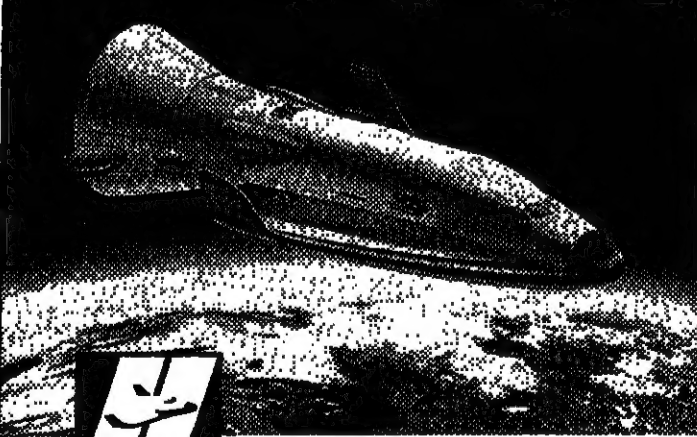
Pour cette mission, vous encadrerez les équipes de projets des domaines concernés (environnement IBM 3090, systèmes répartis, MERISE, AG...). Vous animerez les comités utilisateurs et assurerez la responsabilité du budget et du planning.

De formation supérieure (grandes écoles d'ingénieurs ou de commerce), vous possédez une expérience réussie dans l'animation de projets similaires (5 à 8 ans). Nous vous proposons d'évoluer à terme dans une fonction hors informatique.

Merci de bien vouloir adresser votre dossier de candidature, sous la référence MGA/CG à notre Cabinet Conseil en recrutement S2C ASSOCIES, 6, rue de la Trémoille - 75008 PARIS.

S2C ASSOCIES

T O U L O U S E



## Chef de projet avion spatial Hermès

Le Centre National d'Etudes Spatiales, dans le cadre du Programme Hermès développé conjointement avec l'Agence Spatiale Européenne, recherche le chef de projet Avion Spatial Hermès. Pouvant justifier de 10 ans d'expérience sur des projets et programmes spatiaux ou aéronautiques (satellites, lanceurs, avions), il se verra confier l'animation de la division projet Avion

Spatial Hermès, la conduite des études, la gestion du contrat industriel de développement et de ses moyens sol associés. La pratique de l'anglais est indispensable ; celle de l'allemand souhaitée. Envoyer dossier complet sous la référence 90DH 07 au CNES, 18 avenue E-Belin, Division du Personnel, 31055 Toulouse Cedex.

CNES



# Le Monde des Secteurs de Pointe

REPRODUCTION EN TAILLÉE

## Developper la satisfaction de nos clients en Europe : Notre objectif... et le vôtre

En tant que leader mondial de l'Imagerie Médicale, nous réalisons, en Europe, avec nos trois pôles : européen, américain et asiatique, une large gamme d'équipements de radiologie et de radiothérapie.

Au service de la santé et désireux d'apporter des produits toujours plus performants à notre clientèle, nous engageons d'importantes actions d'Assurance Qualité.

### Votre mission :

Vous agissez en tant que conseil et expert au sein de notre Direction Qualité. Vous coordonnez l'action et le développement de l'ensemble des groupes d'amélioration de la qualité, facilitez leurs contacts et en formez les animateurs. Vous leur apportez également un soutien technique pour la résolution de problèmes.

### Votre profil :

Vous êtes avant tout un homme ou une femme de terrain, passionné de relations humaines et avez, de préférence, une formation technique et des bases en statistiques. La pratique courante de l'anglais et une expérience d'au moins trois ans sont indispensables.

Si vous êtes mobile et aimez le travail en équipe, nous vous offrons des possibilités d'évolution au sein de notre groupe.

Merci d'adresser lettre de candidature et CV en précisant la référence CA/M au Service Recrutement, GE CGR, 283 rue de la Minière, 78530 BUC.



General Electric

## groupe cesi

IMPORTANT OPERATEUR PUBLIC recrute :

## CADRES INFORMATIENS

spécialisés en transmissions de données et réseaux d'entreprise.

Forts d'une expérience de 3 ans minimum en entreprise, vous souhaitez partager le développement d'un groupe diversifié et performant, vous investissez dans une fonction de conseil en assistance technico-commerciale auprès de la clientèle d'entreprise, en collaboration avec les forces de vente.

Cette opportunité se présente en LANGUEDOC ROUSSILLON :  
- un poste à MONTPELLIER,  
- un poste à NARBONNE.

Avec des possibilités de carrières diversifiées.  
Une définition de fonction est adressée aux candidats pré-sélectionnés.

Envoyez C.V. + photo sous référence LV09T au :  
CESI-MEDITERRANEE Département Recrutement -  
501, Métairie de Sayssat 34000 MONTPELLIER



LE CENTRE TECHNIQUE DES INDUSTRIES MÉCANIQUES

Notre LABORATOIRE de MESURES PHYSIQUES recherche un

VOUS AVEZ : 25-30 ans, une formation de base mécanicienne avec de bonnes connaissances en Optique, un esprit créatif et le goût pour la réalisation de montages délicats.

VOTRE MISSION : concevoir, réaliser et mettre au point des capteurs et systèmes de mesure. Ces travaux auront pour but l'amélioration des performances des entreprises de la mécanique.

ETUDES - RECHERCHE

Merci d'adresser CV, photo et prétentions à :  
CETIM, PERSONNEL ET RELATIONS SOCIALES, B.P. 67 - 80304 SENLIS

IMPORTANT CABINET D'INGENIEURS CONSEIL

Siège social à LYON  
recherche dans le cadre du développement de ses activités

## UN INGENIEUR SPECIALISTE DANS LE DOMAINE DU TRAITEMENT DES DECHETS

Au sein d'une équipe, il participera aux études préliminaires, à l'élaboration des projets et au suivi de leur réalisation.

Ce poste concerne un ingénieur débutant ou disposant de quelques années d'expérience en bureau d'études ou en entreprise.

Ce poste est basé à LYON, avec des déplacements de courte durée.

Envoyer C.V. + lettre manuscrite + photo + prétentions à :

PUBLIPRINT P.A. N° 3084, BP 126 - 69685 CHASSIEU Cedex.

Dans le cas d'une annonce domiciliée au « Monde Publique », il est impératif de faire figurer la référence sur votre enveloppe, afin de transmettre votre dossier dans les meilleurs délais.

## Responsable des systèmes de GPAO

Au sein de la direction informatique et des systèmes d'informations, vous prendrez en charge l'ensemble du Projet GPAO du groupe.

Après avoir analysé l'organisation actuelle, vous coordonnerez la mise en œuvre des solutions retenues sur les différents sites industriels, en France et à l'étranger.

En relation constante avec les utilisateurs tant opérationnels que fonctionnels, vous assurerez avec votre équipe le suivi et la réalisation de ces projets.

Ingénieur de formation, vous avez acquis une première expérience de 5 ans dans la conduite de projets analogues dans le domaine industriel.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature sous référence 19 4034 à notre Conseil Alcan 28, rue du Quatre Septembre 75002 Paris.

Avec un chiffre d'affaires 1989 en très forte progression (5 milliards de Francs dont 75% à l'export) et un effectif de plus de 10 000 personnes, notre groupe est l'un des leaders mondiaux sur son marché.

Poste basé en Normandie.

ALCAN

SYSELOG, membre d'un groupe de Services offrant des missions de haut niveau technique dans un environnement de grandes entreprises, recherche pour son département documentation technique.

## REDACTEURS TECHNIQUES ANGLAIS ou FRANÇAIS

pour conception et rédaction de documentation technique en Français ou en Anglais dans les domaines Informatique, Télécommunications, Electronique.

Ces postes conviennent à des Ingénieurs Grandes Ecoles ou Universitaires ayant quelques années d'expérience, langue maternelle : Français ou Anglais.

Lieu de travail : VELIZY

Merci d'adresser votre candidature (CV, lettre, photo) :

SYSELOG

5 rue de Turin 75008 PARIS.

Organisme de Formation à vocation nationale recherche pour son Centre de CLERMONT-FERRAND

## Ingénieur/Formateur Chef de Projet

Votre mission : vous assurez la mise en place et le suivi de formations en alternance de niveau BP et Bac en électrotechnique et intervenez en enseignement dans vos domaines de compétence.

Votre profil : ingénieur en génie électrique (ou équivalent), vous exercez en entreprise ou en formation et avez des compétences en informatique automatisée.

Statut Cadre - Evolution de carrière prévue.

Adresser CV + photo, sous réf. AU1090A au Florian Mantione Institut, 33 bis bd Berthelot, 63400 Chamalières. Minitel 3615 code SOFTL.

Florian Mantione Institut

Premier Réseau National de Conseil en Recrutement

## ABG-SEMCA

ABG SEMCA, Société Aéronautique de 600 personnes est leader européen dans les domaines du conditionnement d'air et de la pressurisation. Nous renforçons notre département ETUDES ET DEVELOPPEMENT et recherchons :

## INGENIEURS GRANDES ECOLES

Au sein de notre bureau d'études, vous intervenez dans le développement de systèmes, les liaisons techniques avec nos clients et nos partenaires ; vous suivez l'industrialisation de nos produits.

Pour ce faire, vous êtes spécialisés en mécanique, thermo-dynamique, métallurgie.

Issue de Centrale, ENSICA, SUP AERO, ENSMA, AM... vous avez une grande ouverture d'esprit et l'habitude du travail en équipe.

Pour ces postes, la maîtrise de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo à :  
ABG-SEMCA, Service du personnel,  
408, avenue des Etats-Unis. B.P. 2010. 31016 Toulouse Cedex.

## entrelec

Un des leaders mondiaux de la connectique industrielle, recherche dans le cadre de sa stratégie d'innovation électronique :

## CHEF DE PRODUITS périautomatique

Nous vous proposons de participer au développement de notre nouvelle gamme de produits dans le domaine de l'environnement des automates programmables. Vous aurez la responsabilité de la définition de ces produits, du suivi de leur développement et du lancement sur le marché.

De formation Ingénieur Grandes Ecoles spécialisé en Automatique et/ou Informatique Industrielle, vous avez su mettre à profit votre dynamisme et vos qualités organisationnelles au cours d'une 1ère expérience.

Poste basé à Villeurbanne.  
Connaissance de l'anglais exigée.  
Merci d'adresser votre CV + lettre manuscrite à ENTRELEC Direction du Personnel - 184-186 rue Léon BLUM 69627 VILLEURBANNE cedex.

## Savez-vous combien l'assurance recrute chaque année de cadres et de jeunes diplômés ?

Quelle que soit votre formation, vous devez vous informer sur les nombreux débouchés offerts par le monde très diversifié de l'Assurance. Chaque année, les Sociétés d'Assurance recrutent des juristes, des statisticiens, des comptables, des commerciaux, des médecins, des ingénieurs, des architectes et de nombreux diplômés d'autres filières.

Si vous aimez les contacts, le dialogue, vous pouvez développer et enrichir vos connaissances actuelles en devenant un spécialiste de pointe, intégré à une équipe pluridisciplinaire de haut niveau, en évolution permanente. Des responsabilités importantes vous attendent à terme.

Découvrez les 50 Métiers porteurs de l'Assurance. Pour un Risk Manager, un Audit, un Assureur International, un Souscripteur, un Courtier, un Agent Général, un Rédacteur Gestionnaire, quelles sont les perspectives de carrière ? Quels sont les métiers de l'Informatique dans l'Assurance ? Venez vous renseigner et rencontrer les Responsables des plus grandes sociétés : GAN, CNP, Groupe Victoire, AGE, AXA, GPA, PFA, La France, Les Mutuelles du Mans, Groupama, Eagle Star Vie, FFSA, Lloyd Continental...

## "PASSEPORT POUR L'ASSURANCE"

LE PREMIER FORUM

DES 50 MÉTIERS DE L'ASSURANCE

LE 23 NOVEMBRE 1990 DE 10 H A 21 H

LE 24 NOVEMBRE 1990 DE 10 H A 17 H

AU CNIT - PARIS LA DÉFENSE

RER LIGNE A - ARRÊT LA DÉFENSE - PARKING CNIT

ENTRÉE GRATUITE



A. E. Editeur Cadres

L'ARGUS

Le Monde

## Nous nous sommes trouvé un cadre idéal pour mieux trouver les cadres idéaux!

Nouvelles coordonnées à compter du 29 octobre 1990

ALPHA CDI  
Conseil en recherche de Cadres  
20, avenue André Malraux  
92300 LEVALLOIS - PERRET  
Tél 47.59.90.90 - Fax 47.59.08.43



ALPHA CDI

## RESPONSABLE DES ETUDES

Un des pôles de l'entreprise, nous réalisons, en Europe, avec nos trois pôles : européen, américain et asiatique, une large gamme d'équipements de radiologie et de radiothérapie.

Au service de la santé et désireux d'apporter des produits toujours plus performants à notre clientèle, nous engageons d'importantes actions d'Assurance Qualité.

Vous agissez en tant que conseil et expert au sein de notre Direction Qualité. Vous coordonnez l'action et le développement de l'ensemble des groupes d'amélioration de la qualité, facilitez leurs contacts et en formez les animateurs. Vous leur apportez également un soutien technique pour la résolution de problèmes.

Vous êtes avant tout un homme ou une femme de terrain, passionné de relations humaines et avez, de préférence, une formation technique et des bases en statistiques. La pratique courante de l'anglais et une expérience d'au moins trois ans sont indispensables.

Si vous êtes mobile et aimez le travail en équipe, nous vous offrons des possibilités d'évolution au sein de notre groupe.

Merci d'adresser lettre de candidature et CV en précisant la référence CA/M au Service Recrutement, GE CGR, 283 rue de la Minière, 78530 BUC.

## Responsables production

Un des pôles de l'entreprise, nous réalisons, en Europe, avec nos trois pôles : européen, américain et asiatique, une large gamme d'équipements de radiologie et de radiothérapie.

Au service de la santé et désireux d'apporter des produits toujours plus performants à notre clientèle, nous engageons d'importantes actions d'Assurance Qualité.

Vous agissez en tant que conseil et expert au sein de notre Direction Qualité. Vous coordonnez l'action et le développement de l'ensemble des groupes d'amélioration de la qualité, facilitez leurs contacts et en formez les animateurs. Vous leur apportez également un soutien technique pour la résolution de problèmes.

Vous êtes avant tout un homme ou une femme de terrain, passionné de relations humaines et avez, de préférence, une formation technique et des bases en statistiques. La pratique courante de l'anglais et une expérience d'au moins trois ans sont indispensables.

Si vous êtes mobile et aimez le travail en équipe, nous vous offrons des possibilités d'évolution au sein de notre groupe.

Merci d'adresser lettre de candidature et CV en précisant la référence CA/M au Service Recrutement, GE CGR, 283 rue de la Minière, 78530 BUC.

## LA QUALITE VOUS INTERESSE REJOIGNEZ-NOUS

## INGENIEUR CONSEIL QUALITE

Un des pôles de l'entreprise, nous réalisons, en Europe, avec nos trois pôles : européen, américain et asiatique, une large gamme d'équipements de radiologie et de radiothérapie.

Au service de la santé et désireux d'apporter des produits toujours plus performants à notre clientèle, nous engageons d'importantes actions d'Assurance Qualité.

Vous agissez en tant que conseil et expert au sein de notre Direction Qualité. Vous coordonnez l'action et le développement de l'ensemble des groupes d'amélioration de la qualité, facilitez leurs contacts et en formez les animateurs. Vous leur apportez également un soutien technique pour la résolution de problèmes.

Vous êtes avant tout un homme ou une femme de terrain, passionné de relations humaines et avez, de préférence, une formation technique et des bases en statistiques. La pratique courante de l'anglais et une expérience d'au moins trois ans sont indispensables.

Si vous êtes mobile et aimez le travail en équipe, nous vous offrons des possibilités d'évolution au sein de notre groupe.

Merci d'adresser lettre de candidature et CV en précisant la référence CA/M au Service Recrutement, GE CGR, 283 rue de la Minière, 78530 BUC.

## Ingenieur DESIGN Carte Electronique

Un des pôles de l'entreprise, nous réalisons, en Europe, avec nos trois pôles : européen, américain et asiatique, une large gamme d'équipements de radiologie et de radiothérapie.

Au service de la santé et désireux d'apporter des produits toujours plus performants à notre clientèle, nous engageons d'importantes actions d'Assurance Qualité.

Vous agissez en tant que conseil et expert au sein de notre Direction Qualité. Vous coordonnez l'action et le développement de l'ensemble des groupes d'amélioration de la qualité, facilitez leurs contacts et en formez les animateurs. Vous leur apportez également un soutien technique pour la résolution de problèmes.

Vous êtes avant tout un homme ou une femme de terrain, passionné de relations humaines et avez, de préférence, une formation technique et des bases en statistiques. La pratique courante de l'anglais et une expérience d'au moins trois ans sont indispensables.

Si vous êtes mobile et aimez le travail en équipe, nous vous offrons des possibilités d'évolution au sein de notre groupe.

Merci d'adresser lettre de candidature et CV en précisant la référence CA/M au Service Recrutement, GE CGR, 283 rue de la Minière, 78530 BUC.

50121 من الامم



سكزا من الاصل

# Le Monde des Secteurs de Pointe

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

**entrelec**

**CHEF DE PRODUITS**  
périautomatique

Vous êtes diplômé d'une école supérieure d'ingénieurs, et vous disposez d'au moins cinq ans d'expérience dans les réseaux de télécommunications et/ou informatiques - tout d'abord en conception et développement puis dans une activité de conduite de projet ou de conseil. Nous vous confierons des missions auprès de grandes entreprises clientes dans le domaine des Télécoms pouvant aller jusqu'à l'intégration de la voix, des données, et de l'image : de l'étude des besoins à l'établissement des scénarios de solutions en relation avec les équipes techniques de réalisation.

Vous bénéficiez de l'apport de notre environnement et de notre expérience dans les domaines très avancés des Télécoms : RNIS, images, transmissions par satellites...

Par vos interventions, vous intégrerez les technologies actuelles et vous suscitez de nouvelles recherches. — Poste situé à Paris.

Ecrire sous réf. 44 A 2005-UM à notre conseil Cabinet ETAP - 71, rue d'Auteuil - 75016 PARIS - Discretion absolue.

## RESPONSABLE DES ETUDES

**Conduire les projets de développement du réseau urbain de Lille, métropole à la pointe des technologies modernes dans le domaine des Transports, telle sera la mission que nous confierons à un INGENIEUR CONFIRME (Centrale, Télécom, Supélec, ...).**

Nos objectifs de développement dépendent des projets menés par une équipe dont vous serez le leader. Les projets les plus importants demanderont votre implication personnelle. Vous et votre équipe serez responsables depuis les phases d'études initiales jusqu'aux réalisations, vous participerez à la formation des utilisateurs.

35 ans environ, vous avez une expérience confirmée acquise, si possible, à un poste de responsabilité d'études dans un environnement industriel.

Imagination, mobilité intellectuelle, sens relationnel doivent vous permettre de relever ce défi. Votre réussite est essentielle pour notre société. Elle vous permettra d'évoluer au sein d'un groupe, leader de l'exploitation des transports urbains en France.

Merci de faire parvenir votre dossier CV, lettre manuscrite, photo et prétentions sous référence 803/777 M à notre Conseil Françoise BARS!

**centor** 2h, rue Henri Monnier 75009 Paris  
PARIS 42 85 15 52 LYON 78 99 37 16 MULHOUSE 89 32 26 26

## Etudier les solutions techniques les plus avancées dans les réseaux de communication d'entreprise

Du secteur public aux entreprises privées, France Câbles et Radio, filiale de COGECOM (Groupe France Telecom) est le partenaire privilégié des acteurs du monde des télécommunications. Dans le cadre de notre activité Communications d'Entreprises, nous recherchons un

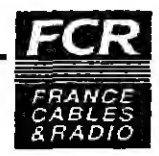
## INGENIEUR CONSULTANT EN TELECOMMUNICATIONS

Vous êtes diplômé d'une école supérieure d'ingénieurs, et vous disposez d'au moins cinq ans d'expérience dans les réseaux de télécommunications et/ou informatiques - tout d'abord en conception et développement puis dans une activité de conduite de projet ou de conseil. Nous vous confierons des missions auprès de grandes entreprises clientes dans le domaine des Télécoms pouvant aller jusqu'à l'intégration de la voix, des données, et de l'image : de l'étude des besoins à l'établissement des scénarios de solutions en relation avec les équipes techniques de réalisation.

Vous bénéficiez de l'apport de notre environnement et de notre expérience dans les domaines très avancés des Télécoms : RNIS, images, transmissions par satellites...

Par vos interventions, vous intégrerez les technologies actuelles et vous suscitez de nouvelles recherches. — Poste situé à Paris.

Ecrire sous réf. 44 A 2005-UM à notre conseil Cabinet ETAP - 71, rue d'Auteuil - 75016 PARIS - Discretion absolue.



## J'AI CHOISI LES RESPONSABILITÉS

La DGA, c'est l'ensemble des intelligences et des énergies réunies dans près de 80 sites industriels, services techniques, laboratoires ou centres d'essais. C'est le quart de la recherche-développement en France pour garantir à long terme la défense du pays. Ce sont 6000 ingénieurs et un point de vue exceptionnel sur un des secteurs industriels les plus innovants.



ETABLISSEMENT TECHNIQUE CENTRAL DE L'ARMEMENT

**JEUNES INGENIEURS GRANDES ECOLES**

**"CHARGES D'ETUDES"**

Au sein de l'ETCA, le Centre Technique des Moyens d'Essais exerce son activité dans les secteurs de l'ingénierie des moyens d'essais et l'observation spatiale.

Pour ce centre, nous recherchons dans les spécialités **ELECTRONIQUE - INFORMATIQUE TELECOMMUNICATIONS**

de jeunes ingénieurs (INSA, ENSI, SUPTELECOM, ISEP, ISEN...) pour occuper des postes de chargés d'études dans les domaines :  
- Télécommunications générales et interfaces à micro-processeurs ;  
- Techniques impulsives rapides ;  
- Systèmes et périphériques radar.

Ces postes sont situés à ARCUEIL (94)



Prérez d'adresser votre candidature manuscrite avec C.V., photo et prétentions, en précisant le poste visé à l'ETCA, Service du Personnel 16 bis, avenue Prieur de la Côte d'Or - 94114 ARCUEIL CEDEX

## 2 Responsables production Formation A & M - Mines ou équivalent

C'est une mission complète, vous gerez la production, veillerez à la productivité, aux normes de qualité et aux investissements.

Vous faites évoluer les lignes de fabrication, managez nos unités de production de 50 personnes fonctionnant en 3 x 8.

De formation Ingénieur A & M ou équivalent, vous possédez des compétences générales en production, mécanique, électricité et électronique. Rigoureux, vous avez un bon esprit d'analyse et êtes amenés à résoudre aux problèmes posés.

Vous êtes un homme de communication capable de véhiculer les informations auprès de nos équipes.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite + CV + photo sous réf. 01/10/LM en précisant votre rémunération actuelle et le choix de la région. Les entretiens auront lieu à Paris et Nîmes.

**prospective** CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES 4, rue Deyron, BP 1422, 30017 Nîmes Cedex

OISE  
GARD

RECHERCHES DE LA CROIX

Nous sommes un groupement patronal, émanation régionale du CNPF. Notre souci est d'améliorer la compétitivité de nos entreprises par l'optimisation de notre démarche qualité. Nous recherchons notre :

**LA QUALITE VOUS INTERESSE... REJOIGNEZ-NOUS.**

## INGENIEUR CONSEIL QUALITE

Agissant au sein d'une structure très légère, vous interviendrez à la demande des chefs d'entreprise pour évaluer sur le terrain les procédures qualité, proposer des améliorations et suivre les réalisations.

Nous attendons un des deux profils suivants pour mener à bien des missions qui vous seront confiées par nos adhérents : Vous êtes soit diplômé d'une Ecole d'Ingénieur (INSA, HEI, ENIL...) et votre première expérience en production, qualité ou méthode, vous a fait découvrir la fonction de conseil, vous voulez en faire votre métier ; soit vous avez une solide expérience de direction dans des entreprises de transformation ou de process. Vous voulez aujourd'hui faire partager votre savoir-faire.

Dans les deux cas, vous êtes autonome, souple, pédagogue, homme de communication. Vous souhaitez vous investir dans le conseil.

Poste basé entre Champagne et Lorraine.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération sous la référence F 07 A 01 à notre Conseil, 50 rue Sainte-Croix de la Bretonnerie - 75004 PARIS.



Constructeur informatique en pleine expansion, nous disposons d'une forte notoriété et renforçons nos structures :

## Ingénieur DESIGN Carte Electronique Ingénieur DESIGN Logiciel

Jeune ingénieur diplômé d'une grande école (ESE, ISEP...) ou universitaire (DEA, Maîtrise informatique...) débutant ou première expérience, nous vous proposons d'intégrer notre département "Etudes et développement".

Au sein d'une équipe pluridisciplinaire, vous participerez à la conception et au développement des matériels et logiciels. Vous serez responsable de la définition des spécifications jusqu'à la validation et l'intégration.

En fait, vous accompagnerez votre produit de l'étude jusqu'à la mise en production.

Connaissance indispensable des micro-processeurs de l'assembleur 386 et du langage C. Une bonne pratique de l'anglais est requise.

Poste basé en Région parisienne. Rémunération attractive.



Merci d'adresser CV complet, lettre manuscrite sous réf. 217 E à Christian HOLLEVOET - NINTA - 30, rue du Rqg Montmartre - 75009 PARIS, à qui nous avons confié cette recherche.

## THOMSON RECRUTE LES MEILLEURS POUR LES METIERS D'AVENIR

## L'IMAGE : UN DOMAINE QUI BOUGE

La Division Electronique de Missiles (DEM, née en 1990, 220 personnes) a pour originalité d'être la seule structure qui couvre l'ensemble du spectre de longueur d'ondes, du visible jusqu'aux ondes centimétriques ; son activité : la conception et le développement des matériels électroniques installés à bord des missiles. Présente sur tous les segments du marché (autodirecteurs, fusées de proximité ou systèmes de liaison), elle participe à de grands programmes en coopération internationale.

Notre Service Traitement d'Images, à la pointe des technologies, intervient à tous les stades de développement des produits, depuis la conception jusqu'à l'intégration dans les missiles. Nous recherchons :

## INGENIEURS TRAITEMENT D'IMAGES

Vous êtes diplômé d'une grande école ou universitaire de bon niveau, le domaine du traitement d'images vous attire : nous vous proposons de nous rejoindre et de participer à l'avance technologique du Groupe dans le domaine de l'image.

Vous assurez la conception, la réalisation et la validation d'algorithmes de traitement d'images appliqués au guidage et au recalage de navigation par imagerie. Les études sont étayées par des simulations à partir d'images réelles ou synthétiques.

Ces postes requièrent une bonne créativité et la pratique de l'anglais.

Si vous souhaitez découvrir un métier plein d'avenir dans un domaine d'avant garde et rejoindre un groupe qui saura vous faire évoluer, adressez votre dossier de candidature à : THOMSON DEM - Christine DELEBEQUE - 25/27 rue Pierre Valette - 92240 Malakoff.



SOCIETE D'INGENIERIE recherche pour son agence de STRASBOURG

## UN INGENIEUR DIPLOME EXPERIMENTE EN TRAITEMENT DES ORDURES MENAGERES

Ce poste s'adresse à un candidat :  
- Capable de prendre des responsabilités et d'être autonome, ayant un minimum de 4 à 5 ans d'ancienneté.  
- Spécialiste dans les missions de maîtrise d'œuvre pour des usines d'incinération.

Envoyer C.V. + lettre manuscrite + photo + prétentions à : PUBLIPRINT P.A. N° 3089, BP 126 - 69685 CHASSIEU Cedex

**Nous nous sommes trouvé un cadre idéal pour mieux trouver les cadres idéaux!**

29 octobre 1990

ALPHACOM  
20 rue de la République de Cadix  
92000 NANTERRE - PERRET  
01 47 59 08 43



# Le Monde des Secteurs de Pointe

**FINIMETAL**  
le chauffage est un art

Premier producteur français de radiateurs (360 millions de CA), Finimetal est un des fleurons du groupe Compagnie Internationale du Chauffage (2,5 milliards de CA), le leader français et le n°3 européen de l'équipement du chauffage.

## Jeune ingénieur développement

Notre projet : tripler la production de notre usine de Blache (près d'Arras) grâce au développement d'une nouvelle gamme de produits.  
Dans ce contexte et pour renforcer notre structure, nous vous proposons d'intégrer notre équipe. Rattaché au Directeur Technique de l'usine, vous participerez à la mise en place de l'ensemble des investissements projetés (40 MF), au suivi des fournisseurs, à la recherche des solutions techniques appropriées.  
Vous avez une formation d'ingénieur mécanicien ou d'électro-mécanicien et vous souhaitez faire vos preuves sur le terrain.  
Dans ce poste évolutif au sein d'un groupe en développement, vous pourrez mettre en valeur votre esprit pratique et vos qualités humaines.

Merci de transmettre votre candidature, sous référence M/10 à Denis Neyron, CICH, 157 av. Charles Floquet, 93158 Le Blanc-Mesnil Cedex.

**C I C H** COMPAGNIE INTERNATIONALE DU CHAUFFAGE

## Développer nos systèmes de sécurité...

Notre Groupe (2 700 personnes), leader dans le montage d'ensembles industriels spécialisés (pétrole, chimie, nucléaire...), associe croissance et diversification à travers une de ses divisions (200 personnes). Cette nouvelle activité est devenue en trois ans leader dans les systèmes de mesure et de sécurité pour grues mobiles et autres matériels TP. Accélérez ce développement technologique, c'est l'opportunité offerte à un

### Ingénieur d'application

En étroite collaboration avec la Direction Opérationnelle et après formation à nos systèmes de sécurité (électronique) et à la gamme de matériels utilisateurs de ces systèmes, vous serez responsable de :

- l'évaluation technique et l'application des produits existants.
- l'analyse et l'étude de nos clients sur les nouveaux produits (CDC, définition, développement...).
- la diversification et l'ouverture à de nouvelles applications.

Analyse, adaptabilité, ouverture d'esprit et sens de la communication sont impératifs pour les contacts que vous aurez avec les constructeurs, les clients et la Direction Technique (électronique et électrotechnique).

A 28-30 ans, de formation ingénieur, vous disposez d'une première expérience en électronique appliquée.

Anglais courant. Poste évolutif, basé à Marne-la-Vallée (77).

Merci d'adresser lettre, CV photo et prétentions sous réf. S 005328/M.



**BERNARD KRIEF RECRUTEMENT**  
BP 185-07 - 75326 Paris Cedex 07

La haute technologie et la dimension européenne  
et la flexibilité d'une petite structure

## responsable bureau d'étude électromécanique

Leader européen du relais de haute précision, nous appartenons au groupe international LRE. Aujourd'hui, notre société renforce sa position auprès de l'industrie aéronautique, militaire et spatiale et axe son développement vers de nouveaux marchés (transports ferroviaires, nucléaire...). Notre savoir-faire, la grande technicité de nos produits et notre notoriété sont nos principaux atouts.  
Votre mission sera de faire du bureau d'étude le pôle de compétence de notre groupe dans le domaine de la conception de relais électromécaniques et sur d'autres produits. Rattaché au Directeur technique et responsable d'une équipe de 6 personnes, vous serez chargé de définir de nouveaux produits, de la conception à la réalisation des prototypes, et d'adapter les produits existants aux demandes spécifiques des clients. Ingénieur diplômé d'une école à dominante électromécanique, vous avez des compétences en électromagnétisme, des connaissances générales en résistance des matériaux et micro-mécanique. Une expérience de 3 à 5 ans, acquise en bureau d'étude, a révélé votre créativité et votre pragmatisme. Outre la curiosité technique et la rigueur, vous savez motiver et animer des équipes. Anglais indispensable, allemand apprécié. Quelques déplacements à prévoir en France et à l'étranger pour ce poste basé dans une grande ville de l'Ouest. Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous référence MQ/00018, à Nicole Kamezac, NK Conseil, Les Bureaux de Sévres, 72-78 Grande Rue, 92310 Sévres.

**INTK conseil**

## INGENIEURS GRANDES ECOLES ATTIRES PAR LA RECHERCHE

**UGINE**  
ACTES DE CORDON ROUGE

UGINE ACG occupe la place de leader mondial incontesté sur son marché, celui des produits plats en aciers spéciaux inoxydables et réalise un CA de 9 milliards de FF dont 65 % à l'export sans compter sa filiale aux Etats-Unis, U & L. Elle bénéficie d'outils de production et de recherche très performants - 6 sites industriels, 2 Centres de Recherche. Pour préparer l'avenir et répondre aux exigences techniques de sa clientèle, elle souhaite intégrer plusieurs jeunes ingénieurs attirés par la recherche. En fonction de leurs compétences et de leurs souhaits, ils pourront être orientés :

- en essais et contrôle de procédés de fabrication au sein du service Métallurgie d'une grosse unité de production du Centre de la France,
- en développement de nouveaux produits ou de procédés métallurgiques dans son Centre de Recherche du Nord de la France.

Ces postes conviendront à des jeunes ingénieurs diplômés d'une Grande Ecole (Centrale, Mines, Arts et Métiers, ENSEEG...) spécialisés en Matériaux ou Métallurgie. Ils sont débutants ou bien ont acquis une première expérience en recherche appliquée. Anglais indispensable.

Les entretiens des candidats auront lieu à Paris ou à Lyon.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV et prétentions sous réf. M 11477 BP à notre conseil : EGOR SA 8 rue de Berri - 75008 PARIS

**Acier**  
**USINOR SAILOR**

## Etre et Agir au Cœur de la Santé



ROUSSEL UCLAF Groupe Pharmaceutique et Agrobiologique français à vocation internationale intervient dans 3 secteurs d'activité : Santé humaine, animale et végétale. Pour le service des Enregistrements (Chimie, Pharmacie), la Direction du Développement Santé à Romainville, recherche un :

## INGENIEUR CHIMISTE TRADUCTEUR TRILINGUE

Ingénieur chimiste, vous avez une expérience confirmée de 3 à 5 ans dans le domaine des Enregistrements et possédez des connaissances en chimie organique, en analyse et pharmacie. Vous maîtrisez parfaitement l'anglais écrit et vous avez un bon niveau en allemand.

Vous assurerez au sein d'une équipe, la réalisation des dossiers pharmaceutiques en langue anglaise, pour l'enregistrement auprès des autorités administratives.

Vos qualités relationnelles, de méthode, d'organisation et de rédaction, vous permettront de réussir et d'évoluer dans la fonction.

Si la perspective de rejoindre un groupe évolutif vous tente, merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions, sous la référence 128/M ROUSSEL UCLAF - Direction de l'Encadrement et de la Formation - 35, bd des Invalides, 75007 PARIS.

**ROUSSEL UCLAF**

## Groupe DECISION INTERNATIONAL

NE REGARDE PAS D'OU TU VIENS, VOIS OU TU VAS...  
BEAUMARCHAIS

350 personnes dans un groupe international  
(5 pays, 15 agences) sont ainsi tournées vers le futur.  
Celui-ci a pour noms : HERMES, TELECOM 2, T.G.V., AIRBUS, ESPRIT2... et bien d'autres, tous issus des projets de nos prestigieux clients que sont les grands comptes.

Pour y participer, DECISION INTERNATIONAL recrute :

### INGENIEURS GRANDES ECOLES (ESE, Centrale, INSA, N7, ENSIMAG, ...)

Activité proposée :  
Conception, Développement, Responsabilité de projet.

Compétence dans l'un des domaines suivants :  
- Temps réel, UNIX, PICK, VMS ;  
- C, ADA, Assembleurs ; Microprocesseurs ;  
- ORACLE et autres SGBDR ; Réseaux et Télécommunications.

### ANALYSTES PROGRAMMEURS EXPERIMENTES

Activité proposée :  
Analyse, Développement, Maintenance avancée.  
Compétence requise :  
Informatique scientifique et technique ou bureautique.

En nous rejoignant, vous trouverez :

- un véritable esprit d'entreprise, qui a propulsé DECISION INTERNATIONAL, en moins de 6 ans, dans les 50 premières SSII ;
- une équipe jeune et motivée par la réussite de notre groupe ;
- de réelles possibilités de valoriser votre capital d'expérience ;
- une organisation conçue pour promouvoir le dialogue dans des entités à taille humaine ;
- une garantie de mise à jour permanente de vos connaissances techniques et méthodologiques.

Votre lettre de candidature, la description de votre carrière, vos objectifs, seront examinés avec soin par votre futur directeur, chez DECISION INTERNATIONAL, 52, rue d'Aguesseau, 92100 BOULOGNE. - Tél. : 46-05-40-79.

## Accompagner la transformation des Entreprises Industrielles

Peat Marwick  
Consultants est  
membre du réseau  
mondial KPMG.

A Paris,  
200 professionnels  
de haut niveau  
accompagnent les  
entreprises dans  
leur évolution.

**KPMG**

Diplômé(e) d'une grande école, vous possédez une expérience de plus de cinq ans acquise dans un cabinet de conseil ou dans une grande entreprise dans un des secteurs industriels suivants : automobile, aéronautique-espace, électronique.

Vous avez une connaissance approfondie de l'un des domaines suivants :

- développement des produits ;
- logistique de production et de distribution, approvisionnement-achats ;
- prix de revient, contrôle de gestion.

Peat Marwick Consultants vous offre l'opportunité de valoriser et d'élargir vos compétences en intégrant ses équipes de professionnels de haut niveau dans un contexte international.

Isabelle Régulier vous remercie de lui adresser votre candidature sous référence 931-55 à Peat Marwick Consultants - Tour Fiat Cedex 16 - 92084 PARIS LA DEFENSE.

Peat Marwick Consultants